

DÉBATS

Un entretien avec Arthur Schlesinger

« Il faut endiguer la vague de l'ethnocentrisme aux États-Unis »

« Les États-Unis ont à leur tête un président démocrate. Est-ce un simple accident électoral ou une étape normale qui s'inscrit dans votre théorie des cycles historiques ? »

— L'histoire des États-Unis a toujours connu des périodes d'alternance politique qui se reproduisent en gros tous les trente ans. En ce sens, le renouveau des années 80 n'a fait que reproduire en partie la politique pratiquée par le président Eisenhower dans les années 50, lequel s'inspirait de la période Hoover, trente ans plus tôt. À l'inverse, au tout début de notre siècle, Theodore Roosevelt, qui était républicain avant d'être exclu de son parti, a mis l'accent sur l'initiative publique, une idée développée en 1933 par un président démocrate, Franklin D. Roosevelt à travers son « New Deal », et reprise par Kennedy en 1961 sous la forme d'une « Nouvelle Frontière ». Il était donc prévisible que trente ans plus tard, on retrouverait le même mouvement de balancier.

— Ces cycles de trente ans n'ont rien de mystérieux, ils correspondent à la durée moyenne d'une génération et au moment où ceux qui sont en âge de décider mettent en pratique les idées qui ont inspiré le début de leur action politique. Les « enfants de Roosevelt » ont été John et Robert Kennedy, Lyndon B. Johnson et, à leur tour, le président Clinton et le vice-président Albert Gore sont logiquement « des enfants Kennedy ». Il y a donc une reproduction historique des modèles à partir de concepts qui ont peu varié. Le Parti républicain continue à apparaître comme le parti des milieux d'affaires et le Parti démocrate celui du gouvernement, d'un renforcement de l'action publique.

— Vous pensez que c'est encore le cas aujourd'hui ?

— Bien sûr. Pour ce qu'on peut en juger jusqu'à présent, l'action de Bill Clinton s'inscrit clairement dans la lignée de celle de Kennedy et de Roosevelt.

— On a beaucoup évoqué, durant la campagne électorale, les problèmes économiques des États-Unis. Mais certains spécialistes considèrent que les problèmes sociaux étaient jusqu'ici la cause de la crise et que la crise n'a contribué qu'à la faire remonter à la surface.

— La plupart des problèmes auxquels nous sommes confrontés sont liés à l'état de l'économie et ils devraient s'atténuer au fur et à mesure que la situation économique des États-Unis ira en s'améliorant. Mais nous avons quant à nous d'autres questions à régler qui ne sont pas directement liées à l'économie, et l'une des plus importantes est celle qui persiste depuis la création du pays à être celle des relations raciales et des rapports à entretenir avec les minorités. Certes, l'amélioration de l'emploi peut réduire les disparités sociales, atténuer une partie des préjugés subis, mais il y a encore beaucoup

Historien de formation, Arthur M. Schlesinger Jr., aujourd'hui âgé de 75 ans, est un ancien professeur de l'université Harvard. Il continue à enseigner à l'University Center de la City University of New York (CUNY) tout en collaborant à plusieurs publications dont le Wall Street Journal. Conseiller spécial du président John F. Kennedy de 1961 à 1963, Arthur Schlesinger, qui a reçu à deux reprises le prix Pulitzer, est l'auteur de plusieurs ouvrages traduits en français dont les 1 000 jours de Kennedy (Dano), Un héritage amer et l'ère de Roosevelt (même éditeur). Dans la Désunion de l'Amérique, son dernier essai traduit de l'américain par Françoise Burgess et publié en France (Éditions Liana Levi, coll. « Opinion »), ce New-Yorkais d'adoption (il est né dans l'Ohio), défend les mérites du multiculturalisme qui a façonné l'Amérique, mais il s'insurge contre sa dérive extrême, « le renouveau du séparatisme ethnique » qui contribue à produire « une nation de minorités ». Sous peine de voir les États-Unis se transformer en une nation « de plus en plus ségréguée ».



à faire. » On parle souvent du melting pot (le creuset ethnique) qui a été la caractéristique de ce pays, mais si nous tombons dans une phase de récession sévère, nous n'aurons plus de melting pot mais un boiling pot (une bouilloire), ce qui est beaucoup plus dangereux pour notre société. Je ne pense pas que l'économie soit la réponse aux nombreuses questions qui sont posées, mais elle est certainement la cause de certaines de ces questions.

« Le véritable problème est que la majorité blanche continue à rejeter les minorités »

— Vous pensez — et vous l'écrivez dans votre dernier ouvrage — que la notion de melting pot est désormais dépassée. Pour quelles raisons ?

— La notion de melting pot est une métaphore imparfaite dans la mesure où il y a toujours eu des groupes qui se mélangent mieux que d'autres. Cette notion représente l'idéal d'une identité américaine. Ce qui a caractérisé l'his-

toire des États-Unis, c'est le projet accompli pour passer de l'exclusion à l'inclusion. Nous ne sommes pas allés encore assez loin dans ce domaine. Ce pays est encore sans doute le seul exemple au monde, sur une aussi large échelle, d'une société à ce point multi-ethnique, et qui ait résisté à l'éclatement. Parce qu'elle a développé l'idée d'une identité nationale qui a absorbé les sous-cultures et que ce processus d'assimilation des groupes ethniques a été l'essence du succès des États-Unis. Mais cette idée d'assimilation est aujourd'hui contestée par certains qui prônent des identités séparées. Cela a donné naissance au mouvement en faveur du multiculturalisme, et à des dérapages plus dangereux.

« Le phénomène n'est pas tout à fait nouveau. Déjà, après la seconde guerre mondiale, des groupes « blancs », d'origine européenne, notamment des Hongrois, des Polonais, des Tchèques, se disaient exodés par la suprématie de la tradition anglo-américaine. Ils refusaient le melting pot et ont donné prise à une école de pensée.

— C'est ce qu'un auteur néo-conservateur a appelé, il y a une vingtaine d'années, l'essor des ethnies inassimilables (unmeltable ethnics). Ensuite, dans les années 60, il y a eu le mouvement en faveur des droits civiques où les minorités non blanches ont à leur tour plaidé pour un développement séparé. A bien des égards, le multiculturalisme a été un fait très positif. Il a contribué à enseigner à nos enfants d'autres cultures, à apprendre la place et les contributions des

minorités à l'écriture de notre histoire. Mais on est très vite allé beaucoup plus loin. Il s'agit maintenant de s'opposer au concept d'identité nationale, de promouvoir et de perpétuer un développement séparé des races. Au bout de cette logique, on a Beyrouth et la Yougoslavie.

— Selon vous, c'est ce qui est en train de se passer aux États-Unis ?

— Je pense effectivement qu'il y a actuellement un mouvement idéologique qui veut parvenir à cela. Mais je pense aussi que ces idéologues ne représentent pas nécessairement l'expression de leurs communautés. La plupart des Hispaniques et des Asiatiques veulent apprendre l'anglais et se fondre dans la masse des Américains. Je crois que c'est aussi le cas de la plupart des Noirs, ils ne veulent pas vivre dans les ghettos urbains, mais rejoindre la classe moyenne qui réside dans les banlieues.

« Le véritable problème est que la majorité blanche continue à rejeter les minorités. Mais je reste fondamentalement optimiste, car ce qui combattra le pouvoir des idéologues du séparatisme, c'est la force de l'amour et du sexe. Le mariage entre ethnies et cultures religieuses différentes augmente sans cesse. Actuellement, le quart seulement des mariages entre Américains unissent des personnes appartenant au même groupe ethnique. En 1990, on a dénombré plus d'un million de mariages interraciaux, soit le triple du chiffre atteint en 1970. Ce qui signifie que la plupart des Américains ont désormais une identité mixte. Ils se considèrent d'abord comme Américains et non pas Chinois, juifs ou Polonais.

— Vous ne pensez pas qu'on puisse parler de ghettos ?

— Bien sûr que si. Il y a des ghettos ethniques, des ghettos sociaux, mais la première réaction des gens qui y sont enfermés est de vouloir en sortir. La position des idéologues dont j'ai déjà parlé, à l'écarter, ils disent : non, il faut qu'ils restent là, qu'ils parlent leur propre langue, qu'ils véhiculent leur propre culture, qu'ils soient séparés. Pendant deux cents ans, les Américains ont cru à un avenir meilleur pour leurs enfants. Aujourd'hui, ils doutent davantage, et si ce culte de l'ethnie s'est autant développé, c'est en partie en raison du manque de confiance de la société américaine. Au début, l'ethnocentrisme était vécu comme une réaction à une culture anglo-centriste dominante. À présent, ce mouvement se transforme en culte reniant le principe originel de l'Amérique qui se veut un pays et une culture, certes, mais d'abord un peuple.

— Entrez-vous qu'il y ait un lien entre l'ethnocentrisme et la violence exprimée par d'autres groupes, par exemple hispaniques, d'avoir aussi leur propre identité ?

— Tout le monde veut conserver son identité. Les Irlandais célèbrent la fête de saint Patrick, les Italiens fêtent Christophe Colomb. Mais il faut faire attention sur le sentiment d'identité des Américains « à part » (italo-américains, sino-américains...) et sur « une conscience nationale qui se satisfasse de multi-ethnicité », dénoncée en son temps par Theodore Roosevelt. L'ethnocentrisme n'a rien à voir avec cela. Une chose est d'honorer la contribution de l'Afrique à la civilisation de

notre pays, d'enseigner l'histoire africaine, une autre est d'imposer une fausse histoire, à savoir l'idéalisation de l'Égypte ancienne, considérée comme un pays africain noir. Je partage le sentiment de ceux qui pensent qu'il s'agit d'une « invention de la tradition ». Le danger est que cette notion est maintenant imposée dans les écoles publiques américaines, en principe pour aider les enfants issus des groupes minoritaires à retrouver leur propre valeur, « cette estime de soi » dont on parle beaucoup. Les programmes afrocentristes sont maintenant enseignés dans de nombreuses écoles secondaires publiques après avoir été introduits dans le système scolaire de l'État d'Oregon en 1987. Ils reposent notamment sur les études du psychologue scolaire Asa Hilliard selon lesquelles l'Afrique est la mère de la civilisation occidentale.

« Le mouvement en faveur du multiculturalisme débouche sur une dérive extrême »

« Historiquement, l'école a joué un grand rôle dans ce pays, car elle a contribué à façonner les nouveaux arrivants. Mais la corruption actuelle du curriculum par la méthodologie de l'afrocentrisme est alarmante. Si les idéologues afrocentristes veulent célébrer leurs origines africaines en privé, de la même façon que les Irlandais célèbrent saint Patrick, très bien, mais il ne faudrait pas à l'École des professeurs irlandais des écoles de l'État du Massachusetts, un bon coup d'éclat de la part des catholiques, d'imposer un curriculum basé sur un « centrisme irlandais ». Le résultat de cette dérive est que les campus se sont fragmentés en une multitude de groupes et de comportements ethniques. L'université Stanford (Californie) a ses « maisons à thèmes ethniques ». Au collège d'Oberlin, les Noirs sont dans un bâtiment appelé « héritage africain » et les étudiants étrangers dans « une maison du tiers monde ». Les étudiants vivent en vase clos, isolés dans leur communauté. Affirmer son apparence permet maintenant d'acquiescer un statut social. En réalité, ce séparatisme déconstruit institutionnellement ne fait qu'accentuer les tensions sociales sans améliorer ni la confiance de l'enseignement ni la confiance en soi des enfants. Si les enfants asiatiques et peut-être les enfants juifs réussissent mieux que d'autres à l'école, ce n'est pas parce qu'on leur a enseigné un ethnocentrisme, on leur a enseigné un ethnocentrisme, mais parce qu'ils viennent de familles plus stables et plus motivées.

« Le mouvement en faveur du multiculturalisme a été bénéfique car il a contribué à rétablir l'équilibre, mais quand il débouche sur une dérive extrême des idéologies, il devient dangereux. Il faut endiguer la vague de l'ethnocentrisme. Ce qui se passe aux États-Unis se passe aussi dans le monde entier.

Nous sommes passés de la lutte idéologique aux affrontements interethniques. C'est ce que vit l'Europe en ce moment. Pourtant, à certains égards, l'Amérique a quelques avantages sur l'Europe car, à part peut-être le cas de la France, aucun autre pays européen n'a, soit la tradition, soit les instruments d'une possible assimilation des communautés venues d'ailleurs. C'est sans doute pour cela que l'Allemagne, par exemple, vit actuellement une période troublée.

— Vous ne croyez pourtant pas à un danger réel de fragmentation de la société américaine ?

— Le danger est toujours là. Mais, encore une fois, grâce à l'augmentation constante des mariages interethniques, au fait que de plus en plus de représentants de minorités rejoignent le mainstream, le courant majoritaire, je crois que ce mouvement compense l'abstraction des idéologies de l'ethnocentrisme.

— Vous évoquez seulement le risque de fragmentation ethnique, pas celui d'un éclatement social ?

— Des problèmes existent effectivement aussi dans ce domaine. Les femmes, qui figurent encore parmi les minorités alors qu'elles représentent près de 53 % de la population totale aux États-Unis, commencent à bénéficier des acquis qui leur avaient été refusés. Il y a d'autres groupes qui revendiquent leurs droits. Le danger me paraît toutefois plus important quand il s'agit de l'identité d'un peuple. La démocratie repose sur des invidas, pas sur des groupes. La Constitution américaine a été écrite pour les individus, par pour des groupes d'intérêts. Il a pu y avoir des cas, comme celui des Noirs américains, où une période de transition s'impose. Mais là aussi, si les tensions économiques sont apaisées, les tensions raciales s'en trouvent réduites d'autant.

— La communauté noire revendique un pouvoir politique et économique, la communauté hispanique veut accéder au pouvoir politique, les Asiatiques se contentent pour l'instant d'un pouvoir économique. Comment expliquer ces différentes attitudes ?

— La communauté noire revendique davantage parce qu'elle est la plus ancienne dans ce pays et parce qu'elle a été historiquement la plus maltraitée. Les communautés hispanique et asiatique sont un peu les dernières arrivées. Leurs revendications trouveront aussi leur formulation.

— Vous avez évoqué ces cycles historiques de trente ans environ, l'espace d'une génération. Comment expliquez-vous que l'alliance objective qui existait dans les années 60 entre Noirs et Juifs ait aujourd'hui complètement disparu ?

— C'est un phénomène qui n'est pas directement lié à la question des cycles. D'ailleurs, cette alliance que vous évoquez a toujours été très fragile et empreinte d'une grande méfiance. Mais il est vraisemblable que la communauté noire a encore des revendications que la communauté juive estime pour sa part satisfaites.

— Vous avez évoqué les dangers du développement séparé à l'école publique. Vous n'êtes pas opposé pour autant au bilinguisme ?

— Pas du tout. Dans la mesure où il facilite l'entrée de l'enfant dans une société qui parle l'anglais, le système du bilinguisme à l'école est une bonne chose. Nous avons connu cela au dix-neuvième siècle avec des écoles bilingues fréquentées notamment par des enfants allemands ou suédois. Les enfants ont été rapidement convertis à un système de société parlant anglais. Malheureusement, là aussi, on constate parfois qu'au lieu d'ouvrir un seuil, on crée du ghetto. Certains considèrent maintenant qu'apprendre aux enfants noirs l'anglais leur fait perdre leur sentiment d'infériorité et qu'il faut leur parler en « anglais noir ». Selon moi, c'est un handicap majeur. Beaucoup d'immigrés pourraient vous le confirmer. Prenez l'exemple de Mario Cuomo, le gouverneur de l'État de New-York. Il a grandi dans une famille où l'on ne parlait que l'italien. Il n'a commencé à apprendre l'anglais qu'à l'âge de sept ans, quand il a fréquenté le cours élémentaire à l'école publique. Il est donc parti avec un handicap. Depuis, il s'est retourné. Il parle aussi bien l'anglais que n'importe quel autre homme politique américain.

Propos recueillis par SERGE MARIT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Droits de la société :
ceci est à compter du
10 décembre 1994
Capital social :
320 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Com
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsalit

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et du Monde et du Monde SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Imprimerie
du Monde
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs annuelles y compris CEE et autres
3 mois	336 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 596 F
1 an	1 890 F	2 246 F	2 992 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE. Code d'accès ABO

« LE MONDE » (LPM - périodique) est publié tous les jours à 10 heures, sauf le dimanche et les jours fériés. N° 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : non abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, et indiquent leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 Durée choisie : PP Paris PP

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

فكرنا من الأصل

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yugoslavie

Quelques heures après le rejet par le Parlement de la République serbe (autoproclamée) de Bosnie de la carte proposée par les médiateurs internationaux de redécoupage de la Bosnie-Herzégovine, lord Owen a exprimé, lundi matin 28 avril, avant son départ de Belgrade pour Genève, l'espoir que la Yougoslavie prendrait des « mesures radicales » pour ramener Radovan Karadzic et les Serbes de Bosnie à la raison.

Le refus du plan de paix doit entraîner le renforcement immédiat, à compter probablement du 27 avril, des sanctions décidées par le Conseil de sécurité contre la Serbie et le Monténégro. L'em-

bargo prévoit notamment l'interdiction du trafic routier et fluvial à travers la Yougoslavie et le gel des avoirs financiers yougoslaves à l'étranger.

Les Serbes de Bosnie, qui recherchent une continuité territoriale entre les provinces qu'ils contrôlent et qui leur sont attribuées dans le plan Vance-Owen, n'ont pas encore complètement fermé la porte à une solution. Sans doute pour gagner du temps, ils ont décidé d'organiser un référendum, les 15 et 16 mai, sur le plan de paix.

Pour sa part, le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, s'est prononcé, dimanche, pour des mesures plus sévères afin de

trouver une solution au conflit dans l'ex-Yugoslavie. « C'est une situation extrêmement dangereuse, a-t-il dit à la chaîne de télévision américaine CBS. On risque une guerre des Balkans de plus grande ampleur et elle doit être évitée par tous les moyens (...). Je pense que nous devons étudier très soigneusement toutes les options que nous avons car toutes ne sont pas de bonnes options. Il est temps de se concerter très étroitement de manière bilatérale entre les États-Unis et la Russie et aussi sur une base multilatérale. Il est extrêmement important de rester ensemble et de ne rien entreprendre unilatéralement. » Réunis au Danemark

pendant le week-end, les ministres des affaires étrangères des Douze n'ont pas exclu la préparation d'une intervention militaire internationale, mais donnent la préférence, pour le moment, à une politique de sanctions accrues contre Belgrade.

Alors que les combats se poursuivent sur plusieurs fronts en Bosnie, lord Owen a obtenu, dimanche, une trêve entre Croates et Musulmans. Le cessez-le-feu a été signé par le président bosniaque, Alija Izetbegovic, et le chef des Croates bosniaques, Mate Boban, en présence du président croate, Franjo Tudjman.

Le refus du plan Vance-Owen

Suite de la première page

Le Parlement a par ailleurs décidé d'organiser, parmi les Serbes de Bosnie, un référendum, les 15 et 16 mai prochains, sur le plan Vance-Owen.

Le refus des Serbes de Bosnie expose la Serbie et le Monténégro à un isolement total, conformément à la résolution 820 des Nations unies. En quittant Belgrade, lundi matin, lord Owen n'a pas exclu une intervention militaire élargie contre les Serbes. Pour protester contre les menaces de la communauté internationale et les sanctions qualifiées d'« injustes » à Belgrade, les syndicats devaient manifester, le même jour pendant une heure, à travers toute la Yougoslavie. Mais en dépit de l'appel à la raison des dirigeants de Belgrade, l'opinion publique, habilement préparée par les médias officiels - qui apparaissent une signature à une « capitulation du peuple serbe » et à une « trahison des intérêts serbes », semblait approuver en grande majorité la décision des Serbes de Bosnie. Alors que le chef de ces derniers, Radovan Karadzic, avait reconnu, dimanche soir, que la Serbie avait essayé de « monnayer » la signature du plan de paix contre la levée de toutes les sanctions frappant la Yougoslavie, certains se demandent si l'« avenir de la Yougoslavie » n'est pas en jeu. Les Serbes de Bosnie ne peuvent pas maintenir longtemps l'effort de guerre.

Devant son « Parlement », Radovan Karadzic avait annoncé qu'après l'échec des dernières négociations avec lord Owen il appartenait aux députés de se prononcer définitivement sur l'acceptation ou le rejet du plan de paix pour la Bosnie. « Nous avons présenté de nouvelles propositions », a-t-il expliqué, « elles ont été rejetées, par conséquent la partie serbe a refusé de signer les cartes ».

Samedi, Radovan Karadzic avait déjà rejeté catégoriquement la proposition de lord Owen concernant l'ouverture d'un corridor démilitarisé et placé sous contrôle de l'ONU reliant les provinces serbes du nord-ouest de la Bosnie à la Serbie (le Monde daté 25-26 avril). Le lendemain, il suggérait une période de transition pour l'application du plan de paix afin de permettre aux trois parties en conflit de négocier directement certaines modifications de la carte. Les Serbes de Bosnie auraient profité de ce répit pour tenter d'obtenir le contrôle de ce corridor démilitarisé qui traverse une province attribuée aux Croates. Ce couloir leur permettrait notamment d'établir cette fameuse continuité territoriale entre toutes les régions serbes, de la Bosnie à la Serbie en passant par la Croatie.

Lord Owen a rejeté cette « continuité » et a estimé que la signature du plan n'était pas « négociable » en précisant que des modifications

pourraient intervenir ultérieurement si les trois parties en convenaient par consensus. Et de rappeler aux Serbes que « l'Occident ne permettra à aucun prix la création d'une Grande Serbie ». Le négociateur européen avait également insisté sur les risques d'un refus du plan de paix : « Ce serait une catastrophe non seulement pour les Serbes de Bosnie, mais aussi pour les Serbes de Serbie ».

Dimanche soir, Radovan Karadzic avait donc placé son Parlement devant un « choix historique » : s'exposer à la misère et aux bombardements en ne signant pas, ou essayer d'atteindre les objectifs fixés par d'autres moyens », en signant. Dans un discours d'une heure, il s'était engagé « à ne donner aucun conseil et à ne présenter que les faits : ce qui nous attend, suivant l'option retenue ». Paraissant cette fois prendre au sérieux les menaces d'intervention militaire étrangère, Radovan Karadzic avait souligné qu'en cas de rejet il fallait « se préparer à manger peu et à traverser un calvaire ». « Si une troisième guerre mondiale éclate, la responsabilité en incombera à cette variante des cartes Vance-Owen ». Plus ferme que lui, le président du Parlement, Momcilo Krajisnik, avait déclaré : « Si nous nous mettons à négocier, et si nous capitulons maintenant, rien ne pourra nous sauver. »

FLORENCE HARTMANN

Les Douze privilégient la politique de sanctions

CHATEAU DE HINDSGAVL (Danemark)

de notre envoyé spécial

Les Douze sont déterminés à appliquer la résolution 820 du Conseil de sécurité, qui prévoit, à compter du lundi 26 avril, le renforcement des sanctions contre la Serbie. Mais à leurs yeux, l'heure n'est pas encore venue de se prononcer sur l'opportunité d'une intervention militaire, qu'il s'agisse de frappes aériennes ou de la création, en Bosnie, de zones de sécurité.

Pour se défendre d'adopter ainsi une attitude pusillanime, ils font toutefois valoir, avec une belle unanimité, qu'« aucune option n'est exclue ». Peu sensibles aux reproches de suivisme qui leur sont adressés, ils attendent d'en savoir davantage sur l'attitude des États-Unis avant, le cas échéant, d'aller plus loin. Telle était l'ambiance lors de la réunion que les ministres des affaires étrangères des Douze ont tenue, samedi 24 et dimanche 25 avril, au Danemark. L'annonce du rejet par les Serbes de Bosnie des derniers amendements proposés par lord Owen à son plan de paix (création d'un corridor démilitarisé pour relier les régions attribuées aux Serbes en Bosnie occidentale et en Bosnie orientale) ne les a pas conduits à se départir de leur

Communauté n'est guère appréciée par Jacques Delors, le président de la Commission européenne. « L'essentiel, c'est qu'il y a un coupable principal qui applique une idéologie inacceptable. Tant qu'il ne croira pas, par une menace forte, que la Communauté internationale veut l'arrêter, il continuera », avait-il déclaré une semaine plus tôt, à Stockholm, devant ainsi « son point de vue de citoyens ».

« Notre politique aujourd'hui, c'est la politique des sanctions. Nous avons la volonté d'appliquer avec rapidité et de la manière la plus efficace possible. Je ne partage pas le scepticisme de certains quant aux résultats à en attendre », a déclaré Alain Juppé. La plupart des commentateurs, dimanche, allaient dans ce sens : la situation économique se dégrade déjà sérieusement en Yougoslavie et le régime de Slobodan Milosevic sera contraint de composer dès lors que l'état sera sérieusement menacé.

Élément nouveau de ce deuxième train de sanctions, l'interdiction totale du transit de marchandises, à l'exception des produits alimentaires et des médicaments, à travers la Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Les dispositions réglementaires nécessaires ont été préparées par la Commission et devaient être adoptées lundi 26 avril par les Douze. Ils sont d'accord pour accroître le nombre des douanes qu'ils ont dépêchés sur le terrain pour exercer les contrôles aux points de passage. Leur nombre, qui est aujourd'hui de soixante-dix, y

compris les Américains et les Canadiens, passerait ainsi à environ cent cinquante. Les États membres arrêteront les dispositions nécessaires pour que le gel des avoirs serbes soit effectif.

Alain Juppé et les « frappes aériennes »

En revanche, les Douze ont renoncé à interrompre les télécommunications entre la Yougoslavie et le monde extérieur. Niels Helveg Petersen, le ministre danois qui préside les travaux du conseil, a également évoqué l'isolement diplomatique de la Yougoslavie. Si la politique de sanctions n'aboutit pas au résultat escompté, les Douze n'excluent donc aucune autre option et, pour réfléchir à cette étape suivante, ils vont avoir d'étroites consultations avec leurs alliés, au premier rang desquels les États-Unis. « J'ai insisté pour que la Russie ne soit pas exclue de ces conversations », a fait valoir M. Juppé.

A entendre le ministre français des affaires étrangères, sur les quatre options théoriquement possibles, il en reste deux envisageables. La levée de l'embargo sur les armes au profit des Musulmans de Bosnie a été rejetée par la quasi-totalité des délégations, comme risquant de relancer encore les combats. Seul, Klaus Kinkel, le ministre allemand, y aurait été favorable, partant du principe qu'il faut donner la possibilité de se défendre à ceux qui n'y ont pas pu protéger. Les Douze excluent également

un déploiement massif de forces terrestres. Restent alors : d'une part la création de zones de sécurité, d'autre part des attaques aériennes sur des cibles serbes clairement identifiées.

Alain Juppé a fait remarquer que des frappes aériennes mises en œuvre avec les Américains poseraient toute une série de problèmes : « Quels seraient les objectifs d'attaques militaires ? Geler la situation sur le terrain ou faire reculer les Serbes ? Comment redéploier-on alors nos troupes présentes en Bosnie ? Quelle sera la chaîne de commandement ? » Le ministre français ne considère pas comme allant de soi qu'une telle opération se fasse sous commandement américain. Javier Solana, son collègue espagnol, et lui-même, ont souligné qu'en tout état de cause, une intervention armée d'une telle nature impliquerait un feu vert du Conseil de sécurité. Cependant Emilio Colombo, le ministre italien, a exprimé un point de vue contraire.

Malgré tout, M. Juppé a estimé que ces bruits de bottes ne devaient pas faire illusion. « Il n'y a pas aujourd'hui de pré-décision d'intervention militaire », a-t-il résumé. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, a manifesté le même souci de retenue. Les Douze ont décidé d'adresser une sérieuse mise en garde aux Croates, qui, à leur tour, se livrent à des exactions en Bosnie centrale. S'ils continuent à commettre des atrocités, nous pourrions également être conduits à leur enlever le contrôle de la région.

PHILIPPE LEMAITRE

La Hongrie est réservée sur le renforcement de l'embargo contre la Yougoslavie

Les pays voisins de la Serbie sont de plus en plus préoccupés par les répercussions économiques des sanctions contre Belgrade. C'est le cas de la Macédoine, de la Roumanie, de la Bulgarie et, en particulier, de la Hongrie.

BUDAPEST

de notre correspondant

C'est avec inquiétude et réticence que la Hongrie a approuvé le renforcement des dernières sanctions de l'ONU contre la Serbie et le Monténégro, qui devaient commencer à entrer en vigueur le 26 avril. Pays frontalier de la Yougoslavie, la Hongrie

crainait que ces nouvelles mesures ne détériorent la situation de l'importante minorité magyare de Voïvodine (Serbie) et n'aggravent l'impact de l'embargo qui a déjà coûté 500 millions de dollars au pays, selon les chiffres officiels.

Autre préoccupation : l'application des sanctions pourrait entraîner une nouvelle vague de réfugiés, alors que le pays accueille près de 60 000 personnes en provenance de l'ex-Yougoslavie. Depuis le début de la guerre, la Hongrie, qui se trouve en première ligne, a toujours pris soin d'embellir le pas aux initiatives occidentales. Elle a néanmoins hésité à se mettre en avant pour ne pas fatiguer les foudres de Belgrade et risquer des représailles contre les

400 000 Magyars de Voïvodine. Mais un changement de ton est désormais perceptible.

Déjà par la CEE

Pour János Herman, porte-parole du ministère des affaires étrangères, les nouvelles sanctions représentent une « cause-tête » pour Budapest ; la Hongrie, a-t-il rappelé, ne soutiendra pas un blocus total du transport de fret sur le Danube, ni une paralysie complète du trafic frontalier avec la Serbie et le Monténégro.

Ces réserves ont également été exprimées en d'autres termes par le vice-président de l'Alliance démocratique des Magyars de Voïvodine, M. János Vekas, qui a affirmé au

quotidien *Nepszabadsag* que « les sanctions pourraient renforcer les tendances militaires et nationalistes en Serbie et même encourager une dérive vers le fascisme ». Même si personne ne l'avoue ouvertement à Budapest, la Hongrie commence à être exaspérée de cautionner des opérations occidentales dont elle doute du bien-fondé et qui s'avèrent incapables de mettre un terme à la crise yougoslave. D'un côté, laisse-t-on entendre ici, « on nous demande toujours plus (survol de l'espace aérien par les avions AWACS de l'OTAN, déploiement des corvettes de l'UEO sur le Danube) sans offrir la moindre garantie de sécurité pour nos frontières, ni pour les minorités de Voïvodine ». Budapest réclame d'ailleurs depuis

longtemps le déploiement d'observateurs de l'ONU dans cette région multinationale de Serbie.

A cet égard, s'ajoute un désenchantement croissant envers l'Occident et surtout la CEE, accusée de traîner les pieds dès qu'il s'agit d'offrir des contreparties aux efforts demandés. L'image de marque de la CEE a été considérablement ternie par la récente interdiction de toute importation de viande et de produits laitiers de l'Est. Cet épisode a surtout renforcé le sentiment, justifié ou non, d'abandon et de fragilité. Du pain béni pour les témoins de l'extrême droite qui ne cessent de dénoncer la « soumission » et le « bradage » du pays à l'Occident.

YVES-MICHEL RIOLS

ITALIE : la formation du gouvernement


M. Scalfaro a achevé ses consultations

Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, a achevé, dimanche 25 avril, la série de consultations entamée vendredi afin de former un nouveau gouvernement, après la démission du président socialiste du conseil, Giuliano Amato, consécutive aux référendums des 18 et 19 avril. M. Scalfaro a reçu dimanche au Quirinal les secrétaires des principaux partis italiens, Giorgio Benvenuto (PSI), Achille Occhetto (PDS, ex-PCP), Mino Martinazzoli (démocratie chrétienne). Vendredi et samedi, il avait reçu les dirigeants des autres formations représentées au Parlement.

Outre les noms déjà cités la semaine dernière (le Monde du 24 avril), celui de Leopoldo Elia, ancien président de la Cour constitutionnelle, a été avancé avec insistance samedi. Ont été également évoqués, selon la presse, les noms d'un économiste, Romano Prodi, et du gouverneur de la banque centrale, Carlo Azeglio Ciampi, dont le président de la Fiat, Giovanni Agnelli, a fait l'éloge. Pour sa part, Umberto Bossi, le dirigeant des Ligues du Nord, s'est rallié au choix de l'ancien démocrate-chrétien Mario Segni, tout en menaçant d'organiser un grand rassemblement à Milan pour demander des élections anticipées, si une solution rapide n'est pas dégagée. (AFP, Reuters)

o KIRGHIZISTAN : appel au retrait des troupes russes. - Le président du Kirghizistan, Askar Akayev, a appelé, vendredi 23 avril, devant la presse japonaise, au retrait des troupes russes de son pays dans les deux ou trois années à venir. M. Akayev a estimé que ce retrait devait être possible, Bichkek et Moscou ayant signé un traité de non-agression. (UPI)

o TCHÉCHÉNIE : affrontements au ministère de l'Intérieur. - Des affrontements se sont produits samedi 24 avril à Grozny, capitale de la République caucasienne séparatiste de Tchétchénie, où les partisans du nouveau ministre de l'Intérieur, nommé la semaine dernière par le président Doudaev, ont voulu déloger du bâtiment, à la grenade, les défenseurs de l'ancien ministre. Selon une agence de presse russe, Postfactum, une personne aurait été tuée au cours de ces incidents. (AFP, Reuters)



LAURE ADLER

Martine Aubry,
Michèle Barzach, Edith Cresson,
Marie-France Garaud,
Françoise Giroud,
Elisabeth Guigou,
Ségolène Royal, Simone Veil,
Dominique Voynet.

Une série d'interviews passionnantes de toutes les femmes qui comptent, ou qui ont compté, ces trente dernières années en politique.

Michèle Flioussi / Elle

Collection L'Épreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman

Editions du Seuil

EUROPE

Vote de confiance pour Boris Eltsine

Suite de la première page

Le tribunal constitutionnel l'avait, en effet, finalement décidé de satisfaire à cette difficile exigence qu'avait voulu lui imposer le congrès. Mais s'il avait malgré tout réussi cet exploit, M. Eltsine n'aurait eu aucun mal à enfoncer les défenses « légales » de ses adversaires. Ce n'est pas le cas. De même, il devrait apparemment manquer au président quelques points pour obtenir une réponse parfaitement sans équivoque à la quatrième question, portant sur la nécessité d'élections législatives anticipées. Dans ce cas, la majorité des inscrits était requise, et elle ne semble pas devoir être atteinte.

Confortable dans les grandes centres urbains, le succès de M. Eltsine n'est pas général, et son appui est très variable (les « oui » à la question sur la confiance s'élevaient de moins de 40 % à plus de 70 %). Au vu des premiers résultats, les quelques régions « perdues » par le président se situent, pour certaines en Russie centrale (le district de Penza par exemple), pour d'autres en Sibirie orientale (Tchita, à l'est du lac Baïkal et l'Amour plus à l'est encore), même si en Extrême-Orient M. Eltsine obtient de meilleurs résultats que lors de l'élection présidentielle de 1991.

D'autre part, au Tatarstan, qui se considère dans une situation de semi-indépendance, la participation a été si faible (20 %) que le référendum est annulé, et il n'a même pas été organisé en Tchétchénie. Ceux qui, à l'instar du président du parlement Rouslan Khasboulatov, affirment que la consultation accentuerait les tendances centrifuges en Russie pourront en tirer argument.

La partie continue

Lundi matin, M. Khasboulatov a d'ailleurs affirmé, par porte-parole, que le référendum n'avait fait « ni vainqueur ni vaincu », mais avait « divisé la société et constitué une étape dans la voie de l'affaiblissement du pouvoir central en Russie ». Pour sa part, et alors que les partisans de M. Eltsine crient bien entendu victoire, le président de la commission des affaires étrangères, M. Ambartsumyan, a eu recours à la terminologie des échecs en expliquant qu'on était « en situation de pat », de blocage, mais « avec avantage au président ».

La querelle de l'interprétation a donc, comme prévu, immédiatement commencé, et elle se poursuivra inévitablement à mesure que s'affineront les résultats. Au-delà des prises de position intéressées, ce référendum-plébiscite continuera en effet de poser bien des questions, après même que les « réponses » des Russes auront été définitivement comptabilisées. Ceux qui ont dit oui à Eltsine ont-ils voté pour le réformateur ou, plus traditionnellement, pour le pouvoir en place ? Pour le changement ou pour la stabilité ? Le « oui » veut-il pour approbation de ce qui a été fait, ou comme manifestation d'espoir, comme refus de considérer que la Russie est vouée à l'échec, que tout est, une fois de plus, à recommencer ?

Les réflexions entendues dans les bureaux de vote prouvent en tous cas que les motivations sont extrêmement diverses. Entre la petite vieille qui trouve qu'il y a trop de changements depuis Staline, Brejnev et les autres, et qu'il faut donner un peu de temps, à son tour, à Eltsine, et ceux qui



veulent voter « pour l'avenir », il y a un monde. De même, risquer des comparaisons avec les chiffres de l'élection présidentielle de 1991 est un exercice très délicat : M. Eltsine, cette fois, n'avait pas d'adversaire, mais il bénéficiait au contraire d'un repoussoir en la personne du « Tchétchéne » Rouslan Khasboulatov. Il fallait en fait éboiser entre le président et le nain, le connu et l'inconnu. De plus, M. Eltsine disposait cette fois des avantages du pouvoir et tout

particulièrement de l'appareil de propagande de l'Etat. Dans ces conditions, sa victoire, logique et attendue, ne suffit pas à elle seule à établir que les Russes sont clairement décidés à reprendre d'un pas vif la voie des réformes.

Le président a, incontestablement, gagné une manche. Se sentira-t-il assez fort pour exploiter au maximum ce succès, et tenter d'imposer à la hussarde une constitution taillée à sa mesure, comme l'y poussent ses conseillers les plus en pointe, M. Guennadi Bourboudis le premier ? Les propos que M. Eltsine a tenus samedi soir à la télévision, sa manière d'affirmer que « les voix pour le président seront considérées comme la volonté du pays d'adopter la nouvelle constitution » paraissent témoigner d'une volonté de bousculer les événements. Ses adversaires vont devoir au contraire jouer la carte de la « légalité » constitutionnelle actuelle, temporiser et peut-être chercher, à nouveau, un « compromis ». La partie continue.

JAN KRAUZE

BELGIQUE : après l'adoption de la réforme constitutionnelle

Les antiséparatistes ont manifesté à Bruxelles

Plusieurs dizaines de milliers de personnes – quelque 20 000 selon la police, près de 100 000 selon les organisateurs – ont manifesté « contre le séparatisme » dimanche 25 avril à Bruxelles.

BRUXELLES

de notre correspondant

Aux cris de « Vive le roi ! », « vive la Belgique ! », des scouts, des étudiants, des familles – souvent très « BCBG », de très nombreux anciens combattants, ont défilé dans les rues du centre de la capitale devant des maisons et des immeubles parfois pavés aux couleurs nationales.

Les francophones étaient, à l'évidence, plus nombreux que les néerlandophones, mais il y avait des Flamands parmi les personnalités présentes, notamment des patrons, tel M. André Van Roy, président de General Motors Belgique, qui considère les surchiffres séparatistes comme une menace de nature à dissuader d'ores et déjà les investissements internationaux en Belgique. Le mot d'ordre avait été lancé par une association, dont certains membres avaient déjà organisé une campagne de signatures pour que la population soit consultée par référendum sur l'avenir du pays, ce que le gouvernement a refusé de faire jusqu'à présent, considérant apparemment qu'une réponse différente en Wallonie et en Flandre créerait une situation dramatique.

Ce rassemblement a eu lieu deux jours après que le Parlement eut adopté tous les articles de la réforme constitutionnelle qui fait de la Belgique un Etat fédéral comportant trois entités : la Flandre néerlandophone, la Wallonie francophone et une « région » bruxelloise qui aura sans doute du mal à se situer par rapport aux deux premières. Parmi les manifestants, beaucoup ne cachent pas leur nostalgie de la Belgique unitaire d'avant les révisions successives de la Loi fondamentale qui ont commencé en 1970, la dernière en date n'étant que « le toit sur la maison

fédérale », selon le premier ministre social-chrétien Jean-Luc Dehaene. En principe, cette « réforme de l'Etat » devrait désamorcer les vieilles querelles entre francophones et néerlandophones, mais les « unitaristes » (appelés aussi « Belgeins ») font valoir que ces concessions aux régionalistes ont pour seul effet de radicaliser leurs revendications.

Des hommes politiques se sont joints à cette manifestation qui se voulait celle de la « société civile ». Il y avait des libéraux francophones, qui ont voté contre la révision de la Constitution, et aussi des écologistes et des sociaux-chrétiens francophones, qui ont voté pour. Des députés présents dans le cortège ont été vivement hués par des manifestants, entendant montrer qu'on ne veut pas de l'avenir que nous préparent ces messieurs.

« Belgeins » contre « rattachistes »

Au même moment, des débats avaient lieu sur les chaînes de télévision francophones publique et privée. Faisant écho des projets du « gouvernement » flamand que la nouvelle Constitution met en place, un partisan de l'indépendance wallonne, M. Raoul Ervax, président du mouvement Wallonie Libre, estimait que « rester belge, c'est consentir à une Belgique de plus en plus flamande ». M. Maurice Lebeau, responsable du Mouvement wallon pour le retour à la France (les « rattachistes »), déclarait que, par sa seule existence, cette manifestation, « impensable à Londres ou à Paris », montrait à quel degré de déperdition la Belgique en est déjà arrivée. Puisque ni ces mouvements, ni les « Belgeins » qui viennent de faire une entrée spectaculaire sur la scène publique ne se reconnaissent dans les partis traditionnels, il leur reste sans doute à se constituer eux-mêmes en mouvements politiques pour mesurer leur représentativité respective lors des prochains scrutins.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

RUSSIE : le référendum du 25 avril

Une tranquille leçon de tolérance

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Pourquoi cela ne se passerait-il pas bien ? » Responsable d'un bureau de vote de la banlieue de Moscou installé dans l'école n° 124, Marina Dmitrova, solide vendeuse du principal magasin du quartier, tient les choses bien en main. Dès 6 heures du matin, les électeurs les plus âgés, endimanchés comme aux plus beaux jours et fidèles à leurs habitudes d'avant, où voter était synonyme de loyauté au régime, commencent à arriver dans les locaux de l'école pour accomplir leur devoir électoral. Traditionnel aussi, un buffet avait été dressé dans le hall de l'école et proposait sandwiches au jambon, gâteaux à la crème et verres de jus de fruit.

Dans d'autres bureaux de vote, d'habiles commerçants vendaient tee-shirts colorés, livres d'occasion ou même saucissons à moitié prix. Moins habituelle, en revanche, la présence de représentants de quelques mouvements politiques : La Russie travailleuse, une des organisations communistes, et un ingénieur barbu pour la Russie démocratique, favorable, comme son nom l'indique, à la poursuite des réformes. Le long de la table, en face des urnes, les autres membres de la commission électorale, tous élus par le collectif des travailleurs du grand magasin, ont peu de travail. Apparemment, les électeurs ont non seulement compris le sens des questions qui leur sont posées, mais ils ont souvent réussi aussi à déjouer certains des pièges de ce « référendum à trois ».

Comme si elle répondait à Boris Eltsine qui, avec le tact qui le caractérise, avait affirmé qu'il valait mieux répondre « oui » à

toutes les questions « parce que c'est plus simple, notamment pour les personnes âgées », cette vieille dame n'hésine pas à s'insurger contre l'absurdité d'avoir à « voter pour la confiance au président et, ensuite, pour ou contre sa politique ».

Pourquoi ne pas penser que ce dimanche 25 avril, la Russie tout entière fut à l'image de l'école n° 124 ? Certes, ça et là, des irrégularités ont été enregistrées. Dimanche matin, alors que, fusées horaires obligent, les bureaux fermaient à Vladivostok et s'ouvraient à Moscou, le président du Soviet suprême, Rouslan Khasboulatov, qui votait dans la capitale, s'empressait ainsi de déclarer que de « grandes quantités » de faux bulletins avaient été trouvées en Extrême-Orient.

Cigarettes, vodka et démocratie

Autres scènes de ce scrutin : à Toula, dans le Sud-Est, des observateurs étrangers n'ont pas été autorisés à pénétrer dans le bureau de vote, et à Moumansk, au nord, le président de la commission électorale n'a pas accepté de communiquer les résultats à ces observateurs. Si à Rostov-sur-le-Don, dans le Sud, des conservateurs distribuaient des tracts anti-Eltsine, à Kalouga, les listes électorales se sont avérées notablement incomplètes. Enfin, dans certains villages de la région de Kostroma, dans le Nord-Est, des électeurs, s'étant aperçus de leur méprise – ils avaient voté « non » au lieu de « oui » – ont pu mettre un nouveau bulletin dans l'urne bien que le premier ait été validé. Dans quelques cas, l'abus de vodka fut, plus que l'absence de « sens démocratique », la cause de ces irrégularités. Ainsi, à Irkoutsk, en Sibirie, le cadavre d'un assesseur mort d'une surdose d'alcool

fut retrouvé dans un bureau de vote. A Naberey Chelni, à l'est de Moscou, des « hooligans », ivres, volèrent quelques centaines de bulletins de vote au cours d'une opération commando. Dans la banlieue de la capitale, une cigarette mal éteinte mit aussi le feu à l'isoloir.

Rostropovitch pour Eltsine

Boris Eltsine est allé voter dans son quartier de Moscou. Devant les journalistes, le président d'ironisa sur le vote de son épouse : « Elle a sûrement refusé de m'accorder sa confiance ! » Si le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, déclara qu'il fallait « un président, un pouvoir fort et l'ordre », le vice-président, Alexandre Routskoï, qui, dans les derniers jours de la campagne, s'était fortement opposé à Boris Eltsine, se contenta d'avouer qu'il n'était pas « un astrologue ».

C'est de Tokyo – « Là où on l'écoute encore », disent les mauvaises langues – que Mikhaïl Gorbatchev, qui n'a pas voté, mit en garde contre « les possibles retombées défavorables du scrutin ». Mais c'est de Moscou, où il était revenu spécialement pour accomplir son devoir électoral, que Mstislav Rostropovitch déclara qu'il avait voté pour Boris Eltsine.

Bref, à l'issue d'une journée électorale que certains présentaient comme pouvant être celle de tous les dangers et au terme d'une campagne électorale empoisonnée par les déclarations à l'emporte-pièce et les basses manœuvres, les faux procès et les vraies magouilles, les citoyens russes ont donné à leurs dirigeants une tranquille leçon de tolérance.

JOSÉ-ALAIN FRAILON

GRANDE-BRETAGNE : attentat dévastateur dans la City

L'IRA a de nouveau frappé au cœur de Londres

L'attentat terroriste, revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui a été perpétré, samedi 24 avril, à Londres a fait un mort et une quarantaine de blessés légers. Les dégâts matériels provoqués par la bombe de forte puissance qui a explosé dans la City sont très importants, mais une activité quasi normale a pu reprendre lundi matin dans les établissements financiers de la capitale.

LONDRES

de notre correspondant

Des images de ville dévastée par la guerre rappellent aux Britanniques des souvenirs anciens, ceux du Blitz, le bombardement de Londres lors de la seconde guerre mondiale. Des façades et des toits écroulés, une rue jonchée de débris, des trilles louches, d'amas de béton, de verre brisé, comme si l'endroit avait, des heures durant, été la cible de violents combats. Plus une vitre intacte à des centaines de mètres à la ronde, mais des fenêtres béantes et lézardées où flottent des bouts de rideaux. Un quartier soufflé par une bombe d'une puissance telle que le bilan en vies humaines apparaît presque miraculeux : un mort (un photographe de presse) et quarante blessés, dont deux seulement étaient encore hospitalisés lundi matin 26 avril.

Un bilan cependant considérable sur le plan matériel, comparable à celui de cet autre attentat qui, le 10 avril 1992, avait déjà frappé le cœur de la City, ce square mille (le mile carré), qui, en concentrant les principales institutions financières de Londres, est une cible idéale pour qui veut s'attaquer au poumon économique de la capitale britannique.

Il n'y a, à ce sujet, aucun doute possible : du point de vue politique, l'IRA – qui a revendiqué dimanche la perpétration de cette action terroriste – vient d'exécuter, presque à la perfection, une opération d'envie en Angleterre, prouvant ainsi l'efficacité des

mesures de sécurité mises en place par le gouvernement. Il était 9 heures 20, samedi, lorsqu'un premier correspondant de l'IRA s'est manifesté auprès de plusieurs organisations pour annoncer l'imminence de l'explosion, celle-ci se produisant à 10 h 27. Le camion transportant la bombe était rapidement repéré. La police a donc en temps de faire évacuer partiellement la zone menacée. Une vingtaine d'immeubles ont été fortement endommagés, et deux d'entre eux devront probablement être détruits. Près de 20 000 personnes, dont les bureaux ont été détruits, devront être provisoirement réinstallés dans de nouveaux locaux.

Deux taxis interceptés

Le coût des travaux (qui s'échelonneront sur de nombreux mois) devra, se situer entre 300 et 400 millions de livres (entre 2,4 et 3,3 milliards de francs). L'IRA a tenté de mener à bien deux autres opérations de faible envergure dans la soirée de samedi, mais celles-ci ont échoué : deux taxis londoniens ont été interceptés par un commando de l'IRA, leurs chauffeurs recevant l'ordre de se rendre au 10, Downing Street (la résidence du premier ministre), et à Scotland Yard. Les conducteurs ont cependant refusé de suivre ces instructions et ont alerté la police. Les taxis ont explosé près de la gare de King's Cross et à Finsbury Park, sans faire d'importants dégâts.

Le gouvernement de M. John Major, comme il le fait en pareil cas pour éviter d'accorder à l'IRA un surcroît de publicité, s'est gardé de réagir immédiatement. Le premier ministre devait cependant évoquer la menace du terrorisme nord-irlandais, lundi matin, à l'occasion d'un discours prononcé devant l'assemblée annuelle de la Banque européenne pour la recons-

truction et le développement (BERD). L'IRA confirme, avec ce nouvel attentat, que son action se situe principalement en Angleterre, et qu'elle est capable de tirer les leçons de ses erreurs : l'attentat de Warrington, le mois dernier, qui avait tué deux enfants, avait provoqué une profonde émotion, en Grande-Bretagne comme en Irlande du sud et, du point de vue politique, il s'était révélé contre-productif pour l'organisation nationaliste.

La stratégie de dialogue que poursuit une organisation nord-irlandaise catholique modérée comme le SDLP (Parti travailliste social-démocrate) de M. John Hume, qui consiste à engager des contacts avec le Sinn Féin – considéré comme la branche politique de l'IRA – va être, d'autre part, plus difficile à poursuivre. M. Hume, qui a en de nombreux contacts secrets, vendredi à Belfast, a cependant annoncé son intention de persister dans cette voie. Il est probable que les appels et pressions politiques vont se multiplier pour réclamer un renforcement des mesures de sécurité et de répression. Dans l'immédiat, la principale préoccupation des autorités est de s'assurer que la réputation de Londres comme l'une des principales places financières d'Europe n'est pas remise en cause.

Dans la City, le ton, des commentaires était ce week-end à la résistance face au terrorisme. Comme en témoignent ces propos du révérend Eric Evans, doyen de la cathédrale Saint-Paul : « Cette grande cité a connu la peste, le feu et le Blitz, et elle en est sortie victorieuse. Elle le fera encore et l'IRA n'a pas plus d'espoir de tuer l'esprit de Londres et de sa population que Hitler n'en avait. »

L. Z.

SCIENCES-PO

Stage intensif d'été
Classes préparatoires
annuelles « pilotes »

ipesup

19, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - 43.25.63.30

Le Monde

Le bilan économique
des années Mitterrand
(1981-1993)
sous la direction
d'Alain Gélédan

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

مكتبة الأصل

AFRIQUE

TUNISIE : tenant compte des mutations internationales

Le Parti communiste change de nom et de vocation

TUNIS
de notre correspondant

Le Parti communiste tunisien (PCT) a tenu, jeudi 22 et vendredi 23 avril à Tunis, son dixième et dernier congrès en tant que tel. Au terme de ces assises, il s'est transformé en Mouvement Attajidj (Mouvement de la rénovation) qui se veut ouvert à toutes les volontés démocratiques et progressistes, ainsi qu'à la jeunesse.

Ce n'est pas ou seulement, ont expliqué les anciens dirigeants du PCT, qui se retrouvent pour la plupart à la tête de la nouvelle formation. Mohamed Harmel demeure secrétaire général - en attendant son premier congrès envisagé d'ici un an. Selon eux, les mutations intervenues dans le monde ces dernières années ont effacé les frontières idéologiques, le PCT se devait d'évoluer en allant au-devant des forces progressistes qui existent dans le pays, pour créer un cadre plus large, où pourraient coexister les différentes sensibilités, y compris marxistes, sans qu'aucune d'elles constitue une théorie dominante.

La nouvelle formation, qui rejette l'idée d'une opposition frontale avec le pouvoir, comme celle de tout alignement, se propose d'exercer « une fonction critique »

et de lutter notamment pour « la rupture avec tous les aspects négatifs de la vie politique et toutes les manifestations de la mentalité de parti unique ». Se plaçant « aux côtés des ouvriers et des masses populaires », sur le plan économique, elle ne conteste pas formellement la ligne libérale du gouvernement et reconnaît même un rôle nécessaire « du secteur privé et des mécanismes du marché », mais insiste sur « l'indispensable fonction stratégique » de l'Etat.

Un espace innouvé

Reste à savoir quels échos recevra cette initiative. Entre le puissant parti au pouvoir, un courant intégriste aujourd'hui démantelé, quelques partis d'opposition qui stagnent dans leur faiblesse, un seul tenté de rentrer dans le rang (le Monde du 1^{er} avril), un espace demeure à l'évidence inoccupé par l'échiquier politique tunisien. Si le Mouvement Attajidj compte se l'approprier, comme c'est apparemment le cas, les quelques milliers de militants et de sympathisants de l'ex-PCT n'y suffiront pas et les membres du Conseil constitutif qui vient d'être mis en place devront « rallier large ».

MICHEL DEURE

Victime de calomnies et d'une campagne d'asphyxie

L'hebdomadaire « Réalités » porte plainte

TUNIS
de notre correspondant

L'hebdomadaire Réalités a annoncé, jeudi 22 avril, qu'il portait plainte pour diffamation contre l'un de ses confrères, El Hadeth, qui l'avait accusé d'être un « indicateur » au service de la France, « enchaînant (ainsi) l'image de la Tunisie et trahissant le pays et le drapeau national ».

Publication bilingue arabo-française, Réalités se distingue de la plupart des médias tunisiens par son indépendance d'esprit et de son ton et une crédibilité acquise au fil des années. Mais, à l'évidence, le journal dérange jusqu'en haut lieu. Durant ces derniers mois, il a dû faire face à de multiples tentatives d'asphyxie : résiliation subite des abonnements de l'administration et des entreprises publiques, annulation d'un grand nombre de contrats publicitaires...

Devant cette situation, la direction de l'hebdomadaire a cherché de nouveaux débouchés publicitaires auprès d'entreprises étrangères afin d'améliorer son impression, elle a demandé à plu-

sieurs ambassades occidentales de lui faciliter l'acquisition de matériel. De ces démarches menées au grand jour, El Hadeth n'a retenu que celles effectuées auprès de sociétés françaises et de l'ambassade de France.

Désaveu présidentiel

Dans sa dernière livraison, Réalités se félicite que le président de la République lui ait fait part de sa « désapprobation » après ces « attaques ». M. Ben Ali a reçu le secrétaire d'Etat à l'information, devant lequel il a insisté sur « la nécessité de faire en sorte que le travail journalistique libre et pluraliste survive à l'éthique de la profession et respecte les principes qui distinguent l'Etat de droit et les institutions ». Le désaveu présidentiel servira peut-être d'avertissement à deux ou trois feuilles prétendument indépendantes qui se sont spécialisées dans la dénonciation calomnieuse, y compris en matière de vie privée.

M. D.

AFRIQUE DU SUD

Un journaliste noir a été tué dans le ghetto de Sharpeville

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Un journaliste noir de la télévision sud-africaine a été tué, vendredi 23 avril, alors qu'il effectuait un reportage dans le ghetto de Sharpeville, près de Johannesburg, en compagnie d'un cameraman blanc.

Les deux journalistes enquêtèrent sur la profanation de sépultures de Noirs par des extrémistes blancs lorsqu'ils ont été agressés par une trentaine de jeunes armés de couteaux. Calvin Thisoa a été enlevé et son corps n'a été retrouvé que samedi tandis que son compagnon, Dudley Saunders, grièvement blessé, a été sauvé in extremis par l'intervention d'une patrouille de police.

Trois des agresseurs arrêtés

Trois des agresseurs, trouvés en possession de l'équipement volé en cours de l'attaque, ont été remis à la police par des membres de la Ligue de la jeunesse du Congrès national africain (ANC). L'affaire a suscité une vive émotion chez les journalistes et au sein de la classe politique qui a unanimement condamné l'attaque.

C'est la première fois, depuis 1985, qu'un journaliste est tué dans l'exercice de ses fonctions en Afrique du Sud où les agressions se sont multipliées ces dernières semaines, notamment lors des manifestations organisées pour les obsèques de Chris Hani, le secrétaire général du Parti communiste assassiné le 10 avril.

Selon le Syndicat sud-africain des journalistes, l'agression de vendredi porte à quarante le nombre des journalistes attaqués ou ayant essuyé des coups de feu durant ces journées. « Le plus grand de ces agressions ont été commises par des manifestants tandis que deux journalistes ont été blessés par la police lors d'une fusillade devant un commissariat de Soweto ».

G. M.

Charles Ngakula succède à Chris Hani à la tête du Parti communiste. Le Parti communiste sud-africain (SACP) a annoncé, samedi 24 avril, la nomination de l'ancien journaliste Charles Ngakula au poste de secrétaire général en remplacement de Chris Hani, assassiné le 10 avril. Charles Ngakula a travaillé pour le Daily Dispatch, un quotidien publié dans la province du Cap, au début des années 80, avant de s'engager dans la lutte anti-apartheid en adhérant au Front démocratique uni (UDF).

(Reuters)

AMÉRIQUES

Etats-Unis : la manifestation des homosexuels à Washington

Des centaines de milliers de « gays et lesbiennes » ont défilé dans les rues de la capitale pour réclamer le respect de leurs droits

WASHINGTON

de notre correspondant

Autant que possible, les organisateurs avaient voulu éviter le « folklore ». Ils n'ont pas totalement réussi. A l'ombre de l'Obélisque, à la mémoire de George Washington, aux portes de la Maison Blanche, au pied de la statue de La Fayette, enfin aux marches du Congrès, la manifestation nationale des « gays et lesbiennes » des Etats-Unis, dimanche 25 avril, a donné lieu, dans la capitale fédérale, à quelques scènes qui auraient pu être moins surprises les yeux fondeurs de la République américaine.

Des jeunes gens en kilt écossais et bottes de combat noires en échoyaient d'autres en tenue cuir clouté, cependant qu'un travesti entonnait une « danse de l'amour » devant la présidence. Des couples d'hommes se tenaient par la main, des lesbiennes affichaient des seins nus ornés d'une étoile rose. Il y eut 1 500 « mariages » devant les bâtiments du gouvernement et un « bal des lesbiennes ». Les trottoirs avaient été recouverts de fleurs et de triangles roses et, pour rappeler les ravages du sida, le parcours était parsemé de rubans rouges. Kate, vingt-sept ans, assurait être venue pour « célébrer la fierté d'être gay » ; sa compagne appelait à « mettre un terme à la suprématie hétérosexuelle ». Des culturistes à la musculature de Rambo avaient escaladé quelques statues de figures historiques de l'Union : un orchestre, parodiant un des plus célèbres spirituals, scandait *Oh when the gays go marchin' in...*

Quelques délégations étrangères avaient pris place dans le cortège ainsi que certains représentants des communautés « fétichistes, bisexuelles et transsexuelles » d'Amérique. Mais le gros des manifestants qui défilèrent très sagement de la Maison Blanche au Congrès se voulait le moins excentrique possible. C'était, presque uniformément, un public masculin, blanc, jeune, tenue sobre et casquette de base-ball sur la tête, venu de tous les horizons professionnels et sociaux du pays, et dont les slogans, loin de revendiquer une singularité quelconque, réclamaient le droit pour les homosexuels de vivre, le plus possible, l'idéal de l'Amérique : travail, famille, enfants, école.

La manifestation d'une manifestation préparée depuis trois ans par les principales associations homosexuelles du pays : National Gay and Lesbian Task Force, National Gay and Lesbian Victory Fund. Toutes les traditions du militantisme américain - les grandes batailles passées plus par des associations

de citoyens que par les partis ou les syndicats - étaient au service d'une minorité qui veut se couler dans le mode de vie de la majorité. Car la plus-forme de cette journée, qui promet que les années 90 seront la « décennie gay », traduit une immense aspiration à la « normalité ». Les « gays et lesbiennes » d'Amérique réclament la fin des discriminations légales, bien sûr, comme celles existant dans l'armée ou sur d'autres lieux de travail. Mais aussi, surtout, ils réclament l'accès à une forme reconnue de mariage homosexuel, avec droit d'adoption, régime fiscal matrimonial, dispositions sur la garde des enfants et les pensions alimentaires en cas de divorce, etc.

« La justice, simplement »

Il ne s'agit pas seulement d'en finir avec la *hate en campagne*, disait un slogan, mais aussi de faire comprendre, selon un autre, que « les gays ne descendent pas de la planète Mars », autrement dit qu'ils aspirent au modèle familial majoritaire : être « un couple avec des enfants », être acceptés par les institutions civiles, militaires et religieuses du pays en tant que tels. Cela au nom des droits civiques de toute minorité et avec la passion légaliste américaine. « La justice, simplement », clamait une banderole. La deuxième grande revendication avait trait à la lutte contre le sida et à la nécessité pour le gouvernement d'augmenter les fonds consacrés à la lutte contre l'épidémie.

Devant la Maison Blanche, les manifestants étaient interpellés par un petit groupe de contre-manifestants qui, brandissant la Bible, promettaient « les flammes de l'enfer » aux « sodomites et lesbiennes », assurant que cette manifestation avait plus à voir avec la « perversion » qu'avec la « diversité » et lançaient un *meow* « Repentez-vous, orgueilleux pécheurs ! » à une foule qui répondait : « Honte, honte, honte sur ceux qui prêchent la haine ! ».

Ce dialogue tenu sous les fenêtres du président, on pressentait, aura échappé à M. Clinton, qui avait diplomatiquement choisi de passer le week-end hors de Washington. Il a fait lire une lettre en son nom par M. Nancy Pelosi, une élue de San-Francisco : « Je suis avec vous dans la lutte pour l'égalité de tous les Américains, dit le président, y compris les homosexuels et les lesbiennes, dans ce grand pays fondé sur le principe que

tous les hommes sont nés égaux. » Si, dans le défilé, certains reprochaient son absence à M. Clinton, la majorité des organisateurs reconnaissent que l'ancien gouverneur de l'Arkansas « était le président le mieux disposé à l'égard de la communauté homosexuelle » que les Etats-Unis aient jamais eu.

Les réserves de l'opinion

M. Clinton a entrepris, avec un succès mitigé, de lutter contre les discriminations légales dont les homosexuels sont l'objet dans l'armée. Il a ouvert l'administration à plusieurs personnalités homosexuelles, de Robert Hattoy, malade du sida, nommé dans l'équipe de la Maison Blanche, à Robert Actenberg, avocat, élu municipal de San-Francisco, nommé secrétaire adjoint au logement. Il a été le premier président à recevoir officiellement une délégation de la communauté gay à la Maison Blanche. Candidat, M. Clinton a sollicité et obtenu l'appui politique et financier (3,5 millions de dollars) des homosexuels. Mais, président, Bill Clinton est conscient des réserves de l'opinion : selon un sondage du *Wall Street Journal* et de la chaîne NBC, 47 % des Américains sont pour le maintien de l'interdiction des homosexuels dans l'armée et 43 % contre. D'un sur deux, dimanche, de la capitale fédérale.

Combien y avait-il de manifestants ? Les organisateurs avaient annoncé un million de personnes, ce qui aurait fait de cette manifestation la plus grande jamais réunie dans la capitale fédérale. Jusqu'à présent, les plus importants rassemblements tenus à Washington ont été deux manifestations contre la guerre du Vietnam, qui ont, chacune, mobilisé quelque 500 000 personnes. La grande marche de 1963 pour les droits civiques des Noirs, menée par Martin Luther King, avait entraîné un quart de million de manifestants. Très vraisemblablement, on était, dimanche, assez loin du million de personnes - la police des parcs dissit 300 000. Sous-évaluation, répliquaient les organisateurs, qui, à propos de l'ampleur de cette manifestation, relançaient un autre débat, celui-là sur la taille de la communauté homosexuelle dans le pays : dix, vingt ou un pour cent de la population, selon les études.

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

COMORES

Neuf condamnations à mort à la suite d'une tentative de coup d'Etat

Neuf personnes ont été condamnées à mort, samedi 24 avril, pour avoir participé à la tentative de coup d'Etat du 26 septembre dernier. Ces condamnations ont été prononcées par la cour de sûreté de l'Etat, après quatre jours de procès.

Parmi les condamnés à mort, figurent les deux fils jumeaux de l'ancien président Abdallah Issa, assassiné en novembre 1989. Chalek et Abderrahmane, Omar Tannou, ancien ministre de l'intérieur de Ahmed Abdallah, et Mtra Maacha, ancien ministre des affaires étrangères de l'actuel chef de l'Etat, Sidi Mohammed Djohar. Les cinq autres condamnés sont des militaires.

Au cours du procès, les prévenus ont reconnu avoir voulu renverser le chef de l'Etat pour sauver le pays. Ils avaient occupé le palais pendant quelques heures. Les éléments loyalistes avaient rapidement repris la situation en main, sans effusion de sang. Selon Salim Abdallah, le frère de deux des condamnés, les avocats de la défense ont saisi M. Djohar d'un recours en grâce et fermé un recours en cassation, bien que la cour de cassation ne suit pas encore installée. (AFP)

LIBAN

Le premier ministre, M. Hariri, constate un « changement fondamental » dans la position française

Le premier ministre libanais a constaté un « changement fondamental » de la part du nouveau gouvernement français, vis-à-vis de l'aide à la reconstruction du Liban, au cours des entretiens qu'il a eus, à Paris, vendredi 23 et samedi 24 avril, avec Edouard Balladur et Alain Juppé. Rafie Hariri, qui était venu assister au mariage de son fils et effectuait donc une visite privée, a reçu une invitation officielle à se rendre en France à une date non encore précisée.

M. Hariri s'est exprimé sur l'« écartement » de son gouvernement à aller de l'avant dans le programme économique qu'il s'est fixé. Il a toutefois reconnu que le Liban n'est pas, jusqu'à présent, reçu les aides massives lui permettant de réaliser son plan de redressement, évalué à 12,9 milliards de dollars en dix ans.

M. Hariri devait se rendre, lundi, au Vatican pour y être reçu en audience par le pape. Jean-Paul II est, en effet, désireux de voir les catholiques libanais jouer sincèrement le rôle de la coopération avec leurs compatriotes musulmans, dans un système de pouvoir équilibré.

SUISSE

Les habitants du demi-canton de Rhodes-Extérieures tiennent à la démocratie directe

Les habitants du demi-canton de Rhodes-Extérieures (Appenzell), en Suisse orientale, ont décidé, dimanche 25 avril, à main levée, de maintenir une loi plus rare expressions de démocratie directe au monde : la « Landsgemeinde », ou assemblée cantonale.

Souvent venues à pied des montagnes des environs, quelque dix mille personnes, accompagnées de leurs familles, se réunissent sur la place du village de Hundwil - humbles portant une épée et flammes, acceptées pour la première fois en 1889, - ont suivi les recommandations des gouvernants sortants, et maintenu le caractère traditionnel de cette manifestation annuelle, dont la date a été levée.

Pourtant, les arguments techniques des partisans de l'abolition de ce mode de scrutin étaient forts : le vote à main levée n'est pas secret et fort imprécis. Il a d'ailleurs fallu s'y prendre à deux fois avant que la scrutateur présent sur la tribune ne décide - un peu au jugé - quel magistrat avait été élu. (AFP)

COLOMBIE : dissolution du groupe claudin des « Pepes » - Le groupe des « Pepes » (Pescados par Pablo Escobar) a annoncé, dimanche 25 avril, dans un communiqué, sa dissolution pour laisser à l'Etat colombien le soin de remettre sous les verrous le chef du cartel de Medellín, en fuite depuis juillet. Les « Pepes », qui s'étaient manifestés pour la première fois en février, avaient répondu coup pour coup aux sanglants attentats à la bombe, attribués aux hommes d'Escobar, par des attaques contre des propriétés ou des proches de ce dernier. Les autorités avaient récemment offert une forte récompense pour toute indication permettant d'identifier les membres du groupe, qui pourraient être d'anciens compagnons d'Escobar. (AFP, Reuters)

PÉROU : douze morts dans des actions liées au terrorisme - Au moins douze personnes ont été tuées et six autres blessées au cours du week-end en divers endroits du pays, à l'issue d'explosions de mines ou d'acrochages entre l'armée et des commandos du Sentier lumineux, selon un bilan établi dimanche 25 avril par la police. Par ailleurs, l'armée s'est livrée, la semaine dernière à Lima, à des démonstrations de force apparentement destinées à intimider les membres de la commission des droits de l'homme de l'Assemblée constituante. Celle-ci a entamé une enquête sur l'arrestation et la disparition, en juillet, de neuf étudiants et d'un professeur de l'université de la Cantuta. (Corresp.)

ALGERIE : tentative d'assassinat d'un général à la retraite. - L'ancien adjoint du chef d'état-major de l'armée, le général Kamel Abderrahim, cinquante-huit ans, a été blessé, samedi 24 avril, par des inconnus armés, dans un attentat à l'entrée de l'usine qu'il dirige à Régghala, à l'est d'Alger. Vétéran de l'Armée de libération nationale, il avait été promu, en 1984, au grade de général après avoir commandé la région militaire d'Oran. Il avait fait valoir ses droits à la retraite au mois de novembre 1988, après un différend avec l'ancien président Chadli, qui cumulait alors les fonctions de chef de l'Etat et de ministre de la défense. (AFP)

ANGOLA : suspension des négociations de paix. - Les pourparlers engagés il y a deux semaines à Abidjan, en Côte d'Ivoire, ont été suspendus, dimanche 25 avril, pour permettre à la délégation gouvernementale et à celle de l'UNITA de rentrer en Angola où elles consulteront respectivement le président José Eduardo Dos Santos et Jonas Savimbi. Le ministre ivoirien des affaires étrangères, Amara Essy, se rendra également en Angola où il s'entretiendra avec le président de la République et le chef de l'UNITA pour plaider en faveur d'un document élaboré en collaboration avec la troïka (Etats-Unis, Russie et Portugal) garante des accords de paix signés à Lisbonne le 31 mai 1991. (AFP, Reuters)

SOUDAN : reprise des négociations de paix. - La délégation du

gouvernement de Khartoum est arrivée, dimanche 25 avril, à Abuja, la capitale nigériane, pour participer à la deuxième série de négociations de paix intersoudanaises qui devait s'ouvrir, lundi. Les deux délégations sont dirigées par les mêmes personnes que lors de la première série de discussions qui avait eu lieu au mois de juin 1992, celle du gouvernement par le colonel Mohamed al-Amine Khalifa, président de l'Assemblée nationale de transition, et celle de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du colonel John Garang par un de ses adjoints, Silva Kir. L'échec de la précédente rencontre était lié au refus des autorités soudanaises de choisir, comme le leur proposait l'APLS, entre l'adoption d'une Constitution unique pour l'ensemble du pays et l'autodétermination du Sud. (AFP)

TOGO : le général Eyadéma candidat à sa succession. - Le Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique), réuni en convention, a officiellement proposé, dimanche 25 avril, la candidature du général Gnassingbé Eyadéma (au pouvoir depuis 1967) à l'élection présidentielle prévue les 6 et 20 juin prochains. Le secrétaire général du parti, Vignatin Amédégato, a souligné, dans une « résolution spéciale », « la parfaite maîtrise, la lucidité, les riches expériences, le don total et désintéressé de soi, de ses biens et de sa vie », dont le président a déjà fait preuve. (AFP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

YÉMEN : les premières élections législatives depuis l'unification

Contraintes tribales et promesses démocratiques

Les premières élections législatives depuis l'unification du Yémen, au mois de mai 1990, doivent avoir lieu mardi 27 avril. La fin de la campagne a été marquée, jeudi, à Zohra, dans l'ouest du pays, par un affrontement armé entre des membres des deux principaux partis en lice, qui a coûté la vie à six personnes, dont deux candidats.

SANAA

de notre envoyé spécial

Trois ans après la construction de leur pays, les Yéménites se sont pris au jeu de la « démocratie », seul véritable acquis de l'unité inachevée, tant le partage du pouvoir entre les deux partis uniques, la Congrès populaire général (CPG), du président Ali Abdallah Hassan, et la Parti socialiste yéménite (PSY), à Aden, s'apparente plus à la juxtaposition de deux pays, soucieux de préserver leurs intérêts qu'à une réelle union capable de sortir le Yémen de la crise économique, politique et sociale dans laquelle il vit. Partout, et jusque dans les villages les plus reculés où l'eau et l'électricité font encore défaut, les affiches électorales fleurissent, et tout le monde est au courant d'un scrutin dont beaucoup doutent qu'il puisse changer réellement les choses.

Promises par la Constitution élaborée lors de l'union, les élections législatives devaient être le premier test de la véritable répartition des forces dans une société aux composantes multiples et qu'a profondément bouleversée l'unité retrouvée avec le brassage des populations qu'elle a entraîné. Avec ses quarante-quatre partis politiques, ses cent quarante périodiques au ton très libre, la « démocratie » reste une idée neuve dans un pays illégitime à 60 %, aux structures tribales et régionales fortes, dans lequel la notion d'Etat demeure d'autant plus lointaine que celui-ci a effacé encore très souvent devant les intérêts particuliers.

De ce point de vue-là, ces élections ne sont que la première pierre d'un édifice démocratique qui reste à construire. Nul au sommet du pouvoir, où l'on a tout fait pour cela, comme à la base, n'a l'impression, en effet, qu'elles puissent remettre en cause le statu quo existant. Les partis politiques et les candidats indépendants sont unanimes : l'essentiel est de préserver la paix, la sécurité et l'unité. Chacun assure qu'il respectera le résultat du scrutin qu'il soit, et ce malgré les nombreuses tentatives au régime démentant.

ÉGYPTE

Le gouvernement renforce son contrôle sur les mosquées

Citant une source officielle, l'agence de presse MENA a qualifié, samedi 24 avril, de « pure imagination », les accusations soudanaises impliquant le gouvernement égyptien dans un « complot » qu'aurait mis au point l'opposition soudanaise pour envahir le Soudan. D'autre part, le ministre des biens religieux a décidé la formation de conseils d'administration pour le contrôle de toutes les mosquées sur une bonne partie desquelles les intégristes ont encore la mainmise. Enfin, un étudiant copte a été tué et un autre grièvement blessé à l'arme blanche par des islamistes, samedi, à Assiout, à 380 kilomètres au sud du Caire. — (AFP)

Tahiti avec Kuoni...



de la démocratie déjà constatée.

Il n'empêche que plus de trois mille candidats encore en lice — pour trois cent un sièges à pourvoir — dont les deux tiers se présentent sous l'étiquette indépendante, ont tenté de mobiliser officiellement 2,7 millions d'électeurs alors qu'à trois jours de la clôture des inscriptions sur les listes électorales, seul 1,6 million de personnes s'étaient fait enregistrer, sur les cinq à sept millions de personnes en âge de voter. Ce scrutin a déjà permis de faire un tri politique puisque vingt et un partis seulement présentent des candidats parmi les quinze postulants.

Les islamistes et les autres

Théoriquement très ouverte, la bataille va se jouer principalement entre les deux partis au pouvoir, le CPG et le PSY, et le Rassemblement yéménite pour la réforme (AI Islah), parti à la fois tribal, dirigé par le puissant chef de la Confédération des Hachémi, cheikh Abdallah ben Hussein Al-Ahmar, et islamique puisque s'y ajoutent les frères musulmans du cheikh Abdel Majid Zandani. Or, d'ores et déjà, un accord de désistement a été passé entre le CPG et AI Islah. Nombre de candidats du CPG sont très proches du parti tribal-islamiste, la président Saleh appartenant à la confédération tribale du cheikh Al-Ahmar.

Marqués par l'expérience algérienne, les islamistes yéménites se montrent soucieux de ne froier personne et proclament haut et fort leur adhésion au multipartisme. Secrétaire général d'AI Islah, Abul Wahab Al-Ansi affirme : « Même si nous gagnions et avions la majorité, nous n'exercerions pas seule l'autorité, pour la simple raison qu'un très grand fardéau pèse sur le Yémen et qu'il est très difficile à n'importe quel parti d'assurer seul la responsabilité des affaires ».

Accusé par beaucoup, et notamment par AI Islah, de n'avoir pas vraiment changé de nature, le Parti socialiste, principale victime des violences politiques de ces trois dernières années, au cours desquelles plusieurs dizaines de ses cadres ont été assassinés dans la quasi-impunité, multiplie, lui aussi, les déclarations en faveur du système démocratique. « Nous ne souhaitons pas contrôler seuls le pays. Notre principe est le partage avec tous les forces politiques pour sauvegarder la démocratie », assure Abdel Wahab Al-Muradi, membre du bureau politique et responsable du gouvernement de Tazez.

Après la désaffection de sa « clientèle naturelle » du sud, le Parti socialiste a réussi, en raison des difficultés économiques, à regagner une partie du terrain perdu et attire à lui un certain nombre d'intellectuels, plus à l'aise dans ce parti structuré et à la conception politique plus moderne que celle du CPG, qui est, avant tout, si ce n'est uniquement, le parti, voire la « clientèle », d'un homme, le président.

Le souvenir de 1986

Converti par nécessité à la démocratie, ces trois partis, qui se méfient les uns des autres tout en sachant qu'ils sont condamnés à s'entendre, envisagent, dès maintenant, de former au lendemain des élections, un gouvernement de coalition, seul à même de préserver la fragile équilibre des forces dont la rupture entraînerait, une nouvelle fois, le Yémen dans une aventure sanglante. La peur de la violence, dans un pays où tout le monde est armé et garde en mémoire les meurtrières journées de 1986 à Aden, exerce un effet dissuasif évident.

Au-delà d'une consultation qui ne devrait pas radicalement changer le paysage politique, le plus important du processus de démocratisation en cours reste sans doute l'émergence, à la faveur de l'ouverture politique, d'une société civile qui tente de se constituer à travers de multiples associations de nature politique ou humanitaire. Encore trop faible pour s'imposer, celle-ci ne l'est plus tout à fait assez pour être ignorée et attend bien, à la longue, la règle d'une loi qui s'applique à tous. « L'important aujourd'hui n'est pas de se débarrasser d'Ali Abdallah Saleh, affirme un candidat rassené, mais de changer les mentalités des gens et ces élections ont été une très bonne occasion pour faire de l'éducation civique ».

Reste que cette campagne, dans laquelle les partis au pouvoir ont investi des millions de rials, toute leur énergie, oubliant les problèmes les plus urgents de l'heure — la misère, la chômage, — a, malgré tout, fait naître des espoirs que le futur gouvernement ne saurait, sans risques, négliger. Quelle que soit sa composition, les Yéménites attendent d'abord un meilleur état économique et, à plus long terme, pour tous, la sécurité qui fait encore défaut et une égalité des chances qui dépasse le simple appartenement tribal ou partisan.

FRANÇOISE CHIPALUX

DIPLOMATIE

La reprise des négociations de paix israélo-arabes

Washington entend jouer un rôle d'« intermédiaire honnête »

Arabes et Israéliens doivent se retrouver, mardi 27 avril, à Washington, avec une semaine de retard, pour ouvrir une neuvième session de négociations bilatérales. Le dernier round s'était achevé, le 17 décembre dernier, le jour même où l'Etat hébreu, après l'assassinat d'un garde-frontière, avait expulsé plus de quatre cents Palestiniens vers le sud du Liban, provoquant la plus longue suspension des pourparlers depuis leur ouverture, au mois de décembre 1991, à Madrid.

Les Etats-Unis entendent éviter toute partialité en faveur d'Israël, a affirmé, samedi, un responsable du département d'Etat. Il a précisé que Washington jouerait le rôle de « partenaire à part entière » et « d'intermédiaire honnête » et accorderait « une considération totale à tous les points de vue de toutes les parties ».

De son côté, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, a estimé, dimanche, dans un entretien publié par le

quotidien *Yediot Aharonot*, que « la bataille pour la paix sera notre ultime combat » et qu'à cet égard, il n'était pas guidé par « l'obsession du Grand Israël », sans « pour autant retourner aux lignes frontalières antérieures à la guerre de six jours de juin 1967 ».

Pour sa part, Yasser Arafat, le chef de l'OLP, a affirmé, dimanche, dans un entretien accordé à la BBC, que la création d'un Etat palestinien indépendant interviendrait « d'ici un an et demi ou deux ans au plus tard ». « Je veux, a-t-il ajouté, que les Israéliens se conforment à la base du processus de paix : des terres contre la paix ».

Dix organisations palestiniennes, opposées au processus de paix, ont appelé à une grève générale dans les territoires occupés, le 27 avril, affirmant que l'OLP ne représente « qu'une infime minorité du peuple palestinien ». — (AFP)

ASIE

CHINE : alors que les négociations sur Hongkong sont ajournées

Des conversations vont s'ouvrir entre Pékin et Taiwan

Les négociations sino-britanniques sur le sort de Hongkong, ajournées samedi 24 avril sans progrès apparent, doivent reprendre le mercredi 28 avril à Pékin. Cependant, des conversations « non gouvernementales » devaient s'ouvrir, mardi 27 avril à Singapour, pour deux jours, entre représentants de Pékin et de Taiwan, sur les aspects techniques des échanges entre les deux parties de la Chine contrôlées par des régimes rivaux qui ne s'étaient pas parlé directement depuis un demi-siècle.

PÉKIN

de notre correspondant

Londres et Pékin ont cherché à dédramatiser la suspension, après trois jours, de la première session d'une nouvelle phase de pourparlers sur Hongkong, concernant spécifiquement les arrangements électoraux pour 1994-1995, avant la rétrocession prévue en 1997. La Chine a fait savoir que les conversations menées par son vice-ministre des affaires étrangères, Jiang Enzhu, et l'ambassadeur britannique à Pékin, Robin McLaren, procédaient de l'esprit de « convergence » — ce qui, par le passé, a toujours signifié, à ses yeux, que Londres devait accéder à toutes ses demandes. Pékin n'a pas plus souffert de la substance de ces pourparlers que l'ambassadeur britannique, qui s'est borné à indiquer que la décision d'ajournement avait été prise par consentement mutuel. Le nouveau rendez-vous est fixé pour les 28 et 29 avril.

A Hongkong, le gouverneur Chris Patten — dont les plans de démocratisation limités des instances dirigeantes de la colonie ont déclenché la crise, — a déclaré, avant la suspension des discus-

sions, que les deux parties « sont conscientes qu'elles ont un long chemin à parcourir et que les questions à régler sont délicates » : une manière, à aussi, de tenter de calmer le jeu. M. Patten a estimé que les premières séances, auxquelles assistaient deux hauts fonctionnaires chinois de Hongkong, intégrés à la délégation britannique, ont eu lieu dans une atmosphère « de travail » et témoignent d'une « approche constructive » du différend. Selon la presse de Hongkong, la délégation chinoise n'a fait que réitérer l'opposition de principe de Pékin à toute disposition qui ne cadrerait pas avec son interprétation des textes déjà signés, notamment quant à la proportion des sièges du futur mini-Parlement soumis à des scrutins électoraux.

Deux organismes « non officiels »

La laborieuse reprise du dialogue sino-britannique survient au moment où des discussions « historiques » vont s'ouvrir entre la Chine populaire et Taiwan. C'est en effet la première fois qu'un tel dialogue a lieu depuis que la victoire de Mao a contraint le régime nationaliste de Tchang Kaï-chek à se replier dans l'île. Bien préparées de part et d'autre, ces conversations sont en principe « non-gouvernementales » et n'impliquent pas un début de reconnaissance mutuelle. Elles vont se tenir à Singapour à partir du mardi 27 avril, entre les secrétaires généraux de deux organismes « non-officiels », et néanmoins très proches des deux directions politiques : côté Pékin, Wang Daohan, ancien maire de Shanghai, et l'Association pour les relations au travers du détroit de Taiwan ; et côté Taipei, C. F. Kuo, milliardaire familial des missions officielles pour le compte de Taiwan, patron de la Fondation pour les échanges à travers le détroit.

Les parties ont insisté sur le fait que ces discussions n'aborderont

pas les questions sensibles touchant un statut politique de l'île, que Pékin considère comme une province, promise à réunification, sur le mode de Hongkong. Elles porteront seulement sur certains aspects pratiques des échanges qui ne cessent de croître entre le continent et Taiwan : circulation des personnes, règlement des litiges pouvant découler, échanges de biens et transferts de capitaux, garanties légales à apporter aux investissements taiwanais sur le continent, qui auraient atteint un total de 10 milliards de dollars. Cette réunion pourrait annoncer des rencontres systématiques entre les deux parties.

Pour Pékin, l'ouverture de ce canal de communication est une étape majeure dans une stratégie qui a consisté, depuis plus de dix ans, à appeler à l'instauration de liens privés, de manière à attirer Taipei dans un dialogue auquel cette capitale s'est longtemps refusée. Pour Taiwan, les conversations de Singapour peuvent servir à consolider l'implication croissante de la Chine populaire dans l'économie de marché et, par ricochet, conforter la marge de manœuvre de l'île dans une éventuelle négociation politique.

Reste à déterminer la sincérité de Pékin. Quand, en janvier 1946, Zhou Enlai avait signé, sous l'œil du général Marshall — envoyé par le président Truman dans la capitale nationaliste Chungking — des accords par lesquels les deux armées chinoises se promettaient de se partager le pays sans plus s'affronter, il avait peut-être engagé le régime communiste dans une voie de réconciliation nationale. Or, peu après, les communistes refusaient aux gouvernements locaux à la Mandchourie que leur accordaient en principe les accords. Ainsi s'est ouverte la deuxième guerre civile entre PCC et Kuomintang.

FRANCIS DERON

VIETNAM : après la découverte d'un complot

Une centaine de personnes dont dix-huit de nationalité étrangère seraient détenues à Ho-Chi-Minh-Ville

D'habiles filatures ont permis aux services de sécurité de démanteler, en mars, à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), un réseau de « terroristes » organisé par des Viet Kieu, des Vietnamiens d'outre-mer (le *Monde* du 20 mars), qui auraient notamment envisagé de faire sauter l'hôtel de ville et le Cinq Étoiles, hôtel flottant arrivé quel Bach Dang, dans le centre-ville. Selon de bonnes sources, sur les quelques cinq cents personnes interpellées, quatre cents ont été relâchées. Parmi celles qui restent encore détenues figurent dix-huit Viet Kieu de nationalités canadienne, australienne et américaine.

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Sur renseignements fournis par au moins l'un des membres du réseau, la police a pu filer plusieurs personnes et repérer, alors qu'elle débarquait à l'aéroport de Saigon, une femme d'origine vietnamienne, qui détenait 1 million de dollars en billets de banque. Cette somme était destinée à l'achat de vieux lots d'explosifs de fabrication soviétique. Apparemment, la police a continué de filer le groupe jusqu'à ce qu'il se fût dissous en ex-

sils. Les complotistes avaient l'intention, selon les mêmes sources, d'utiliser des motos piégées pour provoquer des explosions, notamment devant l'hôtel de ville et aux abords du palais.

Entre-temps, les services de sécurité ont intercepté dans le port de Phan-Thiet, sur la côte centrale, des hommes armés de fusils d'assaut. Ils faisaient partie du même réseau piégé par des services de sécurité. Ces derniers ont pris l'affaire assez au sérieux pour appeler à la rescousse l'armée, qui a dépêché quelques blindés pour patrouiller sur le *Xu-Lo* (court tronçon d'autoroute reliant l'ancienne Saigon au centre industriel de Bien-Hoa) et dans certains faubourgs de la grande métropole du Sud. Selon les mêmes sources, le complot était mené par des « amateurs relativement jeunes » et ne représentait pas une sérieuse menace.

Une opération revendiquée

Un mouvement d'extrême-droite basé à Toronto (Canada) a revendiqué indirectement cette opération. Dans un communiqué en date du 22 mars, Hoang Viet Cuong, président de la Coalition des partis nationaux vietnamiens, a affirmé que le gouvernement vietnamien avait tenté, le 6 mars, de « réprimer un mouvement populaire pacifique » et « déployé ses blindés ».

INDE : l'auteur d'un détournement d'avion tué. — Un pirate de l'air qui avait détourné, samedi 24 avril, un avion de la compagnie Indian Airlines a été tué par des membres d'une unité d'élite à Amritsar, au Pendjab. Aucune des 141 personnes qui étaient à bord n'aurait été touchée. L'appareil effectuait un vol de Delhi à Singapour, la capitale du Cachemire. L'auteur du détournement, qui pourrait être un séparatiste musulman cachemir, demandait à se rendre en Afghanistan. — (AFP, AP, UPI)

AFGHANISTAN : incertitude sur le sort de trois diplomates. — Des informations contradictoires

afin d'écraser cette manifestation populaire en faveur de la démocratie ». M. Cuong est un ancien directeur de l'Institut de recherches asiatiques de Toronto. Un avo de cette ville a confirmé que de Canadiens d'origine vietnamienne Dang Ngoc Nguyen et Hoan Nguyen Bui, figuraient parmi les Viet Kieu arrêtés, qui seraient tous membres de la « Coalition ». On ignore encore quand les complotistes seront jugés.

En février, un ancien pilote de l'armée de l'air de Saigon avait été condamné à vingt ans de prison après avoir détourné un Airbus de Vietnam Airlines et contraindre le pilote à survoler Ho-Chi-Minh-Ville pendant qu'il lâchait des tracts anticomunistes. L'homme avait été capturé peu après voir sauté en parachute. Mais, ces dernières années, le gouvernement vietnamien n'a guère connu de problèmes de sécurité.

A la fin des années 80, des commandos armés venus de Thaïlande avaient donné du fil à retordre à l'armée en tentant de s'infiltrer sur les hauts plateaux du Sud. La dernière expédition de ce genre avait été dirigée par un ancien commandant de la flotte saïgonnaise, lui-même tué au cours d'un accrochage.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Tahiti avec AOM...



POLITIQUE

La réunion du comité directeur du PS

Les fabiusiens siégeront au bureau exécutif «reconstitué» par M. Rocard

Le Monde • Mardi 27 avril 1993 • 7

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 24 avril, s'est achevé sur un accord auquel Laurent Fabius et ses amis, absents, n'ont pas pris part, mais qui doit beaucoup à l'un de leurs principaux alliés du congrès de Rennes, il y a trois ans : Daniel Percheron, premier secrétaire de la puissante fédération du Pas-de-Calais. Comme l'avaient demandé Pierre Mauroy et la fédération du Nord, dont la proposition a été reprise par Michel Rocard, le bureau exécutif du parti, suspendu le 3 avril, a été «reconstitué». Les fabiusiens ont décidé d'occuper les huit sièges (sur vingt-huit) qui leur reviennent dans cette instance.

Deux collaborateurs de Laurent Fabius avaient été apostés, samedi matin, à l'entrée du bâtiment de l'Assemblée nationale dont la grande salle du sous-sol devait accueillir le comité directeur du Parti socialiste. Leur tâche consistait à prévenir les partisans de l'ancien premier secrétaire, absents de la réunion de leur conseil, la veille au soir, et n'ayant pas écouté la radio, que la décision prise était de ne pas participer à cette réunion du comité directeur (le Monde a été 25-26 avril). Ainsi Claude Cheysson, président de la délégation socialiste française au Parlement européen, a-t-il rebrousse chemin après avoir été informé de la décision. En revanche, Frédéric Bredin, ancien ministre de la jeunesse et des sports, n'en a pas tenu compte. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, non plus.

L'arrivée du dirigeant de la plus forte fédération du parti, dont le militantisme à Laurent Fabius, il y a trois ans, au congrès de Rennes, avait été décisif pour permettre à l'ancien premier ministre et à ses amis de faire jeu égal avec les jospinistes et de devancer les rocardiens en nombre

de mandats, changeait la physionomie du comité directeur. Elle était sans doute prévisible dès lors que les partisans de Laurent Fabius avaient décidé de boycotter cette réunion : comment Daniel Percheron, qui, au lendemain du second tour des élections législatives, avait proposé au bureau exécutif d'organiser un «réfrendum» dans le parti sur la dissolution des courants, aurait-il pu se plier, lui-même, à une consigne de courants, celle-ci fut-il le sien ? Le premier secrétaire fédéral en a averti, samedi matin, Paul Quilès et Claude Bartolone, dirigeants fabusiens, qu'il a rencontré avant de se rendre au comité directeur.

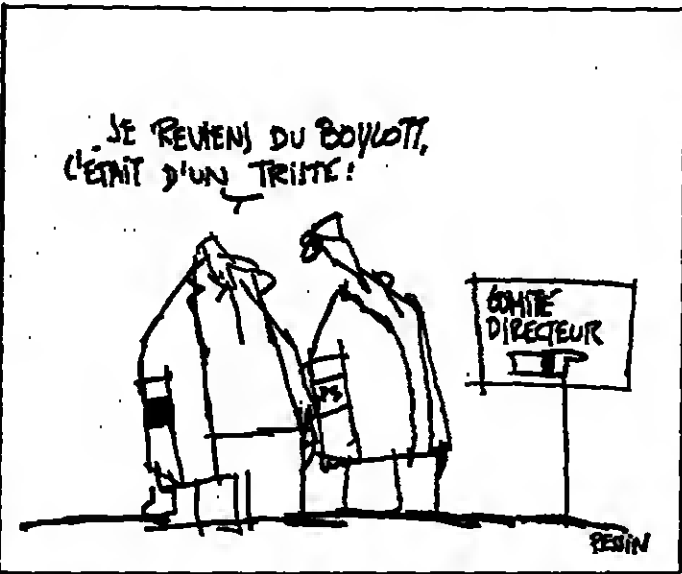
Les amis de Pierre Mauroy, notamment Jean Le Garrec, ancien président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, étaient là. Le maire de Lille, de retour de Londres, siège du secrétariat de l'Internationale socialiste, qu'il préside, allait arriver lui-même peu après. Louis Mermier, comme il l'avait annoncé, était absent, mais ceux qui avaient signé sa contribution au congrès de Rennes, comme Philippe Marchand, ancien ministre de l'Intérieur, Véronique Nédélec, ancien ministre de la condition féminine, ou Claude Estier, élu parisien, avaient choisi, eux, de participer. Claude Estier, autre «conventionnel», mitterrandiste de toujours, pouvait ouvrir la séance devant une salle plus diverse que la seule coalition des rocardiens, des jospinistes et de la Gauche socialiste. Michel Rocard a pris la parole le premier.

«Redéfinir un réformisme efficace demande que nous prenions le risque de tout remettre à plat», a expliqué le président de la direction provisoire du PS, en rappelant que, si une majorité s'était formée, le 3 avril, au comité directeur, pour décider la démission collective de la direction du parti et l'organisation d'états généraux, «le clivage d'un moment n'est pas appelé à durer». «Ce sont nos débats, a-t-il affirmé, qui déterminent les futurs accords ou désaccords». Il a parlé, ensuite, du devoir de «faire passer l'opposition» qui s'impose, en même temps, aux socialistes.

La procédure des états généraux

«Derrière les apparences d'un «conservatisme tranquille», nous sommes, en fait, face au gouvernement le plus à droite de la République», a dit Michel Rocard. Il estime que «une communication maîtrisée et quelque peu démocratique ne peut faire oublier que dans les premières et les rares mesures qui ont été actuellement prises, se vérifie d'abord le souci de mener la prochaine campagne présidentielle et d'épurer le poids des intérêts financiers». Il doute que l'emploi soit «une réelle priorité» du gouvernement, alors que celui-ci «annonce déjà pour cette année l'augmentation du chômage». Il ne doute pas, en revanche, que «l'effort fiscal annoncé et préparé ne sera pas équitablement réparti». «Les impôts indirects, explique-t-il, qui pèsent plus sur les Français modestes, l'emporteront, alors qu'avec la CSG, nous avons établi les conditions d'une fiscalité plus juste».

Michel Rocard a évoqué, aussi, le «visage sécuritaire» de la droite, selon lui, entend prendre, alors que «la seule réalité tangible constatée à ce jour, ce sont des morts honnêtes», dans lesquelles il voit «le début d'une nouvelle fracture, dramatique, avec la jeunesse de ce pays, surtout celle qui est la plus menacée». Il a observé que la loi actuellement en vigueur sur les contrôles d'identité est une «loi Pasqua» de 1987, et que, si le gouvernement veut la modifier, ce n'est pas par souci d'efficacité, mais «exclusivement dans un objectif publicitaire». Il a repris, enfin, les critiques du PS contre une réforme de la Banque de France déconnectée de la perspective de l'Union économique et monétaire européenne (le Monde du 24 avril), avant de souligner : «Sur tout cela, nous devons parler et agir. Nous devons le faire avec sérieux, mais, aussi, avec courage. Nous ne reconstruirons, d'ailleurs, un message socialiste fort qu'en nous confrontant avec les réalités de la société française et avec les réponses que la direction provisoire du PS, en son honneur singulier, nous apporte. Ombreux, discret dans les instances dirigeantes de son parti, n'aimant guère les médias, il dirige avec minutie un réseau d'états et de secrétaires de section grâce auquel il tient» le terrain difficile d'un département traditionnellement à gauche, mais où les socialistes ont subi, comme il l'a expliqué au comité directeur, un puissant vote anti-Mitterrand. Ennemi des courants, qui lui compliquent l'existence dans son fief, il ne jure que par la «synthèse», dont il impose le respect, sans tendresse pour ceux qui tentent de s'y



tion des débats», envoyé à tous les militants, les sections socialistes sont invitées à organiser des «états généraux locaux», auxquels peuvent prendre part les membres du PS, naturellement, mais aussi tous ceux qui le souhaitent. Aux uns et aux autres sera délivrée, avant le 5 juin, une carte de participation leur permettant de voter pour désigner les délégués des sections aux états généraux départementaux (réunis les 19 et 20 juin), puis régionaux (les 26 et 27 juin) et nationaux (les 2, 3 et 4 juillet).

La réunion des états généraux nationaux, envisagée à Lyon, clôt cette première phase. La seconde phase commence une semaine plus tard, avec la réunion du comité directeur du PS, le 10 juillet, destinée à déterminer les modalités d'organisation d'un congrès convoqué les 22, 23 et 24 octobre. Ce congrès, dit «constituant», a pour fonction de tirer les conséquences des états généraux, pour le PS, en termes d'organisation, d'orientation et de direction. Autrement dit, les idées adoptées aux états généraux reviennent devant les militants socialistes, appelés à se prononcer selon les statuts de leur parti (les derniers statuts ont été modifiés en juillet 1992, lors du congrès extraordinaire de Bordeaux).

La direction a proposé - et le comité directeur a accepté - que les personnes extérieures au PS, ayant pris leur carte de participation aux états généraux fin mai au plus tard et

qui feraient acte d'adhésion au parti lui-même avant le 15 septembre, soient considérées comme membres à part entière et puissent voter au congrès. Le délai d'adhésion requis est ainsi ramené à quatre mois, alors qu'il était de six mois pour décompter les adhésions de circonstance, à l'occasion d'un congrès précisément.

Quant au mode de scrutin appliqué aux états généraux, il vise à éviter la réapparition de «courants» en séparant le vote sur les textes de la désignation des délégués. Ceux-ci seront élus au scrutin majoritaire uninominal à un tour. Pour cette première phase au moins, la sacrosainte proportionnelle, qui avait permis de rassembler les composantes majoritaires du congrès d'Épinay, en 1971, aura vécu.

Parmi les auteurs qui prennent alors la parole, l'un des plus attentivement écoutés est, bien sûr, Daniel Percheron. Marquant ses différences avec la nouvelle direction, le premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais reproche, ainsi, à Jean-Paul Huchon, second de Michel Rocard, la façon dont il avait réagi à l'éloignement de Jean-Pierre Chevènement (le Monde du 21 avril). «Le départ de Jean-Pierre Chevènement, Jean-Paul, lance-t-il, ce n'est pas une «comédie», c'est une blessure !» Se voyant écarté à la «synthèse mitterrandienne» d'Épinay, à laquelle il avait participé et qui lui avait permis d'enlever la direction du Pas-de-Calais à Guy Mollet, Daniel Percheron

estime que Michel Rocard, nommé premier ministre par le président de la République en 1988, est pleinement qualifié pour assumer, à son tour, cette «synthèse», à condition d'en prendre les moyens.

Il demande une «normalisation» - «mot horrible, dit-il, mais qui prend ici tout son sens» - du fonctionnement du PS. «Refaisons un bureau exécutif sur la base des votes du congrès de Rennes», propose-t-il, formule qui est aussi celle que recommande Jean Le Garrec au nom des amis de Pierre Mauroy. Le congrès de Rennes est, en effet, le dernier congrès ordinaire du PS auquel on puisse se référer.

Samedi après-midi, un groupe de travail, réunissant l'ensemble des composantes présentes, a discuté des modalités de la «normalisation» et de celles de la préparation des états généraux. Tandis que Jean Poperen, présent dans les couloirs du comité directeur, rendait publique la lettre qu'il avait adressée le 22 avril aux membres de cette instance (le Monde du 25-26 avril), les amis de l'ancien ministre des relations avec le Parlement participaient à la discussion, de même que les délégués, qui, sous la signature de Nicole Briq, François Hollande, Jean-Pierre Mignard et Jean-Paul Huchon, avaient fait circuler un texte rappelant leur demande de mise en place d'un «comité de préparation» des états généraux aussi ouvert que possible.

On observait aussi la présence,

dans les couloirs, du nouveau conseiller du président de la République, Maurice Benassy. Fabiusien, ce dernier n'avait pas participé à la réunion des amis de l'ancien premier secrétaire, la veille, en raison de ses nouvelles fonctions à l'Élysée. Ses discussions avec les collaborateurs de Michel Rocard, notamment, ne passent pas inaperçues au moment où Laurent Fabius, avoué au parti, se trouvait en Auvergne au côté de François Mitterrand. Il ne devait pas être dit que le président de la République aurait rompu les ponts avec un PS dirigé par Michel Rocard.

Au terme de la réunion du groupe de travail, et après vote du comité directeur par appel nominal, le bureau exécutif a été rétabli, avec la composition suivante : 8 fabiusiens, 7 «jospinistes», 6 rocardiens, 2 mauroristes, 2 jospinistes, 1 Gauche socialiste, 1 Espace socialiste, 1 communiste, soit 28 titulaires, auxquels s'ajoutent, en proportion, 21 suppléants. Une commission de préparation des états généraux, présidée par Claude Estier, doit être mise en place par ce bureau exécutif. Pierre Mauroy et Daniel Percheron entrent dans la direction du parti. Les fabiusiens ont fait savoir, dimanche, qu'ils avaient décidé d'occuper leurs sièges au bureau exécutif. «On va pouvoir enfin sortir de la cuisine interne», conclut, optimiste, le porte-parole de la direction, Jean Glavany.

P. J.

A L'heure de vérité

Une opposition «véhémement s'il le faut mais constructive»

Invité de «l'heure de vérité», sur France 2, dimanche 25 avril, Michel Rocard a appelé le Parti socialiste à une «opposition efficace, convaincante, véhémement s'il le faut, mais constructive». Selon le retour d'Édouard Balladur, le président de la direction nationale du Parti socialiste a observé, néanmoins, que si le projet de réforme du code de la nationalité, par exemple, est «relativement modeste», il estime devoir redouter, non pas «l'intelligence des plus responsables», mais «l'outrance de toute une majorité obscurantiste» qui ouvre cette boîte de Pandore. Interrogé sur les récentes «bavures» policières, il a affirmé que «l'ambiance est sécuritaire».

«En jouant sur les symboles par le discours, par l'installation de M. Pasqua, même s'il a pris de manière très républicaine des sanctions, au ministère de l'Intérieur, on a créé cette impression de faire l'importance quel et que le haut lieu de l'insécurité maintenant, ce sont les commissariats de police», a-t-il affirmé. A propos de l'autonomie de la Banque de France, le numéro un du PS a rappelé qu'il était le premier ministre sous l'autorité d'un président de la République à cette autonomie avait été prise. «C'est moi qui l'ai imposée», a-t-il précisé, mais il a souligné qu'à ses yeux, c'était le prix à payer pour aller vers une monnaie unique, qui est la concrétisation de notre volonté européenne, et que cette autonomie n'a de sens que dans cette perspective.

S'exprimant sur la reconstruc-

tion en cours au sein du PS, Michel Rocard a déclaré que les socialistes doivent «retrouver l'écoute, l'authenticité et les relations avec les hommes et les femmes à la base», notamment ceux qui habitent les banlieues. Il a appelé à «un rassemblement et à l'adhésion». Pour lui, le socialisme «c'est le combat pour une société solidaire en économie de marché», étant entendu qu'il faut retirer «au marché certains privilèges». Il a défini «cinq champs d'action pour le progrès social» : l'emploi, la ville, la santé, l'environnement et les relations Nord-Sud.

Il a expliqué que les états généraux du PS, prévus en juillet, seront l'occasion de donner «le parole à la base, pour être écoutés et pris en considération», et que, pour la première fois, «aucun texte descendu de la direction ne viendra canaliser, freiner, infléchir ce que la «base» a envie de dire».

Revenant sur la réunion du comité directeur, samedi, il a exprimé son «regret» face à l'attitude de Laurent Fabius, en ajoutant qu'il a toujours sa place dans la direction nationale et au bureau exécutif. Interrogé sur l'élection présidentielle de 1995, il a déclaré que «cela n'est pas à l'ordre du jour maintenant», ajoutant que «l'élection présidentielle, c'est une fusée à deux étages». «Il y a l'élection et, avant, la reconstruction des forces nécessaires», a-t-il dit. Je suis en train de travailler sur le premier étage. Je n'ai jamais vu personne arriver au second étage sans passer par le premier.

M. Chevènement ne reprendra pas sa carte du PS en 1993

Jean-Pierre Chevènement a déclaré, dimanche 25 avril, au «Forum RMC/Express», qu'il n'a pas l'intention de reprendre sa carte du Parti socialiste en 1993. Il a expliqué, lui, que, selon lui, le PS apparaît, dans l'esprit des Français, comme un parti de l'establishment, qui a tourné le dos progressivement à ses choix fondateurs, et qu'il est, aujourd'hui, «le plus mal placé pour offrir une perspective à l'électorat populaire».

L'ancien ministre de la défense juge que «les socialistes n'ont pas su se servir de l'État au service d'un projet». Interrogé sur la réunion du comité directeur du PS, la veille, il a déclaré que «les Français s'en fichent complètement».

«Il faut reconstruire une gauche digne de ce nom et reprendre les choses à la base pour réaliser une œuvre politique», a expliqué M. Chevènement. C'est l'objectif qu'il donne à son Mouvement des citoyens, qui «servira de levier dans la reconstruction de toute la gauche». Regroupant «des anciens socialistes, des ex-communistes, des gauchistes de gauche, des démocrates, des chrétiens et beaucoup de gens sans affiliation politique», ce mouvement aurait déjà enregistré mille deux cents demandes d'adhésion et devrait compter, selon son initiateur, «dix mille adhérents à la fin de l'année». M. Chevènement a précisé que les premières assises du mouvement des citoyens, le week-end prochain, comptent, déjà, deux mille quatre-vingt-sept adhérents.

Tahiti avec Sofitel...



Majoritaire...

Suite de la première page

Le premier est Pierre Mauroy, auquel Laurent Fabius reprochait d'avoir été infidèle à l'engagement d'agir de façon concertée, pris lors d'un déjeuner avec François Mitterrand, le 22 mars, à l'Élysée, déjeuner auquel participait aussi Paul Quilès. Neuf jours plus tard, le 31 mars, le maire de Lille avait rédigé avec Michel Rocard un texte qu'il avait ensuite soumis à celui qui était encore, à ce moment-là, le premier secrétaire du PS. Pour le départ de Seine-Maritime, c'était la seule manière, pour le PS, de trouver la «sortie de crise» la moins désastreuse possible après la déroute des élections législatives. Laurent Fabius avait dû en convenir, d'ailleurs, le 3 avril, lorsque, sur le conseil de Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, il s'était finalement rallié aux propositions de Pierre Mauroy et de Michel Rocard. Mais il était trop tard : sa volonté de se maintenir à tout prix à la direction du parti avait cristallisé contre lui une opposition qu'il n'était plus temps de retener et qui allait se révéler majoritaire.

Daniel Percheron est l'autre maître d'œuvre de l'accord intervenu samedi. Allié de Laurent Fabius, auquel il avait apporté le tiers des presque 30 % des mandats que le député de Seine-Maritime avait réunis au congrès de Rennes, en mars 1990, le premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, la plus puissante du PS, est un homme singulier. Ombreux, discret dans les instances dirigeantes de son parti, n'aimant guère les médias, il dirige avec minutie un réseau d'états et de secrétaires de section grâce auquel il tient» le terrain difficile d'un département traditionnellement à gauche, mais où les socialistes ont subi, comme il l'a expliqué au comité directeur, un puissant vote anti-Mitterrand. Ennemi des courants, qui lui compliquent l'existence dans son fief, il ne jure que par la «synthèse», dont il impose le respect, sans tendresse pour ceux qui tentent de s'y

soustraire. La «synthèse du Pas-de-Calais» exigeait, en la circonstance, que Daniel Percheron affirme son autonomie par rapport aux fabusiens. Il ne pouvait être question, pour lui, d'engager sa fédération dans une démarche de courants, comportant un risque d'embellissement scissionniste. Au surplus, s'enfermer dans un «camp», quel qu'il soit, n'est pas du goût de Daniel Percheron, qui se soucie avant tout de garder les mains libres. Sa liberté se situait, en l'occurrence, au côté de son frère ennemi traditionnel, Pierre Mauroy, le patron du Nord. A Epinay, il a vingt-deux ans, les fédérations du Nord, avec Pierre Mauroy, et des Bouches-du-Rhône, avec Gaston Defferre, avaient permis à François Mitterrand de l'emporter contre Guy Mollet. Samedi, le Nord toujours, mais allié cette fois au Pas-de-Calais, a donné à Michel Rocard les moyens de «normaliser», selon le mot de Daniel Percheron, sa présence à la tête du PS.

«On va pouvoir enfin sortir de la cuisine interne», s'est réjoui Jean Glavany, porte-parole de la direction. Toute la difficulté est en effet là, maintenant, pour Michel Rocard. Les points avec l'Élysée n'étant pas rompus, en dépit de ce que cherchait à suggérer Laurent Fabius en s'affichant au côté de François Mitterrand en Auvergne - Maurice Benassy, nouveau conseiller du président de la République et, d'ailleurs, fabiusien, parcourait les couloirs du comité directeur - la nouvelle direction du PS doit à présent démontrer sa capacité à «faire vivre» l'opposition à Édouard Balladur. Michel Rocard sait que les socialistes, intellectuellement décolorés, ne sont pas les seuls à y prétendre et que lorsque Jacques Barrot, centriste, raille méchamment l'«idéologie show» du PS, il signale le vrai défi que le maître de Conflans doit relever. Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale désigne, en même temps, sa propre famille politique, l'UDF, comme le principal concurrent face auquel la gauche doit faire ses preuves.

PATRICK JARREAU

Avec Kuoni, AOM et Sofitel

La Polynésie à ce prix-là, c'est beaucoup moins loin qu'avant

Tahiti-MOOREA
Séjour 10 jours/7 nuits
à partir de
9 590 F



La politique de la ville

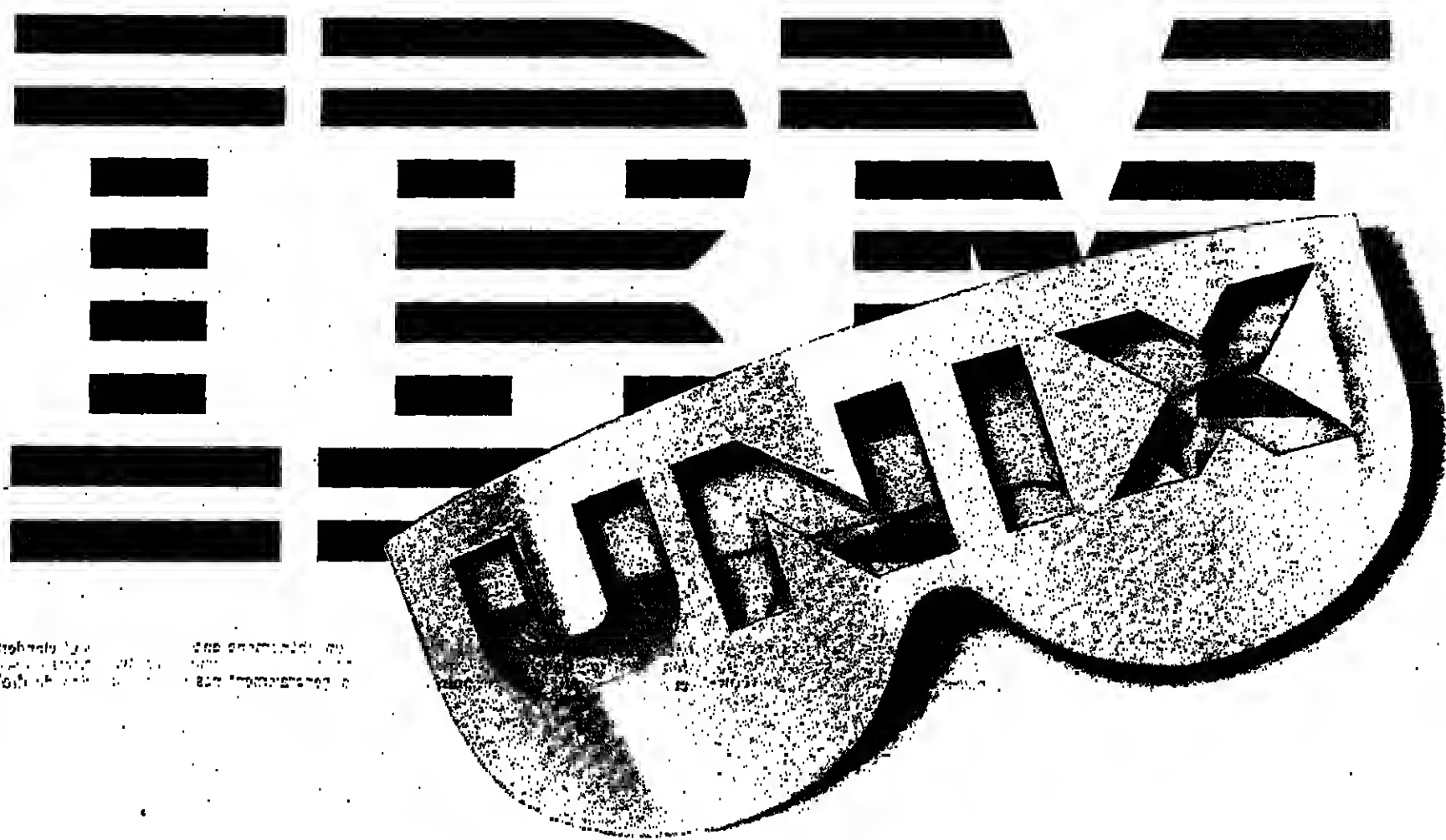
M^{me} Veil souhaite prolonger l'action de ses prédécesseurs pour les quartiers défavorisés

OISE
**L'ALLEMAND EN
ALLEMAGNE**
pour adultes,
étudiants et jeunes
La qualité et l'efficacité
pour maîtriser l'allemand.
Informations et conseils :
21, rue Théophraste Renaudot
75015 Paris - ☎ (1) 45.33.13 02

Tapez JEUX

21, rue Théophraste Renaudie
75015 Paris - ☎ (1) 45.33 13 00

Regardez IBM avec d'autres yeux.



C'est avec les yeux d'UNIX que vous allez découvrir ou redécouvrir IBM. Car IBM est un constructeur véritablement engagé dans l'ouverture, ce formidable pari du monde UNIX.

Conçue il y a vingt ans par des universitaires pour échanger des programmes en toute indépendance des matériels, cette informatique correspond aujourd'hui à vos préoccupations. La portabilité fait école ; les professionnels y travaillent, dont IBM qui est le premier investisseur dans ce domaine. Nous y avons apporté ce que nous faisons de mieux et de plus professionnel : notre technologie, notre

talent d'architecte, la pérennité des matériels et la qualité du service au client. Pour vous, le bénéfice est de taille. Notre puce RISC et l'architecture révolutionnaire POWER procurent de grosses réserves de puissance aux matériels. Elles ont même séduit plusieurs de nos concurrents, qui travaillent avec nous à leur développement. Côté logiciels, notre système d'exploitation AIX respecte les normes du monde UNIX, et surtout y ajoute les fonctionnalités indispensables à la sécurité des données et au confort d'utilisation. Enfin, l'offre UNIX d'IBM apporte des solutions à chacun. Les principaux éditeurs de logiciels dévelop-

pent leurs programmes sous AIX, soit plus de 1200 applications en France. Nos deux cents partenaires commerciaux forment le réseau le plus dynamique et le plus riche en solutions clé en main. Nous pouvons également assurer la maîtrise d'œuvre complète pour les projets d'envergure.

Pour y voir encore plus clair dans l'offre UNIX d'IBM, demandez des renseignements - ou d'autres lunettes - au Point réponse IBM : 05.03.03.03.

UNIX est une marque de UNIX Systems Laboratories.
AIX et POWER Architecture sont des marques d'IBM Corp.



**Pour le meilleur
du monde UNIX.**

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Un entretien avec le président de Roussel-Uclaf

« Le RU 486 ne sera pas disponible aux Etats-Unis avant plusieurs années » nous déclare le docteur Sakiz

Dans un entretien au Monde, Edouard Sakiz, président de la firme pharmaceutique française Roussel-Uclaf, filiale du groupe allemand Hoechst et productrice de la molécule abortive RU 486, expose les éléments de la polémique qu'alimente ce produit aux Etats-Unis depuis l'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche. Le docteur Sakiz explique qu'en dépit de la très ferme volonté exprimée par la FDA (Food and Drug Administration) américaine de disposer du plus vite du RU 486, ce médicament ne sera pas disponible aux Etats-Unis avant plusieurs années.

« Pouvez-vous fournir les derniers éléments de la polémique que suscite aux Etats-Unis le RU 486 depuis l'arrivée de Bill Clinton à la Maison-Blanche ?

« Je veux d'abord affirmer qu'il est totalement faux et mensonger de dire qu'aux Etats-Unis le RU 486 « échappe » à Roussel-Uclaf. Nous n'avons jamais eu de filiale pharmaceutique dans ce pays. Aux Etats-Unis, nous vendons nos produits à travers une filiale commune avec Hoechst dans laquelle nous détenons 20 % des parts. Dès 1980, cette filiale avait annoncé que le RU 486 n'était pas une substance entrant dans la gamme de ses spécialités, dans la mesure où elle ne travaillait pas dans le domaine de l'endocrinologie. Nous savions, dès le départ, que le RU 486 serait, d'une manière ou d'une autre, commercialisé aux Etats-Unis à partir d'un tiers. Rien, donc, ne nous échappe.

« On peut tout de même supposer que vous auriez pu manifester plus rapidement la volonté de faire distribuer votre RU 486 dans le très grand marché américain. Pourquoi cela ne s'est-il pas produit ?

« George Bush avait officiellement déclaré qu'il ne voulait pas entendre parler d'avortement et encore moins de RU 486. Tout a changé avec l'arrivée de Bill Clinton. Il avait évoqué cette question durant sa campagne électorale, puis le nouveau président a fait des déclarations en faveur de l'avortement et du RU 486, souhaitant que ce produit soit étudié aux Etats-Unis.

« C'est alors que nous avons reçu des demandes pressantes de l'administration américaine. Le ministre de la santé m'a écrit, ainsi qu'un président de Hoechst, notre actionnaire majoritaire. Des maires, des sénateurs, des députés américains ont fait de même, disant en substance qu'il y avait aucune raison que les femmes françaises, anglaises ou suédoises puissent avoir accès à cette substance et pas les femmes américaines. Il y a deux maux, j'ai eu une première rencontre avec la FDA et nous avons commencé à rapprocher ces positions.

« Où se situaient alors les divergences ?

« Il y avait des divergences dans la mesure où Hoechst et Roussel se soumettent pas être directement impliqués aux Etats-Unis dans la production et la commercialisation du RU 486. On sait que le professeur Wolfgang Hilger, président de Hoechst, pour des raisons personnelles notamment, ne veut pas que sa société soit présente dans le secteur de l'avortement. Il y a un mois, lors d'une conférence de presse, il a néanmoins précisé qu'il n'était pas exclu qu'un tiers puisse commercialiser ce produit. Il fallait donc concilier notre souhait de ne pas apparaître et celui des Américains de pouvoir disposer de cette molécule.

« Nous avons pensé qu'une

expérimentation clinique pouvait avoir lieu entre-Atlantique et nous avons accepté l'idée de donner du produit pour cette expérimentation, qui sera réalisée auprès de deux mille femmes par Population Council (le Monde daté 25-26 avril). Cette organisation, créée il y a une cinquantaine d'années, est chargée des problèmes de planning familial, notamment dans le tiers-monde, où elle a développé des pilules contraceptives, des implants contraceptifs, etc.

« Quant à la FDA, elle est devenue de plus en plus pressante et une nouvelle réunion vient d'avoir lieu à Washington, à laquelle j'ai participé avec le docteur David Kessler, directeur de la FDA et la présidente de Population Council.

« Tout dans ce domaine est-il enfin réglé ?

« Les problèmes ont pu être résolus à 90 %. Contrairement à certaines informations ou rumeurs, nous n'avons pas encore décidé qui commercialiserait le produit. Cette question sera prise en charge par Population Council, qui sera, si besoin est, aidée par de nombreux docteurs américains émanant des groupes « pro-choïce ». Nous évons des demandes d'organismes de type « vecteur capital », ainsi que des PME, mais aucun des grands de l'industrie pharmaceutique ne veut toucher de près ou de loin le RU 486.

« Pourquoi ?

« Toujours pour la même raison : les craintes de l'action des mouvements de l'association Pro-Life (anti-avortement). La situation américaine est difficilement imaginable et, de mon point de vue, totalement absurde.

Les réticences de la firme Hoechst

« Qu'allez-vous faire pour ce qui est de la production industrielle de votre produit outre-Atlantique ?

« Le professeur Hilger, évidemment, ne veut pas que nous produisions, puisque produire équivaut à apparaître « en direct ». Lors de la synthèse très longue de notre produit, il existe une molécule intermédiaire, déjà vendue dans le commerce. On peut donc lui faire un transfert de technologie avec une entreprise de production chimique qui pourra ensuite arriver au produit fini. Mais la FDA regrette le retard inhérent à un tel transfert de technologie. On nous demande donc de produire au moins durant la période intermédiaire.

« Il y a bien d'autres problèmes non résolus. Il faut savoir que le RU 486 doit, pour être pleinement efficace, être utilisé en association avec un autre médicament, une prostaglandine. Cette molécule existe aux Etats-Unis, où elle est commercialisée comme anti-ulcéreux par la firme Searle. Il est précisé sur la boîte que l'utilisation est interdite chez la femme enceinte.

« D'après les contacts que nous avons eus jusqu'à présent, Searle ne veut pas entendre parler d'une association avec le RU 486. Cet élément se joue pas, nous a expliqué la FDA, durant la période d'expérimentation, mais il interdit, en l'état, d'envoyer la réglementation américaine impose que les deux molécules soient enregistrées en même temps. La FDA risque donc d'avoir les mêmes problèmes avec Searle que ceux qu'elle a eus avec Hoechst et Roussel.

« Un autre problème non réglé est beaucoup plus important. Le RU 486 n'est pas un médicament comme les autres. Il ne peut être vendu dans les pharmacies ou mis dans les mains de chaque médecin qui le souhaiterait. Son protocole d'utilisation est complexe. En France, il n'est disponible, avec de nombreuses contraintes, que dans huit cents services hospitaliers ou cliniques qualifiés et agréés. Aux Etats-Unis, où rien de tel n'existe, les cliniques où l'on pratique des avortements sont régulièrement la cible d'un mouvement « pro-life ». Il faut donc imaginer des circuits contrôlés de distribution du produit.

« Compte tenu de ces éléments, quand pensez-vous que le RU 486 sera disponible pour les femmes américaines ?

« Le RU 486 ne sera pas disponible aux Etats-Unis avant plu-

sieurs années. On prévoit officiellement deux ans, pour être optimiste. A mon sens, ce sera plutôt trois ou quatre ans.

« Comment comprendre les résistances de votre maison mère ? Avez-vous personnellement discuté avec le professeur Hilger quant au fond de ses motivations ?

« Les responsables d'Hoechst n'ont pas changé d'avis depuis le début : ils n'« aiment » pas ce produit. Peut-être faut-il voir là des réticences du passé... J'ai souvent discuté avec le professeur Hilger de ce problème. Pour lui, la commercialisation du RU 486 n'est pas coforme à l'éthique. De la même manière, il ne souhaite pas voir sa firme s'engager dans le domaine du génie génétique chez l'humain.

« Cela dit, je tiens à préciser que nous évons, pour notre part, dès le départ, édicté des conditions nettes et que le RU

486 ne pourrait être commercialisé que dans des pays où l'avortement est libre, où existe un contrôle médical effectif très strict et en excluant tout marché noir. Un relatif consensus sur l'avortement et une demande explicite des autorités sanitaires sont également souhaités. J'ajoute que ce produit ne correspond, au fond, qu'à une nouvelle possibilité technique d'avorter, avec ses avantages et ses inconvénients. Toutefois, le RU 486 a permis à nos militants anti-avortement de brandir leur drapeau et de revenir sur le devant de la scène. La commercialisation de cette substance n'a nullement entraîné une augmentation du nombre des avortements.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

RELIGIONS

Venu consacrer quatre évêques d'une Eglise en plein renouveau

Jean-Paul II a lancé en Albanie un appel à l'entente ethnique et confessionnelle

Le pape s'est rendu pour la première fois, dimanche 25 avril, en Albanie, à Tirana et à Shkodër, où il a consacré quatre nouveaux évêques. Il a prononcé un message d'espoir dans ce pays pauvre et lancé un appel à la tolérance religieuse et ethnique dans les Balkans.

SHKODËR

de notre envoyée spéciale

Les peaux de moutons sèches sur le linge sur les balcons délabrés où tout Shkodër s'est entassé dans un équilibre précaire, ce dimanche 25 avril, pour accueillir Jean-Paul II. Les yeux du long cortège ne sont qu'un immense carnaval des églises : églises, coccons, poutres et même six dinards, l'œil incrédule, qui regardent passer le pape, dans ce qui était officiellement, il y a pas si longtemps, « le premier Etat athée du monde ».

A l'arrière plan, c'est à peine si l'on distingue, sur pied des montagnes, les mini-bunkers d'été de la guerre, les premières condamnations à mort de quatre prêtres accusés de « collaboration avec le précédent régime », avant le renouveau des Balkans. Les années 30 des « agents du Vatican ». Dieu, bien avant la venue de Jean-Paul II, avait déjà pris sa revanche.

La sortie des catholiques

Une première pierre, plus symbolique encore, qui pourrait être celle de la reconstruction de l'Eglise albanaise, réduite à néant, dira Jean-Paul II, après quarante ans « de léninisme et de mort communiste ». Il y a trois ans, il se restait que 32 prêtres sur 200 environ en 1945 et 45 religieux sur 250, la plupart âgés et amputés par de longues années de prison. A Shkodër, lieu par excellence de ce second martyre chrétien, on est promu, au lendemain de la guerre, les premiers condamnations à mort de quatre prêtres accusés de « collaboration avec le précédent régime », avant le renouveau des Balkans. Les années 30 des « agents du Vatican ». Dieu, bien avant la venue de Jean-Paul II, avait déjà pris sa revanche.

C'est, en effet, dans cette petite ville tourmentée, dont les habitants avaient déjà tenté de renverser, quelques mois auparavant, la statue de Staline, que le 4 novembre 1990, a été ouvert le premier service catholique. 5 000 personnes y participaient, armées pour beaucoup, et, dans la foule, de nombreux musulmans étaient venus, ce dimanche, assister

à la messe de consécration des quatre évêques albanais, dont Mgr Fiano Ilia, archevêque de Shkodër, soixante-trois ans, qui célèbre ce jour-là un anniversaire bien particulier : c'est, en effet, le 25 avril 1948 qu'il fut condamné à mort « pour espionnage », peine commuée ensuite en 25 ans de travaux forcés. Mgr Fiano, inattendu pour cette renaissance de l'Eglise, Mgr Teresa, elle-même d'origine albanaise, qui avait fait le voyage pour l'occasion et dont la silhouette menue se perdait dans l'immense cathédrale de Shkodër repeinte à neuf après avoir été transformée, il y a quarante ans par les communistes, en salle de sport.

Après avoir salué « ces années d'authentique Passion » traversées par l'Eglise et l'Albanie toute entière, « sortie comme par miracle de l'abîme dans lequel elle était tom-

bée », c'est surtout d'avenir, « d'espoir et de paix », que Jean-Paul II a voulu parler aux nombreux jeunes rassemblés pour l'occasion. Une paix qui commence par le pardon, à l'exemple du Christ sur la croix : « Pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font ».

Tolérance religieuse

Et surtout par la tolérance. A cet égard, le pape, dès son arrivée à l'aéroport où il a été accueilli par le Mgr Saho Koçi et Mgr Anastas, le chef de l'Eglise orthodoxe autochtone d'Albanie, a mis l'accent sur la bonne « coexistence » religieuse qui régit dans le pays. Comment ne pas penser, dans ce petit pays si fragile, aux risques de contagion nés de l'intolérance justement, à la « guerre absurde, féroce et qui répand le

sang fraternel », là bas dans l'ex-Yugoslavie, juste derrière la montagne ? La « liberté retrouvée », c'est aussi la liberté de culte, et l'Eglise albanaise ne doit pas oublier ses frères orthodoxes et musulmans, surtout si, dans cette « cohabitation » entre 70 % de musulmans et 20 % d'orthodoxes, les catholiques, avec 10 %, n'ont pas franchement la part du lion : « Je vous mets en garde, frères et sœurs, contre toute tentation d'intolérance et de défiance réciproque ».

La liberté retrouvée, c'est aussi surtout celle de l'esprit, et pas seulement la capacité de faire entrer plus facilement des réfrigérateurs et des jeans d'importation. « Voir le pape ici, ce peuple l'a bien mérité », confiait, au cours de la messe, un jeune séminariste de dix-huit ans : « La jeunesse ne croit plus en rien, surtout pas à l'autorité. Le tissu familial est distendu. Les gens n'ont plus confiance en eux. Le pape peut nous aider à retrouver une voie digne, spirituelle et morale ». D'où la mise en garde de Jean-Paul II, contre tout excès, y compris politique : « Une démocratie n'est jamais acquise une fois pour toutes, elle a besoin d'une vigilance quotidienne et de la collaboration de tous ».

Un discours musclé du président Berisha

Le soir à Tirana, la capitale, sur la place Skanderbeg envahie par la foule, où trône sur son cheval de brosse le héros national, cet « athlète de Dieu » qui sur faire vivre la foi chrétienne et le nationalisme albanais face à l'oppression ottomane, ce fut en tout du président Sali Berisha, de faire entendre la voix de l'Albanie. Et même si cet ex-cardologue n'a pas fait dans la mesure pour se faire écouter, le pape et l'Europe - puisqu'il s'adressait surtout à elle - lui devaient bien ça. Rendait hommage à Jean-Paul II, le « pape de l'Est et de l'Eglise combattante polonaise », celui qui en avril 1980 « quand notre nation souffrait isolée, s'est rendue dans les Pouilles et a dénoncé notre calvaire par delà la mer » ; celui encore qui est biver, à Assise, a prié pour la paix de l'ex-Yugoslavie, le président albanais a lancé un appel, en forme de mise en garde à l'indifférence des pays européens.

Aidez-vous à nous ancrer en Europe, a-t-il dit. Mais pour cela, faites un effort : « Non loin de nous, en Bosnie, les démons du crime, à travers massacre et purification ethnique, exterminent une nation entière (...). La communauté internationale ne défend pas les victimes et les laisse sans armes (...). Après la Bosnie, viendra le tour des deux millions d'Albanais du Kosovo, opprimés par les Serbes (...). Milosevic attend le moment de commencer le massacre (...) dominant lieu ainsi à une guerre dans les Balkans. L'Albanie veut éviter le conflit, mais sans une solution au problème des Albanais du Kosovo qui face respecter leurs droits, la crise dans la région ne pourra être résolue ». En somme, à présent que Dieu est de retour, il serait temps de penser aux hommes.

MARIE-CLAUDE DECAMPES

Le pape des Balkans

par Henri Tincq

Il y a trente ans, en avril 1963, le pape Jean XXIII signait une encyclique, *Pacem in terris*, dont le retentissement fut énorme, tout entier traversé par les menaces d'affrontement planétaires entre les deux blocs Est-Ouest et par les conflits liés à la décolonisation. Par ses interventions répétées contre la guerre dans l'ex-Yugoslavie, par son appel à la tolérance religieuse hier encore dans cette région des Balkans si prompt à s'enflammer, Jean-Paul II écrit, à sa manière, une nouvelle encyclique pour la paix, mettant en garde les hommes contre le résurgence de conflits, inimaginables il y a trente ans, fondés sur l'exacerbation des tensions confessionnelles.

Dans les entanglements séculaires des Balkans, les identités ethniques, orthodoxes et musulmanes ont toujours servi de refuge aux sentiments nationalistes. Les guerres de libération du joug turcien et du joug ottoman se sont traduites par des explosions de chauvinisme religieux, qui produisent leurs effets jusqu'à aujourd'hui. En ce sens aussi, M^{re} Veli, à 77 sur 7, n'avait pas tort de dire que le conflit dans l'ex-Yugoslavie est « la prolongation de la deuxième guerre mondiale ».

De là à déclarer qu'une nouvelle guerre de religion embrase les Balkans, il y a un pas souvent franchi. Trop vite, car on doit toujours distinguer entre d'une part la foi et la pratique religieuse et d'autre part une simple « affiliation héréditaire » (1) à une communauté ethnique ou nationale qui se définit par rapport à un rite ou à un clergé, ce qui est le cas pour nombre de Serbes, de Croates et de Musulmans athées.

En écoutant le nouvel appel à la paix confessionnelle lancé par le pape en Albanie, le patriarche Pavle de Belgrade, chef de l'Eglise

orthodoxe de Serbie, aura beau jeu de rappeler que le Vatican a soutenu sur les brennes en s'alignant systématiquement, au début de la guerre, sur les positions des Sloènes et des Croates catholiques et en reconnaissant - deux jours avant la Communauté européenne - les deux nouvelles Républiques, avant toute discussion sur le sort des minorités et des frontières. Le Vatican devait être aussi l'un des premiers à reconnaître la République de Bosnie.

Au plan ecuménique, les conséquences de cette situation sont désastreuses. Il a fallu des mois avant que le cardinal Kuhoric de Zagreb et le patriarche de Belgrade acceptent de se rencontrer. Les orthodoxes ont boudé la rencontre interconfessionnelle d'Assise, convoquée par Jean-Paul II en janvier. Le pape a reçu à Pâques deux évêques serbes et le dialogue reprend laborieusement, mais la propagande de Belgrade a en prend toujours au Vatican et cherche ses soutiens dans les pays de tradition orthodoxe comme la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie et surtout la Russie.

Le voyage de Jean-Paul II à Tirana se situait à la charnière de deux époques : la fin du communisme éthéré, dant l'exemple le plus féroce a été celui de l'Albanie, et le retour au chauvinisme national et confessionnel. Puissante hier pour réclamer la liberté et les droits religieux derrière le rideau de fer, couverte aujourd'hui par les armes des milices, sa voix ne sera pas de trop pour désamorcer les risques de guerre sainte et d'explosions en chaîne dans les Balkans et dire à sa manière, trente ans après Jean XXIII : *Pacem in terris*.

(1) « Une fausse guerre de religion », par Paul Gaudin, *Cahiers pour croire* aujourd'hui, 1^{er} avril 1993.

TOKYO:
7 JOURS
7.700 F

VOYAGEURS
42 86 16 16
VOYAGER PLUS VRAI

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès après la mort d'une femme tombée du train Paris-Corbeil

Contrôle avec dérapage

Le tribunal correctionnel d'Evry (Essonne) se prononcera, le 7 mai, sur les poursuites engagées contre deux contrôleurs de la SNCF accusés d'avoir provoqué la mort de Viviane Borderie, quarante-deux ans, tombée d'un train le 23 mars 1987, à la gare d'Evry-Courcouronnes. A l'audience du vendredi 23 avril, les avocats des parties civiles ont demandé au tribunal de se déclarer incompétent au profit de la cour d'assises, tout en faisant le procès de certaines méthodes de contrôle.

Ils sont sagement assis par terre dans les allées et jusque dans le prétoire. Les autres ont envahi les bancs du public et les retardataires se massent dans le couloir pour écouter les débats. Jeunes pour le plupart, ils arborent à la poitrine un badge portant l'image et le nom de Viviane Borderie, morte sur un quai de gare, un jour de printemps de 1987. Filles ou garçons, usagers de la SNCF ou infirmières de l'hôpital Sainte-Anne, comme la victime, ils sont venus pour comprendre. Comprendre pourquoi on peut mourir d'un contrôle et comprendre pourquoi la justice est si lente. Sur ce dernier point, le tribunal ne leur fournit que peu d'explications. Une instruction, un non-lieu, un appel, un supplément d'informations, un arrêt de renvoi devant le tribunal correctionnel, et enfin un pourvoi en cassation rejeté, autant de procédures qui ont occupé les six ans qui séparent l'audience de la date du drame.

Les faits se décomposent en deux périodes. La première, claire et non contestée dans son ensemble,

concerne un contrôle tâté qui sera à l'origine de toute l'affaire. En montant dans le train à Juvisy, les contrôleurs Luc Postel et Philippe François constatent qu'une jeune Zairoise quittait le compartiment de première classe et rejoignait celui de deuxième classe. L'infraction supposée ayant cessé, l'affaire n'eût peut-être mérité qu'un sourire moqueur. Mais devant la gravité du crime M. Postel décida de contrôler la jeune Africaine. Il le fit donc ramené dans le compartiment de première et lui a dressé procès-verbal puisque son titre de transport n'était valable qu'en seconde classe.

Intervention «à l'esbroufe»

La contrevenante refusant de décliner son identité, il demanda à un gardien de la paix en civil qui lui avait montré sa carte lors du contrôle d'usager de se qualifier, et M^{me} Likulia présenta alors sa carte d'étudiante, que M. Postel conserva. «Je voulais faire une vérification de domicile sur ennemi à Evry», explique le contrôleur. Et pendant que M. François rédige le procès-verbal le ton monte. A tel point que les échos de l'interlocution parvenant jusqu'en seconde classe. M^{me} Borderie, qui est une fille du même âge que l'Africaine, entre dans le compartiment de première classe et prend sa défense. Là encore, les mots s'enchaînent sur un registre injurieux de part et d'autre. Mais M. François reprend le dessus. «Je l'avais déjà contrôlée, je savais qu'elle avait un billet de seconde, je lui demande son titre de transport pour être en première classe». Puis il s'adonne à la lecture de la carte d'identité, et le gardien de la paix doit à nouveau intervenir.

M. François dresse alors un procès-verbal pour «entrave et refus d'obtempérer», deux infractions qui, dans le cas d'espèce, ne semblent prévues par aucun texte. Ce qui fait dire au président Jean-Pierre Sabatier : «On parle de droit, mais j'ai bien l'impression qu'à ce moment ces messieurs intervenaient un peu à l'esbroufe». En termes moins familiers, l'esbroufe, c'est de l'intimidation. Et c'est ainsi que M^{me} Borderie ne pourra pas descendre à Grigny pour aller chercher ses enfants à l'école. Car le procès-verbal n'est pas fini. Le règlement interdit à un contrôleur d'empêcher physiquement quelqu'un de descendre du train. Aussi, M. François constate : «Elle n'a pas fait de mouvement pour descendre.»

«Pour descendre, il fallait qu'elle vous bouscule l'élève le président.

— Elle pouvait passer par l'autre porte.

— Je vous rappelle que vous aviez sa carte d'identité...»

Ce dialogue révèle l'état d'esprit d'un contrôle qui finira mal. Car, lorsque le procès-verbal est terminé, M^{me} Borderie et la jeune Africaine échangent leurs adresses. C'est l'instant où le train est en gare d'Evry-Courcouronnes. Appuyée sur le chambranle de la porte, M^{me} Borderie note l'adresse de M^{me} Likulia. La porte se ferme et le train part. M^{me} Borderie est sur le marchepied, puis elle tombe entre le quai et le train. «Ils l'ont poussée !», crie la jeune Africaine.

Que s'est-il passé ? Trois témoins, dont deux mineurs, ont vu, depuis la quai «une main» ou «un bras» repousser la femme qui tentait de remonter dans le train. Mais les contrôleurs sont formels : ils n'ont rien vu et rien fait car, selon leurs dires, ils remontaient dans le couloir vers la motrice.

Sur cette période, l'audience n'apporte rien. M^{me} Francis Terquem et Denis Thallac, conseils de la famille de M^{me} Borderie, plaident l'incompétence du tribunal en évoquant deux crimes : celui de «coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner» et celui qui vise les fonctionnaires ayant commis «un attentat aux libertés». Mais le dossier est fragile et M^{me} Marie-Paule Menu, substitut du procureur de la République, tout en stigmatisant «la bêtise et la sottise» du contrôle, constate : «Aucun élément ne permet de dire qu'ils sont responsables de la mort de M^{me} Borderie». Aussi, elle demande la relaxe sous les huées du public.

Certes, malgré six ans d'instruction, les pièces lues à l'audience semblent insuffisantes. Mais pourquoi le tribunal n'a-t-il alors entendu aucun témoin ? Ni la jeune Africaine, ni le policier, ni ceux qui affirment avoir vu une main criminelle n'ont été cités, que ce soit par le parquet ou les parties civiles. Seul le mari de M^{me} Borderie s'est approché de la barre pour évoquer «les contrôles erratiques», avant de dire : «J'ai ma conviction ; je ne dis pas que c'est la bête, mais si ce procès pouvait faire que demain il y ait un peu plus de respect des individus...»

MAURICE PEYROT

Un jugement sans précédent

Acquittement aux Pays-Bas d'un psychiatre qui avait aidé une patiente à se suicider

Le tribunal d'Assen, dans le nord des Pays-Bas, a relaxé, mercredi 21 avril, un psychiatre qui était poursuivi pour avoir fourni les moyens de se suicider à une femme de cinquante ans, lesse de vivre. Ce jugement libéral étend sensiblement le champ de l'aide médicale au suicide en l'admettant dans le cas d'un patient éprouvant des souffrances sans origine pathologique et ne se trouvant pas dans une phase terminale.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Tolérée dans les mêmes conditions que l'euthanasie, l'aide au suicide est en principe sanctionnée par la loi néerlandaise (trois ans de prison), mais reste en pratique impunie si le médecin ayant prêté son concours était confronté à un malade qui demandait librement à mourir et qui endossait des souffrances insupportables et intolérables.

Or M^{me} Hilke Hasscher n'était atteinte d'aucune affection physique ni d'aucun trouble psychiatrique. Son mal était psychique : elle avait perdu le goût de la vie, à la suite du décès de ses deux enfants et de son divorce. Elle avait déjà tenté de se suicider et n'avait pas réussi. Elle avait demandé à son médecin de lui prescrire des médicaments. Après avoir constaté son refus de tout traitement, et soumis son cas à sept confrères, le psychiatre lui avait finalement remis, devant témoins, vingt capsules et un verre de sirop. M^{me} Hasscher devait avaler la potion léthale, le 28 septembre 1991, et s'endormir définitivement sur une musique de Bach.

Prenant en considération la seule détermination inébranlable de la vic-

time, les magistrats ont estimé qu'elle souffrait réellement, de façon durable et insupportable. Les juges d'Assen ont refusé de se demander si M^{me} Hasscher était littéralement malade, se bornant à constater la réalité de ses souffrances. Ils ont également constaté que la victime avait demandé à mourir de façon expresse et en toute connaissance de cause. En clair : sa souffrance n'a pas affecté son libre arbitre.

Une «seconde opinion»

L'affaire d'Assen pose la question des personnes atteintes de troubles psychiques et psychiatriques face à la «mort douce» (aide au suicide et euthanasie active). Elle a amené certains responsables politiques à soutenir un renforcement du contrôle de la volonté de mourir émise par de tels malades : ceux-ci pourraient devoir être examinés par un second médecin, qui devrait formuler une «seconde opinion». La pratique actuelle prévoit bien que le médecin consulte un ou plusieurs confrères, mais ne dit pas clairement si ces derniers doivent voir le malade. En l'occurrence, M^{me} Hasscher ne s'était entretenue avec aucun des sept confrères auxquels son psychiatre avait soumis son cas.

Le tribunal a enfin considéré que le psychiatre devait être exonéré de sa responsabilité pénale : il se trouvait dans un cas de force majeure, «coincé» entre l'obligation de préserver une vie et celle de soulager, fût-ce définitivement, une personne souffrante. Lors de l'audience, le ministre public avait contesté cette analyse en affirmant qu'un tel conflit de devoirs ne pouvait pas surgir tant que le décès prévisible du malade n'était pas acquis. Le ministre public, qui avait réclamé un an de prison avec sursis contre le médecin, a interjeté appel.

C. C.

EN BREF

□ Sept morts dans des tornades en Oklahoma. — Les tornades qui ont balayé, dans la soirée du 25 avril, une autoroute du nord-est de l'Oklahoma, à l'est de Tulsa, ont tué 7 personnes et en ont blessé 95, dont 16 ont dû être hospitalisées. Les dégâts sont estimés provisoirement à 100 millions de dollars (550 millions de francs). — (AFP, AP.)

□ Mise en examen des meurtriers présumés d'un policier à Annecy. — Deux hommes suspects d'avoir participé à un hold-up au cours duquel un policier avait été tué, vendredi 2 avril, à Annecy (Haute-Savoie), ont été mis en examen, samedi 24 avril, pour vol à main armée, homicide volontaire et tentative d'homicide volontaire. Christian Kessler a été écroué à la maison d'arrêt d'Alton (Savoie) et Enver Stabani à la

maison d'arrêt de Bonneville. Une jeune femme, dont l'identité s'est révélée, a également été mise en examen pour association de malfaiteurs.

□ Commémoration de la fin de l'esclavage. — Plusieurs milliers de personnes vêtues de noir ont participé, dimanche 25 avril, entre la place de la République et celle de la Nation, à Paris, à la Fête des Nègres marrons, du nom des premiers esclaves des colonies françaises à se révolter, pour célébrer l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage, le 27 avril 1848. L'association Couleur de cœur, à l'origine de cette manifestation, demande que le 27 avril, «symbole d'une étape marquante dans l'histoire du peuple français», soit inscrit comme jour férié au calendrier.

Gardez
votre code secret...
secret !



Il est un secret que vous êtes seul à partager avec la puce de votre Carte Bancaire «CB» : les 4 chiffres du code confidentiel.

Ce code secret, c'est la clef de votre sécurité.

- Lorsque vous le tapez, n'hésitez pas à protéger le clavier des regards indiscrets.
- Ne notez ce code nulle part. Inscrivez-vous la combinaison de votre coffre-fort sur sa porte ?
- Ne communiquez votre code secret à personne, vraiment à personne : pas plus à un commerçant qu'à votre banquier.

Et, si un jour vous perdez votre carte, ne donnez surtout pas votre code au policier ou au gendarme qui vous le demanderait par téléphone !

GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES «CB»

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Cinq mois après l'avalanche meurtrière

Le parquet d'Albertville classe sans suite le drame de Val-Thorens

GRENOBLE

de notre correspondant

L'enquête menée par le parquet d'Albertville à la suite de l'avalanche qui a fait sept morts, le 21 novembre 1992, sur une piste de ski de la station de Val-Thorens (Savoie), n'a pas permis de démontrer la responsabilité du maire de la commune, Georges Cumin, et des services techniques chargés de la gestion du domaine skiable ni est survenu le drame. Le procureur de la République, Guy Samuel, a décidé de ne pas ouvrir une information judiciaire et il a classé sans suite ce dossier.

Le manteau neigeux s'était mis discrètement en mouvement vers 3 000 mètres d'altitude près de l'arrêt dit de « Tête ronde », situé dans le massif de Péciat. Glissant sur une longueur d'environ 300 mètres, l'avalanche avait atteint la piste Jean-Béranger sans que les skieurs qui l'empruntaient ne l'aient vue ou entendue.

Phénomène naturel

Les conditions météorologiques étaient alors mauvaises et la visibilité de quelques mètres seulement. Une dizaine de personnes furent ensevelies. Seules trois purent être dégagées saines et sauvées.

Les responsables de la station avaient aussitôt invoqué la « fatalité » comme unique cause de la coulée meurtrière. Quelques jours

plus tard, le Centre d'étude de la neige de Grenoble, qui avait été chargé par le procureur de la République d'une mission d'enquête technique, soulignait « l'origine accidentelle » de cette avalanche qui se serait déclenchée à la suite de la rupture d'une grosse corniche de neige située juste au-dessus d'une pente moyennement inclinée. Le choc devait provoquer un écoulement dense de neige froide, sèche et pulvérulente sur une largeur de plus de 150 mètres. Le parquet a retenu la thèse de l'imprévisibilité de ce phénomène naturel pour classer ce dossier.

Se fondant notamment sur une carte de localisation probable des avalanches réalisée par le Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (CEMAGREF), et sur des observations fournies par la division nivologie de cet organisme, la mère d'une des victimes, M^{me} Lakhdari, qui a également perdu deux autres membres de sa famille sous l'avalanche, a décidé de porter plainte pour homicide involontaire et de se constituer partie civile. Elle se fonde notamment sur les observations du CEMAGREF, dont les ingénieurs n'ont pas été entendus par le procureur de la République, qui mentionnent dans leur carte actualisée en 1990 l'existence d'un danger d'avalanche dans le secteur où est survenu, précisément, l'accident.

CLAUDE FRANCILLON

A propos des conclusions du groupe de travail sur la procédure pénale

Les réserves des avocats

Les conclusions du groupe de travail que le garde des sceaux avait mis en place pour faire un premier bilan de la réforme du code de procédure pénale (le Monde du 24 avril) ont suscité des réactions mitigées chez les avocats.

L'ordre des avocats à la cour de Paris, qui se félicite de constater que les « acquis positifs » du texte du 4 janvier, et notamment les progrès des droits de la défense, ne sont pas « fondamentalement mis en cause », se montre réservé sur l'avocat de son choix et estime que le recours au juge délégué pour la détention, auquel le groupe de travail souhaite mettre fin, constitue

« un progrès garantissant la sérénité et la distinction » qui doivent présider à ce type de décision.

L'Association des avocats pénalistes (ADAP), qui « reste attachée aux avancées capitales contenues dans la loi du 4 janvier 1993 », regrette le retrait d'un texte « dont la mise en application n'a pas deux mois et qui paraît pour le moins hâtif ». L'ADAP souhaite que la coexistence annoncée par le garde des sceaux ne soit pas « purement formelle » et qu'elle permette à la France d'être dotée d'une procédure pénale « à la hauteur de ses traditions, et au moins égale, dans le respect du droit des personnes, à celle des principaux pays d'Europe ».

REPÈRES

FAITS DIVERS

Le ministère de l'intérieur ordonne une enquête après l'effondrement d'un chapiteau à Valence

A la suite de l'effondrement d'un chapiteau, quatre heures avant un spectacle de Michel Sardou, vendredi 24 avril, à Valence (Drôme), le ministère de l'intérieur a envoyé sur place une commission d'enquête chargée d'analyser les causes de l'accident. Cette commission, composée de quatre membres et dirigée par le colonel Rémi Lacarme, inspecteur général de la sécurité civile, a notamment entendu Jacques Mervil, un expert qui avait examiné cette structure le 18 février, ainsi que Jean-Pierre Labat, propriétaire de ce chapiteau d'Europe. L'effondrement, provoqué, selon M. Mervil et Labat, par une puissante rafale de vent, avait fait quatre blessés légers.

ÉDUCATION

La Haute Cour de Londres confirme le droit au boycott des examens par les enseignants

Les enseignants britanniques et leurs syndicats viennent de marquer un point dans le conflit qui les oppose, depuis un an, au gouvernement et au ministre de l'éducation, John Patten. La Haute Cour de Londres a en effet confirmé en appel, vendredi 23 avril, un jugement porté le 2 avril selon lequel les enseignants peuvent, légalement, refuser d'organiser les examens que la réforme du système

éducatif anglais prévoit désormais. Votée en 1988 et entrée en application en 1991, cette réforme repose sur la mise en place de programmes nationaux assortis d'un système d'examen qualifiant les élèves et au classement des établissements (le Monde du 15 avril).

La Haute Cour a donc donné raison aux trois principaux syndicats d'enseignants, qui regroupent les trois quarts des enseignants britanniques et qui se sont prononcés en faveur du boycott. Avant cette décision, le gouvernement avait menacé, en cas de refus persistant des enseignants à organiser les tests, de changer la législation pour les obliger à se plier à cette nouvelle obligation.

HISTOIRE

Une marche silencieuse en souvenir de la déportation

Quelque cinq cents personnes ont participé, dimanche 25 avril, à Paris, à une marche silencieuse, à l'occasion de la Journée du souvenir du martyr juif inconnu, la cérémonie s'est ensuite poursuivie à l'Arc de triomphe, où M. Philippe Marthe, ministre des anciens combattants, a remis le flambeau. A l'Arc (AR), environ deux cent cinquante personnes ont assisté à la cérémonie annuelle à la mémoire des quarante-trois enfants juifs victimes d'une rafle en 1944. Dans un message, le président Mitterrand a souligné que « les enfants d'aujourd'hui sont les symboles même de tous les juifs de France qui furent exterminés sous le régime de Vichy ».

SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Formule 1 de Saint-Marin

Le retour en puissance d'Alain Prost

Alain Prost (Williams-Renault) a renoué avec le succès en s'imposant pour la troisième fois (1984, 1986 et 1993) dans le Grand Prix de Saint-Marin de formule 1, disputé, dimanche 25 avril, sur le circuit Enzo-et-Dino Ferrari d'Imola. Après un départ sur une piste encore mouillée par une averse, le pilote français a pris la tête dès le douzième des soixante et un tours pour accroître sans cesse son avance sur ses poursuivants. Après l'abandon d'Ayrton Senna (McLaren-Ford) pour une fuite dans son circuit hydraulique au quarante-deuxième tour, la deuxième place est revenue à Michael Schumacher (Benetton-Ford) et la troisième à Martin Brundle (Ligier-Renault). Neuf voitures seulement ont été classées à l'arrivée de cette course très éprouvante pour les moteurs et pour les freins.

IMOLA

de notre envoyé spécial

Alain Prost venait de terminer sa dernière collation avant le départ du Grand Prix de Saint-Marin dans le motor-home de Frank Williams et s'apprêtait à discuter de la stratégie de course avec son équipier Damon Hill et les autres ingénieurs lorsque, pour la première fois depuis le début des essais, une averse s'est abattue sur le circuit d'Imola. Conformément au règlement, les pilotes ont disposé de quinze minutes pour tourner avec des pneus sculptés afin de déifier leurs nouveaux réglages. Une heure plus tard, la course ne se présentait pas sous les meilleurs auspices pour le pilote français après ses mésaventures sous le pluie à Sao-Paulo et à Donington.

« Je me sentais très fatigué, avouait-il. Mentalement, le week-end a été très difficile et je suis très heureux, maintenant, qu'il est terminé, d'avoir gagné dix points. Grâce à l'abandon d'Ayrton, je reviens dans le championnat et tout ou presque dans l'autre sens aujourd'hui. J'espère que j'aurai un peu moins de pression à l'avenir. » Stress ou problème d'embryage? Alain Prost a encore raté son départ et s'est retrouvé troisième derrière Damon Hill et Ayrton Senna. Un moment « bouchonné » par le Brésilien sur une trajectoire qui s'asséchait, le Français a, cette fois, parfaitement négocié son passage aux pneus lisses pour se retrouver en tête et accroître son

avance en profitant pleinement de la puissance de son V10 Renault.

« Imola est un circuit qui permet aux moteurs d'exprimer leurs différences. Ils fonctionnent 60 % du temps à pleine charge, c'est-à-dire accélèrent au plancher. C'est moins qu'à Monza, où ce pourcentage atteint 75 %, mais beaucoup plus qu'à Monaco (40 %), explique Denis Chevrier, ingénieur motoriste d'Alain Prost. Sur sol sec, Alain Prost et Damon Hill peuvent tourner de une à deux secondes plus vite que leurs principaux concurrents, y compris Senna. L'air, dernier, les Williams-Renault étaient plus rapides que les McLaren-Honda sur un tour, mais les vitesses maximales des deux voitures étaient proches, ce qui rendait les dépassements périlleux. A quoi bon passer plus vite en virage si vous ne pouvez pas dépasser en ligne droite? Quand Senna était en tête, il était presque impossible de le dépasser. Cette année, en revanche, il ne peut défendre longtemps sa position face à la vitesse de pointe supérieure des Williams-Renault. Alain Prost l'a prouvé à Kyalami et Damon Hill à Sao-Paulo. »

« Margés tout ça »

A Imola, la ligne droite des stands (680 m), suivie de la courbe de Tamburello (320 m) et d'une ligne droite (520 m) avant d'aborder la courbe Gilles-Villeneuve permettent aux pilotes de rester pied au plancher pendant une vingtaine de secondes et donc d'établir la puissance respective des moteurs. Alain Prost (V10 Renault) a ainsi atteint 317 km/h, Rubens Barrichello (V10 Ferrari) 319 km/h, Philippe Alliot (V12 Lamborghini) 317 km/h, Michael Schumacher (V8 Ford) 316 km/h et Ayrton Senna (V8 Ford) seulement 313 km/h.

Ces chiffres expliquent en partie le peu d'empressement mis par le Brésilien pour rejoindre le circuit italien. « A Imola, Silverstone, Hockenheim, Spa-Francorchamps et Monza, où les moyennes dépassent les 220 km/h, les Williams-Renault ont une chance de devenir champion du monde, dit-il. Mais les Benetton nous laisseront à distance. » Depuis le début de la saison, le triple champion du monde ose de ce de revendiquer auprès de Ford la dernière évolution du V8. « La situation est ridicule et stupide, dit-il à Donington après sa deuxième victoire en trois courses. Si Ford oserait nous donner une évolution de son moteur, c'est avec McLaren. Mais Benetton les empêcherait de nous fournir leur V8 à distribution

pneumatique (1). » Depuis 1987, Benetton et Ford ont un contrat de partenariat qui prévoit la fourniture en exclusivité de la dernière évolution du V8 préparé en Angleterre par Cosworth Engineering.

Le contrat actuel court jusqu'à la fin de 1994 mais les deux partenaires ont récemment renforcé leur coopération. Une vingtaine d'ingénieurs de Ford Electronics ont été détachés sur le programme formule 1. Leur action ne s'est pas limitée à la gestion du moteur et à la télémetrie. Ils ont aussi travaillé avec le département recherche et développement de Benetton Formula sur la suspension active et le système antiplage.

Après le retrait de Honda, Ron Dennis, directeur de McLaren International, a conclu en décembre 1992 un contrat « client » avec Ford et Cosworth Engineering qui détache seulement trois motoristes auprès de l'écurie. La gestion du V8 a été prise en charge par Tag Electronics, une filiale du groupe Tag, actionnaire majoritaire de McLaren. Ce contrat prévoyait que l'écurie britannique hériterait du V8 à distribution pneumatique lorsque Benetton bénéficierait de la prochaine évolution de ce moteur, en principe à l'occasion du Grand Prix de Grande-Bretagne, le 15 juillet. Le début de saison prochain d'Ayrton Senna a modifié certaines données.

Avant de renouer pour un an son contrat avec McLaren, le pilote brésilien, qui estime à une quinzaine de chevaux et à presque une seconde au tour le bénéfice qu'il pourrait tirer de la distribution pneumatique, demande désormais à bénéficier des mêmes armes que Michael Schumacher, l'étoile montante de la formule 1. Tirailé entre les retombées d'une collaboration avec le meilleur pilote du monde au sein de l'écurie la plus titrée de ces dernières années et le respect des contrats existant avec Benetton, Ford semble tergiverser.

L'arme absolue

Après avoir négocié sa participation aux trois premiers grands prix au coup par coup (150 000 dollars par course avec un bonus de 250 000 dollars par victoire), Ayrton Senna a profité de ses deux victoires pour accentuer sa pression. Les discussions n'auraient abouti que jeudi, à la veille des premiers essais d'Imola. Le temps de prendre le vol de nuit entre Sao-Paulo et Rome, puis un petit avion privé pour Bologne et un hélicoptère jusqu'au circuit et le Brésilien arrivait au motor-home de McLaren... cinq minutes avant

la première séance. « Il manque encore la signature du contrat, précisait-il. Mais c'est une question de jours. Le problème est résolu. »

Si Ayrton Senna peut espérer disposer prochainement de meilleurs atouts pour tenter de défendre sa première place au championnat du monde, l'arme absolue pour le titre reste aux mains d'Alain Prost avec le V10 Renault. La cinquième évolution du V10, conçu pour le retour de Renault en formule 1 en 1989, a démontré à Imola qu'elle constituait plus que jamais le meilleur compromis entre la puissance produite et les contraintes de poids, d'encombrement et de consommation. Après avoir progressé de quelque 1 000 tours-minute certaines années, le V10 actuel doit frôler les 15 000 tours-minute et les 780 ch. Aujourd'hui, Renault fait école. Son système de distribution pneumatique a été adopté la saison dernière par Honda et cette année par Ford et Ferrari. Révolution en formule 1, John Barnard, directeur technique de la Scuderia, a laissé entendre à Imola que la prochaine Ferrari sera plus propulsée par un V12!

Loin de s'endormir sur leurs premiers lauriers, les responsables de Renault Sport espèrent profiter de l'accord conclu en mai 1992 avec Aérospatiale pour conserver leur avance technologique. Les gains de poids obtenus pour la fusée Ariane grâce à l'utilisation de matériaux composites comme le carbone-carbone, les études menées pour la navette Hermès sur des matériaux (carbone-carbone ou céramique) susceptibles de résister à la chaleur dégagée par les frottements contre les molécules d'air lors du retour dans l'atmosphère (coulure à 1 600 °C) ou la maîtrise acquise avec l'Alibus A-320 dans les domaines de la gestion électronique et de la transmission des données, devraient avoir des retombées en formule 1. « Deux ou trois modifications importantes issues de ces travaux seront introduites dans nos moteurs en cours de saison », affirme Bernard Dudot, directeur technique de Renault Sport, qui espère les garder secrètes le plus longtemps possible.

GÉRARD ALBOUY

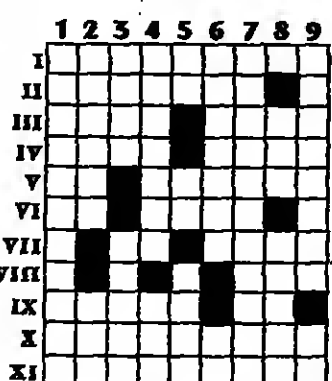
(1) Ce système mis au point en 1986 par Renault consiste à substituer aux réservoirs métalliques des soupapes un ensemble piston/cylindres qui rappelle les soupapes par gaz comprimés. En supprimant l'inertie des ressorts, cette distribution pneumatique permet une augmentation du régime et donc de la puissance du moteur.

Les résultats

AUTOMOBILISME	
GRAND PRIX DE SAINT-MARIN DE FORMULE 1	
Classement - 1. Alain Prost (Fra., Williams-Renault), les 307,440 km en 1 h 33 min 20 s; 2. Michael Schumacher (Alb., Benetton-Ford), à 32 s; 3. Martin Brundle (GB, Ligier-Renault), à un tour; 4. J. J. Lehto (Fin., Sauber), à deux tours; 5. Philippe Alliot (Fra., Larrousse-Lamborghini), à deux tours.	
Championnat du monde des pilotes - 1. Ayrton Senna (Bré.), 26 pts; 2. Alain Prost (Fra.), 24; 3. Damon Hill (GB), 12; 4. Michael Schumacher (Alb.), 10; 5. Martin Brundle (GB) et Johnny Herbert (GB), 8.	
Championnat du monde des constructeurs - 1. Williams-Renault, 36 pts; 2. McLaren-Ford, 28; 3. Benetton-Ford, 12; 4. Ligier-Renault, 10; 5. Larrousse-Ford, 7.	
BASKET-BALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE (cinquième journée)	
Pau-Orthez s'est qualifié, samedi 24 avril, pour la finale du championnat de France de basket-ball, en remportant à domicile le troisième point de la victoire à l'issue du quatrième match contre Antibes (85-68). Les Bédarides rencontreront Limoges à partir du 2 mai pour une finale en trois matchs gagnants.	
CYCLISME	
Amstel Gold Race	
Le Suisse Rolf Sørensen s'est imposé, dimanche 25 avril, dans l'Amstel Gold Race en battant au sprint l'italien Gianni Bugno.	
FOOTBALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE (deuxième journée)	
Classement - 1. Gracieux et Nantes, 13 pts; 2. Brives, 11; 3. Biarritz, 9; 4. Colomiers, 7.	
POULE B	
Toulon b. Béziers-Bordeaux... 13-19	
Toulon b. Montpellier... 20-6	
Toulon, 11; 3. Béziers-Bordeaux, 9; 4. Montpellier, 7.	
POULE C	
Grenoble b. Pau... 38-10	
Narbonne b. Béziers... 22-12	
Classement - 1. Grenoble et Narbonne, 13 pts; 3. Pau et Béziers, 7.	
POULE D	
Agén b. Tarbes... 19-15	
Castres b. Dax... 22-10	
Classement - 1. Castres et Agén, 13 pts; 3. Dax et Tarbes, 7.	
VOLLEY-BALL	
Coupe de France	
Cannes a remporté, samedi 24 avril, la Coupe de France de volley-ball en battant le PUC (2-1).	

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6027



Solution du problème n° 6026

Horizontalement

I. Gravitation. Cor. - II. Rubis. Lots. Case. - III. Imbroglio. Lente. - IV. Vase. Ar. Usurp. - V. Crisier. Ester. - VI. In. Crap. Eu. - VII. Lad. Star. Reg. - VIII. Ela. Ra. Oh! Te. - IX. Rassel. Guépère. - X. Hénarale. Ra. - XI. Eres. Al. Saumons. - XII. Empereur. Ro. - XIII. Ana. Ate. Pled. XIV. Menusier. Eres. - XV. Isère. Electoral.

GUY BROUTY

HORIZONTALEMENT

I. Une personne qui ne manque pas de « trépas ». - II. Sont vraiment du tonnerre. - III. Plaine. Couches glées. - IV. Possessif. Tout feu, tout flamme. - V. Ancien peulier. Qui s'exprime en gémissant. - VI. Symbole. Algr. - VII. Poins. Lieu de relâche. - VIII. Manque d'énergie quand il est gros. - IX. Une manière de vouloir le bien d'autrui. Désinence verbale. - X. Peuvent se traduire par des surseus. - XI. Instruments à vent.

VERTICALEMENT

1. Lieu de plantation d'œufs. - 2. Du jaune pour un bleu. Préfixe. - 3. Prête à rire. Comme un combat. - 4. Carnets de notes. Adverbe. - 5. Degré. Au cœur de la Ville éternelle. La journée du patron. - 6. Produire des déchets. Cédit. - 7. Tendance à grossir. - 8. Rivière. Ce peut être la division d'un fleuve. - 9. Sont familières aux bourelliers. Précède le nom d'un chef spirituel.

Le Monde

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 93

En vente chez votre marchand de journaux

SPORTS

ATHLÉTISME : le Marathon de Paris

Une course en capitales

Leszek Beblo a remporté, dimanche 25 avril, la dix-septième édition du Marathon de Paris, qui a rassemblé plus de quinze mille participants. Le Polonais a devancé l'Éthiopien Belay Wolash et l'Algérien Sali Sakhril. Le premier Français, Dominique Chauvillier (neuvème), a été sacré champion de France. Victoire, chez les dames, de la Japonaise Mitsuyo Yoshida, qui devance la Française Maria Lelet-Rebello et la Russe Ilyna Nadejda.

Il s'agissait plus de quinze mille, dimanche, à prendre, sous l'Arc de triomphe, le départ de la visite la plus sportive de Paris. Quinze mille anonymes précédés par un solide plateau de vedettes kenyanes, éthiopiennes, japonaises ou venues des pays de l'Est. Longtemps les cham-

plions avaient boudé un parcours qu'ils jugeaient trop changeant d'année en année, trop accidenté pour une course de grand fond, ce qui ne pouvait leur promettre d'établir un chronomètre appréciable - couvrir les 42,195 kilomètres en moins de 2 h 10, performance jamais réalisée dans la capitale - sans même rêver d'approcher le record du monde - 2 h 6 mn 50 s établi par l'Éthiopien Bekelech Dinsamo à Rotterdam en 1988. Aujourd'hui, ils apprécient le tracé remodelé en 1990, qui épouse le plus souvent les rives de la Seine. Avec eux, le Marathon de Paris a retrouvé un second souffle.

Outre ce parcours «touristique», consenti par la Mairie de Paris, organisatrice de l'épreuve, au risque de neutraliser la circulation dans la capitale pendant quelques heures, les responsables de la course ont mis le prix pour rivaliser avec les deux plus grandes rendez-vous du monde : le plus massif, à Londres, qui rassemble trente-cinq mille concurrents et le

plus mythique, New-York, où les vingt-cinq mille participants s'élancent du pont de Verrazano.

Attirer les étrangers

Le budget de l'épreuve atteint aujourd'hui 12 millions de francs. La Mairie de Paris en finance un quart, les partenaires dispensent 7 millions de francs, le reste provient des droits d'inscription. «Nous avons accepté de dépenser de l'argent pour rassembler le meilleur plateau possible, car même la traversée de Paris, si prestigieuse soit-elle, ne peut attirer les grands», explique Patrick Akéni, directeur de la course depuis quatre ans. Les primes de participation aux vedettes avoisinent parfois les 100 000 francs, sans compter une majoration selon les performances réalisées. Le Polonais Leszek Beblo est également reparti avec les 150 000 francs attribués au vainqueur et la Japonaise Mitsuyo Yoshida avec 120 000 francs. De plus,

le Marathon de Paris est, depuis deux ans, le théâtre du championnat de France et l'épreuve décisive pour obtenir une sélection nationale en vue des championnats du monde. Dimanche, les organisateurs ont encore capoté que les meilleurs descendent en dessous de la barre des 2 h 10. En vain, malgré le travail - rémunéré - de l'équipe, trois coureurs destinés à accéder à l'endosse avant de se retirer de la course aux dixième, vingtième et trentième kilomètres.

Quinze mille participants sur le bitume parisien, ce n'est pas suffisant, estime Patrick Akéni, qui en souhaiterait vingt mille et, parmi eux, plus d'amateurs étrangers. Ils n'ont pas deux mille dimanche, à s'aligner sous l'Arc de triomphe. Pour les attirer, le directeur de la course envisage de contacter des tour-opérateurs, à la manière, en somme, d'un voyage touristique.

BÉNÉDICTE MATHIEU

HIPPISME : la crise de fréquentation des hippodromes

Longchamp, morne plaine

La réunion de Longchamp, dimanche 25 avril, n'a enregistré que 5 811 entrées payantes contre 8 448 l'an dernier à la même date. Cette spectaculaire déperdition de clientèle hippique à Paris n'est pas un accident de parcours, mais correspond à un mal endémique. Depuis le début de l'année, à Longchamp, le total des entrées est en baisse de 10 % (- 9,93 % déjà en 1992). En corollaire, les enjeux du Pari mutuel hippodrome (PMH) ont chuté de 13 % au premier trimestre dans la capitale.

Beaucoup attribuent cette érosion à l'anticoncurrence de «points courses», installés par le PMU dans les grandes villes, lesquels recueillent un succès croissant. En échange d'un droit d'entrée peu élevé, on peut y jouer dans des conditions de confort relatif, bénéficiant d'une retransmission des compétitions en direct par câble. On assiste ainsi, sans perdre de temps en déplacements, à quelques épreuves du jour, et cela plutôt d'autant plus que les réunions elles-mêmes traînent en longueur, sinon en langueur, de 14 à 18 heures, sans le moindre rythme.

La clientèle occasionnelle, les femmes, les enfants s'enonient durant les interminables temps morts (trois quarts d'heure d'entracte pour un quart d'heure de représentation). De plus le spectacle est impossible à suivre sans des jumelles puissantes. Enfin, dans les épreuves de galop, le suspense lui-même est souvent affadi; trop de rencontres sont dominées par une seule casaque, celle des émirats de Dubaï.

C'est toute une conception du programme et des installations qui serait à revoir. Certains y songent. A Vincennes (trot), il a été envisagé d'installer des systèmes de distribution automatique de tickets. Une formule du type machines à sous, très précisée aux États-Unis. Le projet était autofinancé, mais il

paraît bloqué par le ministère du budget, qui craint sa non-conformité avec les intérêts financiers et les impératifs technologiques du PMU (connexion avec le réseau informatique); et surtout l'acquisition du matériel à l'étranger au détriment de deux concessionnaires français, maîtres du marché.

Ambiance de convivialité

Pour le galop, on va être constitué sous peu un groupement d'intérêt économique (GIE) rassemblant toutes les sociétés organisatrices, les nouveaux gestionnaires envisagent la modernisation de l'un de leurs hippodromes : Longchamp, Auteuil ou Saint-Cloud. Le projet comprend l'implantation d'une piste synthétique permettant des courses plus rapides, des petites tribunes avec restauration pour des nocturnes, et même des loteries à gratter dont les tickets seraient seulement vendus sur place. Il s'agit de reconstituer un tissu de clientèle, une ambiance de convivialité.

Mais la partie risque de se jouer à quiste ou double. Faute de réussir la transformation des sites, ceux-ci seraient condamnés à disparaître. L'Etat a signé un protocole d'accord avec les dirigeants des sociétés, qui implique, en échange d'aides substantielles, des économies drastiques. Le rétablissement financier pourrait passer par la suppression d'un terrain. La Ville de Paris est très concernée aussi par cette situation car propriétaire de Longchamp, Auteuil et Vincennes. Jusqu'à l'année dernière, elle en profitait largement par un reversement des pourcentages sur les enjeux dépassant 200 millions. Or ce pactole lui a été supprimé par le gouvernement Bérégovoy. Aussi se montre-t-elle certainement très exigeante au moment de la renégociation des conditions de bail avec ses locataires : en 1997 pour les uns, après l'an 2000 pour les autres.

GUY DE LA BROSSÉ

La femme du 11 364

Devant la ligne d'arrivée, avenue Foch, la femme du marathonnien erre, son fils endormi dans les bras. Il lui a fallu près de cinq heures pour parcourir les 42,195 kilomètres de la course, trois heures de plus que le vainqueur. Elle est surtout arrivée quarante-cinq minutes après le coureur qu'elle était censée supporter.

Le journalet avait commencé à 7 h 30 par un délicat problème d'arithmétique, résolu non sans mal devant un plat de pâtes que le sportif avalait pour son petit déjeuner. Enoncé de la question : connaissant le parcours du marathon, sachant que son mari parcourt dix kilomètres par heure, et que trois minutes environ séparent deux stations de métro, où se placer pour encourager le dossier numéro 11 364? Sur les Champs-Élysées,

lorsque la foule des coureurs s'ébranle, elle serre la main de son fils. Son mari, qui cherche du travail depuis six mois, attaque son deuxième marathon : «A Florence, il courait avec son frère, explique d'une voix douce cette jeune médecin de trente et un ans. Cette fois, il est seul, ce sera plus dur.» A la main, un plan de Paris, dans son sac deux bananes et des barres énergétiques pour le coureur de fond. Commence alors une gigantesque course-poursuite à travers la capitale.

Il s'agit de centaines à s'engouffrer dans la rame de métro pour suivre les sportifs. Elle descend à la station Louvre, cinquième kilomètre du marathon, patiente à côté d'une équipe de sapeurs-pompiers venus assurer la sécurité, mais qui, dans

cette première partie du parcours, encourage de bon cœur les participants. Les groupes de coureurs se succèdent, de moins en moins nombreux, de plus en plus lents. Arrive les camions poubelle. Le dossier 11 364 est donc déjà passé. Il va falloir changer de tactique, il va plus vite que le métro.

Elle décide alors de se rendre, par le chemin des écoliers, au kilomètre vingt-sept. L'enfant a faim. Il dévore un pain au chocolat pour géants : «Pas les bananes, mon chéri», et s'offre une partie de marelle sur les colonnes de Buren. Au jardin des Tuilleries, de nombreux supporters acclament déjà les premiers coureurs. Elle les dévisage, craint de rater son mari, attend, s'émervaille devant les marathoniens d'un certain âge,

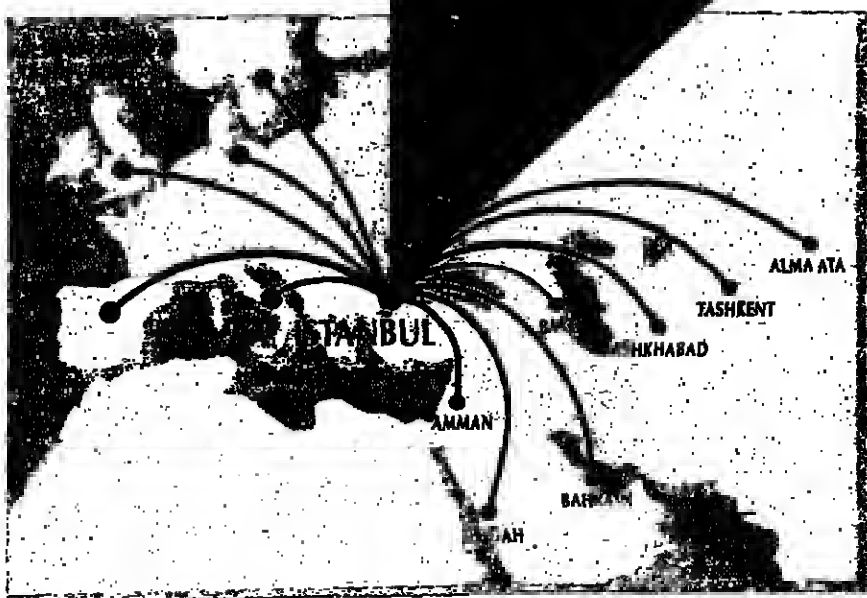
envie les femmes. Enfin, le voilà, petite foulée, petit sourire. «Allez Thierry!», hurle-t-elle. L'enfant aux yeux noirs chantonne : «Il est fort mon papa, il est fort...»

Elle se précipite ensuite à l'ouest de la capitale, à l'hippodrome de Longchamp, kilomètre trente-six, et arrive après la bataille. Elle monte dans un bus pour rejoindre l'arrivée. Bloquée dans les embouteillages, elle descend, renonce à prendre un taxi, se rue dans le métro, change deux fois de ligne, se trompe, râle, repart. L'enfant refuse de marcher davantage. Dix-sept kilos dans les bras. Elle arrive enfin, exténuée, retrouve le seul marathonnien qui compte vraiment pour elle, assise dans l'herbe. L'an prochain, elle prendra son vélo.

MICHELLE AULAGNON

ISTANBUL

Prenez le départ.
Avec Turkish Airlines.



Istanbul a été pendant des siècles le centre du monde civilisé. Et de nos jours il est aisé de comprendre pourquoi. Bien que beaucoup de choses nient évolué, Istanbul reste un centre majeur de civilisation, et de position très stratégique pour les voyages à destination du Moyen-Orient ou de l'Asie.

Surtout sur Turkish Airlines. Aucune compagnie aérienne, n'est plus accueillante, plus ponctuelle ou plus confortable, et n'offre les sièges de classe affaires les plus spacieux du marché.

Si vous y ajoutez notre hospitalité traditionnelle et chaleureuse, vous pourriez vous surprendre à penser que nous sommes encore le centre du monde civilisé.



TURKISH AIRLINES
LES NOUVEAUX HORIZONS DU CONFORT

Le Monde • Mardi 27 avril 1993 •

LA SACEM C'EST NOUS

Georges Aber. Patrick Abrial. François Aceti. Eric Aerts. Christian Agullo. Ajello. Aimable. Thierry Ala. Simone Alma. Jean-Marie Alsina. Jean-Claude Amiot. Roger Amoros. Francis Amphoux. Max Amphoux. Albert Ansallem. Elisabeth Ansallem. Gilbert Any. Elizabeth Anais. Georges Aperghis. Arc-en-ciel Productions. Jack Ariel. Philippe Aumond. François Aumond. Auguste Attard. Aubert-Lemeland. Claude-Marcel Aubry. Hugues Aufray. Marc Aurine. Christine Authier-Bobin. Michèle Ayela. Charles Aznavour. Marcel Azolla. Bruno Bacara. Pierre Bachélet. Nicolas Sacri. Gérard Badini. Mamdouh Bahri. Bajus. René Baldellou. Claude Balif. Jean-Pierre Balzano. Hubert Barnwarth. Yves Baquet (dit Willy Pep). Barbara. Barbotin. Michèle Barboux (D'Angelo Michèle). Aïné Barelli. Jean-Pierre Barizien. Jeff Barneil. Jacques Barrouh. Barrier. Michel Bassignani. Marc Batisto. Gérard Bavoux. Francis Bayler. François Bayle. Marc Beacco. Lucid Bégault. Philippe Becaud. Charles Beck. Marie-Paul Belle. Roger Belon. Henri Belio (Scorpio Music). Benoîts. Pierre Bensusan. Alain Berberian. Eric Berchot. Boris Bergman. Claude Bermejo. Jo Bernard. Bernheim. Fabrice Berkka. Jacques Berthier. Guy Berret. Henry Besche. Serge Besset. Louis Bessières. André Frédéric Billiet. Jean-Jacques Birge. René-Pascal Blanc. Christian Blanchard. Philippe Blanchard. Roger Jacqueline Blot (Jaugy) André Blot. Pierre Bluteau. Ernest Bohm. Raymond Boissière. Paul Boistelle. Claude Bongard. André Bonhomme. Fernand Bonifaty. Alain Bonnefont. Thierry Bonnefous. Frédéric bonnet. (Les Salamandres). Suzanne Bontemps (Les Salamandres). Bernie Bonvoisin. André Brödy. Frédéric Bouchikhi. Michèle Boudet. Rolande Bouhour (Cavat Rolande). Michel Bouin. Gérard Bourgeois. Michel François Bouché. Philippe Bousquet. Guy Boyer. Jean-Pierre Boyer. René Boyer. Robert Braun. François Patrick Brugallere. Claude Brule. Frédéric Brun. Alain Brunel. Hervé Buckel de Tell. Jean-Pierre Bucolo. Calamel. Gérard Calvi. Michel Camatte. Bruno Camporelli. Edith Canat de Chisy. Candy C.G. Françoise Cardona. Carel. Jackie Carhan. Serge Cammine. Patrick Carret (Thenay). Roger Carru. Françoise Catala. Maurice Celisse; Renaldo Ceri. Ina Cessaire. Khalil Chahine. Paul Chalier (Paul Moulins) Jacques Charpentier. Frédéric Chateau. Chantal Chaumar. Jacques Chamuelle. Rémi Chauve. Chevallard. André Chevrier de Choudens. Noël Chiboust. Joëlle Chopinathier. Antoine Ciosi. Bernard Cocq. Gérard Cohen. Roger Coiteux. Jean-Marie Coldefy. Simon Colliez. René Colombies Laurent Comtat. Marius Constant. Henri Contet. Bernard Coquelet. Louis Corchia. Corneloup Edgar Cosma. Vladimir Cosma. Jean-Claude Cosson. Jean-Claude Cottier. Bernard Couderc. Couvez. Gisèle Couvreur. Nicole Croisille. Michel Cron. Michel Cywie. Carmino D'Angelo. Marc-André Dalvaive. Jean Dalzon. Raphaël Dambrion Olivari. Lionel Darriet. Pascal Daniel. Bernard De Michelis. Jean-Manuel De Scarano (Chambre syndicale des Éditeurs de Michel Defaye. Jean Degeorges. Bernard Deharbre. Gérard Del Volgo. Pierre Delance. Denise Deluga. Christophe Delvalle. Pierre Delvincourt. Jacques Demary. René Descrez. Pierre Desvergnes (Pierann). Patrick Devers. Richard Dewitte. Eric Anne Domela-Nieuwenhuis. Raymond Domier. Désiré Dondeyne. M. Donzel. Frédéric Douloudet. Gérard Doulessane. Pierre-André Dousset. Jean Douville. Didier Drussant. Faldo Dubard. Dominique Dubois. Régis Dubos (Mathéus) Durfort. Antoine Duhamel. Pierre Duhautois. Edouard Dulaeu. Charles Marc-Olivier Dupin. Edmond Duplan. Francis Duquet. Thierry Dutter. René Eugénis. Gilbert Eudal. Christian Eloy Dominique Lery Escudero. Fred Espel. Arthur Eyraud. Christian Faisy. Philippe Fenelon. Eric Fermentel. Jean-Pierre Léon Ferré. Nino Ferrer. Jean-Marie Fillon. Michel Fourcaut. Henri Fours. Philippe Fours. Français. Michel Francoise. Serge Maria Furio-Angel (dit Papi). Joël Gaillard. Philippe Gall. Garzia. Loulou Gaste. Jean-Jacques Gaxatte. Jacques Guy Gilbert. Pierrette Gilbert. Girerd-Angel Girones. Jacques-Gottainer. Ida Gotkowsky. Jay Michel Gros Desormeaux (Michel Gruson. Daniel Guichard. Jean Guidoni. Michel Guillaume. Jean Guillou. Marie Guiraud-Delaplace. Jean-Claude Guselli. Gérard Gustin. Gérard Gustin Junior. Yves Hardouin. Yves Hausseimann. Michel Hausser. Christophe Havel. Gilles Heimkin. Hersant. Yves Herwan-Chotard. Heugel-Éditions. Marc Hillman. J.P. Hoccher. Bruno Itze. Vincent Jaillotte. Pierre Jensen. Thierry Jardinot. Bertrand Jamignon. Michel Jonasz. Jacky Joubert. Michel Jourdan. Georges Jouvin. Ivan Julien. Noël Klinguer. Stéphane Kochoyan. Jean-Marie Koltes. Janos Komives. Paul Eugène Kurtz. Christian Laborde. René Laboureil. Jean-Pierre Lacot. Marc Christophe Lamarte. René Lamarre. Valérie Lambert. Robert Lamoureux. Serge Langella. Philippe Langlet. Jean-Michel Lannes. Jacques Lanzmann. Maxime Christian Lauba. Gérard Layani. Daniel Le Bras (Dan Ar Bras). Robert Le Gall. Lecomte. Jean-Paul Lecot. Lecourt. Jean-Michel Lecouturier. Louis Ledrich. Philippe Lemaire. Dominique Lemaître. Patrick Lemaitre. Francis Lemaure. Lenormand. Jacques Lenot. Leonard Leonar. Lino Leonard. Raymond Lescoeur. Georges Letourneau (dit Leme). Charles Level. Patrick Liotard. Lorenzoni. Eddy Louiss. Pierre Louki. Bernard Lubat. Georges Lunghini. Enrico Macias. Gérald Malas. Claude Mairet. Didier Makaga. Yvo Malec. Valdemar Marchado. Patrick Marcland. Guy Mardel. Jacques Mareuil. Marouani. Freddy Marshall. David Martial. Kat Martin (Les Douglas) Martineau. Maurice Marziani. Jeanne Mas. Gino Masselli. Max-Paul J. Memmi. At Mengo. Jean-Paul Merkel. Olivier Messiaen (Mme). Mijoule. Daniel Milhaud. Madeleine Milhaud. Jean-Jacques Milteau. Mocquot. Philippe Moenne-Loccoz. Georges Moineau. Robert Philippe Morin. Jean Morlier. Marcel Mouloudji. Jean-Pierre Maurice Alain Mouysset. Albert Munoz. Marcel Murray. Claude Muszynski. Nardini. Jean-Marc Nartel. Jean-François Nauveau. Jean Neher Nicolas). Serge Nigg. Tofia Nikiprowetzki. Jacky Noguez. Francis Symphonique Français. Dominique Ottavi. Yvon Ouazana. Jacques Bernadette Papot (Bernadette Ramet). Hélène Paradelle. Gustave Pascal. Marc Pascual. André Pate. José Payet. Michèle Pegaz. Nazareh Pereira. Pierre Perez. Alain Peron. Patrick Peronne. Pettigard. Jean-Louis Pick. Roger Pierre. Jean-Claude Pierric. Max Pinchart. Bernard Pinet. Paul Plot. Jacques Plait. Luc Porquet. Frédéric Porte. Pierre Porte. Christian Poulet. Gilbert Gérard Presgurvic. Yves Prin. Jean Prodromides. Marc Pujao. Michel Quereuil. Bernard Queysanne. Bob Quibel. Marina Raclot. Horatio Radulescu. Sylvain Raiter. Tony Rallo. Madeleine Ramette. Josephine Ratajski. François Rauber. Ray Redot. Jean-Stéphane Regottaz. Babik Reinhardt. Renaud. Jacques Revaux. Philippe Reverdy. Claude Rey. Pierre Tristan Richopin. Claude Righi. Mike Rimbaud. Richard Philippe Rio. Jean-Claude Risset. Michel Rivgache. Jean-Editions. Jack Robinson. Pierre-André Rocamora. Yves Francisco Rodriguez (dit Curro Savoy). Roger Roger. Roland Thierry Roques. Jean-Louis Rosely. Manuel Rosenthal. Christian Robert Rotrou. René Roussel. Jean-Jo Roux. Naël Roux. Hervé Russo. Patrick Rutge. Camille Sateris. Dédé Saint-Prix. Pierre Pierre Salva. Henri Salvador. Claude Salvat. Richard Sanderson. Sarabia. Jean-Louis Sarthou. Maxime Saury. Fred Saville. Schmidely. Jean Schmitt (Editions J. Garzon). Claude-Michel Schott. Jean Schwartz. Patrice Sciortino. Rhoda Scott. Daniel Valérie Scotta. Lana Sebastian. Paul Sebastian. Roger Secco. Seff. Richard Seff. Second. Philippe Seiller. Serbeille Peio. Philippe Pascal Sevran. Alec Siniaevna. Nicolas Skorsky. André Sold. Gilles Sommariva. C. Sommariba. Jo Sony. Alain Souchon. Yannick Soulier. André Souplet. Christian Stalla. Claude Stekelorum. Jean-Claude Stephan. Claude Stiéramans. Alan Stivell. Geneviève Strina. Bronz. Maurice Tejedor. Mama Béa Tekelski. Henri Texier-Loyer. Jean-Patrick Didier Thibault. Jean-Marc Thibault. Michel Thibault. Hubert-Thiefaine. Claude Thore. Bernard Thoubillon. Antoine Tisne. Roger Tokarz. Tiet Ton Tat. Michel Torend. Setz Touré. Christophe Toussaint. Antonin Troupel. François Tusques. Mariano Una Valet. Georges Valera. François Valéry. Claude Vaillos. Van de Velde Editions. Maurice Vander. Claude Vannier. Claude Vanony. Eddy Varlan. Yvette Vercamen. André Verchuren. Michel Vidal. Régis Vidal. Claude Viel. Juliette Vigouroux. Hervé Vilard. Mario Vilas. Vincent. Karine Vincit. Robert Vioux. Villit. Bernard Vitet. Victor Vivier. Vincent. Karine Vincit. Robert Vioux. Villit. Bernard Vitet. Victor Vivier.

José Gagneux.
Alberto Gaviglio
Gérard Gesina.
Giraud, Jacques
Goraguer. Richard
Pascal Gravet. René Grolier.
Gruson. Daniel Guichard. Jean Guidoni. Michel Guillaume. Jean Guillou. Marie Guiraud-Delaplace. Jean-Claude Guselli. Gérard Gustin. Gérard Gustin Junior. Yves Hardouin. Yves Hausseimann. Michel Hausser. Christophe Havel. Gilles Heimkin. Hersant. Yves Herwan-Chotard. Heugel-Éditions. Marc Hillman. J.P. Hoccher. Bruno Itze. Vincent Jaillotte. Pierre Jensen. Thierry Jardinot. Bertrand Jamignon. Michel Jonasz. Jacky Joubert. Michel Jourdan. Georges Jouvin. Ivan Julien. Noël Klinguer. Stéphane Kochoyan. Jean-Marie Koltes. Janos Komives. Paul Eugène Kurtz. Christian Laborde. René Laboureil. Jean-Pierre Lacot. Marc Christophe Lamarte. René Lamarre. Valérie Lambert. Robert Lamoureux. Serge Langella. Philippe Langlet. Jean-Michel Lannes. Jacques Lanzmann. Maxime Christian Lauba. Gérard Layani. Daniel Le Bras (Dan Ar Bras). Robert Le Gall. Lecomte. Jean-Paul Lecot. Lecourt. Jean-Michel Lecouturier. Louis Ledrich. Philippe Lemaire. Dominique Lemaître. Patrick Lemaitre. Francis Lemaure. Lenormand. Jacques Lenot. Leonard Leonar. Lino Leonard. Raymond Lescoeur. Georges Letourneau (dit Leme). Charles Level. Patrick Liotard. Lorenzoni. Eddy Louiss. Pierre Louki. Bernard Lubat. Georges Lunghini. Enrico Macias. Gérald Malas. Claude Mairet. Didier Makaga. Yvo Malec. Valdemar Marchado. Patrick Marcland. Guy Mardel. Jacques Mareuil. Marouani. Freddy Marshall. David Martial. Kat Martin (Les Douglas) Martineau. Maurice Marziani. Jeanne Mas. Gino Masselli. Max-Paul J. Memmi. At Mengo. Jean-Paul Merkel. Olivier Messiaen (Mme). Mijoule. Daniel Milhaud. Madeleine Milhaud. Jean-Jacques Milteau. Mocquot. Philippe Moenne-Loccoz. Georges Moineau. Robert Philippe Morin. Jean Morlier. Marcel Mouloudji. Jean-Pierre Maurice Alain Mouysset. Albert Munoz. Marcel Murray. Claude Muszynski. Nardini. Jean-Marc Nartel. Jean-François Nauveau. Jean Neher Nicolas). Serge Nigg. Tofia Nikiprowetzki. Jacky Noguez. Francis Symphonique Français. Dominique Ottavi. Yvon Ouazana. Jacques Bernadette Papot (Bernadette Ramet). Hélène Paradelle. Gustave Pascal. Marc Pascual. André Pate. José Payet. Michèle Pegaz. Nazareh Pereira. Pierre Perez. Alain Peron. Patrick Peronne. Pettigard. Jean-Louis Pick. Roger Pierre. Jean-Claude Pierric. Max Pinchart. Bernard Pinet. Paul Plot. Jacques Plait. Luc Porquet. Frédéric Porte. Pierre Porte. Christian Poulet. Gilbert Gérard Presgurvic. Yves Prin. Jean Prodromides. Marc Pujao. Michel Quereuil. Bernard Queysanne. Bob Quibel. Marina Raclot. Horatio Radulescu. Sylvain Raiter. Tony Rallo. Madeleine Ramette. Josephine Ratajski. François Rauber. Ray Redot. Jean-Stéphane Regottaz. Babik Reinhardt. Renaud. Jacques Revaux. Philippe Reverdy. Claude Rey. Pierre Tristan Richopin. Claude Righi. Mike Rimbaud. Richard Philippe Rio. Jean-Claude Risset. Michel Rivgache. Jean-Editions. Jack Robinson. Pierre-André Rocamora. Yves Francisco Rodriguez (dit Curro Savoy). Roger Roger. Roland Thierry Roques. Jean-Louis Rosely. Manuel Rosenthal. Christian Robert Rotrou. René Roussel. Jean-Jo Roux. Naël Roux. Hervé Russo. Patrick Rutge. Camille Sateris. Dédé Saint-Prix. Pierre Pierre Salva. Henri Salvador. Claude Salvat. Richard Sanderson. Sarabia. Jean-Louis Sarthou. Maxime Saury. Fred Saville. Schmidely. Jean Schmitt (Editions J. Garzon). Claude-Michel Schott. Jean Schwartz. Patrice Sciortino. Rhoda Scott. Daniel Valérie Scotta. Lana Sebastian. Paul Sebastian. Roger Secco. Seff. Richard Seff. Second. Philippe Seiller. Serbeille Peio. Philippe Pascal Sevran. Alec Siniaevna. Nicolas Skorsky. André Sold. Gilles Sommariva. C. Sommariba. Jo Sony. Alain Souchon. Yannick Soulier. André Souplet. Christian Stalla. Claude Stekelorum. Jean-Claude Stephan. Claude Stiéramans. Alan Stivell. Geneviève Strina. Bronz. Maurice Tejedor. Mama Béa Tekelski. Henri Texier-Loyer. Jean-Patrick Didier Thibault. Jean-Marc Thibault. Michel Thibault. Hubert-Thiefaine. Claude Thore. Bernard Thoubillon. Antoine Tisne. Roger Tokarz. Tiet Ton Tat. Michel Torend. Setz Touré. Christophe Toussaint. Antonin Troupel. François Tusques. Mariano Una Valet. Georges Valera. François Valéry. Claude Vaillos. Van de Velde Editions. Maurice Vander. Claude Vannier. Claude Vanony. Eddy Varlan. Yvette Vercamen. André Verchuren. Michel Vidal. Régis Vidal. Claude Viel. Juliette Vigouroux. Hervé Vilard. Mario Vilas. Vincent. Karine Vincit. Robert Vioux. Villit. Bernard Vitet. Victor Vivier. Vincent. Karine Vincit. Robert Vioux. Villit. Bernard Vitet. Victor Vivier.

Depuis 1851,
Nous les auteurs, les compositeurs et les éditeurs de musique sommes réunis en société pour gérer Nous-mêmes Nos oeuvres, sous Notre responsabilité et Notre contrôle. Nous édisons en Assemblée générale annuelle les auteurs, compositeurs et éditeurs qui, réunis en Conseil, administrent Notre société. La Sacem c'est Nous, entourés de professionnels du droit d'auteur, de la gestion, de la communication qui Nous rendent des comptes, lesquels sont remis au ministère de la Culture. Sans la Sacem, qui de Nous pourrait gérer ses intérêts et percevoir ce qui lui est dû au titre des droits d'auteur? Le poids de la gestion de Notre société n'est pas de 90 % comme l'avancent grossièrement ceux que nous dérangeons, mais bien de 16 % pour le dernier exercice comptabilisé de 91. Sur 100 francs perçus, Nous en recevons donc 84. Il est par ailleurs évident que Notre intérêt d'auteurs est de limiter ces frais au maximum, afin que le net réparti soit le plus élevé possible... Quand on sait que nos oeuvres génèrent pour ceux qui les utilisent un chiffre d'affaires supérieur à celui du Cinéma, on comprend encore mieux les motivations purement mercantiles de ceux qui s'abaissent

sacem 
La musique, toutes les musiques

CULTURE

MUSIQUES

Un entretien avec le trompettiste Enrico Rava

L'instrumentiste italien présente « l'Opera va » à l'Europa Jazz Festival du Mans

Tromboniste et pianiste italien, Enrico Rava se met à la trompette en 1957, au sortir d'un concert de Miles Davis. Avec Gato Barbieri (1963), puis Steve Lacy, il est le phare européen du free jazz naissant. De 1969 à 1977 Rava vit, joue et enregistre à New-York, au sein du mouvement esthétiste qui, de Cecil Taylor à Carla Bley, croise les expériences de peintres, de cinéastes, de danseurs et de comédiens.

A son retour en Europe, ECM, le label munichois, en fait un de ses pivots et il est sollicité par tous les groupes importants. Alors très dégoûté, très sceptique, son très soigné, Enrico Rava, archétype du musicien de jazz moderne, cherche toujours de nouvelles formes, en quartette ou comme invité.

« Comment avez-vous conçu cette œuvre sur fond d'opéra ? »

« C'est une idée de l'Europa Jazz Festival. Nous avons enregistré en Italie, mixé à Paris, filmé en Allemagne. Le groupe est singulier : Palle Danielson et Jon Cristensen, ma rythmique habituelle, le guitariste Batista Lema, l'accordéoniste Richard Galliano et le quatuor à cordes de Rome. Les arrangements sont de Bruno Tomasso.

« L'Opera va est conçu à partir du répertoire, Puccini d'abord (beaucoup d'airs de Tosca), le Stabat Mater de Pergolesi, Verdi, et le Chant d'amour de Bizet. J'ai redécouvert cette musique, qui m'a « littéralement » versé toute ma vie, et j'ai commencé à la comprendre, à l'aimer. Parfois on se rend compte que l'écriture originale, parfois on nous évadons totalement du thème. L'opération est tout à fait arbitraire.

J'ai étudié très longuement les livres, ce qui est paradoxal puisque nous ne jouons que des parties instrumentales. J'ai étudié les mots pour entrer dans la musique. Emotionnellement, on est dans l'esprit sans jamais cesser d'être des musiciens de jazz. Les cordes classiques aiment beaucoup ces arrangements fidèles et ce rapport au texte. La trompette et Galliano sont les deux voix. La guitare recrée l'orchestre.

« Face à ce groupe très contrôlé, à l'aise, le batteur Jon Cristensen, avec qui je travaille depuis quinze ans, invente sans aucune information, libre de jouer à sa guise, d'intervenir quand il veut. Je sais qu'il me met chaque fois en danger. J'ai besoin de susciter ce risque, mais c'est une aventure que je ne peux pas oser avec lui. Elle nous évite d'être étouffés par trop de beauté.

« Au trombone, dans votre prime jeunesse, vous jouiez plutôt du didalé ? »

« Comme tout le monde, j'étais les modernes (Charlie Parker, Chet Baker, Dizzy Gillespie) et je jouais classique (Jelly Roll Morton). Miles Davis, en 1957, à Turin, ce fut un choc radical. J'avais des disques, mais j'ignorais que l'écouter sur scène, que le voir même pouvait changer à ce point. J'ai entrepris la trompette sans la moindre idée de devenir trompettiste, je jouais pour moi, avec des copains, je jouais à la musique. Et puis les gens ont commencé à m'appeler, d'abord de Turin, puis de Rome et d'un peu partout, jusqu'à Gato qui a tout changé (Gato Barbieri, ténor argentin au lyrisme puissant, compositeur de la musique du Dernier Tango à Paris, un des rares avant-gardistes à avoir connu un grand succès public).

« Vous avez enregistré un disque à vingt ans, en 1960, avec le groupe Jazz studio.

« C'est une bizarrerie, un enfantillage et une chose très sérieuse. D'abord, à l'époque, les choses étaient claires. Il y avait les Américains, la série A. Puis les Européens, plus loin, les Italiens, qui devaient être la série B et enfin nous, à Turin, la Z. On jouait comme jouent des footballeurs amateurs de village. Mais on a eu de bonnes critiques. Ça ne nous rapportait strictement rien. Si l'on voulait être romantique, on dirait que c'était une histoire d'amour pour la musique. Je ne voulais pas faire le professionnel.

Gato Barbieri et Steve Lacy représentaient un virage dans votre carrière, mais aussi un esprit nouveau.

« Ils m'ont fait entrer dans le circuit de New-York. Au moment où a éclaté le « free », on n'avait plus la référence des grands maîtres, ni conscience d'être sur une autre planète ou de jouer dans une série inférieure. Chacun pouvait inventer. On s'est amusé comme des fous. A Buenos-Aires, à Paris, à New-York, partout où j'ai séjourné, tout le monde jouait avec tout le monde. Les Konitz, à Rome, Brotzmann et Boumkin en Allemagne, Portal et Texier à Paris. J'ai longtemps habité avec Barney Wilen et Bob Guerin, après quoi j'ai obtenu toutes les cartes professionnelles nécessaires.



Enrico Rava

pour jouer aux États-Unis, et ce fut une période incroyable.

« Contrairement à ce que je pensais, le fait d'être italien m'a aidé. La communauté des musiciens noirs m'a ouvert les portes plus grand qu'elle ne le faisait pour les Américains blancs. La critique a joué son rôle, mais l'époque, pour des raisons humaines et politiques, se prêtait à cela. En même temps, les grands musiciens historiques continuaient de s'exprimer en club, Monk, Mingus, Lee Morgan, Albert Ayler, Jackie McLean, Shepp dans son âge d'or, ou jouaient ensemble tous les soirs des types inouïs. Avant le réagisme, il y eut ce moment magnifique pour le jazz, pour les arts en général, une grande proximité des expressions artistiques, toutes sortes d'intégrations, on pouvait jouer pour Merce Cunningham aussi bien que pour le cinéma.

« On est de nouveau dans une époque de trompettistes ? »

« Cette affaire d'instruments est très bizarre. Il paraît que depuis Clinton la vente des saxophones a augmenté. Wilton Marshall a dû faire de son côté pas mal pour la

« Dès que Resnais est arrivé, la régression culturelle s'est voulue, immédiate. Et, comme toujours aux États-Unis, les changements se sont effectués en un temps record : six mois ? dix mois ? La tendance est devenue soudain plus lourde, plus commerciale, on a fabriqué de la « fusion », au kilomètre. Comme je tournais régulièrement en Europe, je suis resté.

« Quelle situation avez-vous trouvée ici ? »

« L'Italie et la France de la fin des années 70 traversaient à leur tour un moment particulièrement excitant... En Italie, la radio offrait

trumpette, comme Miles en son temps, l'imagine. Quand il a débarrané dans un club où je jouais à New-York avec Gaz Mask, je me suis fait apporter du Valium en quantité, mais ça c'est très très bien passé. Miles impressionnait, mais il laissait très libre, en musique et dans la vie. C'était à chacun sa chance.

« Je ne suis pas fou de la plupart des instrumentistes actuels. Ils sont dans une espèce de répétition, de représentation du jazz. On dirait qu'on vit un moment dépourvu de conscience historique. Les gens jouent vraiment bien des instruments de musique, mais pas forcément de la musique. Je préfère retourner aux disques de Kenny Dorham ou de Blue Mitchell.

« En revanche, le jazz est enfin devenu une des voix de la musique européenne, ce n'est plus une chose exotique qu'on ne pourrait que décrire. Non seulement le marché est ici, en Europe, pour les Américains comme pour nous, mais les jeunes ne se trompent pas sur ce moment, ce n'est pas une opération, un concept, le jeu n'est pas dit cela il y a trois ans. Le jazz a toujours été un voyage, une histoire de rencontres, depuis le sud des États-Unis vers le Nord, vers les grandes villes, l'influence des Caraïbes, le retour imaginaire de l'Afrique. Aujourd'hui il est ici, en Europe.

Propos recueillis par FRANCIS MARMADE

► Europa Jazz Festival du Mans (du 28 avril au 2 mai) : Petit Sarn de musique, 28, au Théâtre Sarnon ; au Palais des Congrès : Didier Lockwood, Shun (le 27), Richard Galliano, New Musette, TSF (le 28), Claude Barthélemy Octet, Christian Vander (le 29), Gian Carlo Schifano, Jean-Marie, et Franco d'Andrea, Mero Nostru (le 30) ; à l'abbaye de l'Epau : Pedvanti Minutaire Jazz Orchestra, Luigi Trovati Octet, Rava-Opera va (le 1^{er} mai), Jean-Marie, Mechele solo, Egevo Colombo solo, Martial Solal et Giorgio Gaslini, Italian Institute Orchestra (le 2). Tél. : (16) 43-23-78-99.

► Discographie : What a day!!! Gaz Records, CDGLP 91 035 ; Volter, ECM, 1343, distribution Polygram.

Peter Gabriel, la rock star pensante

En collaborant avec le metteur en scène Robert Lepage, l'auteur de l'album « Us » tord le cou aux clichés

Peter Gabriel arrive sur scène à 20 heures tapantes et présente les musiciens qui jouent en première partie. Invoqué de la bédéisation de l'étoile, le Kazyan Abdu Ogada et ses accompagnateurs triomphent docilement (ce qui n'enlève rien à la qualité de cette musique, étonnamment séduisante malgré son dévouement). Ce souci de bien faire, de penser à chaque détail, d'équilibrer scrupuleusement contrainte et plaisir, on le retrouvera tout au long de ce spectacle, présenté les 24 et 25 avril au Zénith.

C'est la première fois depuis 1987 que le chanteur se produit à son propre compte. Entre-temps, Peter Gabriel a tourné dans le monde entier pour Amnesty International, aux côtés de Youssou N'Dour, Bruce Springsteen, Sting et Tracy Chapman. Il a développé le WOMAD (World of Music, Art and Dance), l'organisation consacrée à la promotion des cultures du monde, et Real World, son label de world music, et écrit la bande originale de la Dernière Tentation du Christ. Il a également, à l'automne dernier, publié un album, Us, qui n'a pas tout à fait retrouvé l'économie musicale commerciale de son prédécesseur, So (1987).

En attendant que Peter Gabriel commence son concert, on a le temps de s'interroger sur l'étrange dispositif scénique. Un grand proscenium circulaire occupe le centre du parterre. Il est relié à la scène par un large praticable. La scène elle-même est masquée par un plan incliné. Quand les lumières s'éteignent, le plan incliné s'envole pour révéler une cabine téléphonique rouge, de celles qu'on

voyait en Grande-Bretagne au temps où les téléphones étaient encore ceux de Sa Majesté, et quatre musiciens. A l'intérieur de la cabine, une silhouette blanche éclairée de blanc se débat avec le combiné. Peter Gabriel chante Come Talk To Me, il émerge de la boîte rouge, un micro-casque lui barre le visage d'un gros trait noir disgracieux.

Peter Gabriel est une drôle de star. Joli garçon, sans aucun doute, distingué et charmant. Assez pour que l'on ait vu voler quelques roses-vêtements sur la scène. Un excellent chanteur qui a su préserver sa voix claire, qui s'effiloche si poliment quand il la force un peu. Mais ce n'est pas vraiment une bête de scène. Il enchaine sur Steam, titre de rhythm'n'blues que les musiciens tirent vers le rock moderne. Gabriel enregistre une danse du ventre exotique (il n'est sûrement pris des cours), mais tout à fait irrésistible à force de chasteté. Au temps de Genesis, il se cachait derrière d'inventables costumes. Aujourd'hui, Peter Gabriel est plus sophistiqué, il a fait appel au metteur en scène québécois Robert Lepage. A eux deux, ils ont essayé d'inventer un spectacle de rock intelligent.

Trappes et illusions d'optique

On retrouve dans ce concert le théâtre-cinéma de Lepage. Le plus beau moment est sans doute *Walking of the Water*, un hymne lent, chanté sur un accompagnement d'orgue. Baigné dans une lumière violette, Peter Gabriel est immobile sur un tapis roulant qui avance très lentement sur le praticable. L'effet est exactement celui d'un zoom très progressif qui suit pas à pas la parabole émotionnelle de la chanson. Sur un registre plus ludique, il y a des trappes, des illusions d'optique, une batterie qui disparaît de la scène du fond pour réapparaître sur le proscenium, un arbre (un bonnet géant) qui pousse le temps de la reprise de *Shaking the Tree*, le titre écrit en collabora-

tion avec Youssou N'Dour. Et puis aussi un écran géant mobile sur lequel sont projetés des images sous-exposées, allusives : Lepage est trop intelligent pour avoir pas remarqué l'effet destructeur des écrans vidéos classiques, qui transforment les concerts en émissions de télévision.

Il arrive aussi que les effets tombent à plat. En général les chansons les ont précédés dans leur chute. On trouve, sur Us, une demi-douzaine de titres médiocres (*Kiss That Frog*, par exemple) que rien ne saurait sauver. Et *Secret World*, le dernier titre avant les rappels, s'effondre comme un château de cartes sous le poids d'une mise en scène à la beauté saisissante. C'est qu'au bout du compte, nous sommes au concert, et qu'il faut aussi parler de musique. Le groupe réuni par Peter Gabriel est d'une qualité technique irréprochable. Ici, la rythmique (Tony Levin à la basse, Mann Katché à la batterie) tient la vedette, avec le spectacle. Guitares (David Rhodes) et claviers (Joy Hakim, qui chante aussi) sont plus occasionnels, incompétents en tout cas de faire monter en neige la matière mélodique très légère de certains titres. Malgré la présence du violoniste Shankar, l'arrivée du chanteur ondesseur Geoff Oryema aux rappels, la fièvre ne monte que rarement, en général pour les plus vieux succès, *Solsbury Hill* ou *Jess*, sans *Frontiers*. Ces deux heures sont passionnantes de bout en bout - il est si rare de se demander ce qui va se passer dans un concert de rock - mais étonnantes par instants seulement.

THOMAS SOTINEL

► Le 1^{er} mai à Liévin, stade couvert. Le 2 mai à Caen, hall des expositions. Le 4 mai à Bordeaux, patinoire. Le 11 mai à Toulouse, palais des Sports. Le 13 mai aux arènes de Nîmes. Le 14 mai à Lyon, halls Tony Garnier.

► Discographie chez Virgin.

Le bouquet final d'un printemps calme

Le dix-septième festival du rock et de la chanson s'est achevé le dimanche 25 avril à Bourges sur un bilan positif

BOURGES

de notre envoyée spéciale

Satisfaisant : le bilan de la dix-septième édition du Printemps de Bourges, dressé par son directeur, Daniel Colling, dimanche 25 avril au matin, laisse entrevoir un excédent de recettes. Une respiration salutaire pour un festival qui doit non seulement équilibrer ses charges, mais aussi rembourser les créanciers qui lui ont fait confiance après le vent de folie qui a soufflé en 1989. Avec environ 62 500 billets délivrés, soit 12 000 de plus que l'an dernier, et un taux de remplissage des salles d'environ 88 %, le Printemps 1993 est un bon cru.

Le beau temps aidant, les badauds ont filé nombreux sur une place Sérancourt, d'où les merguez-frites avaient été cette fois bannies. Le chapiteau de 6 000 places a affiché complet pendant ses quatre soirées (Dutronc, deux fois, Jonasz et Iron Maiden). La salle Germain, où étaient programmés de jeunes groupes marquant les tendances actuelles de la chanson et du rock français (notamment des enfants des Négrasses vertes et de la Mano Negra, tels les Frenab Lovers ou les Tontons Flingueurs) a fait le plein de ses 500 spectateurs durant les cinq jours du festival.

A l'inverse, le Théâtre Jacques-Cœur, où était présenté le cycle « French Songs », n'a su trouver ni son public, ni son identité. Un jury, réuni par la SACEM afin d'offrir à un artiste « en développement » une tournée de dix dates dans l'Hexagone, n'est aucun mal à désigner son lauréat : le Lillois William Schotte, sa contrebasse et ses sobriétés musicales. Ni la chanteuse Zaniboni, flanquée de musiciens bien en dessous de ses compétences, ni l'inventif, mais parfaitement incompréhensible, Marcel Kanche, ni Fabienne Pralon, toujours au bord du cliché, n'ont pu covalancer ici que la chanson française vivait.

Est-ce à dire qu'il y a une crise du genre ? Sûrement pas. Ses vedettes (Jonasz), ses succès mérités (Maurane), ses précédents (Ker, Les Innocents), ont prouvé tout le contraire. Mais la programmation a ses erreurs que le public reconnaît vite.

Premier contact

« Je suivrai un programme franco-français », avait déclaré Jacques Toubon, ministre de la culture, avant d'entreprendre, samedi soir, une tournée-marathon au gré des vedettes de Bourges, ce qui était le Pavillon où se produisait Vanessa Paradis et en terminant à une heure fort avancée de la nuit par le Magie Mirrors, un petit chapiteau de foire construit dans les allées de la place de la République. La veille, Jack Lang, député-maire de Blois, y avait dansé la *coladeira* cap-verdienne, tout en soulignant qu'« il était impossible de revenir sur les acquis culturels ».

En apparence, M. Toubon avait retenu la leçon. Sa venue au Printemps de Bourges était l'occasion pour le nouveau ministre d'« tout premier contact avec les professionnels. Rassurer sur les dossiers les plus sensibles (la sauvegarde de l'Olympie, le maintien en l'état du dispositif de la loi Lang de 1985), le ministre de la culture a insisté sur la nécessité de « se battre pour la chanson française, mais aussi européenne, et donc de trouver une stratégie commune ».

« Nous menons une politique active en matière de développement du spectacle vivant, a poursuivi Jacques Toubon. Nous devons veiller à ce qu'une certaine proportion de chansons françaises soit respectée dans les médias ».

Rap, raf, jazz, rock : tout cela est bien français, a ajouté le ministre de la culture. Le Printemps, avec son réseau national de bénévoles (350 correspondants nat cette année vendus près de 60 % des billets), ses 21 antennes Découvertes, qui prospectent en

France et en Europe à la recherche de jeunes talents avant de les présenter sur les scènes berruyères (33 cette année), a de quoi nourrir la conception activiste de la culture « ouverte à tous, décentralisée et créatrice d'emplois », définit par M. Toubon.

En 1993, 700 personnes ont contribué au bon déroulement du Printemps de Bourges et à l'acquisition des 120 artistes du circuit officiel. Même en période de sévère recession budgétaire, l'équipe du festival avait donc dimanche matin de solides espoirs de voir ses subventionnaires d'Etat pour le moins recommandés en 1994.

Le Printemps de Bourges a reçu cette année un appui direct (environ 130 000 francs, c'est moins, mais c'est une première) des producteurs de disques qui présentaient des artistes à Bourges. Ainsi, des plates-sonnelles esquissées en vue du rapprochement, si ce n'est du mariage, entre les secteurs du spectacle vivant et celui de la production discographique, qui se tient traditionnellement à l'écart de toute activité festivalière. L'initiative, souhaitée par beaucoup dans une conjoncture difficile, n'est pas sans risque artistique. « Il faut évidemment préserver la subjectivité de la programmation », dit le directeur Daniel Colling, lors de la conférence de presse de clôture du Printemps, dimanche 25 avril, citant l'exemple de la FNAC Music, qui depuis l'an passé choisit une « découverte » pour lui faire enregistrer un album (en 1992 : le groupe Burning Heads).

Conteurs factieux

Si le Printemps de Bourges se faisait suivre les lois du marché, il perdrait de son charme et de ses attraits. Ainsi, samedi soir, il valait la peine de flâner hors des sentiers battus. La nuit des conteurs factieux se joint à quatre voix, un peu à l'écart, dans le silence et les planchers qui craquent de la salle Rubens, face à la cathédrale. Bernadette Bidault (Poitevine effrontée qui manie le patois avec culot), Pepito Matéo, Gérard Potier et Alain Le Goff (un Breton) faisaient revivre les contes d'autan arrangés à la sauce urbaine.

Bidault y met des supermarcés, Matéo de la psychanalyse, Le Goff des valeurs en crise. Le public reprend en chœur comme à la veillée. 65 % du public de Bourges a moins de trente-cinq ans, (dont 75 % de moins de vingt-cinq ans). Récolats d'écoquète vécus à la Hip Hop, Ragga Party, qui passent en revue les tendances de la danse music samedi soir, avec la belle énergie des Malik Family, la prestance du guitariste Ranny Jordan ou la verve des rappers occitans Fabulous Trobadors.

Dimanche, entre un concert torride d'Iron Maiden et un autre, velouté autant que prévisible de Sade, l'Afrique, célébrée deux jours avant par la Cap-Verdienne Cesaria Evora, faisait une entrée tardive sur la scène de Bourges. Les musiques du monde d'étaient pas à leur avantage dans la programmation de ce Printemps plutôt calme. Le Sénégalais Bamba Maal et l'Algérien Khaled, tout comme les Cubains de l'excellent groupe vocal Sampling la veille, ont pu pourtant démontrer la vitalité de musiques que les Occidentaux ont trop vite appris à utiliser au gré de leurs besoins ou de leurs ambitions, alors qu'elles sont chez elles des rouages essentiels de la société. Ils ont été dans cette entreprise desservis par une exagération du volume sonore, également flagrante sur bien d'autres concerts à Bourges. A croire que les ingénieurs du son mélangent les genres, ou qu'ils ont perdu leur finesse d'oreille à force de fréquenter les chapiteaux géants.

VÉRONIQUE MORTAGNE

PROVOKANT

HILARANT

CULTURE

BIBLIOGRAPHIE

Derniers accords mozartiens

Alors que l'auteur de « la Flûte enchantée » n'a plus que trois semaines à vivre...

Il court, il court, le jeune *Koppelmeister*, dans l'ère hiver viennoise, après l'argent qui manque cruellement, après ses amis qui le fuient, bizarrement, après le temps qui lui coule entre les doigts. Après l'énergie qui, soudain, vide son corps et son esprit, le laisse pantelant et les doigts gelés en cette singulière journée, en cette journée particulière du 11 novembre 1791. Il lui reste trois semaines pour combattre la mort.

« Une journée particulière », c'est le nom d'une nouvelle collection chez Lattès, présente vingt-quatre heures dans la vie d'un homme célèbre, présentée comme un autre à monographies dramatisées, théâtralisées : le destin des grands hommes comme si on y était.

Ces reconstitutions-fictions — un Proust, un Gide, un Valéry sont déjà parus — paraissent insupportables si elles d'abord confiées à de vrais romanciers ou, comme c'est le cas ici, à l'un de ces rares spécialistes incapables de pédanterie qui honorent la musicologie. Malgré son patronyme d'auteur de roman policier, H. C. Robbins Landon est chercheur, et savant comme le sont les Anglo-Saxons lorsqu'ils ont décidé de creuser jusqu'au roc un terrain déjà bico-

labouré. L'Américain, pour qui la musique et la Vienne du dix-huitième siècle n'ont plus guère de secrets, a déjà publié sur Mozart, dans la même édition, un ouvrage du même tonneau qui, malgré son écrasante érudition, fut lu en son temps comme un roman.

Du panoramique au gros plan

1791 explorait à la loupe, en passant par les fiches de paie et les notes de teinturier, les mille et une difficultés que connaît Mozart en sa dernière année d'existence et réglait au passage quelques points controversés. De quelle maladie est-il mort ? Qui commença le *Requiem*, qui l'acheva ? Était-il riche, désargenté, et pourquoi ? Incidemment, Robbins Landon faisait paraître ailleurs des études posthumes, dont l'une, définitive, proposait la fiche d'identité de tous les membres de la loge A l'Espérance couronné : les frères maçons de Mozart étaient démasqués.

Robbins Landon est donc passé, par un effet de zoom, de l'année à la journée, du panoramique au gros plan, pour livrer cette fois une « tranche de vie » à plusieurs voix, qui ressemble à un film ou, plutôt,

à un opéra. Mozart sort du lit, Constantine le cline, quelques notes lui trottent dans la tête : le thème du *Libera me* de son *Requiem*. Des personnages de tout poil défilent : le compte-rendu régulier dans la presse moscovite. Mais, arrivé à Prague, les Tchèques lui réservent un accueil triomphal. C'en est trop pour le timide Tchaïkovski. Il poursuit son voyage jusqu'à Paris et Londres. Mais il cesse d'en rendre compte.

C'est ce journal interrompu par modestie que publie, dans sa collection « Les inattendus », le courageux, l'original Castor astral. Hommage bien venu, que justifie l'année du centenaire de la mort du musicien. Les *Visites à Richard Wagner*, de Judith Gautier, avaient précédé dans la même série d'indé- dits. On y voyait la fille de Théophile, encadrée par Gaston Méry et par René de Gourmont, venir quotidiennement déposer sa passion aux pieds du tétralogiste.

Et voici donc Tchaïkovski empiété dans ses succès et, très sincèrement, le premier étonné qu'un imprésario (véreux, il est vrai) lui ait confié la responsabilité de diriger sa propre musique dans les hauts lieux de la mélomanie internationale que sont Berlin, Leipzig ou Hambourg. On sait que le mélancolique auteur du *Lac des cygnes* était animé par une impitoyable haine de soi. En revanche, il élève, il admire tout le monde au cours de ce voyage : Keenocke (chef sans éclat du Gewandhaus, que le Russe pardonne au nom de la tradition allemande), Grieg (compositeur norvégien dans lequel Tchaïkovski reconnaît son alter ego nordique).

ANNE REY

► 11 novembre 1791, Mozart, de H. C. Robbins Landon, éd. Jean-Claude Lattès, 168 pages, 110 F.

Balade russe

Le Journal de la tournée européenne de Tchaïkovski désenchanté

En 1888, Piotr Ilitch Tchaïkovski, alors âgé de quarante-huit ans, entreprend une tournée à travers l'Europe pour y faire connaître sa musique. Il en effectue le compte-rendu régulier dans la presse moscovite. Mais, arrivé à Prague, les Tchèques lui réservent un accueil triomphal. C'en est trop pour le timide Tchaïkovski. Il poursuit son voyage jusqu'à Paris et Londres. Mais il cesse d'en rendre compte.

C'est ce journal interrompu par modestie que publie, dans sa collection « Les inattendus », le courageux, l'original Castor astral. Hommage bien venu, que justifie l'année du centenaire de la mort du musicien. Les *Visites à Richard Wagner*, de Judith Gautier, avaient précédé dans la même série d'indé- dits. On y voyait la fille de Théophile, encadrée par Gaston Méry et par René de Gourmont, venir quotidiennement déposer sa passion aux pieds du tétralogiste.

Et voici donc Tchaïkovski empiété dans ses succès et, très sincèrement, le premier étonné qu'un imprésario (véreux, il est vrai) lui ait confié la responsabilité de diriger sa propre musique dans les hauts lieux de la mélomanie internationale que sont Berlin, Leipzig ou Hambourg. On sait que le mélancolique auteur du *Lac des cygnes* était animé par une impitoyable haine de soi. En revanche, il élève, il admire tout le monde au cours de ce voyage : Keenocke (chef sans éclat du Gewandhaus, que le Russe pardonne au nom de la tradition allemande), Grieg (compositeur norvégien dans lequel Tchaïkovski reconnaît son alter ego nordique).

Les pianistes révérents

Mais le compositeur vénère surtout ses interprètes : les pianistes Alexandre Siloti et Arthur Schnitke, stars incontestées de l'époque, grands propagandistes du répertoire russe à travers l'Europe; Adolf Brodsky qui fut, le premier, vainqueur des difficultés de son *Concerto pour violon*. L'œuvre est devenue, depuis, l'une des plus jouées du monde. Mais la critique allemande Handlick la qualifie, ni plus ni moins, de « musique puante ». L'insulte relate tout cela avec équilibre et sans masochisme apparent. Et semble trouver presque indécent que le bon Brodsky ait bravé les foudres de la critique pour sauver son concerto malodorant.

Il n'est finalement qu'un musicien devant lequel Tchaïkovski ne se soit pas incliné : Brahms, qu'il trouve au demeurant « sérieux, noble, original » dans sa musique, qu'il ne jalousait nullement d'être considéré en Allemagne comme un dieu vivant. Mais aucune sympathie ne pouvait apparaître entre le barde german et le Russe étonné. Le *Journal européen* n'explique que le moind du volume. Le reste réunit des articles plus anciens, dont une amusante *Explication avec le lecteur*. Tchaïkovski s'y impatientait d'écrire pour des sœurs et menace de rendre son journal de critique. Tout cela sur un ton de politesse exquise. Même indigné, le chroniqueur reste neutre et équilibré.

A. R.

► Voyage à l'étranger, de Piotr Ilitch Tchaïkovski, éd. le Castor Astral, 140 p., 78 F.

Volumens de clichés

Quelques parutions indispensables sur le marché difficile des livres de photographie

Depuis plusieurs années, le livre de photographie se porte mal, mais s'est-il bien porté un jour ? Trop cher, peu rentable, publié trop confidentiellement. Facile d'aboutir à ce diagnostic que tant d'éditeurs mettent en avant pour justifier la timidité de leur action. Ou masquer leur manque d'imagination, certaines livraisons étant indignes : ouvrages bâclés, mal imprimés, textes médiocres ou absents, monographies de créateurs qui n'en sont pas.

Quelques éditeurs pourtant s'obstinent. Recevant il est vrai, le plus souvent, ce qu'on appelle un « coup de pouce » financier, ici de l'Etat, là d'un sponsor ou d'une collectivité locale. On se dira jamais assez combien la collection « Photo Poche » du Centre national de la photographie (dépendant du ministère de la culture) a fait découvrir les grands maîtres par de petits volumes fort bien conçus, à des prix défiant toute concurrence. Concurrence déloyale, se plaignent d'ailleurs certains éditeurs. Mais le public s'y retrouve : le n° 54 est consacré au plasticien allemand Dieter Appelt et le n° 55 au photographe brésilien Sebastião Salgado.

Le Jazz comme une image de Guy Le Querrec est porté par le festival de jazz Baniennes blanches, depuis dix ans, fait les belles heures de la Seine-Saint-Denis (le Monde du 13 avril). D'ailleurs, l'esprit et la mise en page de l'ouvrage valorisent plus l'action — certes bénéfique — du conseil général que le talent de Guy Le Querrec. Il faut faire le tri dans un ensemble tumultueux, généreux, un livre à l'image du photographe en somme, passionné de jazz au point de faire partie de la famille. Et fouiller pour trouver, parmi les innombrables photos de répétitions, d'amitiés, de rencontres, d'attente et de convivialité, les quelques perles qui vont au-delà du jazz. Page 45 : quatre musiciens aux fringues impeccables dessinent des arabesques dans le cadre. Page 141 : Ornette Coleman, droit comme un I, penche dans son costume froissé. Ou va-t-il plonger ?

Eau, tronc, dépôts incertains

Dans un tout autre genre, Schirmer/Mosel a eu la bonne idée de publier une monographie consacrée au grand photographe tchèque Frantisek Drtikol (1883-1961). Auteur passionnant, car au cœur du débat, dans les années 20, entre le mouvement pictorialiste (Steichen, Demachy, Puyo) et le modernisme (Moholy Nagy, Man Ray, Rodchenko). Dans son texte, Anna Farova retrace la vie de ce person-

nage romanesque, adulé au point d'être exposé dans le monde entier avant de devenir le gourou d'une secte dans les années 30 et de mourir dans l'oubli le plus total. Drtikol voulait être un grand peintre. Il restera un grand photographe, auteur de nus féminins imprégnés de lumières géométriques, d'ombres covallissantes et d'expressions maniéristes. Un vrai photographe arts déco.

Partant de la conviction que « l'homme n'est capable d'imaginer que ce qui existe déjà », Jacqueline Salmon a trouvé aux bords du Rhône des « formes naturelles qui pourraient être des formes symboliques du sacré : croix, totems, stèles ou poupées magiques tels que les construisent les riverains de l'Amazonie et toutes les civilisations païennes ». Cette spécialiste d'architecture présente des paysages d'eau, d'arbustes, de troncs, de dépôts incertains qui dessinent en effet des formes troublantes, tout en nuances, parfaitement rendus par une impression co noir et blanc de qualité.

Et pour finir, un livre culte : la réédition — hélas, toujours en anglais — de la fameuse monographie consacrée à Weegee, qui signait ses photos The Famous. Il le pouvait, lui le prince du fait-divers, le roi de la nuit new-yorkaise, qui a photographié pour la presse locale les incendies, les crimes, accidents, hold-up, arrestations, manifestations, les stars confondues, les starlettes minables. Sa voiture était confortablement reliée à une radio de police qu'il appelait « ma ligne de vie » ou « ma ligne d'Aladin ». Les photos sont « endurcies » par un flash violent. Le volume s'ouvre par un incroyable incendie sous la neige. Il se clot avec un autoportrait de Weegee, dans un fourgon de police. L'homme avait du talent et de l'humour : « Le crime, c'était mon métier et j'aimais ça ».

MICHEL GUERRIN

► Dieter Appelt, « Photo Poche » n° 54, Centre national de la photographie, texte de Michel Frizot, 50 F. Sebastião Salgado, n° 55, texte de Christian Caujolle, 50 F.

► Jazz comme une image, de Guy Le Querrec, éd. Scandéditions, 148 p., 200 F.

► Frantisek Drtikol, photographie arts déco, Schirmer/Mosel, 200 p., 148 F.

► L'homme, le Rhône et le sacré, de Jacqueline Salmon, texte de René Pons, éd. Mervat, 110 p., 250 F.

► Weegee's New York, texte (en anglais) de John Coplans, éd. Schirmer/Mosel, 372 p., 448 F.

HÉNORME

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

9^e arrdt

Bergère-Trévise
170 m², somptueux,
Napoleon III, 49-55-07-08

14^e arrdt

PLANTES-ALÉSIA
2 P., cuisine indépendante,
37 m², 5^e ét., 49-55-07-08

15^e arrdt

Rue du Commerce
OUPLEX 85 m², rénové,
chambre, 49-55-07-08

17^e arrdt

Rue Suffren, 2 P., 42 m²,
595 000 F. Eglise élevée,
salle de bain, 42-51-51-51

18^e arrdt

33 m², 530 000 F.
Jules-Joffe, min. 1830
Immo Marcadet 42-51-51-51

94

Val-de-Marne
NOUVEAU PER
NEUF, studio 34 m²,
sur jardin, 630 000 F. + park.
J. N. 40-89-00-00

locations meublées offres

Paris

Quai de la Seine, 3 P.,
8 500 F., 5^e, + honoraires
Immo Marcadet 42-51-51-51

bureaux

Quai de la Seine, 3 P.,
8 500 F., 5^e, + honoraires
Immo Marcadet 42-51-51-51

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL

COLOCATIONS

et tous services 43-55-17-50

immobilier information

VOUS VENDEZ

en appartement
avec ou sans confort
adressez-vous à un professionnel

FNAIM

Immo Marcadet 42-51-51-51

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGÉNIEURS toutes spécialisations

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

Chefs d'entreprise, l'Agence Nationale pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes :

— ingénieurs toutes spécialisations ;
— cadres administratifs et commerciaux ;
— journalistes (presse écrite et parlée).

Directeur commercial bilingue italien. Offre : ses expériences en management équipes commerciales, restructuration et créations de filiales — disponibilité géographique pour France, Afrique, Italie (Section BCO/JC 2430).

F. — 15 ans expérience secrétariat général — interface essentielle entre hiérarchie et services internes ou externes — fournit dossiers fiables pour prise de décisions rapides et mise en œuvre assurée — domaines de compétences : gestion administrative, juridique, social, communication, formation — méthode de travail : rigueur, créativité, diplomatie. Souhaite : dynamiser ses acquis dans une structure énergique (section BCO/JC 2431).

F. 45 ans — Economiste statisticienne — expérience scientifique dans le domaine de l'économie des transports et de l'aménagement du territoire. Programmation en SAS — anglais (lu) — polonais (langue maternelle). Recherche : poste Paris — R.F. (section BCO/JC 2432).

Cadre directeur commercial — solide expérience prof. secteur automobile — gestion, animation, organisation, réseau de ventes, service après-vente. Recherche : direction ventes tous secteurs — mobile France entière (Section BCO/MB 2433).

Directrice de création — 40 ans — Emanant de la conception — rédaction. Souhaite : intégrer le département communication d'une entreprise pour élaborer les stratégies de communication et assurer la supervision la création des campagnes et leur suivi — bonne connaissance des communications globale, corporate et directe pour les avoir pratiquées en agences — anglais, espagnol, italien courants — russe notions (Section BCO/BD 2434).

F. 25 ans — Journaliste (maîtrise langue OESCP) — 2 ans expérience — anglais, allemand, hébreu — bonne connaissance univers Mac. Recherche : poste stable ou piges — journalisme/traduction — tout type de support (Section BCO/JC 2435).

Ecrire ou téléphoner : Agence Nationale pour l'Emploi 12, rue Blanche, 75436 PARIS cedex 09 Tél. : 42-85-44-40 poste 347

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27

Le n°100 de Notre Histoire

NOTRE HISTOIRE

SPÉCIAL : 100
— Un siècle qui bouge
— Des événements moins pratiqués
— Fais pas du mal à la politique
— Sauvegarde et analyse de l'histoire
— Polémiques, anecdotes, faits mais aussi
— L'islam, seconde religion de l'Hexagone
— Heurs et malheurs des juifs
— L'essor des socialistes
— Batailles autour de l'école

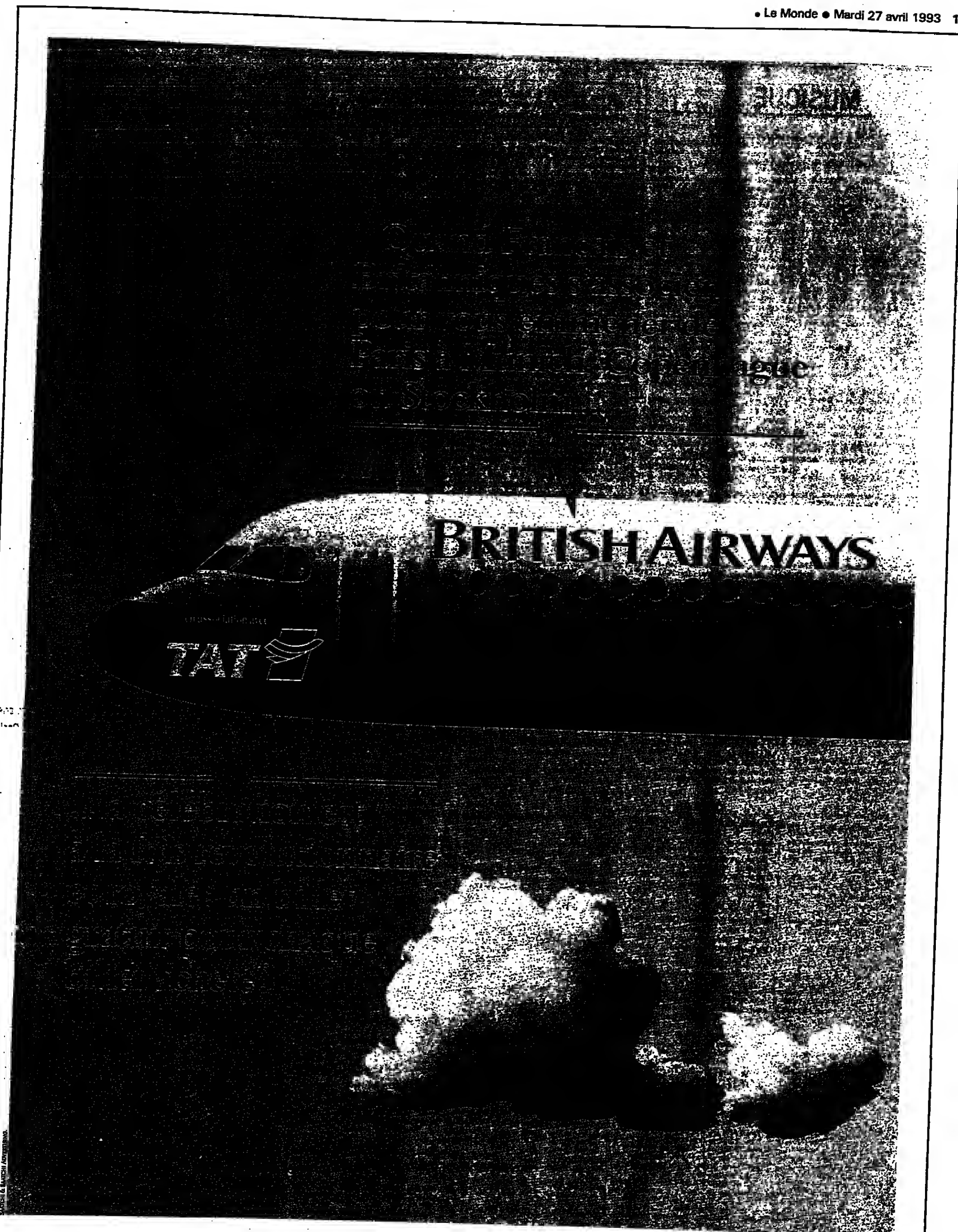
Les Français et Dieu 1893-1993

- 82% des Français se disent catholiques. Qu'en est-il dans la réalité ?
- Ce qui a changé, en ce siècle
- L'influence des églises : régression ou progression ?
- Présence et poids des minorités religieuses

Découvrez ce numéro exceptionnel de 100 pages, chez votre marchand de journaux, dès le 25 avril et jusqu'au 25 mai, au prix de 38 F.

On peut aussi le commander à : Notre Histoire - VPC, 163, boulevard Malesherbes - 75017 PARIS, en joignant votre règlement de 38 F + 5 F de frais de port.

Volumes de clichés



Pour célébrer notre association nous n'avons pu résister à l'envie de vous faire un cadeau. Un vrai cadeau. Ceci afin de vous faire partager notre enthousiasme et pour que vous réalisiez à quel point cette union va simplifier vos voyages d'affaires. Ainsi, pour tout voyage effectué au tarif Club Europe ou Eurobudget entre Paris et Munich, Copenhague

ou Stockholm, nous vous offrons un billet gratuit sur ces mêmes lignes, (*) offre valable pour les billets allers-retours achetés et utilisés au tarif Club Europe ou Eurobudget jusqu'au 30 juin 1993, billet gratuit utilisable jusqu'au 30 septembre 1993. Pour tous renseignements et réservations, appelez votre Agence de Voyages ou le (1) 47 78 14 14.

BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

en association avec

TAT

DEUG, DU T. B. T.
au M. R. A.
à W. B. B. B. T. T.
Nord-Ouest, C. B. B. T. T.
après 1 an
de présence dans
une ville de départ
(internationale) d'ITPS

1993-1994

BILLET

L'austérité promise aux Néerlandais

Les Pays-Bas se mettent eux aussi à l'heure de l'austérité. Convenu qu'« une bonne politique ne consiste pas seulement à faire plaisir, mais aussi à se montrer dur », le chef de gouvernement néerlandais, Ruud Lubbers, a présenté à la fin de la semaine dernière un plan qui prévoit d'économiser 32,4 milliards de francs d'ici la fin de 1994.

Durée bien ordonnée commençant par soi-même, la coalition de centre-gauche au pouvoir depuis 1989 (chrétiens-démocrates et travaillistes) a résisté à toute tentation électoraliste et a annoncé pour l'année 1994 — la dernière de son mandat — 8 milliards de florins (24 milliards de francs) d'économies sur le train de vie de l'État, ce qui fera du budget 1994 le plus serré de toute l'après-guerre.

Les Néerlandais sentiront souffler plus directement que jamais le vent de l'austérité. Toutes les allocations sociales (familiales, chômage, vieillesse, etc.) vont être gelées; la «revenu social» alloué aux personnes sans ressources sera supprimé pour celles de moins de vingt et un ans, et réduit parfois de moitié pour les autres; une réforme du système des bourses d'études et de l'aide au logement est à l'étude; enfin, les transports publics coûteront plus cher et le champ d'application du ticket modérateur pour les dépenses de santé sera sensiblement accru. Seuls les Néerlandais disposent d'un revenu mensuel supérieur à quelque 20 000 F verront leur pouvoir d'achat stabilisé. Les autres, c'est-à-dire la majorité, devront «se serrer la ceinture», même si le gouvernement doit s'efforcer par le biais des impôts de rétablir une dose d'égalité dans le sacrifice.

Ce tour de vis budgétaire intervient alors que les principaux indicateurs de l'économie sont médiocres: au premier trimestre, la croissance du PIB a été très faible tandis que le nombre des faillites d'entreprises augmentait de près d'un tiers. Quant au chômage, déjà en forte hausse, il pourrait progresser de 30 % au cours des dix-huit prochains mois. Cette dégradation explique la mise en œuvre par le gouvernement néerlandais, parallèlement aux mesures d'économies, d'un plan destiné à financer les infrastructures du pays. Doté de 15 milliards de francs d'ici à 1998, sa contrepartie sera un relâchement de la politique de réduction du déficit budgétaire. L'an prochain, il atteindra 3,50 % du revenu national, alors qu'initialement il ne devait pas dépasser 3,25 %. Selon La Haye, cet assouplissement n'empêchera pas les Pays-Bas de satisfaire dès le 1^{er} janvier 1995 au critère de convergence du traité de Maastricht.

CHRISTIAN CHARTIER

Le gouvernement est à la veille de décisions difficiles

Le problème du financement des déficits publics

Le gouvernement Balladur a peut-être mangé son pain blanc. Après la journée de concertation — plutôt réussie — du 23 avril avec les partenaires sociaux, le premier ministre voit approcher l'heure des décisions douloureuses qu'implique le nécessaire réajustement des finances de l'État et celui, encore plus urgent, des régimes sociaux.

Entre le recours à une hausse de la fiscalité indirecte ou de la fiscalité directe, voire le relèvement des cotisations sociales, Edouard Balladur dispose de multiples leviers d'action entre lesquels il devra choisir d'ici au 3 mai, date de la présentation devant le conseil des ministres du collectif budgétaire.

Ces options diverses, si elles tiennent compte de la marge de manœuvre, constituent autant de sources de conflits. Alors qu'un sein même du gouvernement chacun plaide pour sa propre conception, M. Balladur doit aussi prendre en compte les exigences de sa propre majorité parlementaire. En jouant le jeu du dialogue et en laissant ouvertes les hypothèses techniques destinées à renflouer les caisses de l'État, de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage, M. Balladur s'expose au risque de voir s'aviver les opinions contradictoires au sein de son équipe. Or, des points de vue, il en existe à peu près autant que d'instruments de financement. C'est-à-dire beaucoup.

Dimanche 25 avril, lors de l'émission «7 sur 7», sur TF1, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a ouvertement plaidé en faveur d'une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG). Tout en précisant qu'il s'agissait d'une «opinion personnelle», M^{me} Veil a souligné que «dans cette situation difficile» la revalorisation de cet impôt mis en point en 1990 par Michel Rocard malgré les critiques de la plupart des partenaires sociaux et l'hostilité de l'opposition de l'époque, apparaît comme «la mesure la plus équilibrée».

Lors de l'arrivée de M. Balladur à Matignon, la CSG paraissait pourtant «hors course». Le nouveau gouvernement semblait davantage tenté par une hausse de la TVA et des taxes sur l'essence, l'alcool ou le tabac. Ce schéma, et notamment les risques inflationnistes qu'il comporte (le Monde du 23 avril), est aujourd'hui moins en cour et la CSG opère un très net retour en grâce, même si rien n'est encore définitivement scellé. Comme toujours dans pareil cas, les pouvoirs publics doivent procéder par élimination et choisir le moindre mal. La première véritable épreuve du gouvernement Balladur va consister à s'appuyer sur des avantages et inconvénients de chaque éventualité. Autrement dit, naviguer entre les écueils économiques, sociaux et, surtout, politiques.

Aucune solution ne peut, à elle seule, apporter de réponse véritablement satisfaisante. La TVA a l'avantage d'être relativement indolore mais, en pesant sur la hausse des prix, elle risque de nuire à la bonne tenue du franc indispensable à la poursuite de la baisse des taux d'intérêt. C'est pourquoi cette solution semble maintenant écartée. L'alourdissement des taxes, également inflationniste, serait impopulaire, ce qui n'empêchera pas, semble-t-il, une hausse importante de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) qui pourrait rapporter à elle seule 13 ou 14 milliards de francs. Quotidien à la

CSG, elle ne manque pas d'avantages.

Ainsi, M^{me} Veil a parfaitement raison de souligner que cet instrument, qui touche indistinctement tous les revenus — professionnels, du capital et, au-delà d'un certain seuil, les prestations telles que les retraites ou les indemnités de chômage les plus fortes — est socialement le plus juste. En outre, son assiette particulièrement large lui procure un rendement important: un point de CSG rapporterait 38 milliards de francs en année pleine. Toutefois, elle comporte plusieurs inconvénients politiques.

Le cheval de bataille de la majorité

Non déductible du revenu imposable, la contribution sociale généralisée reste très impopulaire, notamment auprès des cadres et des retraités les plus aisés. Du reste, la déductibilité de la CSG reste un cheval de bataille préféré de l'actuelle majorité. Or, accéder à cette demande représenterait un manque à gagner de 7 milliards de francs (par réduction de l'assiette de l'impôt sur le revenu), et comme toute modification de la CSG dépend d'une décision parlementaire, le gouvernement risque d'aller au-devant de sérieuses difficultés avec une majorité qui n'a rien à redouter de l'opposition. A contrario, renoncer à la CSG ou accepter sa déductibilité (le budget accepterait de compenser la perte de recettes correspondantes), serait se priver d'une des dernières chances de réformer la fiscalité directe tout en réduisant le poids, en France, est singulièrement moins élevé que dans le reste de l'Europe, de la dette publique. Les dépenses de santé demeurent en 1986, lorsque le ministre des finances s'appelaient Edouard Balladur...

Une autre piste, celle des cotisations, peut être envisagée. A première vue, une augmentation de la cotisation d'assurance-vieillesse (un point rapporterait 16 milliards de francs), est exclue. Prélevée, en dessous de 12 360 francs par mois,

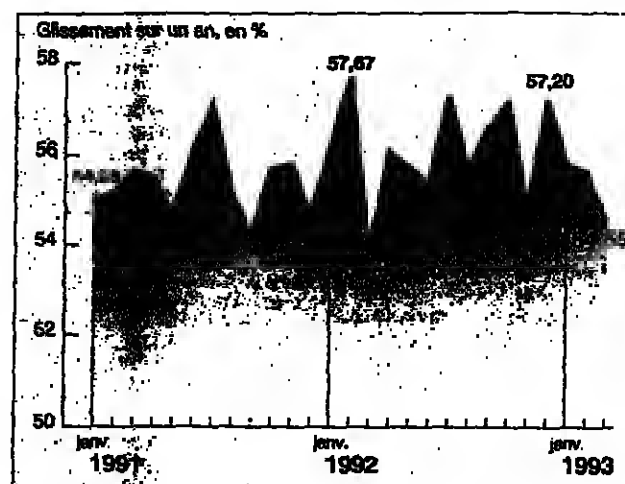
celle-ci frapperait plus lourdement le smicard que le cadre. Par contre, tel n'est pas le cas de la cotisation d'assurance-maladie (plus de 20 milliards de francs par point de hausse), payée sur la totalité du revenu. Son alourdissement permettrait au passage de justifier encore davantage les mesures d'économies qui ne manqueraient pas d'être réclamées au corps médical. Reste que tout relèvement de cotisation pèse sur les revenus professionnels et exempte les revenus du capital ou de la propriété, dont la part dans le revenu national a été croissante ces dernières années.

Lorsqu'il aura arrêté sa position, le gouvernement Balladur n'en sera pas quitte pour autant. Il lui faudra en premier lieu décider du rythme auquel il envisage d'apurer les comptes sociaux (le déficit cumulé de la «Sécu» serait de 100 milliards en fin d'année, celui de l'UNEDIC dépasserait les 30 milliards alors que le besoin de financement du budget de l'État flirterait avec les 340 milliards). Une action immédiate et d'envergure est nécessaire, mais une hausse trop massive des prélèvements obligatoires pèserait excessivement sur la demande et réduirait les chances de reprise économique.

En second lieu, il faudra bien examiner le problème des dépenses et non plus seulement des recettes. En ce qui la concerne, M^{me} Veil a regretté dimanche que l'on «n'ait pas tiré les conclusions» du Livre blanc sur les retraites publié en 1991 et qui préconisait des réformes de structure. De même a-t-elle prévenu que la maîtrise des dépenses de santé demeure à l'ordre du jour. Mais cet aspect des choses, a-t-elle aussitôt ajouté, dépendra de l'issue des nouvelles discussions prévues cet été avec les partenaires sociaux. Le gouvernement, il est vrai, a déjà beaucoup à faire.

JEAN-MICHEL NORMAND

La consommation des ménages français de biens manufacturés est en recul depuis trois mois



La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 1,9 % en mars par rapport à février, ce qui constitue la troisième baisse mensuelle consécutive, selon les chiffres publiés vendredi 23 avril par l'INSEE. Ainsi au premier trimestre, le recul est de 1,9 % par rapport au quatrième trimestre de 1992. La baisse de la consommation du mois de mars résulte pour l'essentiel, selon l'INSEE, d'une nouvelle diminution des dépenses de textile-cuir (-4,8 %), qui avaient fortement progressé en janvier, et d'un «fléchissement important» des achats d'horlogerie-bijouterie.

Les marins-pêcheurs bloquent des ports de plaisance. Les marins-pêcheurs, qui observaient une trêve depuis trois mois, ont bloqué symboliquement samedi 24 avril, quelques ports de plaisance de Bretagne et de Vendée pour demander la libération d'un patron pêcheur incarcéré et protester à nouveau contre la chute des cours du poisson. Le comité de survie de la pêche, qui avait appelé au blocage de tous les ports de plaisance de la Manche et de l'Atlantique, n'est apparemment pas parvenu à rallier l'ensemble de ses troupes.

Création d'un groupe de travail sur le rachat des HLM par leurs locataires. Dans un entretien publié par Ouest-France, daté du samedi 24 avril, le ministre du logement, Hervé de Charette, confirme qu'il veut «faire avancer l'idée d'un droit donné aux locataires HLM de devenir propriétaires» de leur logement (le Monde du 13 avril). Un groupe de travail va être créé «dans les semaines qui viennent pour voir dans quelles conditions ce droit à la propriété HLM peut être établi». Ensuite, le ministre se «propose de traduire ce droit dans un projet de loi» qu'il envisage de présenter à l'automne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES

Le Conseil d'administration de Bouygues réunit le 21 avril 1993, sous la présidence de Martin BOUYGUES, a arrêté les comptes de l'exercice 1992.

En 1992, dans un environnement économique difficile, le groupe Bouygues a augmenté ses bénéfices.

BOUYGUES CONSOLIDÉ (millions de F)	1992	1991	92 / 91
Chiffre d'affaires	62 720	64 347	-2,5 %
Bénéfice avant amortissement des écarts d'acquisition	1 017	971	+4,7 %
Bénéfice net total	872	832	+4,8 %
Bénéfice net, part du Groupe	685	635	+7,9 %

Le chiffre d'affaires consolidé, en diminution de 2,5 % par rapport à celui de 1991 en raison principalement de la récession du marché immobilier, reste à un niveau élevé.

Le chiffre d'affaires des sociétés mises en équivalence, SAUR et TFI, n'est pas compris dans le chiffre d'affaires consolidé. Il représente 14,5 milliards de F, en progression de 9 % sur celui de 1991. En incluant ce chiffre, l'activité globale du groupe Bouygues s'élève à 77,3 milliards de F contre 77,6 milliards de F en 1991, dont 21,6 milliards de F à l'international contre 22,4 milliards de F en 1991.

Pour la première fois dans l'histoire de Bouygues, le bénéfice avant amortissement des écarts d'acquisition dépasse le milliard de francs à 1,017 milliard de F, en progression de 4,7 %.

Le bénéfice net, part du Groupe, atteint 685 millions de F, en augmentation de 7,9 % sur celui de 1991. Cette augmentation est due principalement à l'amélioration annuelle des résultats de l'activité Bâtiment et Travaux Publics, en France comme à l'international.

Le résultat net de Bouygues, Société Mère, s'élève à 410 millions de F pour 1992 contre 374 millions de F en 1991. Il sera proposé à l'Assemblée Générale convoquée le 22 juin 1993 de verser un dividende net de 16 F par action, montant unitaire égal à celui de 1991, s'appliquant à un nombre d'actions augmenté de 14 %. Un avoir fiscal de 8 F, étant attaché au dividende, le dividende global s'élève à 24 F. Un acompte de 5 F net ayant été versé à compter du 29 janvier 1993, le solde, soit 11 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,50 F, sera distribué à compter du 30 juillet 1993.

Tunnel sous la Manche. Comme chaque année depuis le début des travaux de construction du Tunnel sous la Manche, Bouygues a pris sa quote-part du résultat constaté par le GIE Transmanche Construction, associé à égalité avec Transmanche Link dans la joint-venture TML.

En 1992, TML, qui a pris en compte des revenus futurs sur réclamation, n'a pas augmenté la perte constatée en 1991. En conséquence, ce chantier a été sans influence sur les résultats de Bouygues pour l'exercice 1992.

PERSPECTIVES DU GROUPE EN 1993

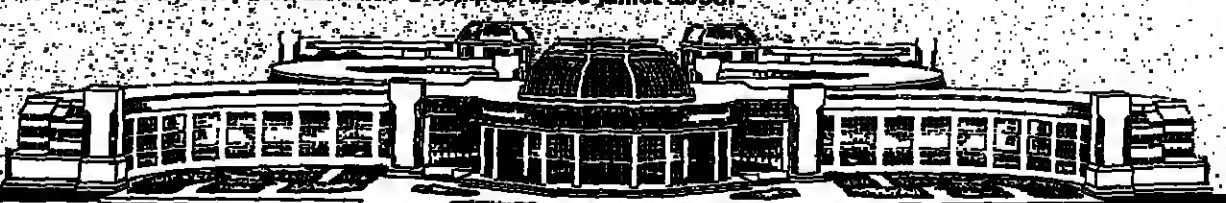
En raison de la conjoncture particulièrement défavorable au cours des derniers mois, la prévision pour 1993 est un retrait par rapport à l'activité de 1992. Le chiffre d'affaires prévisionnel s'analyse de la manière suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES (milliards de F)	1993 (prévisions)	1992
Bâtiment Travaux Publics	22,2	23,8
Routes	21,1	21,3
Immobilier	3,7	5,5
Diversification	10,5	12,1
TOTAL	57,5	62,7

En incluant les chiffres d'affaires des sociétés consolidées par mise en équivalence - SAUR et TFI - l'activité globale prévisionnelle du groupe Bouygues pour 1993 s'élève à 72,7 milliards de F dont 20,6 milliards de F à l'international.

DIVIDENDE

Le résultat net de Bouygues, Société Mère, s'élève à 410 millions de F pour 1992 contre 374 millions de F en 1991. Il sera proposé à l'Assemblée Générale convoquée le 22 juin 1993 de verser un dividende net de 16 F par action, montant unitaire égal à celui de 1991, s'appliquant à un nombre d'actions augmenté de 14 %. Un avoir fiscal de 8 F, étant attaché au dividende, le dividende global s'élève à 24 F. Un acompte de 5 F net ayant été versé à compter du 29 janvier 1993, le solde, soit 11 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,50 F, sera distribué à compter du 30 juillet 1993.



En 1992

Matra-Hachette a dégagé un profit de 354 millions de francs

Conformément aux prévisions (le Monde du 4 février), le groupe Matra-Hachette a dégagé un résultat net (part du groupe) de 354 millions de francs en 1992, contre une perte de 1,7 milliard de francs en 1991. Le chiffre d'affaires a augmenté de 4 % pour atteindre 55,102 milliards de francs.

Legrand Groupe, société en commandite par actions, qui contrôle Matra-Hachette, a dégagé un résultat consolidé part du groupe de 96 millions de francs. Les deux tiers proviennent de la contribution de Matra-Hachette, et le tiers restant de la Banque d'ajil.

Les patrons de PME-PMI un peu moins pessimistes. Le changement de gouvernement n'a pas gommé le pessimisme des chefs d'entreprise: huit sur dix dirigeants de PME-PMI considèrent que la conjoncture s'est dégradée au cours du dernier trimestre, selon un sondage SOFRES-Crédit du Nord publié, lundi 26 avril, par la Tribune Desfossés. Quelques légers signes d'optimisme n'en sont pas moins perceptibles. Le plus encourageant est que 17 % des dirigeants de PME-PMI tablent désormais sur un accroissement de leurs investissements (contre 6 % en janvier) tandis qu'ils ne sont plus que 33 % à prévoir des réductions d'emploi (44 % en janvier). A noter que plus de deux patrons sur trois jugent «importante» la création d'un ministère des PME-PMI et du développement économique, poste confié à Alain Madelin.

ÉCONOMIE

FINANCES

Un entretien avec le président du directoire des Caisses d'épargne

« Les banques et le Crédit agricole n'ont pas de leçons à nous donner », nous déclare René Barbérye

Le 17^e congrès mondial des Caisses d'épargne se tient à Paris du mardi 27 au jeudi 29 avril. Cette manifestation, qui a lieu tous les trois ans, regroupe des institutions financières venues de quatre-vingts pays. Le thème retenu cette année, « Réussir le changement », semble s'appliquer à merveille aux Caisses d'épargne françaises, dont la mutation a été spectaculaire au cours des dernières années. Leur nombre est ainsi passé de près de cinq cents il y a dix ans à trente et une aujourd'hui, et elles sont devenues dans le même temps des banques à part entière. René Barbérye, président du directoire des Caisses d'épargne, explique quelle est maintenant la stratégie des Caisses et répond aux critiques dont elles sont l'objet de la part des banques et du Crédit agricole.

« A la fin du mois de mars dernier, entre les deux tours des élections législatives, le Crédit agricole et l'Association française des banques ont une nouvelle fois réclamé la « banalisation » du livret A. L'objectif déclaré des banques est de sauver le financement du logement social menacé par la « décol-

lecte » du livret A. Elles vous en rendent en partie responsable et accusent notamment le réseau des Caisses d'épargne de manquer d'efficacité commerciale. Quelle est votre réponse ?

« Dans ce domaine, les banques et le Crédit agricole n'ont pas de leçons à nous donner. Elles disposent depuis longtemps d'un produit, le CODEVI, qui a les caractéristiques du livret A. Elles n'ont pas réalisé de résultats mirobolants en le commercialisant. Le maximum légal de dépôts sur un CODEVI est de 15 000 F, elles arrivent en moyenne à 6 000 F. C'est d'autant plus étonnant que leur motivation devrait être maximale, puisque 94 % de la collecte de CODEVI leur revient.

« Ne sous-estimons pas les risques »

Il faut bien comprendre également que contrairement au procès qui nous est fait, il n'est pas dans notre intérêt de distribuer des SICAV monétaires au lieu et place du livret A. Nous gagnons mieux notre vie avec la commission que nous verse la Caisse des dépôts pour la collecte du livret A qu'en vendant des parts de SICAV. Mais,

il y a un tel écart de rémunération en faveur des produits monétaires qu'on ne peut pas aller à l'encontre des désirs et de l'intérêt de nos clients. D'ailleurs, selon nos estimations, notre clientèle peut accepter de déposer son argent sur un livret A à condition que l'écart de rémunération avec le monétaire soit inférieur ou égal à deux points.

« Ce que demandent les banques et le Crédit agricole, c'est en fait une distorsion de concurrence en leur faveur. Le nouveau livret qu'elles appellent de leurs vœux leur permettrait de conserver 50 % des sommes collectées. Or, nous transférons la totalité de la collecte du livret A à la Caisse des dépôts. Ne sous-estimons pas les risques de déstabilisation du financement du logement social que cache la demande des banques et du Crédit agricole. Enfin, il ne faut pas oublier qu'en contrepartie de la distribution du livret A, les pouvoirs publics ont interdit jusqu'en 1978 aux Caisses d'épargne de commercialiser des comptes chèques et jusqu'en 1987 de pouvoir faire des crédits aux entreprises.

« Une situation originale de partenariat »

« Parmi les priorités du gouvernement en matière financière, il y a la réforme de la Caisse des dépôts et consignations. Compte tenu de vos liens historiques avec la Caisse, vous êtes concernés. Qu'attendez-vous de cette réforme ?

« Nous sommes dans une situation originale de partenariat avec la Caisse des dépôts. C'était dans le passé un partenariat exclusivement réglementaire, qui a tendu à se rééquilibrer au fil des années. Cela s'est traduit notamment par la création en 1991, en association avec la Caisse des dépôts, de deux filiales des Caisses d'épargne pour exercer les fonctions de caisse centrale du réseau, à savoir la Société centrale de trésorerie des Caisses d'épargne et de prévoyance et la

Société centrale des Caisses d'épargne pour l'émission et le crédit. A terme, la vocation de ces entités est d'ailleurs sans doute de se regrouper en une seule caisse centrale.

« Dans la perspective d'une séparation des métiers de la Caisse, il faut qu'il y ait une nouvelle étape du réajustement, mais sereinement et sans volonté de conflit. Nous avons besoin de la Caisse et nous ne voulons pas faire des métiers qui ne sont pas les nôtres. Il est évident, par exemple, qu'il ne faut pas toucher au financement du logement social. Mais il faut que la Caisse admette l'évolution progressive des Caisses d'épargne vers une maîtrise plus complète de leurs métiers et de leurs responsabilités.

« Les Caisses d'épargne ont profondément changé au cours des dernières années, la restructuration du réseau a été spectaculaire. En dix ans, le nombre de Caisses est passé de quatre cent quatre-vingt-cinq à trente et une aujourd'hui. Peut-on dire que le réseau des Caisses d'épargne est maintenant tel qu'il vous le satisfait et qu'il est fait face à la concurrence ?

« Nous avons parcouru, et vite, un chemin considérable. Cela ne s'est pas fait sans perturbations et sans difficultés, mais le réseau des Caisses d'épargne est aujourd'hui homogène. A quelques exceptions près, les Caisses exercent leur activité sur une région économique, et les écarts de taille vont de 1 à 6. Le débat sur la structure optimale d'un réseau est sans fin. Il y a à peu près autant de banques populaires que de Caisses d'épargne et il y a en revanche beaucoup plus de caisses du Crédit agricole. Faisons fonctionner les Caisses d'épargne telles qu'elles sont, nous verrons plus tard. En tout cas, la cohésion du réseau est beaucoup plus forte aujourd'hui.

« Nous sommes plus puissants et plus compétitifs. Nous avons la capacité financière pour poursuivre la modernisation du réseau et des agences. Nous sommes très présents sur le marché des particuliers, mais également sur celui des associations et des collectivités locales.

En dehors du Crédit local ne France, nous sommes ainsi les premiers prêteurs aux collectivités locales. Nous ne sous-estimons pas la concurrence mais sommes conscients de nos forces et de l'attachement de notre clientèle. Il tient à la fois à un sentiment de proximité et de sécurité.

« Nos partenaires allemands, espagnols et belges »

« Le congrès mondial en est une bonne illustration, les alliances et les accords entre Caisses d'épargne se multiplient, essentiellement en Europe. Que pouvez-vous attendre de vos clients ?

« Beaucoup d'avantages pratiques. Nous avons par exemple créé Enliser, un réseau européen de distributeurs automatiques de billets. Son objectif est de rendre possible l'accès des 28 000 distributeurs automatiques des Caisses d'épargne de l'Europe des Douze (22 000 sont déjà connectés) aux 37 millions de détenteurs d'une carte « Caisse d'épargne » dans toutes les caisses d'Europe. Une offre immobilière avec crédit, garantie et assistance a été élaborée avec nos partenaires allemands, espagnols et belges pour permettre à nos clients ou aux leurs d'acheter un bien immobilier à l'étranger. Nous avons également des SICAV européennes et un service pour accompagner les PME à l'exportation baptisé Euro-Sofac. Nous voulons valoriser en Europe le positionnement spécifique dans le monde financier des Caisses d'épargne. Si nous savons bien l'utiliser, il s'agit d'un atout considérable, surtout quand on voit les difficultés et le coût de la création d'un réseau à l'étranger.

Propos recueillis par ERIC LESER

INDUSTRIE

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Barrot (CDS) est partisan de l'instauration de droits de douane européens

Face aux difficultés que rencontrent les petites et moyennes entreprises, Jacques Barrot, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a exprimé le souhait, dimanche 25 avril lors du « Grand Jury RTL-le Monde », que soient prises rapidement des « mesures d'urgence » visant au « soutien de notre tissu industriel ».

Le député centriste estime en particulier souhaitable l'instauration « au niveau européen » d'une tarification extérieure, la création de droits de douane extérieurs qui nous mettent à l'abri de véritables invasions de produits, notamment en provenance des pays qui font du dumping social. — M. Barrot a cité les pays d'Asie du Sud-Est et la Chine.

Il juge « inéluctable » l'instauration de tels droits, pour que la France « ne laisse pas emporter dans la tourmente des pons entiers de son industrie comme le textile, les matières plastiques et l'électronique ».

« Deux conditions »

A propos de l'état « dramatique » des comptes sociaux, le député de Haute-Loire s'est déclaré partisan d'un « prélèvement équilibré, programmé et assorti de deux conditions : qu'il soit accompagné d'économies et complété d'une mise à plat du financement de la protection sociale ».

Plutôt que d'une hausse de la seule TVA, ou de la CSG uniquement, ou des cotisations exclusives, Jacques Barrot préconise « un mixage des ressources », prélevées en plusieurs fois. Pour favoriser la lutte contre le chômage, le député CDS envisage une « modulation des charges sociales en fonction de l'âge », avec des allègements en début et en fin de carrière.

INDICATEURS

ETATS-UNIS

« Commandes de biens durables : -3,7 % en mars. — Les commandes de biens durables ont baissé de 3,7 % en mars par rapport à février, ce qui est la plus forte baisse depuis décembre 1991. Elles avaient augmenté de 2,2 % en février. Cette chute a été produite malgré un redressement inattendu des commandes militaires, qui ont augmenté de 6,5 %. Si on ne tient pas compte de ce secteur fluctuant, la chute est de 4,2 %, contre une hausse de 4,4 % en février. Les commandes dans les transports, secteur qui varie également beaucoup d'un mois sur l'autre, ont chuté de 10,2 % en raison du marasme dans l'aéronautique. Il s'agit là du plus mauvais résultat en quatre mois.

GRANDE-BRETAGNE

« Ventes de détail : + 0,5 % en mars. — Les ventes de détail ont augmenté pour le troisième mois consécutif en mars. La hausse a été de 0,5 % par rapport à février et de 4,1 % par rapport à mars 1992, la plus forte hausse annuelle depuis quatre ans. Les secteurs de l'habillement et de la chaussure ont enregistré les plus fortes progressions. En février, les ventes de détail avaient augmenté de 0,1 % par rapport au mois précédent et non de 0,2 % comme initialement annoncé. La hausse par rapport à l'année précédente était de 2,7 % et non de 2,4 %. Ainsi au cours du premier trimestre, les ventes de détail ont augmenté de 1,6 % par rapport au quatrième trimestre 1992 et de 3,3 % par rapport au premier trimestre de 1992.

CHALLENGES

Votre première bonne affaire dans l'immobilier vous coûtera 18 F

Le tour de France de l'immobilier.

Un dossier complet et exceptionnel. Les vrais prix de l'immobilier à Paris, en banlieue et dans 40 villes de province. De Bordeaux à Lille, de Marseille à Strasbourg, de Nice à Lyon, chaque ville est analysée quartier par quartier. Les transactions reprennent-elles ? Les prix sont-ils en hausse ? C'est évidemment la France immobilière à la loupe.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉTRANGER

La mort du président du syndicat américain des ouvriers agricoles

César Chavez, le « croisé » de la San-Joaquin Valley

D'origine mexicaine, César Chavez, président du syndicat américain des ouvriers agricoles, est mort vendredi 23 avril à San-Luis (Arizona), à l'âge de soixante-six ans (le Monde daté 25-26 avril). « Le mouvement syndical et tous les Américains ont perdu un grand leader. Nous pouvons être fiers de l'énorme tâche qu'il a accomplie en faveur des ouvriers les plus démunis de notre pays et de la dignité qu'il a su redonner à leur vie », a déclaré le président Clinton en rendant hommage à celui qui, pendant plus de quarante ans, a mené la lutte contre les grands fermiers de Californie.

NEW-YORK

de notre correspondant

Petit, râblé, plutôt gauche en public et au démarrage plutôt créateur, César Estrada Chavez n'avait guère de raisons d'inqulter. Pourtant, pendant près d'un demi-siècle, ce fils d'immigrés mexicains, né en 1927 à proximité de Yuma (Arizona), aura été le « bête noire » des grands exploitants agricoles de la San-Joaquin Valley : la région la plus fertile de la Californie, célèbre pour sa production de fruits et de légumes, en grande partie exportée. Après la seconde guerre mondiale, après avoir servi deux ans dans la marine américaine, César Chavez, de retour au pays, s'était mis en tête de suivre l'exemple de son père.

Venu du Mexique à la fin du siècle dernier, celui-ci avait dû quitter l'Arizona, où il s'était d'abord installé, pour se rendre

dans l'Etat voisin, en Californie, après avoir perdu sa petite exploitation familiale, engloutie dans la grande dépression des années 30. Redevenu un saisonnier, il incitait régulièrement ses compagnons d'infortune à s'organiser et à faire valoir leurs droits au travail et à une vie décente. Comme lui, César Chavez voulait regrouper en un puissant syndicat les milliers d'ouvriers agricoles qui, dès les années 20, avaient traversé le front pour s'installer dans la San-Joaquin Valley et bâtir sur place une communauté évaluée aujourd'hui à un demi-million d'Hispaniques et qui, désormais, formule également des revendications politiques (1).

Après des années de lutte quasi clandestine menée contre les puissants fermiers californiens qui n'entendaient céder ni aux grèves sporadiques ni aux manifestations organisées dans les bourgs agricoles de la région, César Chavez, qui avait créé en 1958 la National Farm Workers Association, devenue ultérieurement le United Farm Workers (UFW), le syndicat des ouvriers agricoles — le premier du genre aux Etats-Unis, — connut son heure de gloire au mois de 1988 lorsque le sénateur Robert Kennedy, venu rendre visite à celui qu'il devait décrire alors comme « l'un des personnages héroïques de notre époque », réussit à persuader le leader syndicaliste d'interrompre le grève de la faim entreprise vingt-cinq jours plus tôt et à accepter devant les caméras de télévision — le morceau de pain qu'il lui tendait.

L'impact médiatique de ce geste fut énorme, et dix-sept millions d'Américains décidèrent

d'observer aussitôt le boycottage organisé depuis trois ans, et jusqu'à en pure perte, par le syndicat, contre les producteurs de raisins de table de la vallée. Mais ce n'est qu'en juillet 1970 que les fermiers de San-Joaquin acceptèrent enfin de signer la première convention collective accordant aux ouvriers agricoles le salaire minimum et les prestations sociales dont ils étaient privés jusqu'alors. L'effort accompli durant cinq ans et coûté des dizaines de millions de dollars à l'économie locale.

Un comportement autocrate

Par la suite, la United Farm Workers put se targuer d'autres succès au cours des années 70, mais le syndicat devait perdre une grande partie de son influence au cours de la décennie suivante, à la fois en raison des contre-feux allumés par les exploitants agricoles, qui avaient fait appel au syndicat des camionneurs pour torpiller l'action de César Chavez, et à cause de la difficulté croissante à sensibiliser et à enrôler les nouvelles vagues d'immigrés, en majorité clandestins, venus du Mexique et d'Amérique centrale, et souvent prêts à accepter n'importe quelles conditions d'emploi pour faire vivre leur famille. La forte personnalité du leader syndical a aussi joué contre lui.

Fier de son passé (il rappelait à qui voulait l'entendre qu'il avait travaillé la terre depuis l'âge de dix ans et qu'il avait fréquenté soixante-cinq écoles sans pour autant achever ses études secondaires) et d'un mode de vie qu'il voulait spartiate (il ne possédait pas de maison, n'avait pas de

voiture et faisait vivre sa femme et leurs huit enfants avec moins de 1 000 dollars par mois), César Chavez était pourtant de plus en plus critiqué à l'intérieur du syndicat, où son comportement autoritaire et son refus d'analyser les raisons des derniers échecs de l'organisation lui valaient de nombreux opposants.

Tous ces éléments, auxquels s'ajoutent les effets de la mécanisation, de la crise économique et de la désaffection générale à l'égard du mouvement syndical aux Etats-Unis, ont contribué à faire fondre les effectifs du United Farm Workers. Actuellement, le syndicat ne compte guère plus de vingt mille adhérents, contre au moins cent mille dix ans plus tôt.

Grand admirateur du Mahatma Gandhi et de Martin Luther King, auxquels il avait emprunté ses méthodes non violentes, César Chavez est mort, lui, dans son sommeil le 23 avril, en début de matinée. Appelé à défendre, une fois de plus, son syndicat dans le cadre d'un énorme procès intenté au United Farm Workers, le leader syndicaliste se reposait au domicile d'un de ses supporters installé à San-Luis, dans l'Arizona. A quelques kilomètres à peine de l'endroit où il était né soixante-cinq ans plus tôt et d'où il devait entreprendre, plus tard, sa grande croisade au service des ouvriers agricoles de San-Joaquin, une vallée aux fruits parfois bien amers.

SERGE MARTI

(1) « The New California Facing the 21st Century », par Dan Walters, California Journal Press (Sacramento).

ÉCONOMIE

Pour permettre de se repérer dans le maquis des normes

L'AFNOR crée un service de conseil aux entreprises

L'Association française pour la normalisation (AFNOR) crée un service de conseil aux entreprises afin d'aider celles-ci à se repérer dans le maquis des règlements en tout genre.

L'harmonisation des normes, nécessaire à l'économie du marché unique, doit en outre permettre d'éviter la complexité de la vie des dirigeants d'entreprise, à un fait dont on ne peut nier l'importance. Les règles, directives, normes plus ou moins obligatoires, parmi lesquelles il devient extrêmement complexe de se repérer. Pour les aider, l'Association française pour la normalisation (AFNOR) crée un service de conseil aux entreprises.

Celui-ci va mettre à contribution les cent quarante ingénieurs de l'AFNOR et la centaine d'experts auxquels cet organisme fait régulièrement appel : une petite équipe de huit consultants sera en outre entièrement dédiée à cette nouvelle activité.

En l'attente, l'AFNOR fait d'une pierre deux coups : elle vient en aide aux exportateurs, mais aussi à l'industrie nationale. La subvention de l'Etat, qui représente théoriquement 27 % de son budget (400 millions de francs environ), est en diminution. Outre la vente de normes (23 % du budget), la formation, et les actions de certification, il lui faut trouver d'autres travaux rentables.

La complication croissante des procédures de normalisation lui en donne l'occasion. Car les industriels qui pensaient que « la libre circulation des produits » du Marché unique faciliterait les exportations sont aujourd'hui furieux.

Quelques exemples illustrent ce

phénomène. Celui du marquage CE en est un. Qui n'a pas été pleinement rassuré en achetant un jouet d'enfant (ou un landau ou autre objet de pacifier) de lire la griffe CE attachée à l'objet ? N'est-ce pas un gage de conformité à la normalisation européenne ? Les consommateurs, mais aussi les industriels qui croyaient que ce marquage différencierait leur produit d'un concurrent non conforme à la législation se sont trompés. Il est en effet apparu que les objets par le fabricant lui-même, sous sa propre responsabilité. Pour certains produits, des essais en laboratoires sont exigés.

Mais ces essais peuvent être effectués dans pratiquement tous les pays (la Corée, la Chine, l'Indonésie, etc.). Une décision du Conseil des Communautés européennes du 21 septembre 1992 officialise cette décision.

Le tampon de conformité russe

Difficilement contrôlables, ces essais ne garantissent donc rien. Conséquence, les industriels français du jouet préparent actuellement une nouvelle « marque » qui différenciera leur production. Les Britanniques ont devancé le mouvement en créant le label Red Lion. S'il n'est pas obligatoire, ce label est en fait exigé par la plupart des distributeurs. Pour qu'un produit donné se trouve sur les étagères, un fabricant doit donc se conformer non plus à une, mais à deux procédures. On même à trois, puisque nombre de pays ont déjà créé des marques nationales : la marque NF en France, Kite Mark en Grande-Bretagne, GS en Allemagne, etc.

Autre exemple, extracommunautaire.

En vertu d'une loi publiée le 1^{er} janvier 1993, les Russes exigent désormais que tout produit importé soit jugé « conforme » aux normes russes. Sans tampon de conformité, aucune exportation vers la Russie ne sera possible à partir du 1^{er} juillet. Un bureau délivrant les précieuses autorisations moyennant paiement a été ouvert à Berlin. Un second le sera prochainement à Paris ; il sera abrégé par l'AFNOR.

La « période transitoire » européenne durant laquelle coexiste l'ancien système de normes nationales et le nouveau système communautaire embrouille encore un peu plus le paysage. « Pendant un à cinq ans, selon les secteurs, les industriels auront des référentiels techniques multiples et changeants », constate Bernard Vauclle, directeur général de l'AFNOR.

« Depuis le 1^{er} janvier 1993, il n'y a plus de vérité absolue. Une entreprise qui n'aurait répondu qu'à des exigences essentielles est condamnée », ajoute-t-il. Du pain béni pour l'AFNOR, les normes communautaires auraient pu la condamner. Leur complexité lui donne une nouvelle raison d'exister.

ANNIE KAHN

Afin d'assurer ses approvisionnements

Gaz de France s'intéresse aux privatisations à l'Est et à Berlin

Deux ans après la signature entre l'Est et Gaz de France d'un « contrat d'objectifs » destiné à assurer les approvisionnements gaziers en se développant à l'étranger, les projets se sont multipliés. Si quelques-uns se sont concrétisés l'an dernier, la plupart sont encore au simple stade de l'étude, voire même de la réflexion. Nombre d'entre eux concernent l'Europe de l'Est, particulièrement les pays par où transite le gaz naturel venant de la CEI et qui représente un tiers de l'approvisionnement français.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Pète-mêle, si l'entreprise publique s'intéresse à l'éventuelle cession partielle du réseau et slovaque Transgaz, elle regarde également du côté polonais. Elle se dit prête aussi à participer à deux des cinq privatisations de sociétés de distribution régionale de gaz en Hongrie qui pourraient débiter cet été.

Mais c'est cependant en Allemagne

où les efforts sont aujourd'hui les plus importants. L'une des ambitions

serait d'être retenue lors de la privatisation du réseau berlinois de distribution de gaz qui devrait être déci-

dée cette année. Cela permettrait de doubler la dimension de Gaz de France outre-Rhin. Ses premiers pas en Allemagne datent de 1976 avec le début des livraisons de gaz soviétique en France. En 1991, profitant de la réunification, Gaz de France créait une filiale à part entière dans ce pays avec pour objectif de participer aux privatisations. Elle subissait tout d'abord un revers, n'étant pas retenue pour participer au tour de table de la société de transport gazier VNG, alors qu'Elf-Aquitaine y était associée.

Dix-huit candidats potentiels pour Gasag

Quelques mois plus tard, en août, elle emportait la victoire de 25,5 % dans EMB, société de distribution de gaz dans la moitié ouest du Land de Brandebourg, les autres actionnaires étant les communes de ce Land (49 %), et les sociétés allemandes VEW et WFG avec chacune 12,75 % des parts. Au sein de cette firme de 700 millions de francs de chiffre d'affaires, l'entreprise française a en charge les aspects commerciaux et administratifs. L'objectif est d'achever d'ici la fin de l'année la conversion des installations des 180 000 clients qui passent ainsi du gaz manufacturé produit à partir de la lignite au gaz naturel. Dans le même temps, la firme négocie avec

les villes pour faire partie des régies municipales de distribution gazière.

C'est dans cet optique que Gaz de France entend participer à la privatisation de la Gasag à Berlin qui compte actuellement près de 900 000 clients pour 3,5 millions d'habitants. Aucun appel d'offres n'a pour l'instant été lancé, mais d'ores et déjà les candidats potentiels sont nombreux. Ils seraient dix-huit, en majorité allemands, mais aussi britanniques, italiens, belges ou norvégiens à vouloir acquérir une part de 25 % du capital qui pourrait céder la ville. La valeur globale de la Gasag serait estimée à 500 millions de marks (1,7 milliard de francs).

Quel prix sera prêt à mettre l'entreprise française, sachant qu'au ticket d'entrée s'ajouteront les coûts indispensables pour convertir les installations et ceux pour entretenir les réseaux. Peu probable en chiffres, Gaz de France se contente de dire que tous ces investissements doivent être appréciés sur le long terme. Ainsi par exemple pour EMB, selon Michel Bellec, directeur de la filiale allemande, « les comptes actuellement sont au rouge. Ils devraient être positifs vers 1997 et les premiers dividendes devraient être perçus en l'an 2000 ».

DOMINIQUE GALLOIS

Le contentieux entre les Etats-Unis et la CEE dans les télécommunications

Alcatel et Siemens ne devraient pas souffrir d'éventuelles sanctions américaines

Indignés, mais pas vraiment affectés, menacés d'être exclus des marchés fédéraux aux Etats-Unis dans le domaine des télécommunications (le Monde du 22 avril), les deux géants européens du secteur, qu'il s'agisse du français Alcatel ou de l'allemand Siemens, ne sont pas inquiets. Les éventuelles sanctions prises par l'administration américaine ne devraient pas les léser.

Alcatel comme Siemens sont à l'abri. Du moins à court terme. Les marchés fédéraux ne représentent qu'une faible part (6 % estime-t-on généralement) des marchés d'équipement de télécommunications aux Etats-Unis. Aucun des deux grands groupes de la CEE n'est candidat à un appel d'offres en cours. Le groupe français a fait le choix de ne s'intéresser qu'au marché privé aux Etats-Unis, et à se limiter aux câbles et transmissions. « C'est un choix stratégique. La vente de centres de données aux réseaux publics aux Etats-Unis est un marché dur et coûteux. Pour des raisons de facturation, la rentabilité y est plus tardive qu'ailleurs. Alors qu'en Europe l'équipement est facturé lors

de son installation, dans sa totalité, les opérateurs américains règlent immédiatement le central, mais paient le logiciel sur plusieurs années », explique-t-on chez Alcatel.

L'allemand Siemens, pour sa part, vend des équipements de communication publique aux Etats-Unis. Estimée à 6 %, sa part de marché dans ce domaine le classe au troisième rang des fournisseurs. Loin derrière ATT (50 %) et Northern Telecom (40 %). Même s'il ne peut prétendre y égaliser ses rivaux américain et canadien, sa position outre-Atlantique n'en reste pas moins cruciale. Selon l'Institut IDATE, les Etats-Unis représentent le deuxième marché de Siemens en communication publique, derrière l'Allemagne. Pour autant, ses activités ne sont pas menacées : les clients de Siemens sont les compagnies de téléphone locales. Les contrats ne sont donc pas soumis aux procédures d'adjudications fédérales.

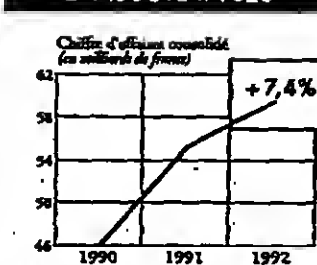
C. M.

GROUPE AGF 1992



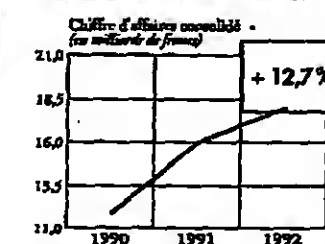
1,5 MILLIARD DE FRANCS DE BÉNÉFICE NET
59 MILLIARDS DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

ACTIVITÉS D'ASSURANCES



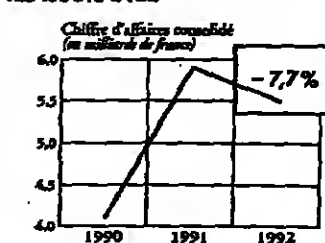
Chiffre d'affaires consolidé : 59,4 MdF de cotisations, hors Assurances.
Chiffre d'affaires à l'international : 23,3 MdF (39,3 % du total).

ASSURANCE HORS DE FRANCE



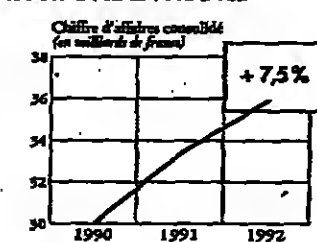
Chiffre d'affaires : 18 MdF réalisés principalement par AGF International. Progression : 12,7 % dont 8,6 % à structure constante. Contribution des filiales hors de France au bénéfice : 122 MF.

RÉASSURANCE



Chiffre d'affaires : 5,5 MdF dont 2,8 MdF pour la SAFR. Contribution au bénéfice : 18 MF.

ASSURANCE EN FRANCE



Chiffre d'affaires : 35,9 MdF réalisés principalement par AGF VIE (19,2 MdF) et AGF IART (15 MdF). Contribution au bénéfice : 1 999 MF.

Activité d'Assurance
Chiffre d'affaires : 1,7 MdF.

ACTIVITÉS BANCAIRES, FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES

Contribution des activités bancaires et financières au résultat : - 951 MF.
Dont :
Banque du Phénix : - 963 MF.
BFCE : 50 MF.
Comptoir des Entrepreneurs : - 217 MF.
Sophia : 131 MF.
Contribution des activités immobilières au résultat : 96 MF.

HOLDINGS DU GROUPE

Contribution de la Société Centrale des AGF et des 4 holdings AGF SA, AGF International, Métropole SA et Compagnie Financière du Phénix : 1 169 MF.

RÉSULTAT D'ENSEMBLE ET DIVIDENDE

en milliards de francs	1991	1992
Chiffre d'affaires consolidé	55,3	59,4
Résultat net consolidé	2,69	1,5
Dividende total	0,762	0,668
Dividende/action*	13,70 F	12 F

* hors avoir fiscal.

Date de l'Assemblée Générale : 28 juin 1993 à 10 h 30.

Pour plus d'informations : 36.14 AGF.



assurances

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lassus, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guio, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Thomas Ferenzi
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94082 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-30-10

VIE DES ENTREPRISES

Touché par la crise
du transport maritimeVincent Bolloré
est dans le rouge

Bolloré Technologies, holding de Vincent Bolloré, prévoit une perte nette (part du groupe) de 350 à 400 millions de francs en 1992, en imputant sur SDV (SCAC Delmas-Vieljeux), la filiale transports du groupe, d'importantes provisions, « qui pourraient atteindre jusqu'à 400 millions de francs », a indiqué le groupe vendredi 23 avril.

En 1991, la SCV avait provisionné environ 400 millions de francs, dont 100 pour payer une amende infligée par la Commission de Bruxelles, à la suite de manœuvres contraires à la concurrence effectuées par Delmas-Vieljeux avant que Bolloré n'en prenne le contrôle.

Les 900 millions de provisions doivent, selon le groupe, servir en 1993 à compenser divers « centres de pertes ». La SDV doit en effet prendre livraison de plusieurs navires commandés en 1990 en Corée et en Pologne, et dont la crise actuelle du transport maritime rend l'utilisation ou la vente aléatoires. Environ un quart de cette somme est destinée à couvrir des créances douteuses, et une somme pratiquement identique à des coûts sociaux de restructuration, « uniquement à l'étranger ».

Alors que le groupe fait son entrée à la cote officielle
de la Bourse de Paris

Lapeyre sauvé par ses... menuiseries

Moins d'un an après son entrée au second marché de la Bourse de Paris, le groupe Lapeyre est admis, lundi 26 avril, au règlement mensuel. Malmené l'an dernier par la crise de l'immobilier - qui avait affecté ses résultats semestriels - le plus grand fabricant européen de menuiseries a, en effet, terminé 1992, sur un résultat net de 276 millions de francs, en hausse de 1,5 %.

Et son chiffre d'affaires consolidé a progressé de 4,1 %, à 4,15 milliards de francs. « Pour une affaire travaillant pour le bâtiment, ce n'est pas si mal que cela », estime le président de son directoire, Patrick Gay. Flatteur, ce jugement est apparemment partagé par les milieux financiers, puisque la capitalisation boursière de Lapeyre atteint les 4 milliards de francs, justifiant son transfert à la cote officielle.

Filière à 75 % de Poliet (Paris), le groupe Lapeyre a su habilement jouer de la diversité de ses activités. Les déboires de sa filiale SOM - spécialisée dans le marché du pavillon neuf, en plein marasme, - ont été plus que compensés par le succès populaire des Menuiseries Lapeyre et de GME, deux sociétés centrées sur la vente au public de fenêtres, portes d'entrée, parquets, escaliers, matériel sanitaire, carrelage, robinetterie... Les difficultés de Sisp Anadia sur un marché des bureaux neufs totalement sinistré ont été

atténuées par la croissance rapide de K par K (la vente au grand public de fenêtres posées) et par la bonne tenue d'OXXO, filiale travaillant, elle, sur le marché de la réhabilitation des logements collectifs sociaux.

« Une activité qui pourrait rapidement bénéficier des mesures de relance promises par Edouard Balladur », espère Patrick Gay.

Il n'en irait pas forcément de même pour les autres branches du groupe. Le président du directoire de Lapeyre se fait, en effet, très prudent dans ses prévisions pour 1993 : « Un chiffre d'affaires en très légère progression, un bénéfice identique ». Un résultat que le groupe espère réaliser grâce à l'essor de ses activités de négoce pour le grand public, la vraie reprise du bâtiment ne devant pas intervenir avant la fin de l'année. Restructuré l'an dernier - fermeture d'une usine, 165 suppressions d'emplois nettes pour un effectif total de 4 200 salariés - le groupe Lapeyre n'a pourtant pas l'intention de quitter l'industrie pour se consacrer à la seule distribution. « Notre forme, c'est l'intégration », assure Patrick Gay. Le groupe ne suivra donc pas les traces du groupe Pinaud, qui, parti des métiers du bois, les a désormais quittés pour payer l'achat des... magasins du Printemps!

P.-A. G.

En raison de la chute
de ses ventesMercedes-Benz
accuse des pertes
pour le premier
trimestre

Comme son homologue Volkswagen, le constructeur automobile allemand Mercedes-Benz a été déficitaire au premier trimestre, a reconnu son président Werner Niefer, le 22 avril, lors de la présentation du bilan 1992. Pour les trois premiers mois, les ventes d'automobiles ont chuté de 30 %, celles de camions de 16 %. Sur l'année 1993 jugée « difficile », le groupe espère un redressement qui le conduira à une stabilisation par rapport à l'an passé. En 1992, le chiffre d'affaires a été de 66 milliards de marks (-1 % sur 1991).

Mercedes-Benz espère également que les résultats de 1993 avoisineront ceux de 1992 (849 millions de bénéfices nets en recul de 45 % sur 1991). Mais Werner Niefer qui parait en retrait et sera remplacé par l'actuel numéro deux, Helmut Werner, n'attend pas de véritable rebond avant 1994. Mercedes-Benz place beaucoup d'espérance dans le lancement en juin prochain du modèle classe-C (C pour compacte), en remplacement de l'actuelle 190. Cette voiture marque le début de la nouvelle stratégie de réduction des coûts du groupe.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PARTICIPATION

Chrysler ne décline plus que 4 % de Mitsubishi. - Chrysler a annoncé, vendredi 23 avril, avoir vendu ces deux dernières semaines à des investisseurs américains 15,5 millions d'actions de Mitsubishi Motors Co., ramenant ainsi sa participation dans le constructeur japonais à 4 % seulement. Cette vente a rapporté 100 millions de dollars (540 millions de francs), somme qui devrait apparaître, en une seule fois dans les résultats de Chrysler pour le deuxième trimestre de 1993, à l'indiquant un porte-parole du constructeur.

américain. A terme, Chrysler a l'intention de vendre le reste de ses parts pour se concentrer sur ses nouveaux produits. Chrysler avait acquis 15 % du capital de Mitsubishi en 1971, puis avait cédé un peu plus de 9 % en mars 1992.

RÉSULTATS

Olipar : perte consolidée de 1,049 milliard de francs en 1992. - Olipar, le groupe immobilier présidé par le promoteur Christian Pellerin, a enregistré une perte consolidée de 1,049 milliard en 1992, trois fois plus importante que celle de 1991

(350 millions). Cette perte prend en compte, d'une part, la quote-part du résultat de la société fondée Lactis, qui vient d'annoncer une perte consolidée de 750 millions de francs (contre un bénéfice consolidé de 209,8 millions en 1991) et, d'autre part, l'amortissement exceptionnel d'une partie de la survaleur constatée au moment de l'OPÉ d'Olipar sur le groupe Lactis.

Le semestre 1992 avait été de 761 millions. Les capitaux propres ne sont plus que de 167 millions. Olipar ne décline plus que 38,60 % de Lucie, contre 62 % avant le plan de sauvetage de la société, à l'automne 1992. O Bondelle : perte annuelle nette de 18 millions de francs. - Le groupe agro-alimentaire français Bondelle, leader européen des légumes en conserve et surgelés, a enregistré une perte nette de 18 millions de francs durant l'exercice 1992, contre un résultat net de 65 millions de francs en 1991, a annoncé mardi 20 avril Bondelle dans un communiqué. Le chiffre d'affaires du groupe a baissé de 5 % à 4,1 milliards de francs contre 4,3 milliards en 1991. Selon le groupe Bondelle, les résultats de 1992 intègrent des charges exceptionnelles, notamment les frais de fermeture de l'usine de Malines, en Belgique, intervenue à l'automne 1992. Le groupe Bondelle s'explique, selon le groupe, par la baisse de la vente de conserves de légumes en France, en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas ainsi qu'à une baisse des prix de vente.

O Cockerill-Sambre : perte nette (part du groupe) de 230 millions de francs en 1992. - Le groupe sidérurgique belge Cockerill-Sambre a annoncé récemment une perte nette (part du groupe) de 1,4 milliard de francs (230 millions de francs français) en 1992, contre un bénéfice de 3,6 milliards de francs belges (595 millions de francs français) l'année précédente. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 167,7 milliards de francs belges (2,7 milliards de francs) contre 174 milliards en 1991.

O Fichtel-Bauche : perte de 171 millions de francs en 1992. - Fichtel-Bauche, le pôle industriel de la Compagnie de navigation mixte, a enregistré en 1992 une perte nette part du groupe de 171 millions de francs (contre un bénéfice de 30 millions de francs en 1991) et a réduit ses effectifs de 350 personnes. Le chiffre d'affaires est en léger recul à 3,02 milliards de francs contre 3,1 milliards de francs en 1991. La contre-performance de la société s'explique principalement (pour 126 millions de francs) par les déboires de sa filiale espagnole dont les pertes importantes avaient été « volontairement dissimulées par ses dirigeants », selon Fichtel-Bauche. Ils ont été fixés et les comptes après, des mesures ayant été prises pour ramener la filiale à l'équilibre.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

O Segram cède sa filiale d'armement. - Le groupe canadien Segram (vin, spiritueux, jus de fruits) a annoncé, mardi 20 avril, avoir cédé sa filiale française Jansan Filis (armement) à la société financière néerlandaise FAA Investments, pour un montant non dévoilé. Le président de la branche vin et spiritueux, Edouard McDonnell, a précisé que « les ventes d'armement Jansan sont relativement faibles comparées à celles des autres grandes marques de notre portefeuille, et sont concentrées sur quelques marchés ». La société d'armement, basée à Condom (Gers), a réalisé un chiffre d'affaires de 48 millions de francs en 1992, et prévoit pour 1993 un chiffre d'affaires de 55 millions. Le cas de Jansan était un peu particulier, a souligné un porte-parole de Segram, car il s'agissait de la seule « petite marque » d'armement internationale du portefeuille de Segram. Le groupe canadien contrôle de nombreuses autres « petites marques », mais qui sont implantées sur des marchés locaux.

MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUESIndices pondérés de base 100 :
31 décembre 1992

	19-48	24-43
Valeur franc, à rev. variable	111,4	100,1
Valeur industrielle	107	100,7
Valeur étrangère	115,4	100,4
Indice CAC 40	108,3	100,3
Indice CAC 100	108,3	100,3
Indice CAC 200	108,3	100,3
Indice CAC 300	108,3	100,3
Indice CAC 400	108,3	100,3
Indice CAC 500	108,3	100,3
Indice CAC 600	108,3	100,3
Indice CAC 700	108,3	100,3
Indice CAC 800	108,3	100,3
Indice CAC 900	108,3	100,3
Indice CAC 1000	108,3	100,3

Base 100 en 1949

Valeur franc, à rev. variable

Valeur étrangère

Base 100 en 1972

Valeur franc, à rev. variable

Valeur étrangère

SOCIÉTÉ
DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

Produit de base	528,2	504
Construction	580,7	548,7
Industrie	528,8	524,5
Commerce	552,2	548,1
Services		
Industrie française		
Produit de base	421,3	416,6
Construction	534,5	530,1
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		
Construction		
Industrie		
Commerce		
Services		
Industrie française		
Produit de base		

BOURSE DE PARIS DU 26 AVRIL

Règlement mensuel

Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
5420 CAE 3K	5420	6410	5430		+ 0.18	Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	280 Ford Motor	273	281 10	280 20		+ 2.64
9107 B.A.P. T.P.	1035	1020	1035			1035	1020	1035				1035	1020	1035			48 85	50	51	50		+ 0.48	
1049 Orizon T.P.	920	920	908		- 2.37	1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
1080 Renault T.P.	1080	1080	1080			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
1080 Renault T.P.	1080	1080	1080			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
1110 Sain Gohat T.P.	1030	1120	1080		+ 0.26	1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
1080 Thomson T.P.	980					1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
675	675	675	675		+ 0.50	1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
775	745	745	745		+ 0.34	1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
605	645	645	651		+ 0.77	1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
2050	2050	2050	2050			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
645	645	645	645			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
645	645	645	645			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
1250	1250	1250	1250			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
1250	1250	1250	1250			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			48 85	50	51	50		+ 0.48	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039			13	14	15	14		+ 0.81	
165	165	165	165			1110	1110	1114		+ 0.91	84	1035	1035	1039									

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

LEURS	Emission Frais inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais inc.	Rachet net
Canada C	2283 81	217 63	France Bompis	289 36	288 82	Prud'homme Capitalisation...	1734 19	1706 56
Canada D	31063 73	31063 73	France Obligations	528 86	523 82	Prud'homme Opportunités...	1372 12	123 31
Canada E	3451 89	31063 73	France...	489 87	475 41	Prud'homme Participe	820 50	585 01
Canada F	896 41	7185 1	France Termes	115 87	113 24	Prud'homme Retraite	2647 50	241 06
Canada G	211586 00	711586 00	France Termes	1191 27	1166 57	Prud'homme Retraite	805 85	805 85
Canada H	7098 83	7098 83	France Termes	38 33	38 33	Prud'homme	1280 38	1229 84
Canada I	32065 15	32065 15	France Termes	47 13	46 43	Prud'homme	148 20	144 85
Canada J	1133 11	1133 11	France Termes	248 19	245 01	Prud'homme	5967 35	5861 40
Canada K	1319 04	1319 04	France Termes	693 24	689 50	Prud'homme	72054 28	72054 28
Canada L	1819 46	1819 46	France Termes	5477 52	5336 57	Prud'homme	10747 17	10738 43
Canada M	3309 64	3309 64	France Termes	19483 87	16401 86	Prud'homme	107 84	107 84
Canada N	97 12	97 12	France Termes	186 43	182 35	Prud'homme	32126 48	32126 48
Canada O	6715 36	6715 36	France Termes	1395	1364 37	Prud'homme	1026 37	1026 37
Canada P	153 89	153 89	France Termes	1359 60	1359 60	Prud'homme	124 52	123 08
Canada Q	387 39	387 39	France Termes	1029 60	1029 60	Prud'homme	3670 30	166 80
Canada R	137 39	137 39	France Termes	1812 58	1612 58	Prud'homme	1195 88	1166 50
Canada S	116 76	116 76	France Termes	101 82	101 82	Prud'homme	963 21	963 21
Canada T	122 82	119 35	France Termes	112686 89	105633 19	Prud'homme	10021 51	12170 86
Canada U	161 11	161 11	France Termes	15768 23	15459 05	Prud'homme	805 41	789 83
Canada V	129 71	129 71	France Termes	189 09	183 19	Prud'homme	851 18	790 41
Canada W	180 05	180 05	France Termes	2462 23	2462 23	Prud'homme	16386 71	1320 51
Canada X	132 44	126 68	France Termes	1167 19	1167 19	Prud'homme	183 75	183 75
Canada Y	1082 94	970 83	France Termes	3381 33	3371 68	Prud'homme	12980 23	12706 21
Canada Z	1092 94	1074 43	France Termes	113 82	109 12	Prud'homme	151 60	151 60
Canada AA	919 91	908 94	France Termes	2242 32	2220 66	Prud'homme	749 69	735 86
Canada AB	6842 54	6835 70	France Termes	22652 25	22652 25	Prud'homme	2019 80	2019 80
Canada AC	7159 19	7159 19	France Termes	583 42	583 42	Prud'homme	501 47	471 47
Canada AD	1470 33	1470 33	France Termes	732 66	712 31	Prud'homme	1320 81	1269 62
Canada AE	1500 45	1440 24	France Termes	176 94	173 73	Prud'homme	456 94	444 71
Canada AF	3532 65	3532 65	France Termes	1022 68	1022 68	Prud'homme	136 94	136 94
Canada AG	471 48	461 83	France Termes	74589 10	74569 10	Prud'homme	738 82	717 70
Canada AH	445 80	338 42	France Termes	35915 45	35915 45	Prud'homme	418 98	407 72

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix
Atome Cible	527	527	Comgraph	171
B.A.C.	23 70		Guinot	806
Bolton Ind	469	469	I.C.C.	745
Bolton Level	221		Imperial	21 50
C.A.C.I. (C.R.)	680	860	Imtech	1150
Carillon	315	315	Imtech, Houston	
Caswell	105	107	Imtech, Computer	128
C.E.S.E.P.	192	193	I.P.B.M.	95 50
C.F.P.	152	152	Mobis	157
CHUA	1120	1120	N.L.S. Schenkerberg	705
Crabtree	368	356	Polifig	655
Cresco	114		Polio-Ap-Sm S.A.	250
Daphne	255	255	Polio-Invest (S.A.)	100
Dawson	1285	1285	Saatchi	185
Dorland	125		Sopex	360
Edison Electric	125	125	TP1	405
Euro. Population	244	238 50	Thomson H. & J.	355
Fluorac	164		Unilog	175
G.F.F. (Impression)	35	35	Van der Grinten	248
	927	930	V. St. Imperial	770

101 00	58 84	14878 76
75910 07	75910 07	103869 00
210 30	204 67	311787 00

1237 71	1409 38	Nefti Epagor	1825 41
1237 72	1409 39	Nefti Epagor	1825 42
1237 73	1409 40	Nefti Epagor	1825 43
1237 74	1409 41	Nefti Epagor	1825 44
1237 75	1409 42	Nefti Epagor	1825 45
1237 76	1409 43	Nefti Epagor	1825 46
1237 77	1409 44	Nefti Epagor	1825 47
1237 78	1409 45	Nefti Epagor	1825 48
1237 79	1409 46	Nefti Epagor	1825 49
1237 80	1409 47	Nefti Epagor	1825 50
1237 81	1409 48	Nefti Epagor	1825 51
1237 82	1409 49	Nefti Epagor	1825 52
1237 83	1409 50	Nefti Epagor	1825 53
1237 84	1409 51	Nefti Epagor	1825 54
1237 85	1409 52	Nefti Epagor	1825 55
1237 86	1409 53	Nefti Epagor	1825 56
1237 87	1409 54	Nefti Epagor	1825 57
1237 88	1409 55	Nefti Epagor	1825 58
1237 89	1409 56	Nefti Epagor	1825 59
1237 90	1409 57	Nefti Epagor	1825 60
1237 91	1409 58	Nefti Epagor	1825 61
1237 92	1409 59	Nefti Epagor	1825 62
1237 93	1409 60	Nefti Epagor	1825 63
1237 94	1409 61	Nefti Epagor	1825 64
1237 95	1409 62	Nefti Epagor	1825 65
1237 96	1409 63	Nefti Epagor	1825 66
1237 97	1409 64	Nefti Epagor	1825 67
1237 98	1409 65	Nefti Epagor	1825 68
1237 99	1409 66	Nefti Epagor	1825 69
1237 100	1409 67	Nefti Epagor	1825 70
1237 101	1409 68	Nefti Epagor	1825 71
1237 102	1409 69	Nefti Epagor	1825 72
1237 103	1409 70	Nefti Epagor	1825 73
1237 104	1409 71	Nefti Epagor	1825 74
1237 105	1409 72	Nefti Epagor	1825 75
1237 106	1409 73	Nefti Epagor	1825 76
1237 107	1409 74	Nefti Epagor	1825 77
1237 108	1409 75	Nefti Epagor	1825 78
1237 109	1409 76	Nefti Epagor	1825 79
1237 110	1409 77	Nefti Epagor	1825 80
1237 111	1409 78	Nefti Epagor	1825 81
1237 112	1409 79	Nefti Epagor	1825 82
1237 113	1409 80	Nefti Epagor	1825 83
1237 114	1409 81	Nefti Epagor	1825 84
1237 115	1409 82	Nefti Epagor	1825 85
1237 116	1409 83	Nefti Epagor	1825 86
1237 117	1409 84	Nefti Epagor	1825 87
1237 118	1409 85	Nefti Epagor	1825 88
1237 119	1409 86	Nefti Epagor	1825 89
1237 120	1409 87	Nefti Epagor	1825 90
1237 121	1409 88	Nefti Epagor	1825 91
1237 122	1409 89	Nefti Epagor	1825 92
1237 123	1409 90	Nefti Epagor	1825 93
1237 124	1409 91	Nefti Epagor	1825 94
1237 125	1409 92	Nefti Epagor	1825 95
1237 126	1409 93	Nefti Epagor	1825 96
1237 127	1409 94	Nefti Epagor	1825 97
1237 128	1409 95	Nefti Epagor	1825 98
1237 129	1409 96	Nefti Epagor	1825 99
1237 130	1409 97	Nefti Epagor	1825 100
1237 131	1409 98	Nefti Epagor	1825 101
1237 132	1409 99	Nefti Epagor	1825 102
1237 133	1409 100	Nefti Epagor	1825 103
1237 134	1409 101	Nefti Epagor	1825 104
1237 135	1409 102	Nefti Epagor	1825 105
1237 136	1409 103	Nefti Epagor	1825 106
1237 137	1409 104	Nefti Epagor	1825 107
1237 138	1409 105	Nefti Epagor	1825 108
1237 139	1409 106	Nefti Epagor	1825 109
1237 140	1409 107	Nefti Epagor	1825 110
1237 141	1409 108	Nefti Epagor	1825 111
1237 142	1409 109	Nefti Epagor	1825 112
1237 143	1409 110	Nefti Epagor	1825 113
1237 144	1409 111	Nefti Epagor	1825 114
1237 145	1409 112	Nefti Epagor	1825 115
1237 146	1409 113	Nefti Epagor	1825 116
1237 147	1409 114	Nefti Epagor	1825 117
1237 148	1409 115	Nefti Epagor	1825 118
1237 149	1409 116	Nefti Epagor	1825 119
1237 150	1409 117	Nefti Epagor	1825 120
1237 151	1409 118	Nefti Epagor	1825 121
1237 152	1409 119	Nefti Epagor	1825 122
1237 153	1409 120	Nefti Epagor	1825 123
1237 154	1409 121	Nefti Epagor	1825 124
1237 155	1409 122	Nefti Epagor	1825 125
1237 156	1409 123	Nefti Epagor	1825 126
1237 157	1409 124	Nefti Epagor	1825 127
1237 158	1409 125	Nefti Epagor	1825 128
1237 159	1409 126	Nefti Epagor	1825 129
1237 160	1409 127	Nefti Epagor	1825 130
1237 161	1409 128	Nefti Epagor	1825 131
1237 162	1409 129	Nefti Epagor	1825 132
1237 163	1409 130	Nefti Epagor	1825 133
1237 164	1409 131	Nefti Epagor	1825 134
1237 165	1409 132	Nefti Epagor	1825 135
1237 166	1409 133	Nefti Epagor	1825 136
1237 167	1409 134	Nefti Epagor	1825 137
1237 168	1409 135	Nefti Epagor	1825 138
1237 169	1409 136	Nefti Epagor	1825 139
1237 170	1409 137	Nefti Epagor	1825 140
1237 171	1409 138	Nefti Epagor	1825 141
1237 172	1409 139	Nefti Epagor	1825 142
1237 173	1409 140	Nefti Epagor	1825 143
1237 174	1409 141	Nefti Epagor	1825 144
1237 175	1409 142	Nefti Epagor	1825 145
1237 176	1409 143	Nefti Epagor	1825 146
1237 177	1409 144	Nefti Epagor	1825 147
1237 178	1409 145	Nefti Epagor	1825 148
1237 179	1409 146	Nefti Epagor	1825 149
1237 180	1409 147	Nefti Epagor	1825 150
1237 181	1409 148	Nefti Epagor	1825 151
1237 182	1409 149	Nefti Epagor	1825 152
1237 183	1409 150	Nefti Epagor	1825 153
1237 184	1409 151	Nefti Epagor	1825 154
1237 185	1409 152	Nefti Epagor	1825 155
1237 186	1409 153	Nefti Epagor	1825 156
1237 187	1409 154	Nefti Epagor	1825 157
1237 188	1409 155	Nefti Epagor	1825 158
1237 189	1409 156	Nefti Epagor	1825 159
1237 190	1409 157	Nefti Epagor	1825 160
1237 191	1409 158	Nefti Epagor	1825 161
1237 192	1409 159	Nefti Epagor	1825 162
1237 193	1409 160	Nefti Epagor	1825 163
1237 194	1409 161	Nefti Epagor	1825 164
1237 195	1409 162	Nefti Epagor	1825 165
1237 196	1409 163	Nefti Epagor	1825 166
1237 197	1409 164	Nefti Epagor	1825 167
1237 198	1409 165	Nefti Epagor	1825 168
1237 199	1409 166	Nefti Epagor	1825 169
1237 200	1409 167	Nefti Epagor	1825 170

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 26/4	COURS ach.
Enns Unit (1 usd.)	5 392		
Enns	5 392		
Albergo (100 fcs)	357 800		32
Belgio	1 889		1
Belgio (100 fcs)	1 889		1
Pays-Bas (100 fcs)	300 420		29
Italie (1000 fcs)	3 528		8
Denmark (100 lms)	87 950		
Irlande (1 rep.)	8 236		
Gde-Bretagne (1 L)	8 412		
Albergo (100 fcs dms)	2 261		
Suisse (100 fcs)	373 060		35
Suisse (100 lms)	73 240		7
Norvège (100 L)	79 765		7
Autriche (100 fcs)	77 885		7
Espagne (100 pes)	4 562		
Portugal (100 esc)	3 630		
Canada (1 \$ can)	4 268		
	5 951		

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28.05.01
fin (dole en barre).....	59100	59500
fin (en lingot).....	59100	59900
poisson (20g).....	338	338
ce Fr (10 g).....	385	385
ce Suisse (20 fl.).....	340	340
ce Latine (20 g).....	340	338
ouvern.....	428	428
ce 20 dollars.....	2125	2111
ce 10 dollars.....	1150	1148
ce 5 dollars.....	580	580
ce 50 pesos.....	2205	2205
ce 10 florins.....	358	358

A BOURSE SUR MINUTE
36-15
TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

M. 163: 1a d. 11. E. 100 MATIE

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 204 646				Volume : 26 842			
COURS	Jan 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Jun 93
Dernier —	117,58	117,68	118,04	Dernier —	1 926	1 935,58	1 922
Précédent	118,20	118,16	117,80	Précédent	1 963	1 972	1 957,

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

COMMUNICATION

Une émission au service de la justice en Grande-Bretagne

La réussite de «Crimewatch», sur la BBC s'explique par le sens civique des Britanniques

Les représentants du Syndicat de la magistrature et de l'association «Les pieds dans le PAF» devaient être reçus, lundi après-midi 26 avril, au Conseil supérieur de l'audiovisuel, auquel ils demandaient la suppression de l'émission «Témoin n° 1» dont le deuxième épisode devait être diffusé le soir-même sur TF1. Selon eux, cette émission ennuie au bon fonctionnement de la procédure judiciaire, donne une image faussée et mensongère de la justice et participe au développement d'un climat sécuritaire dans le pays.

En Grande-Bretagne, en revanche, depuis 1984, «Crimewatch» est devenue l'une des émissions vedettes de la BBC. Fruit d'une collaboration entre la télévision, la police et le public, ses résultats sont incontestables. Cette réussite repose sur l'étonnant sens civique des Britanniques.

LONDRES

de notre correspondant,

Roulement de tambours et musique sur un film dramatique sur des images qui défilent rapidement. Des scènes de la vie quotidienne mais qui, pourtant, retiennent l'attention : une voiture qui roule trop vite dans une petite rue, deux hommes qui courent en portant un sac, un individu «bizarre» aperçu dans le quartier... puis une main pianote sur un téléphone. Tout est dit : vous et moi pouvons, sans le vouloir, être les témoins d'un crime. Nos souvenirs peuvent aider à retrouver les coupables. Cette présentation de «Crimewatch» achevée, on entre dans le studio. Sue Cook et Nick Ross, les présentateurs, sont là.

Ils commencent par dresser le bilan de l'émission précédente, et

remercient les téléspectateurs : «Grâce à vous... On enchaîne avec le premier des trois crimes qui seront présentés ce soir-là, qui sont choisis après une étude attentive de la presse nationale et régionale et en concertation avec les responsables de Scotland Yard.

Les cas sélectionnés doivent, d'autre part, pouvoir se prêter à des reconstitutions. Celles-ci coïncident avec des «Photocall», une partie du programme au cours de laquelle il est demandé aux témoins potentiels de se faire reconnaître : le portrait-robot des suspects apparaît, et chacun est invité à fournir le maximum d'informations. Puis, dans le cadre de «Incident desk», le commissaire David Hatcher et l'officier de police Jacqui Hames, relatent différents délits et crimes pour lesquels l'aide du public pourrait se révéler précieuse. Dans la dernière partie du programme, l'expert en antiquité Eric Knowles présente la «cave d'Aladin» : objets volés et contre-façons en tout genre.

11,5 millions de téléspectateurs en moyenne

Mais la partie la plus suivie de l'émission est toujours celle de la reconstitution des crimes. Voici le cas de cette jeune fille de quatorze ans, violée dans un jardin de Newcastle : sa mère apparaît en contre-jour, la voix voilée d'émotion, elle raconte... Les images appuient le témoignage : il fait sombre, la ville est déserte, on entend un «étranger», dit-il plus tard des témoins, s'approche, l'air «bizarre», la jeune fille entend un bruit, s'occulte, presse le pas, l'homme (un acteur), court, la respiration hâletante, on entend un «assister à la scène ? Coupez, retour dans le studio : Nick Ross et Sue Cook multiplient les questions, les indices, et le numéro d'appel téléphonique (081-811-811) s'inscrit en bas de l'écran.

Autre cas, celui d'un cambrioleur de banque : trois hommes, le visage dissimulé par passe-montagne, brandissent un fusil à pompe et des

armes blanches : «que personne ne bouge !» Les clients terrorisés, l'argent enfoui dans les sacs, les menaces et les cris, course sur le trottoir, voiture qui démarre sur les chapeaux de roue. Les passants suivent du regard cette scène peu ordinaire, relèvent des détails... On reste les yeux rivés à l'écran. Retour dans le studio : «Rappelez-vous, c'était le 3 avril, dans le quartier sud de Manchester, à St Peter's Square, vers 11 heures du matin. La voiture était une Ford bleue, l'un des assaillants portait un blouson rouge et des chaussures de jogging avec une bande bleue, un autre avait un accent gallois prononcé. Une récompense de 15 000 livres (environ 123 000 francs) est offerte à quiconque fournira des informations permettant d'arrêter les coupables.»

Ainsi, de 21 h 30 à 22 h 15, le jeudi soir, une fois par mois, sur BBC 1, 11,5 millions de Britanniques en moyenne suivent passionnément «Crimewatch». Lors de chaque émission, le standard reçoit plus de 1 500 appels téléphoniques, enregistrés par 22 officiers de police et 5 experts. Quelque 13 incidents sont soit installés dans différents commissariats de police, réparés dans la Grande-Bretagne, avec des numéros d'appel téléphonique régionaux. Puis, à 23 h 15, l'émission reprend pendant dix minutes : le standard reçoit les résultats de cette vaste enquête policière nationale. On peut préciser les circonstances du crime, orienter le public sur tel ou tel aspect du crime présenté un peu plus tôt dans la soirée : le standard reste ouvert jusqu'à minuit.

C'est le 13 juillet 1984 que «Crimewatch» a été présentée pour la première fois sur la BBC. L'idée de l'émission provient d'un programme similaire de la télévision allemande, «Achtung Zeichen XY» (Attention Signes XY) ou «Dossier XY» (Dossier XY). Depuis cette date, le succès ne s'est pas démenti. En Grande-Bretagne, les Britanniques font d'excellents policiers, même si, bien sûr, il faut faire le tri entre les témoignages et les

dénonciations malveillantes. Au 1^{er} janvier dernier, 85 émissions avaient été diffusées et 973 cas présentés. Sur ce total, 327 cas se sont soldés par des condamnations, dont 207 à la suite des informations fournies par les téléspectateurs. 327 arrestations ont, d'autre part, été opérées grâce à «Crimewatch» et 183 sans que l'émission ait eu une influence directe.

Un taux de réussite exceptionnel, donc. D'autant qu'il ne vient à l'idée de personne, en Grande-Bretagne, de considérer que le principe qui sous-tend «Crimewatch» pourrait s'appliquer sur une certaine étendue à la délation. Il s'agit, au contraire, d'une application de ce fameux «sens civique» que les Britanniques ont sans aucun doute plus développé que les «continentaux».

C'est au nom de celui-ci qu'un gentleman préférerait faire appel à la police pour dénoncer son voisin coupable d'avoir garé sa voiture à un endroit non autorisé et gênant plutôt que d'aller lui faire une remarque en sonnant à sa porte. Il le fera pour deux raisons : d'abord parce que la mission de la police est de faire respecter la loi et l'ordre. Ensuite, parce qu'en s'adressant à elle, on évite de détériorer des relations de voisinage. La collaboration des citoyens avec la police est une chose naturelle en Grande-Bretagne.

De même, l'installation de caméras de télévision dans les lieux publics se répand de plus en plus, à la suite des essais fructueux réalisés dans plusieurs villes. Le taux de criminalité a ainsi baissé de 75 % à Aldridge, une agglomération située à l'est de Glasgow, depuis qu'une dizaine de caméras vidéo ont été installées dans le centre-ville ; on serait tenté de croire que la prédiction de George Orwell s'est réalisée et que Big Brother surveille la ville et ses habitants. Erreur : «Crimewatch» le montre bien. Big Brother est en chacun de nous.

LAURENT ZECCHINI

Une mission d'information et un colloque au Sénat

Où l'on reparle de la télévision éducative

La mission d'information sur la télévision éducative (MITE) du Sénat organise, le 25 mai, un colloque sur l'accès au savoir par la télévision. Mise en place le 23 décembre 1992, la télévision éducative, dirigée par Pierre Laffitte, sénateur des Alpes-Maritimes, membre du groupe du Rassemblement démocratique et européen, a pour ambition de mener une réflexion globale avant de déposer, à la mi-juin, ses conclusions. «Ce travail de réflexion pourra aboutir à des propositions législatives, à préciser, jeudi 22 avril, M. Laffitte. Les sénateurs pourront déposer, s'ils le souhaitent, une proposition de loi spécifique ou des amendements à la loi de finances rectificative ou aux diverses mesures d'ordre social afin que les travaux de la mission ne restent pas dans le seul domaine de la réflexion.

Tel est l'objectif principal de ce dossier. «Serpent de mer» de la communication de la télévision éducative a déjà donné lieu à un nombre important d'études et de rapports. A chaque fois pourtant, les intervenants reprochaient le problème à la base. Ils visionnent à nouveau les programmes existants, se redonnent en Grande-Bretagne pour rencontrer les responsables de l'Open University, puis à Boston pour visiter les locaux de MIT. Tout fonctionne comme s'il existait pas de mémoire collective de ce dossier.

Coopération avec le secteur public

La mission d'information du Sénat n'échappe pas à ce travers. Les membres de la MITE ne souhaitent pas se limiter à l'étude des moyens de combler la partie diurne du réseau utilisé par ARTE. «Un projet de télévision éducative ne peut se limiter à une logique de réseau», considère René Trégouët, élu RPR du Rhône, rapporteur de la mission. Les sénateurs vont tout d'abord chercher à déterminer quels sont les besoins en matière de télévision éducative. Doit-on se limiter à la diffusion de programmes scolaires, ou au contraire élargir le champ d'action à la for-

mation professionnelle, à l'information sur les métiers et l'emploi, à l'acquisition de diplômes universitaires ou encore utiliser ce média comme un instrument d'intégration, fillet de repêchage pour les exclus ? Le colloque devrait permettre de hiérarchiser les priorités, d'étudier les modes de financement et d'analyser l'offre de programmes aujourd'hui disponible.

A ce sujet, Hervé Bourges a été entendu, mercredi 21 avril, par les membres de la mission. Le président de France Télévision a annoncé qu'il envisageait une coopération accrue avec le Centre national de documentation pédagogique (CNDP). Des modules de télévision éducative pourraient être diffusés, deux heures par jour les lundi, mardi, jeudi et vendredi, sur France 3. Cette proposition, financée, selon M. Bourges, par un redéploiement des crédits existants et des stocks disponibles, devrait être mise en œuvre dès le mois de juillet pour permettre à la chaîne d'assurer la diffusion à la rentrée scolaire, en septembre. M. Bourges a également envisagé une diffusion de ce type de programmes par le câble, sans préciser davantage sa proposition.

MICHÈLE AULAGNON

Deux joueurs approchent le record de gain au Loto. Deux parieurs, un Lyonnais et un Breton, se sont partagés, samedi 24 avril, la «super-cagnotte» du Loto national, soit une somme de 54 845 655 francs chacun. Le premier gagnant a coché les six bons numéros (4, 14, 29, 36, 38, 41) sur un bulletin à 112 francs validé à Lyon. Le second, à Laquidie (Morbihan), avait préféré le système «flash», mis en place en septembre 1992, pour valider son bulletin. C'est donc la «vélocité» du détaillant qui a choisi les numéros, pour une mise de 40 francs. Les deux joueurs disposent de soixante jours pour se faire connaître.

Le rapport annuel de Reporters sans frontières

Soixante et un journalistes tués en 1992

Adolfo Luiza Urquiza était journaliste au Pérou, correspondant de la République et de Radio Tropical à Jaén (province de San Martín). Le 27 août 1992, on a retrouvé son cadavre torturé au couteau. Quelques jours avant sa mort, il avait dénoncé la collusion d'un gros trafiquant de drogue avec les autorités, s'habitant pas à affirmer : «L'armée ne veut pas combattre le terrorisme parce qu'elle vit du trafic de drogue.»

L'association Reporters sans frontières (RSF) a choisi de lui dédier son rapport annuel 1993, qui vient d'être publié, ainsi qu'à dix autres journalistes assassinés en 1992 dans l'exercice de leur profession ou en raison de leurs écrits. Ainsi, depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie, vingt-sept représentants de la presse sont tombés sous les balles des combattants, dont douze l'an dernier ; en Turquie, douze journalistes, proches de la cause kurde, ont été tués, sans que leurs assassins aient été inquiétés, cinq au Pérou, trois aux Philippines, trois au Tchad.

Se présente aussi comme «l'Annuaire international de la presse» (Le Monde du 17 avril), RSF passe

au crible, dans ce rapport annuel, cent cinquante-deux pays où des violations de la liberté de la presse ont été enregistrées en 1992. Elle dénombre cent vingt-trois journalistes encore détenus au 1^{er} janvier 1993. La palme revient à la Chine, où une trentaine de journalistes sont incarcérés depuis «le printemps de Pékin» de 1989. De nombreux autres journalistes sont emprisonnés en Turquie, en Syrie, en Irak et en Israël, où des journalistes palestiniens sont toujours placés en détention administrative.

En 1992, RSF est intervenue deux cent vingt et une fois dans soixante-seize pays, dont cent soixante et une fois en faveur de journalistes arrêtés, coadonnés, expulsés ou victimes de pressions, et elle a protesté à soixante reprises contre la censure ou l'interdiction de publications.

► Rapport 1993. La liberté de la presse dans le monde. RSF Editions, 85 F. 177, rue l'Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier, tél. : 87-79-81-82 ; et 13, rue du Mail, 75002 Paris, tél. : 49-28-01-88.

CARNET DU Monde

Mariages

M. et M^{me} Bernard BASSE, M. et M^{me} Gilles de CAMBRONNE.

M^{me} André RENAZEC.

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Florence et Régis,

célébrés dans l'intimité à Neuilly-sur-Seine, le 17 avril 1993.

Décès

M. et M^{me} Philippe Descola et leurs enfants,

M^{me} Anne Henry et ses enfants,

M^{me} René Pautier, ses enfants et petits-enfants, et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Jean DESCOLA,

née Charlotte Grisel,

survenue le 15 avril 1993 en son domicile à Paris, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Prirez pour elle !

La cérémonie religieuse n'a été célébrée le mardi 20 avril, en l'église de Saint-Archie, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

L'obsèque sera célébrée en sa mémoire le mercredi 12 mai, à 18 heures, en la chapelle des Carmes, 70, rue de Valenciennes, Paris-6.

8, rue des Réserveurs, 78110 Le Vésinet, 12, rue Duguesne-Trouin, 75006 Paris.

— Alain et Pierre Al Tadmach, Nathalie et Pascale, ses belles-filles, Thibaut et Nina, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Elizabeth

DUTHEIL de la ROCHERE,

le 23 avril 1993.

12, avenue de la République, 94800 Villejuif.

Raphaël FOUQUET,

élève

à l'Institut d'études politiques de Paris, a perdu la vie le 16 avril 1993, dans sa vingt et troisième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a eu lieu dans l'intimité le 23 avril.

De la part de Etienne Fouquet, son père, Anne-Marie Chapal, sa mère, Lucinda et Cyprien Fouquet, Alexandre Milot, sa sœur, ses frères, Claire Chapal, sa grand-mère, Jean-Pierre Milot, son beau-père, Toute sa famille, Et ses amis.

19, rue Cels, 75014 Paris, 38, rue Cabanis, 75014 Paris.

— M^{me} Henri Grégoire a la douleur de faire part du décès de son fils

Bernard Henri GRÉGOIRE, survenu à Paris, le 18 avril 1993.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, selon ses dernières volontés, dans l'intimité familiale, à Beaurepaire (Isère).

Concerts Opera Management, 82, boulevard Saint-Marc, 75005 Paris.

— M^{me} Suzanne Hommel, son épouse, Anne, Ursula et Yohannes, ses enfants, Christophe Borget et Dominique Renard, ses gendres, Julia et Sarah Renard, ses petits-enfants, annoncent que

Fred, Auguste et Hommel, sont arrivés dans l'ordre au grand prix de Montparnasse, le vendredi 23 avril 1993, à 9 heures 37 minutes et 42 secondes.

Il n'a pas touché les gains, c'était la dernière course.

L'inhumation aura lieu le mercredi 28 avril, à 16 h 30, au cimetière du Montparnasse.

— M^{me} Margareth Lynch-Nakache, Catherine et Michael Kenneth, Patricia et Patrick Nakache-Gordon, Les familles Nakache, Guedi, Lang, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Fernand Robert NAKACHE, ingénieur ENSA,

survenu brutalement le 15 avril 1993, jour de ses soixante et un ans.

180 Beacon Street, Boston.

— Les familles Blondet, Boniface, Chardon, Decoux et Lheru, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Lucie MASBRENIER, née le 20 décembre 1909, conseiller des affaires étrangères, chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le 19 avril 1993, à Domme (Dordogne), dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité dans le caveau de sa famille, à Melun-Sud, le 22 avril.

Une messe sera célébrée à son intention en l'église de la Sainte-Trinité, Paris-9^e, le jeudi 29 avril, à 9 h 30.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

— M^{me} Michèle Paille, son épouse, M. et M^{me} René Paille, M. et M^{me} François Paille, M. et M^{me} Antoine Paille, M. et M^{me} Jean-Christophe Paille, Pierre et Zoé-Véronique Vecchia-Paille, M. et M^{me} Nicolas Paille, ses enfants, Tous ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean PAILLE, chevalier de l'Ordre national du Mérite, rappelé à Dieu dans sa soixante-dixième année, le samedi 24 avril 1993.

Il a fondé une entreprise et une famille avec le même sens de la bonté, de la qualité et de la perfection.

Tétrapégique depuis 1968, il a dirigé et mené l'ensemble de son lit, faisant preuve d'un courage qu'ont admiré tous ceux qui l'ont connu.

Nous n'oublions pas sa générosité, son ouverture au monde, c'est un message d'espoir et de confiance qu'il nous laisse.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Vaux (Sarthe), le mardi 27 avril, à 17 heures.

Nous invitons tous ses amis à l'accompagner par la pensée ou par la présence à sa dernière demeure.

Madeleine STURLER, née Dujeste, directrice honoraire d'école maternelle, nous a quittés le 4 mars 1993.

Ses cendres ont été déposées dans le caveau familial, à May-sur-Orne (Calvados), le 16 avril.

Conférences

— Conférence et débat avec déjeuné sur place, journée du 29 avril 1993, sur bateau (port de Suffren, Paris-15^e). Thèmes : «L'ex-Union soviétique après la fin de la guerre froide. Les Européens de l'Europe du Douze et le traité de Maastricht. Quel avenir pour l'AFrique (aide humanitaire ou au développement) ?»

Renseignements et inscriptions : 47-23-47-47 (heures de bureau).

Communications diverses

— Mairie du XI^e arrondissement de Paris. Conseil représentatif des institutions juives de France. Exposition : «Juifs du Yémen, deux mille ans d'histoire», du 22 avril au 6 mai 1993, mairie du XI^e arrondissement, place Léon-Blum.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

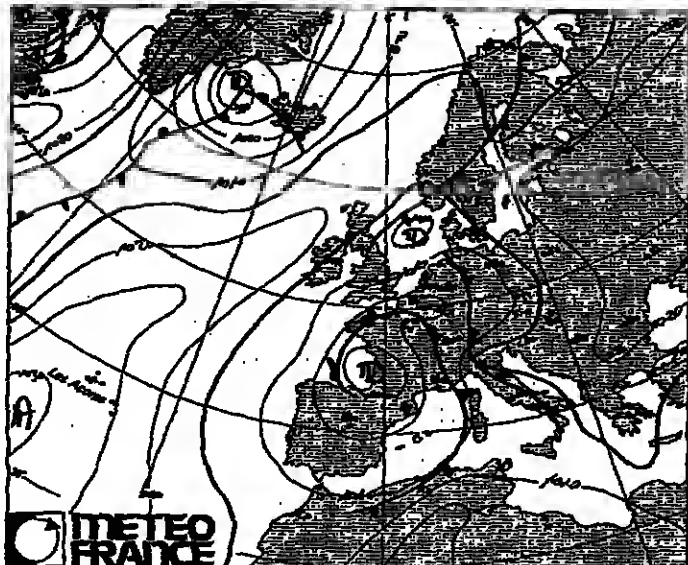
Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

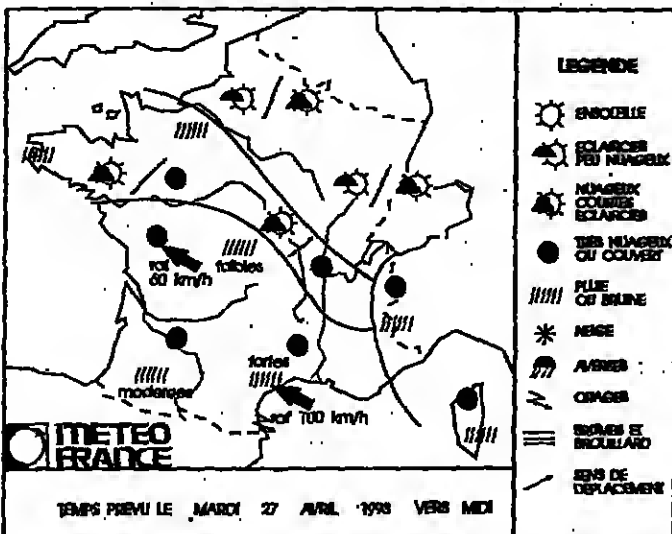
Table ronde à 20 h 30, présidée par Roger Ponto, animée par Yves Desai (Tribune juive) et Shlomo Malka (RCJ). Entrée libre.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 27 AVRIL 1993



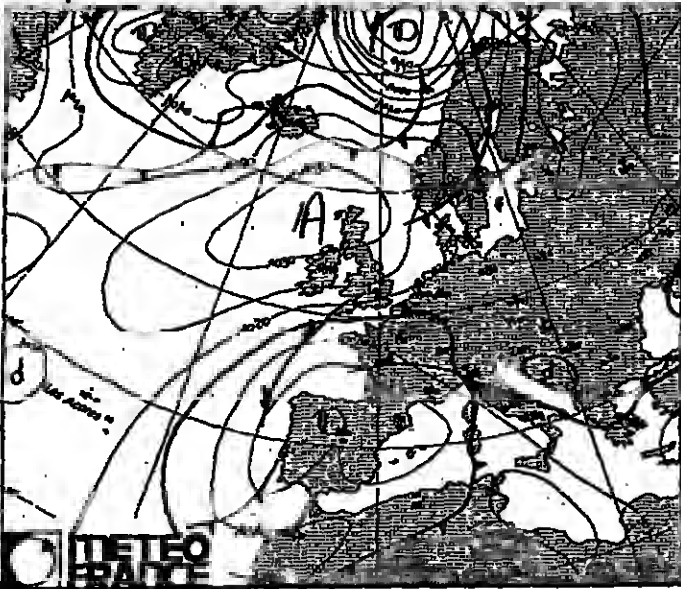
Mardi : pluies souvent fortes dans le Sud. Nuages ailleurs. C'est au nord de la Loire que le temps sera le plus clément : si l'on excepte quelques pluies sur la Bretagne, la Basse-Normandie et les Pays de Loire, le temps sera généralement sec, mais nuageux avec quelques éclaircies ; ces éclaircies seront toutefois assez brèves au nord et à l'est de la Seine.

Au sud de la Loire, le temps sera par contre très nuageux, avec un ciel souvent accompagné de pluie. Ces pluies seront fortes et parfois orageuses sur tout le Languedoc-Roussillon et les Bouches-du-Rhône ; elles seront plus modérées sur les autres régions.

Les températures seront proches des normales saisonnières : les minimales seront généralement comprises entre 8 et 10 degrés, mais jusqu'à 13 degrés sur le littoral méditerranéen ; quant aux maximales, elles seront comprises entre 19 et 23 degrés sur la moitié nord (sauf sur les côtes, où elles ne dépasseront guère 18 degrés) et entre 15 et 19 degrés sur le sud.

Le vent d'est soufflera fort sur les régions méditerranéennes, jusqu'à 100 km/h en pointe sur le littoral ; en Manche, le vent de nord-est soufflera assez fort, avec des rafales jusqu'à 80 km/h ; ailleurs, le vent de secteur est sera plus modéré.

PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
le 26-4-1993 à 18 heures TUC et le 26-4-1993 à 0 heure TUC					le 26-4-93				
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	21	12	P	N	ALGER	22	11	C	
BARCELONE	18	8	P	N	BARCELONE	17	8	D	
BELGRADE	15	5	P	N	BELGRADE	16	6	D	
BOMBAY	28	18	P	N	BOMBAY	28	18	P	
BUDAPESTE	18	8	P	N	BUDAPESTE	18	8	P	
CADIX	18	8	P	N	CADIX	18	8	P	
CANNES	18	8	P	N	CANNES	18	8	P	
CHERBOURG	15	5	P	N	CHERBOURG	15	5	P	
CLERMONT-FR.	16	6	P	N	CLERMONT-FR.	16	6	P	
COCHIN	28	18	P	N	COCHIN	28	18	P	
DUBLIN	12	2	P	N	DUBLIN	12	2	P	
GENÈVE	15	5	P	N	GENÈVE	15	5	P	
HAÏPHONG	28	18	P	N	HAÏPHONG	28	18	P	
LYON	18	8	P	N	LYON	18	8	P	
MADRID	22	12	P	N	MADRID	22	12	P	
MANGROVE	18	8	P	N	MANGROVE	18	8	P	
MONTPELLIER	18	8	P	N	MONTPELLIER	18	8	P	
NANTES	18	8	P	N	NANTES	18	8	P	
NICOTIA	18	8	P	N	NICOTIA	18	8	P	
PARIS	18	8	P	N	PARIS	18	8	P	
PORTO	18	8	P	N	PORTO	18	8	P	
RENNES	18	8	P	N	RENNES	18	8	P	
ST-ETIENNE	18	8	P	N	ST-ETIENNE	18	8	P	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Stars comme tout le monde

C'est moi, l'abbé Pierre (premier) a battu le commandant Cousteau (24), lequel devance Anne Sinclair. Dans les profondeurs du classement, le général Morillon (31) fait une apparition remarquée, coiffant de justesse mais significativement Édouard Belloc (32). Depuis quelques années, le *Journal du Cinéma* nous offre régulièrement la liste des personnalités « qui comptent le plus » pour les Français, ou que ces derniers « aiment le mieux ». La seule existence de cette compétition, dans laquelle le chef de l'État (41), en hausse voisine avec Isabelle Adjani (42), en baisse) témoigne de l'attachement

des cloisonnements et des hiérarchies sociales, auquel a puissamment contribué la télévision. Pourquoi ne pas mélanger François de Closets et Bernard Kouchner, puisqu'ils participent aux mêmes émissions et, on l'imagine, combattent pour les mêmes causes ? Pourquoi ne pas faire courir Simone Vail dans la même catégorie que Gérard d'Aboville, puisque le ministre de la Santé, interrogé par Anne Sinclair, se fera un plaisir de décrire, à la demande, quelques aimables banalités sur la voile en général - « Je les admire beaucoup, moi je ne pourrais pas », etc. - et le trophée Jules-Verne en particulier ?

De fait, « les trois qu'on voit à la télé », pour simplifier, semblent aujourd'hui largement perçues comme une catégorie plus homogène que disparate, une « classe politico-médico-artistico-humanitaire-sportive ». L'apparition d'Anne Sinclair, la semaine dernière, à « Télé-vision », la nouvelle émission auto-promotionnelle de TF 1, en offrait encore un surprenant exemple.

Voici quelques années, seuls les responsables politiques se sentaient obligés d'incarner la mythologie de « l'homme qui vit comme tout le monde », et de se faire photographier descendant la poubelle (Valéry Giscard d'Estaing) ou allant acheter les croissants familiaux le dimanche matin (Laurent Fabius). Que les journalistes, même de la télévision, vivent « comme tout le monde » a été tellement de soi que nul ne songeait à aborder la question. On put pourtant constater à « Télé-vision » que ce besoin d'autojustification semblait désormais s'étendre. « Anne est une femme comme tout le monde, tout à fait savoir une de ses collaboratrices. Quand elle arrive le matin, elle nous parle de ses problèmes d'enfants et de supermarché. » Et l'intéressée confirme l'information avec insistance : « Je suis une femme comme tout le monde. » Rude métier, décidément, que celui de star !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans le Monde radio-télévision ; D Film à diffuser ; U On peut voir ; W Ne pas manquer ; W W Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 26 avril

TF 1
20.45 Magazine : Témoin n° 1. Présenté par Jacques Pradel.
22.40 Magazine : Ex libris. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Invités : Shaila (Chemin de l'humanité) ; Agnès, Patrick et Stéphane Gaudin (Le Parc du sang) ; Jacques Ruffié (Naissance de la médecine prédictive) ; Anita Conti (Récits d'occultes) ; Coup de cœur de Patrick Poivre d'Arvor : Chayenne, de Didier Van Cauwelaert.
23.50 Magazine : Spécial sport. F1 magazine : spécial Grand Prix de Saint-Martin ; Football : résumé des poules finales de Coupe d'Europe des clubs champions.
1.00 Journal et Météo.
1.10 Magazine : 7 sur 7 (rediff.).

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : Les Diapirites de Saint-Agil. De Jean-Louis Benoît, d'après le roman de Pierre Véry.
22.20 Magazine : Savoir plus. Présenté par François de Closets. Au bon-heur des lettres : les Français et les artistes domestiques. Invités : Jean-Pierre Digard, ethnologue ; Jean-Luc Villenave, secrétaire général de l'Association française d'ingénierie et de recherche sur l'environnement ; Michel Klein et Dominique Grandjean, vétérinaires.
23.45 Journal et Météo.
0.05 Magazine : La Carde de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 Cinéma : Le Gitan. Film français de Philippe de Broca (1985).

22.20 Journal et Météo.
22.50 Magazine : A la une sur la 3. Présenté par Christine Ockrent.
23.20 Documentaire : Avec Matinée à Tanger. De Mourien Smith. Avec la participation de Daniel Mesgich (voix de Matinée).
0.10 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
0.55 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Gardono.
20.35 Téléfilm : Polly West est de retour. De Jean Chapot.
22.05 Flash d'informations.
22.15 Le Journal du cinéma.
22.20 Cinéma : Ecrans de sable. Film franco-italo-tunisien de Randa Chehel Sebba (1990).
23.40 Cinéma : The Horror Show, House 3. Film américain de James Isaac (1988).

ARTE

20.40 Cinéma : La Bande des quatre. Film français de Jacques Rivette (1990).
23.19 Magazine : Rich like die. De Patrick Jevy, Jean-Marc Feld.
23.20 Téléfilm : Maniaque. De Jean-Christophe Averty.
0.25 Cinéma d'animation : Shark. La Rue ; La Peste.

M 6

20.45 Cinéma : Pacte avec un tueur. Film américain de John Flynn (1987).

Mardi 27 avril

TF 1
14.30 Série : La loi est la loi.
15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.20 Jeu : Une famille en or.
16.50 Club Dorothy vacances.
17.50 Série : Le fil et les Abeilles.
18.20 Série : Hémine et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !
19.50 Divertissement : Le Bébé Show (et à 1.00).
20.00 Journal. Tiercé et Météo.
20.45 Cinéma : Allô Maman, toi bébé. Film américain d'Amy Heckerling (1989).
22.30 Magazine : Durant la nuit. Présenté par Guillaume Durand, en direct.
0.30 Magazine : Le Club de l'enjeu. Invités : Lionel Chouchan ; Thierry de l'Épave, curé de Saint-Louis-d'Antin, créateur de l'Opéra de la Chapelle ; André Balazs, André Balazs & Associés ; Charles Riley, PDG du groupe Charles Riley ; Patrick Lemaire (les Dépendances du sang) ; Hubert Dumont ; Antoine C. de Verdère, éditeur ESP.
1.05 Journal et Météo.

FRANCE 2

13.50 Série : Tartar.
15.15 Tiercé, en direct de Longchamp.
15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevran.
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Magazine : Giga.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : La Fracture du myocarde. Film français de Jacques Fansten (1990).
22.35 Magazine : Bas les masques. Mon couple s'est brié, Reportages : Stone et Chardien : Divorce à la polonoise.
23.55 Journal et Météo.
0.10 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

14.30 Feuilletton : Dona Beija.
15.00 Feuilletton : Dynastie.
15.50 Série : La croisière s'annule.
18.40 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invité : Isabelle Aubrey.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Un jour de plus, de René Bonnell.
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le Journal de la région.
20.05 Jeu : Hugoball (et à 20.40).

20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Série : L'Ami Maupassant.
21.45 Documentaire : Planète chaude. Zaire, le cycle du serpent.
22.45 Journal et Météo.
23.10 Téléfilm : Meurtre en douce. De Sylvia Hoffman.
0.45 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

14.55 Magazine : 24 heures. (rediff.).
16.00 Cinéma : Miami Blues. Film américain de George Armitage (1989).
17.35 Documentaire : Orni et le vent d'abondance. De Thomas Schulte-Westrum.
18.00 Canaille peluche.
18.30 Ce cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Le Bal des casse-pieds. Film français d'Yves Robert (1991).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : La Nurse. Film américain de William Friedkin (1989).
23.45 My Own Private Idaho. Film américain de Gus Van Sant (1991) (v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Magazine : Macadam. Everybody Dance Now, de Margaret Selby (rediff.).
17.55 Documentaire : Cinéma, de notre temps. David Lynch, de Guy Genard (rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre. Enes-Ulrich von Weizsäcker/Klaus von Dohnanyi.
19.30 Documentaire : La Mélodie de Sarajevo. De Heinrich Henckes et Thomas Heutner. L'histoire du conflit serbo-croate depuis le début de la première guerre mondiale.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : La Grand-Route. Le Best Generation, quarante ans après.
20.41 Parcours de Jack Kerouac. D'Eric Samer (v.o.).
21.20 Cinéma : Alice's Restaurant. Film américain d'Arthur Penn (1969) (v.o.).
23.05 Parcours d'Arlo Guthrie. De Caleb Mose (v.o.).

22.30 Cinéma : Ces garçons qui venaient du Brésil. Film américain de Franklin J. Schaffner (1978).
0.35 Informations : Six minutes première heure.
0.45 Magazine : Culture pub.
1.10 Magazine : Jazz 6.

FRANCE-CULTURE

20.30 La Grand Débat. Quel avenir pour la vieillesse (21) Avec Geneviève Laroque, Paul Pellat, Ronée Sebag-Lanot, Jacques Bichot, Jean-Yves Chamard, Jean-Claude Boulard.
21.30 Dramatique. La Prave et le Témoin (3). De M. Maurice Garçon, d'après le procès Khrushchev.
22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité de la photo.
0.05 Du jour au lendemain. L'actualité de la photo (suite).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 1^{er} septembre 1992 lors du Festival d'Urbin) : Œuvres de Guerrero, Gabriel, Vivaldi, Ennio, Ortiz, Garçiminoz, Penelope, Morales, Enrique, Morato, Cebrian, Castro, Aranea et anonymes, par l'ensemble Hesperion XX, dir. Jordi Savall.
23.09 Aïnel la nuit. Par Denise Bahous. Chœur à cordes en mi bémol majeur K 428, de Mozart ; Ronde pour piano à quatre mains en la majeur D 951, de Schubert ; Sextuor à cordes en sol majeur op. 36, de Brahms.
0.33 L'Heure bleue.

23.25 Parcours de William Burroughs. D'Eric Samer (v.o.).
23.50 Parcours de Lawrence Ferlinghetti. D'Eric Samer (v.o.).
0.00 Parcours de John Giorno. D'Eric Samer (v.o.).
0.10 Parcours d'Allen Ginsberg. D'Alain Jeubert et Jean-Jacques Lebel (v.o.).

M 6

14.15 Magazine : Destination musique. Jean-Michel Jarre.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : La Joker.
19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Le Mardi, c'est permis.
20.45 Téléfilm : La Force de vaincre. De Jack Gold.
22.25 Série : Mission impossible. Chérie.
23.25 Documentaire : Le Glorieux et la Balance. Gendarmes et voleurs.
0.20 Informations : Six minutes première heure.
0.30 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. La voix.
21.30 Pour la poésie. Voix de poètes.
22.40 Les Nuits magnétiques. La trilogie amoureuse. 1. Le Barbier de Séville.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 2 mai 1992 à Lugano) : Symphonie n° 1 en ut, de Haydn ; Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur op. 129, de Schumann ; La Fête de l'année, suite op. 17, de Roussel ; Symphonie n° 1 en ré mineur op. 25, de Prokofiev, par l'Orchestre de la Suisse italienne, dir. : Serge Baudo.
22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goren. Le Chœur de Berne-Bleue, de Berol.
23.09 Aïnel la nuit. Chœur à cordes en sol majeur K 387, de Mozart ; Der Zwig D 771, Sinfonia D 720, Erlkönig D 328, de Schubert ; Sonate pour piano et violon en la mineur, de Liszt.
0.33 L'Heure bleue.

Sur fond de critiques à l'encontre de son train de vie

La BERD veut convaincre ses actionnaires d'accepter qu'elle prenne à l'Est des risques plus importants

Les gouverneurs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) se retrouvaient à Londres lundi 26 et mardi 27 avril à l'occasion de la deuxième assemblée générale annuelle de l'institution chargée d'épauler l'Europe de l'Est dans sa transition vers l'économie de marché. La réunion se tient sur fond d'attaques formulées à l'égard des coûts de fonctionnement élevés de l'institution. Jacques Attali, son président, doit aussi convaincre ses actionnaires d'accepter que la banque prenne à l'Est des risques plus importants.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Les années passent et se ressemblent. Il y a un an, lors de la première assemblée de la BERD à Budapest, une bombe explosait dans la City londonienne, endommageant le siège de l'organisme. Cette année, l'Assemblée générale se déroule à Londres et c'est à quelques centaines de mètres seulement du siège de la BERD qu'a eu lieu, samedi 23 avril, l'explosion commanditée par l'IRA (lire page 4). Cette année encore, la BERD et son président, Jacques Attali, sont sous le feu de violentes critiques anglo-saxonnes. Et l'Europe de l'Est se débat toujours dans sa transition vers l'économie de marché.

Heureusement pour M. Attali, toutes les nouvelles ne sont pas aussi déplorables que les accusations lan-

cées à propos de son train de vie luxueux (le Monde du 16 avril). Pris de trois mille personnes - du ministre du tourisme de l'Albanie aux hommes d'affaires japonais - ont fait le voyage de Londres pour juger les initiatives en cours. Et les premières indications sur le référendum organisé dimanche 25 avril en Russie permettant d'espérer la poursuite de la réforme de l'économie russe. La BERD aura donc du pain sur la planche.

Mais la banque est toujours confrontée à un problème fondamental qu'elle ne peut espérer résoudre rapidement qu'en dénonçant ou contournant les statuts rédigés il y a trois ans. Censée favoriser le développement de nouvelles économies de marché, la BERD doit en effet consacrer 60 % de ses opérations - dans chacun des pays bénéficiaires de crédits - au développement du secteur privé tout en respectant des principes de gestion bancaire prudente.

Favoriser le secteur privé

Or la situation des économies d'Europe centrale et orientale est loin d'être saine. Et le secteur privé est parfois inexistant. Depuis sa création, la BERD, surveillée par ses actionnaires, a donc dû agir à pas comptés. Ron Freeman, vice-président chargé des activités de banque d'affaires de la BERD, rappelle pourtant l'importance cruciale des infrastructures. « Comment faire fonctionner des banques sans téléphone, faire venir des touristes sans aéroports, développer des usines sans routes? », s'interroge-t-il. La nécessité de respecter à tout moment et dans

chaque pays, du Kirghistan à l'ex-Tchécoslovaquie, de la Russie à la Bulgarie, la règle des 60 % en faveur du secteur privé paraît impossible à tenir.

Autre sujet de débat : dans quelle mesure la banque peut-elle prendre des risques élevés ou accorder des prêts à des conditions spéciales? L'an passé, M. Attali avait proposé la mise en œuvre de prêts à taux préférentiels afin d'aider les entreprises à surmonter leurs premières années de vie dans un nouveau système économique. Les actionnaires avaient immédiatement rejeté la proposition. Cette année l'équipe de M. Attali explique que, ce cette période où l'Europe centrale et orientale manque cruellement de capitaux, il faut aider en priorité les firmes naissantes, ou celles dont les crédits budgétaires ont été coupés du jour au lendemain.

Si la Banque européenne doit se lancer dans une aide directe aux entreprises à grande échelle - donc à grands frais et moyennant des risques importants - le soutien des gouverneurs de l'organisme lui est absolument nécessaire. Or, en 1992, à peine M. Attali avait-il évoqué l'idée de prêts préférentiels qu'il se heurtait à une levée de boucliers.

Cette question illustre parfaitement les dilemmes de la BERD, un organisme qui a reçu beaucoup d'argent de la part de ses cinquante-sept membres mais qui n'arrive pas à accélérer le lancement de ses opérations. « Ni nous, ni les institutions n'avons réussi à toucher véritablement le tissu des entreprises », déclare Thierry Baudouin, directeur du département des infrastructures, de l'énergie et de l'environnement, ajoutant que, dans son secteur, seuls

deux projets - une ligne de crédit pour le secteur agroalimentaire en Roumanie et un programme de financement de logements en Pologne - atteindront des PME locales.

La BERD possède pourtant aujourd'hui un portefeuille d'actifs qui s'élève à 2,7 milliards d'euros. La situation est particulièrement frustrante pour les cinq cents employés de la banque et explique largement la controverse au sujet des locaux luxueux. « Dans la banque d'investissement, explique un banquier français en regardant les fameux panneaux de marbre du hall de la BERD, un tel décor traduit la réussite d'un établissement. Ici, ils n'ont même pas le succès, ils se permettent ce luxe dès le départ. »

FRANÇOISE LAZARE

Le bureau parisien de la BERD pris en charge par le Quai d'Orsay. Le foyer du bureau loué boulevard de la Madeleine à Paris par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et principalement utilisé par Jacques Attali a été payé jusqu'en mai 1992 par le ministère français de l'économie et des finances, puis par celui des affaires étrangères, à l'indigence samedi 24 avril, un porte-parole de la BERD. En revanche, la BERD n'a fait « aucun commentaire » sur l'information du Financial Times selon laquelle les architectes français chargés des travaux d'aménagement du siège de la BERD ont été choisis sans appel d'offres public.

En mettant en place un « directoire » à la mairie de Bordeaux

Jacques Chaban-Delmas veut empêcher toute compétition ouverte pour sa succession

BORDEAUX

de notre correspondant

L'annonce par Jacques Chaban-Delmas, le 23 avril, de la mise en place d'un directoire composé de trois personnes - Jacques Valade, président du conseil régional, Simone Noailles, premier adjoint au maire, et Hugues Martio, deuxième adjoint - pour gérer Bordeaux jusqu'à ce qu'il retrouve ses « capacités physiques » (le Monde daté 25-26 avril) s'officialise un système qui fonctionne depuis longtemps déjà, sous la forme d'une réunion, chaque lundi matin, avec les mêmes personnes, auxquelles s'ajoutaient le directeur de cabinet et le secrétaire général de la ville. Depuis son hospitalisation, au début de février dernier, il ne manquait à cette réunion que le maire.

Quand, en 1992, Jacques Valade avait été pressenti pour diriger la liste de l'opposition aux élections régionales, il avait longuement hésité, y voyant un piège destiné à l'éloigner de la mairie grâce à la limitation du cumul des mandats. Il avait accepté, cependant, et conquis une région qu'il se s'y attendait. Il s'empêchait que, depuis la maladie de Jacques Chaban-Delmas, il a consacré beaucoup plus de temps à la ville qu'à l'Aquitaine.

Après son élection à la présidence du conseil régional, un petit remaniement était intervenu au palais Rohan. Simone Noailles, directrice du bureau d'aide sociale de la ville, conseiller général (sans étiquette), adjoint au maire, mais à un rang moins élevé, avait fait valoir ses droits à une retraite qu'elle voulait vouer aux voyages et au repos. Bien que cette fidèle du maire ait toujours gardé son franc-parler et refusé d'appartenir à un appareil, surtout celui du RPR, elle avait été désignée au poste de premier

adjoint, choix éminemment politique. On eut beau dire qu'il s'agissait là d'une récompense tout à fait normale, d'un bâton de maréchal avant l'échéance de 1995 pour cette femme d'autorité et de conviction, l'une des clés du « système Chaban » à Bordeaux, l'affaire avait été mal perçue par les responsables locaux du RPR, à commencer par Jacques Valade.

Même s'il se défend de toute ambition pour la mairie de Bordeaux - ce dont se conviennent tous ses proches - le président du conseil régional était en droit d'estimer que cette place de premier adjoint lui revenait. Et fait, il se posait bien que Jacques Chaban-Delmas n'ait pas choisi Simone Noailles simplement par reconnaissance, mais pour mettre un « tampon » entre deux « compagnons » totalement opposés : Jacques Valade, le scientifique, arrivé en politique par le choix du maire, et Hugues Martio, le « pignard » du RPR, entré dans son parti comme naguère dans la Légion étrangère. L'ancien doyen de la faculté des sciences et le colonel de réserve ne pouvaient constituer qu'un mélange très explosif.

La maladie du maire a resserré les rangs et mis fin aux bruits de complot. Qui pourrait, aujourd'hui, prendre le risque d'avoir l'air de se désolidariser d'un chef dont les adversaires les plus farouches se désolent publiquement et sincèrement de le voir cloué sur un fauteuil? Et qui pourrait, aussi, évoquer les perspectives de l'après-Chaban, prendre rang ou simplement, poser des jalons? De toute façon, le maire le dit lui-même : il est en convalescence, il lui reste à régler ses petits problèmes d'articulations... et il est « débordant d'énergie ».

PIERRE CHERRUAU

Pour célébrer la mémoire de Joseph Planeix

M. Fabius a rejoint M. Mitterrand dans le Puy-de-Dôme

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Le président de la République s'est rendu, samedi 24 avril, à Clermont-Ferrand, pour honorer la mémoire de l'un de ses amis, Joseph Planeix, ancien député socialiste de ce département, décédé le 12 mars dernier. François Mitterrand, qui a inauguré une stèle à la mémoire de Joseph Planeix, était entouré lors de la cérémonie par Laurent Fabius et Michel Charasse.

C'est d'ailleurs ce dernier qui, à 11 heures, était allé chercher le président de la République à l'aéroport de Clermont-Ferrand-Aulnat, où avait atterri l'avion présidentiel. Laurent Fabius, quant à lui, avait emprunté la ligne régulière Paris-Clermont et s'était rejoint François Mitterrand que devant la stèle.

Après la cérémonie, François

J.-P. R.

Mitterrand devait déjeûner au domicile du maire de Coudeix (une agglomération voisine), toujours en compagnie de Michel Charasse et de Laurent Fabius, auxquels s'étaient joints le maire de Clermont-Ferrand, Roger Quilliot, et Marcel Bony, tous deux sénateurs du Puy-de-Dôme, et Arsène Boulay, ancien parlementaire, aujourd'hui le dernier des trois « mousquetaires » - c'était le surnom donné au trio formé par Fernand Sanzede, Joseph Planeix et lui-même lorsque, en 1962, ils étaient entrés au Palais-Bourbon.

François Mitterrand, qui avait voulu donner à sa présence un caractère privé, s'est approché d'Arsène Boulay après la cérémonie pour lui déclarer en lui serrant chaleureusement la main : « Les amis partent. Il faut tenir le coup... »

Mort du philosophe marxiste Tran Duc Thao

Le philosophe vietnamien Tran Duc Thao est mort à Paris, à l'hôpital Broussais samedi 24 avril, à la suite d'une mauvaise chute. Il était âgé de soixante-seize ans.

Élève de l'école normale supérieure, dont il sort agrégé de philosophie en 1944, Tran Duc Thao représentait, pour la presse locale de l'époque, « la preuve éclatante du génie colonisateur de notre pays » et de « la fractureuse collaboration franco-annamite ».

Le philosophe, né en 1917, ne devait pas tarder à infliger à ce « génie colonisateur » un cinglant démenti. C'est à Louvain, où il étudiait la phénoménologie de Husserl, qu'il se rapproche des communistes français. En 1945, il participe au congrès de la section vietnamienne des résistants de la Maïo-d'œuvre immigrée (MOI), dont il devient le délégué général.

Il est arrêté cette même année pour avoir répondu à un journaliste qui lui demandait comment les Indochinois accueilleraient le corps expéditionnaire français : « A coups de fusil. »

Dans la préface de son premier livre, *Phénoménologie et matérialisme dialectique*, paru en 1951, Tran Duc Thao déclare vouloir chercher dans le marxisme « la seule solution concevable aux problèmes posés par la phénoménologie ». Son dialogue avec Jean-Paul Sartre s'inscrit dans cette même perspective. Engagé dans les maquis indochinois, il devient, en 1954, doyen de la faculté d'histoire de Hanoi, mais les relations

avec les autorités de son pays ne sont pas bonnes : aucun de ses livres ne paraît au Vietnam de 1965 à 1987. En 1973, c'est aux Éditions sociales qu'est publié son livre *Recherches sur l'origine du langage et de la conscience*, recueil d'articles parus d'abord dans la revue *la Pensée*.

Après quarante ans, Tran Duc Thao était revenu en France en 1991 et avait publié une brochure intitulée *la Formation de l'homme* (Association d'amitié franco-vietnamienne, 44, rue Alexis-Leprieux, 93100 Montreuil). *L'Humanité* lui avait consacré le 28 mai 1991 une page d'entretien.

P. K.

Au moins 94 morts

Un Boeing s'est écrasé au décollage en Inde

Un avion Boeing 737 de la compagnie indienne Indian Airlines, transportant cent douze passagers et six membres d'équipage, s'est écrasé, lundi 26 avril, alors qu'il reliait la ville de Aurangabad (ouest de l'Inde) à Bombay. L'accident, qui a eu lieu peu après le décollage, a fait, selon les premières déclarations de la compagnie, au moins 94 morts. (AFP.)

DÉFINITION NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ÉCONOMIE & MÉTIÈRE

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Arthur Schlesinger... 2

ÉTRANGER

Le rejet du plan de paix par les Serbes de Bosnie... 3
Les résultats du référendum en Russie... 4
Etats-Unis : la manifestation des homosexuels à Washington... 5
La préparation des élections législatives au Vietnam... 6
Vietnam : la découverte d'un réseau subversif à Ho-Chi-Minh-Ville... 6

POLITIQUE

La réunion du comité directeur du PS : les fabuleuses sélections au bureau exécutif « reconstitué » par M. Rocard... 7
M. Vail souhaite prolonger l'action de ses prédécesseurs en faveur des quartiers défavorisés... 8
Les amis de Dominique Voynet veulent s'opposer au « camp Balladur »... 8

SOCIÉTÉ

La polémique aux Etats-Unis sur la pilule abortive RU 486... 10
Jean-Paul II a lancé en Albanie un appel à l'entente ethnique et confessionnelle... 10
Le procès après le meurtre d'une femme tombée du train Paris-Corbeil... 11
Le parquet d'Albertville classe sans suite le drame de Val-Thorens... 12

SPORTS

Automobilisme : Grand Prix de formule 1 de Saint-Marin... 12
Athlétisme : le Marathon de Paris... 13
Hippisme : la crise de fréquentation des hippodromes... 13

CULTURE

Musique : un entretien avec le trompettiste de jazz italien Enrico Rava ; le fin du Printemps de Bourges ; Peter Gabriel, le rock star pensant... 15

ÉCONOMIE

La problématique financement des déficits publics... 19
Un entretien avec le président du directoire des Calésses d'épargne... 20
Un service de l'ANACOR pour se repérer dans le maquis des normes... 21
L'apôtre sauvé par ses menaces... 22

L'ÉCONOMIE

Les grèves de la peur
Concomitance : débâcle à surveiller
Moulinex condamné à la rigueur
La chute d'Interag
Londres, plaque tournante des pays de l'Est
A louer palais anglais
Indépendance et banque centrale
Conjoncture... 17 à 34

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 16
Cartes... 24
Loto, Loto sportif... 24
Marchés financiers... 22 et 23
Météorologie... 12
Radio-télévision... 25
Spectacles... 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folioté 27 à 34
Le numéro du « Monde » daté 25-26 avril 1993 a été tiré à 518 459 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Israël face au péril vert

Le début d'une enquête en deux volets de notre envoyé spécial, Patrice Claude, sur la montée du fondamentalisme islamique dans les territoires occupés par Israël, et du mouvement Hamas qui en est le fer de lance.

« Sciences-Médecine » :

la « double hélice » a quarante ans

En décembre, en 1953, la nature chimique de la molécule d'ADN, support de l'hérédité, James Watson et Francis Crick allaient révolutionner la biologie et donner à l'homme le pouvoir de manipuler sa propre espèce.

« Initiatives » : les entreprises se mobilisent

Loin de balayer les bras face à la montée du chômage, des patrons proposent une rupture avec le précédent langage.

Macintosh Duo 4/120

Clovier • DOCK • 4 mégas de mem • disque dur 120 mégas

Ecran Apple 12" n/b 256 gris : 1 290F

Ecran Apple 14" 256 couleurs : 2 990F

Ecran Apple 15" Pleine Page A4 : 3 990F

17590F

TÉLÉPHONE 01 40 31 11 00

COMPUTER BENCH 1500 m2

15, rue d'Alsace, 75009 PARIS

Apple Center

FAX 01 40 31 11 11

4000 PRODUITS MAC

Procédure civile innovations rénovation

À jour des réformes. Annotations entièrement renouvelées.



DALLOZ

Le Monde

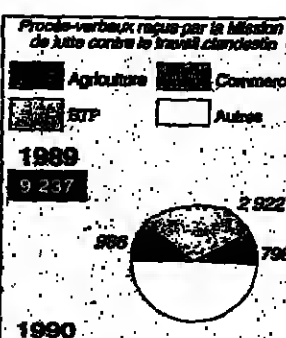
Moulinex condamné à la rigueur



La crise a frappé le fabricant de petit électroménager, au moment où il abordait le marché des micro-ondes et aspirateurs. Avec 115 millions de francs de pertes en 1992, Moulinex devra faire évoluer son capital.

page 29

Dossier : le travail illégal



Les formes illégales et abusives de travail connaissent une résurgence à l'échelle planétaire. Les législations nationales sont souvent inadéquates ou mal appliquées, et les normes internationales manquent cruellement.

page 32

Indépendance et banque centrale



Ne dramatisons pas le débat sur l'indépendance des banques centrales, toujours fruit d'un compromis, écrit Guy Quedan, le directeur de la Banque nationale de Belgique dont le statut vient juste d'être modifié.

page 33

MODE D'EMPLOI

Humeur, par Josée Doyère : Conférences, les « zinzins » ! La cote des mots : faiseur (d'affaires). Bloc-notes. Lois et règlements.

PERSPECTIVES 29 à 31 A louer palais anglais.

OPINIONS 33 Livres : les Excluz face à l'emploi, de Simon Wuhi ; Partage du travail, de François Valette ; le Famine des temps modernes, d'Eric Lecerf.

CONJONCTURE 34 Les prix : inflation fiscale. L'Asie du Sud : turbulences et réformes. L'Inde : maintenir le cap. Le secteur parapétrolier : consolidation.

L'ÉCONOMIE

A-CÔTÉS

La chute d'Interagra

La faillite, le 13 avril, du groupe fondé par le « milliardaire rouge » Jean-Baptiste Doumeng tourne une page du commerce Est-Ouest.

ROUGE de trogne et de cœur – il avait déjeuné avec Staline comme « un premier communiste avec le pape », Jean-Baptiste Doumeng aimait la terre et le communisme. C'est un précepte de cette double passion qui provoqua, en 1955, la naissance de la société Interagra sous l'égide d'un dieu du commerce emprunté dans la guerre froide. Avec son verbe haut et sa manie du « tope là », ses contacts privilégiés avec les chefs du Kremlin (Krouchtchev puis, plus tard, Gorbatchev) ou du Berlaymont (l'ancien siège de la Commission de Bruxelles), Doumeng fut l'homme d'une époque et d'un système, le mécano des échanges impossibles lorsque l'Union soviétique croulait sous le centralisme et l'Europe sous les excédents. Œuvre d'un homme, Interagra n'aura pas survécu à son fondateur ni aux régimes rigides qu'elle venait dégriser. Intermédiaire de génie, habileur ou grossier, précis ou affabulateur, Doumeng était aussi un fusible qui a disparu avant l'éclat. « Nous sommes la dernière tribu de type féodal », déclarait-il à quelques mois de sa fin. L'autorité ne se divise pas, elle s'éclaire par le dialogue et s'exerce par la délégation. A présent, il faut que j'assure ma suite... (1)

Eric Fottorino

Lire la suite page 29

FINANCE INTERNATIONALE

Londres, plaque tournante des pays de l'Est

Recensant toutes les compétences nécessaires, la City est devenue le cœur des opérations financières pour l'Europe orientale.

Plus de deux mille personnalités politiques, fonctionnaires, banquiers, responsables d'entreprises participent les 26 et 27 avril à Londres à l'assemblée générale annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Cet événement illustre le rôle pivot de la City comme plaque tournante financière pour épauler l'Europe centrale et orientale dans sa transition vers l'économie de marché.

LONDRES correspondance

JUILLET 1992. La Communauté européenne, la BERD et la Banque mondiale veulent aider le gouvernement russe à privatiser les entreprises moyennes comptant entre 500 et 1 000 employés. L'opération MPP (Mass Privatization Programme), dotée de 6 millions d'euros (1), fait l'objet d'un appel d'offres particulièrement exigeant puisqu'il ré.lanc.

des postulants « une solide expérience de la stratégie et des privatisations, une connaissance de l'environnement russe, une capacité rapide d'organisation ». C'est un véritable bouquet de compétences que les donateurs occidentaux doivent réunir. Il leur faut une banque d'affaires à vocation internationale pour produire le prospectus et mettre au point la distribution des titres. Un cabinet comptable doit évaluer les sociétés, les terrains, les immeubles. Afin d'aider le management russe en matière de stratégie et d'organisation, les services d'une firme de consultants sont requis. Un bureau d'avocats rompus aux arcanes de la Common Law anglo-saxonne doit débroussailler pour des clients est-européens désorientés cette jurisprudence touffue, immense, qui forme le droit commun de la plupart des transactions internationales.

Marc Roche

(1) 1 écu vaut actuellement, 6,50 francs.

Lire la suite page 30

CONFLITS SOCIAUX

Les grèves de la peur



Chausson, Hoover, Grundig, Sopalin... Si le nombre de grèves ne cesse de baisser, la violence reparaît dans des conflits interminables où le sentiment d'impuissance se mêle à l'exaspération face aux fermetures ou aux licenciements décidés par les grands groupes industriels. Des explosions qui risquent de se reproduire et de s'aggraver dans un climat social dominé par la peur du chômage, où même le boycottage, ultime tentative pour faire pression sur les dirigeants des entreprises, semble voué à l'échec.

Lire page 31 les articles d'Alain Lobaube, Pierre-Angel Gay et Valérie Devillechabrolle

LES 3^e CYCLES DE L'INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE...

- Gestion et administration d'entreprise
- Marketing et gestion commerciale
- Finance, trésorerie, ingénierie financière
- Audit et conseil
- Droit, fiscalité, management européen
- Marketing, logistique et distribution

■ ADMISSION

Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur, Médecins, Pharmaciens) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

■ SELECTION

Sur dossier et entretien avec un jury.

■ FORMATION

Octobre 1993 à juillet 1994

22 boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
Téléphone : 40.53.99.99 - Télécopie : 40.53.98.98



MODE D'EMPLOI

CONSUMMATION

Bébés à surveiller

Les normes de sécurité sur les articles de puériculture seront renforcées à partir du 1^{er} septembre prochain. D'ici là, gare aux promotions sur les articles non conformes que les fabricants chercheraient à écouler !

TRIZ pour cent des accidents domestiques sont liés à l'utilisation d'articles de puériculture. La moitié des cas concernent des nourrissons de moins d'un an et 40 % des enfants âgés de un à cinq ans, selon des statistiques du système européen de surveillance des accidents domestiques. En France, la dernière Lettre de la communication de la sécurité des consommateurs. Enfants tombant de leur chaise haute, se coïquant les doigts dans une poussette pliante, faisant ployer leur transat... Depuis plus de dix ans, les organisations de consommateurs se sont inquiétées des dangers de certains matériels, poussant à une meilleure réglementation.

Où en est-on en France ? Le 20 décembre 1991, un décret a été pris sur « la prévention des risques résultant de l'usage des articles de puériculture ». Ce texte interdit, dans son article premier, « de fabriquer, d'importer, de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de distribuer à titre gratuit des articles » ne répondant pas aux « exigences essentielles de sécurité ». Il faut donc qu'ils aient certaines propriétés physiques et mécaniques, qu'ils répondent à des critères d'inflammabilité, respectent des propriétés chimiques et satisfassent à des conditions d'hygiène.

Ce décret prend soin de définir ces articles de puériculture : « Tout produit destiné à assurer ou à faciliter l'assise, la toilette, le couchage, le transport, le déplacement et la protection physique des enfants de moins de quatre ans. » Il s'agit donc des berceaux, harnais et ceintures, des sièges fixés sur un support (tel qu'une table), des transats, des sièges et anneaux de bain, des sièges de bicyclette, des thermomètres de bain ou baignoires, mais aussi des landaus, poussettes et voitures d'enfants, des lits fixes ou pliants, des couffins, tables à langer, porte-bébé, chaises hautes, trotteurs, parcs et barrières de sécurité.

ACCESSOIRES • Sont en revanche explicitement exclus : les tétées, les sucettes, les anneaux de dentition (ils relèvent d'autres réglementations), les accessoires pour l'hygiène (pots, brosses à cheveux et à dents, épaves

pour la toilette), les articles de literie (notamment les couvertures, pourtant dangereuses pour les enfants de moins de neuf mois, comme le rappelle récemment un communiqué de l'exécutif de l'Etat à la consommation) et les équipements pour le transport des enfants dans les voitures particulières (lits auto, sièges auto, bre 1992). Les produits concernés doivent donc être conformes aux « exigences essentielles de sécurité », le respect de cette prescription étant attesté par une mention apposée lisiblement sur l'article ou sur son emballage. L'adresse du fabricant ou de l'importateur peut, cependant, ne figurer que sur l'emballage.

Comme pour le jouet, les produits peuvent se contenter d'être conformes à un modèle bénéficiant d'une attestation de conformité.

Le dispositif comporte donc des lacunes : il est autodéclaratif et il pêche sur les modalités de preuve. En décembre, les inspecteurs du service de la répression des fraudes avaient constaté de nombreux abus dans le jouet, preuve que la « nouvelle approche » — et les contrôles qui l'accompagnent — ne sont pas suffisants.

VIGILANT • Dernier facteur aggravant : le décret est applicable le 1^{er} septembre 1992 mais il prévoit que les articles non conformes fabriqués avant cette date pourront être commercialisés jusqu'au 1^{er} septembre 1993. Nul doute que plus septembre approchera, plus les distributeurs chercheront à écouler leurs stocks, quitte à multiplier les promotions. L'acheteur doit donc se montrer très vigilant ces prochains mois s'il ne veut pas sacrifier — sans même le savoir — à la sécurité au prix !

Ces lacunes ont un effet pervers : celui de décourager les quelques fabricants ayant joué la carte « NF puériculture ». Infinitement plus contraignante, plus coûteuse, mais d'un effet plus sûr, cette démarche s'accompagne d'une procédure d'assurance qualité par le Laboratoire national d'essais. Seuls quatre industriels français l'ont fait : Bébé Confort, Jamie, Baby Relax et les meubles Santhor. Car, non seulement la réglementation générale est mal respectée, mais les consommateurs ne font pas la différence ! En outre, certains fabricants — vendant évidemment moins cher — n'hésitent pas à appliquer des étiquettes faisant référence de façon plus ou moins fantaisiste à titre NF. Ce qui achève d'égaler le consommateur.

Avant ce décret, il n'existait pas de texte ni en France ni au niveau communautaire. D'autres pays comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne, en revanche, avaient pris leurs propres dispositions. Les pouvoirs publics français ont voulu que cette réglementation soit conforme à la démarche européenne, dite nouvelle approche, appliquée notamment aux jouets (le Monde du 8 décembre 1992).



rehausseurs et harnais pour voiture) assujettis à une réglementation internationale. Ne sont pas non plus concernés des dispositifs comme les cache-prises, coins de table, entrebâilleurs de porte, protections de four, les articles relatifs à l'alimentation et à la préparation des aliments (assiettes, gobelets, couverts, chauffe-biberons et stérilisateurs)...

France Vaysse

HUMEUR • Par Josée Doyère

Gonflés, les « zinzins » !

VOUS ne trouvez pas qu'ils y vont un peu fort, les « zinzins » ? Vous ne savez pas qui c'est ? Ce sont les (z)investisseurs (z)institutionnels, ces grands organismes privés ou publics (compagnies d'assurances, établissements financiers...) qui — c'est leur fonction naturelle — « investissent », suivant des règles très précises et très compliquées, notamment dans l'immobilier, ce qui garantit leur solvabilité. Des immeubles, ils en possèdent encore dans Paris des pagailles, et certaines façades s'ornent encore d'orgueilleuses plaques noires aux lettres d'or affichant le nom du « zinzin » propriétaire (qui a parfois été mangé par un concurrent depuis la pose de la fameuse plaque).

Comme tant de promoteurs immobiliers, ils ont succombé à l'attrait des bureaux et transformé (plus ou moins légalement et parfois, il faut bien le dire, grâce à de providentielles « dérogations ») des « apparts » bien situés en niches professionnelles destinées à abriter des armées de cadres et de secrétaires. Les 200 à 400 mètres carrés des appartements bourgeois du baron Haussmann devenaient ainsi magnifiquement rentables, loyers et prix de vente étant, dans la fièvre spéculative de ces dernières années, sans commune mesure avec ceux des appartements d'habitation, eux-mêmes déjà hors de prix.

Aujourd'hui, beaucoup de ces somptueux bureaux sont vides, les entreprises ayant émigré vers des banlieues moins chères où les immeubles modernes sont supercollés et fonctionnels. Dans le même temps, les candidats au logement continuent à crapahuter sans relâche à la recherche d'un logement. L'idée de retransformer les

bureaux haussmanniens en logement (plus petits) a séduit aussi bien Marie-Noëlle Lienemann, dernier ministre socialiste du logement, qu'un plus récemment, la maire (PS) de Paris (le Monde daté 11-12 avril). Bien sûr, ça ne ferait pas des masses de logements (autour d'un millier, à tout casser !) et ne résoudrait en rien la dramatique pénurie qui règne dans la capitale. Mais, enfin... ce serait toujours ça de pris.

Oui, mais voilà : ça coûte des sous de réinstaller des salles de bains, des cuisines, d'abattre des cloisons, d'en construire d'autres, d'inventer des portes palières, d'éménager des escaliers, de service misérables, de remodeler des immeubles entiers... Alors les propriétaires privés (il y en a qui possèdent des appartements haussmanniens), les promoteurs, les agents immobiliers... et les inévitables « zinzins » ne sont pas chauds, chauds. Et vous savez ce qu'ils veulent et qu'ils ont étudié le 9 avril avec la mairie de Paris ? Des dispositions susceptibles de compenser le manque à gagner qui résulterait de telles opérations... Non ! mais je rêve ! Pincez-moi, que je me réveille !

Voilà des gens qui se sont jetés corps et âme dans la spéculation immobilière, espérant en tirer de substantiels bénéfices. Ce qui peut être considéré comme normal dans un système ultra-libéral. Et le jour où la conjoncture se retourne, croyez-vous qu'ils vont en tirer directement, tout seuls, comme des grands, les conséquences ? Pas du tout ! Il faut compenser leur manque à gagner ! Et c'est l'Etat — donc le contribuable — qui devrait faire les frais de l'opération... Ils sont gonflés, les mecs, comme dit le fils de mes voisins.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

DÉLOCALISATIONS CONFIRMÉES. Edouard Balladur, recevant le 20 avril une délégation de l'UDF, a indiqué que le déplacement d'administrations vers la province décidée par les précédents gouvernements ne serait pas remis en cause (le Monde des 21 et 22 avril).

OBJECTIF 300 000 LOGEMENTS PAR AN. Le gouvernement doit annoncer le 5 mai un plan d'urgence destiné à combattre la crise du logement. L'objectif est de faire remonter le nombre des mises en chantier vers les 300 000 par an à partir de la fin de 1993 (le Monde du 22 avril).

BANQUE DE FRANCE, PROJET D'AUTONOMIE. Le ministre de l'économie Edmond Alphandéry a remis le 20 avril au premier ministre son projet de réforme du statut de la banque centrale, qui doit être discuté en conseil des ministres dans une quinzaine de jours (le Monde du 22 avril).

TREVE COMMERCIALE CEE - ETATS-UNIS. Un accord portant sur l'ouverture réciproque des marchés publics d'équipement électrique a été conclu le 21 avril pour deux ans entre la commission européenne et le représentant américain pour les négociations commerciales. En revanche, les Etats-Unis maintiennent leurs menaces de sanctions en matière de marchés publics de télécommunications (le Monde du 23 avril).

GRANDE-BRETAGNE, DÉFICIT RECORD. Le budget du secteur public britannique a enregistré en 1992-93 un déficit de 36,5 milliards de livres sterling (305 milliards de francs), soit 6 % du produit intérieur brut (le Monde du 22 avril).

BAISSE DES TAUX. La Bundesbank a ramené jeudi 22 avril son taux d'escompte de 7,50 % à 7,25 % et son taux Lombard de 9 % à 8,50 %, le jour même où le premier ministre français Edouard Balladur était en Allemagne pour sa première visite officielle. Dans la foulée, la Banque de France a pu baisser pour la deuxième fois de la semaine, le 23 avril, ses taux d'appels d'offres et de prises en pension, revenus respectivement à 8,75 % et 9,75 % (le Monde du 24 avril).

PRIVATISATIONS DES 1993. 20 à 30 milliards de francs, c'est le montant espéré des recettes de privatisations en 1993, selon le ministre de l'économie Edmond Alphandéry, qui s'exprimait le 22 avril devant la commission des finances de l'Assemblée (le Monde du 24 avril).

LUNDI 26 AVRIL. Paris. Michel Giraud, ministre du travail et de l'emploi, reçoit successivement cinq confédérations syndicales et trois organisations patronales (jusqu'au 10 mai).

MARDI 27 AVRIL. Paris. Débat d'orientation générale à l'Assemblée nationale sur la ville et les banlieues (jusqu'au 28).

MERCREDI 28 AVRIL. Paris. Alain Madelin reçoit les dirigeants de la grande distribution et les représentants du commerce traditionnel pour une séance de réflexion et de concertation.

JEUDI 29 AVRIL. Londres. Annonce du plan de redressement du Lloyd's (assurances).

SAMEDI 1^{er} MAI. Paris. Hausse des tarifs RATP de 5,8 %.

LUNDI 3 MAI. Paris. Réunion de la commission des comptes de la nation.

LOIS ET RÈGLEMENTS

Ventes au déballage

Les ventes au déballage, réglementées par la loi du 30 décembre 1906 et par un décret du 26 novembre 1962, effectuées sur des emplacements ou des locaux ou habituellement destinés au commerce considéré, sont précédées ou accompagnées de publicité. Un nouveau décret précise les modalités d'autorisation de ces ventes et leur publicité.

La demande d'autorisation pour une vente au déballage doit être déposée treize jours au moins avant la date prévue. Faute d'une décision du maire, notifiée dix jours au plus tard avant cette date de la vente, la demande est considérée comme rejetée.

La publicité doit comporter les mentions suivantes : la date et le lieu où l'autorisation a été délivrée, la date et l'emplacement de la vente, ainsi que le nom commercial et le numéro d'immatriculation en registre de commerce de la société. Si elle n'est pas conforme à ces prescriptions, la société ou le commerçant est passible d'une contravention de 600 à 1 300 francs, qui, en raison de la réforme du code pénal, pourra atteindre 3 000 francs. Pendant la vente, l'autorisation doit être présentée aux agents habilités aux contrôles de ces ventes.

Décret n° 93-591 du 27 mars 1993, Journal officiel du 28 mars 1993, pages 5255 et 5256.

Aérosols

Un arrêté renouvelle pour un an l'interdiction de la fabrication, de l'importation et de la mise sur le marché de certains générateurs d'aérosols contenant des composants inflammables, notamment ceux produisant des fils serpentins ou de la neige, qui ont occasionné des accidents graves sur des enfants jouant avec ces bombes.

Arrêté du 24 mars 1993, Journal officiel du 1^{er} avril 1993, page 5847.

Fonds d'aide aux jeunes en difficulté

Un décret précise les modalités d'utilisation des fonds départementaux et locaux d'aide aux jeunes. Ces fonds font l'objet d'une convention entre l'Etat, le département ou les organismes participant au financement. Ces aides, attribuées pour trois mois, sont accordées aux jeunes, français ou étrangers en situation de séjour régulier en France, qui connaissent des difficultés d'insertion sociale ou professionnelle ; elles prennent la forme de secours temporaires, d'une aide financière pour aider à réaliser un projet d'insertion faisant l'objet d'un engagement de la part du bénéficiaire, ou d'actions d'accompagnement.

Les conventions fixent les modalités, les conditions et les procédures d'attribution de ces aides et le ressort géographique de chaque comité local d'attribution. Celui-ci est composé du préfet, du président du conseil général, du représentant de la mission locale pour l'insertion des jeunes et du représentant de l'organisme participant au financement du fonds, et doit suivre l'évolution de la situation de chaque bénéficiaire.

Décret n° 93-671 du 27 mars 1993, Journal officiel du 28 mars 1993, pages 5393 et 5394.

Allocation logement

Un décret précise les formalités à remplir pour les demandes d'allocation logement. Les demandes présentées à compter de juillet 1993 devront être accompagnées d'une copie certifiée du contrat de bail ainsi que de l'original ou de la copie conforme de la quittance de loyer établie au mois de janvier 1993.

Décret n° 93-685 du 27 mars 1993, Journal officiel du 28 mars 1993, page 5400.

LA COTE DES MOTS

Faiseur (d'affaires)

Les comédiens-français viennent de reprendre le Faiseur, d'Honoré de Balzac, une comédie en prose qui e également pour titre le nom du protagoniste (1) : Mercadet. Pour dépeindre les affaires de cet homme d'affaires poursuivi par les créanciers, Balzac n'a eu qu'à reprendre ses propres expériences de « panier percé », de dilapidateur prodigue, d'endettement permanent...

En conflit avec les sociétaires du Théâtre-Français, qui lui demandaient de retoucher son texte, Balzac disparaît avant que sa pièce (écrite vers 1838-1840) ne soit jouée — en 1851, au Gymnase, dans une adaptation de Denuy.

Si l'on consulte le Dictionnaire national, de Bescherelle édité, contemporain (1853), on constate que le lexicographe s'en tient à faiseur d'affaires : « Expression qui s'emploie généralement avec une sorte de mépris pour désigner divers genres de commerce assez peu honorables, tels que le prêt à usage, etc. » La police devrait avoir l'œil plus ouvert sur les faiseurs d'affaires, qui ne sont, après tout, que des faiseurs de dupes (Humb.).

Aujourd'hui, si l'on veut parler d'un homme d'affaires douteux, d'un chevalier d'industrie, on emploiera le mot sans complément : Méfiez-vous, c'est un faiseur ! (d'où : c'est un faiseur...). Alors que faiseur d'affaires est certainement compris au sens de « capitaine d'industrie », de « grand créateur d'entreprises », etc.

Le faiseur de Balzac est d'ailleurs moins un filou vivant d'affaires louches qu'un boursicotier-s spéculateur ruiné par la fuite de son associé Godeau, et contraint à toutes sortes d'expédients pour continuer à paraître, un habileur qui veut donner le change à ses créanciers. C'est un faiseur de phrases, un faiseur de contes, (... ou de comptes, ici !), un faiseur d'alm-nachs. Voire d'embarras (... financiers).

Jean-Pierre Collignon

(1) Au sens propre, il ne peut y avoir qu'un protagoniste : celui ou celle qui tient le principal rôle. Pour autant, nous pensons qu'il faut accepter aujourd'hui des expressions comme l'un des protagonistes.

LANGUES & AFFAIRES

ÉLECTROMÉNAGER

Moulinex condamné à la rigueur

Après des années d'offensive tous azimuts, le fabricant de petit électroménager subit durement les contrecoups de la crise. Avec 115 millions de francs de pertes en 1992, la voilà contrainte de resserrer sa gestion et d'ouvrir son capital

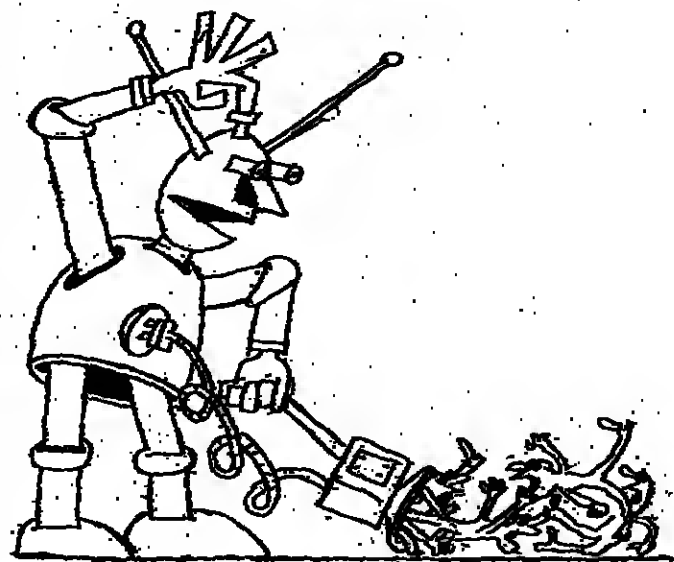
MOULINEX a du pain sur la planche. Inventive, entrepreneuriale, l'entreprise, qui fut l'une des premières à prétendre « libérer la femme », devra apprendre à se défendre d'elle-même. Adoptant les audaces de son fondateur, Jean Mantelet, qui fit d'une petite fabrique de moulin à légumes fondée en 1932, à Bagnole, une multinationale du petit électroménager, elle s'était lancée, ces dernières années, dans une expansion tous azimuts. Offensive dans le micro-onde, et les aspirateurs, deux métiers pourtant éloignés de son image traditionnelle. Offensive internationale, avec la reprise pour 440 millions de francs de l'allemand Krups, véritable consécration intervenue quelques jours à peine avant la mort du fondateur, le 19 janvier 1991.

Las! la crise devait briser cet élan. Le retournement du marché freine le redressement de Krups, sur lequel Moulinex avait trop mis. « Tout était prêt, explique d'un ton meurtri le PDG, Roland Darneau. On avait fermé ses usines obsolètes de Hongkong et du Mexique, réduit ses effectifs de 800 personnes, renouvelé sa gamme. Le résultat d'exploitation aurait dû être bénéficiaire l'an dernier. » Il ne l'a pas été, les ventes n'ayant pas été à la hauteur des objectifs fixés : la croissance allemande s'est dérobée, après les deux années exceptionnelles consécutives à la réunification ; le consommateur n'a pas accompagné dans sa très rapide diversification la marque Krups exclusivement associée, jusqu'ici, aux cafetières électriques.

CRISE. Le résultat d'exploitation, ensuite, a pris Moulinex à contrepied. En Europe, les dévaluations « sauvages » de la livre, de la lire et de la peseta lui ont fait perdre 220 millions de francs de chiffre d'affaires (près de 3 %).

Aux États-Unis, faiblesse du dollar et hausse du mark aidant, l'augmentation des ventes a coûté... de l'argent! Enfin, l'envolée des taux d'intérêt a étranglé un groupe dont l'endettement, à la mesure de ses investissements et de ses faibles réserves financières, continue de dériver vers les 3 milliards de francs.

Les chiffres sont à l'image des défilés et des mécomptes : essuyés l'an dernier. L'un des 9



milliards de francs escomptés, le chiffre d'affaires n'a pas dépassé 8,22 milliards en 1992, revenant à un niveau inférieur à celui de 1991 (8,35 milliards). Et, virant au rouge, le résultat net consolidé s'est soldé par une perte de 115 millions de francs. Un véritable coup de bambou qui ramène la société aux heures noires de 1985 et 1986, lorsque le groupe perdit successivement 35 et 238 millions de francs et fut contraint de supprimer 1 350 emplois.

Pas question, pourtant, de changer de stratégie. « Nous avons privilégié l'avenir », insiste sans l'ombre d'un regret le directeur général, Gilbert Torelli. Mais ne nous est-ce pas déjà dit? « Nous ne nous sommes pas déviés de notre stratégie », dit-il. Pas question donc d'abandonner l'internationalisation quand de nouveaux marchés - sous-équipés - s'ouvrent en Europe de l'Est et en Asie; quand l'Amérique du Nord - où Moulinex dispose désormais d'implantations au Canada, aux États-Unis et au Mexique - s'organise en « grand marché ».

Pas question, non plus, de renoncer à la montée en puissance dans les aspirateurs, qui s'est déjà traduite par un gonflement des ventes de quelques centaines de milliers à plus d'un million d'unités par an, même si cette activité pèse encore peu - 19 millions d'appareils ont été produits en

Europe en 1990. Pas question, enfin, d'abandonner l'objectif d'assurer un quart des ventes européennes de micro-ondes (18 % aujourd'hui), seule façon de s'imposer définitivement sur ce marché disputé. « Aspirateurs et micro-ondes pèsent 50 % du marché mondial du petit électroménager », poursuit Gilbert Torelli. Y renoncer, ce serait se condamner à ne se battre que sur une moitié.

LE CAP. Garder le cap? Encore faut-il en avoir les moyens. Gagner des parts de marché, par exemple, oblige à pratiquer des « prix d'attaque », quand les prix du micro-onde, soumis à la pression du Sud-Est asiatique, baissent déjà de 6,96 par an. « Faire de 10 % pour les produits bas de gamme... Et de l'argent, Moulinex n'en a pas. » « N'exagérons pas, tempère le PDG, Roland Darneau. Des mesures d'austérité ont été prises depuis deux ans. » De près de 15 000 emplois, les effectifs ont été ramenés « en douceur » à 13 700, certains investissements - recherche, publicité, marketing... - ont été freinés et les gains de productivité se sont accélérés, le groupe cherchant à réduire de 10 %, cette année, le temps nécessaire à la fabrication d'un four.

Et les stocks? Qui s'élèvent normalement à 16 % du chiffre d'affaires en valeur comptable, compte tenu de la saisonnalité des

ventes et des innombrables références existant pour les matériels électriques en Europe) devraient revenir de 19,5 % l'an dernier à 16,2 % en 1993. Si tout va bien. Réorganisés, la production automatisée des transferts d'activités. D'une usine à l'autre. D'un pays à l'autre. « Je n'allais pas laisser embaucher à Birmingham quand j'avais des unités sous-employées ailleurs », remarque Henri Charrellet, directeur de la stratégie industrielle du groupe. Véritable cœur de l'entreprise, les usines de Basse-Normandie et des régions limitrophes en ont profité.

Que la récession s'installe, pourtant, et le groupe devra aller beaucoup plus loin. D'abord dans ce que Gilbert Torelli appelle pudiquement le « rapprochement de la production des grands centres de consommation ». Une évolution rendue particulièrement sensible par le poids historique du groupe en Basse-Normandie, où il représente à lui seul 7 % de l'emploi industriel. René Garrec, le président UDF du conseil régional, ne siège-t-il pas au conseil d'administration?

CAPITAL. Ensuite, il faudra bien prévoir une injection de capitaux frais. Les analystes financiers l'estiment depuis longtemps inévitable. « Au regard de ses contraintes de développement, une évolution importante de l'actionnariat du groupe Moulinex doit être envisagée », assure Bénédicte Baz-Lecomte, de la société de Bourse Dupont-Denant. On n'ira sans doute pas aussi loin.

Pour un chiffre d'affaires quasiment identique, SEB emploie 4 000 salariés de moins que Moulinex et dégage des profits.

L'actionnariat de Moulinex repose en effet sur un montage subtil voulu en 1988 par Jean Mantelet, malade et sans héritier direct.

En échoissant de céder aux salariés les 45 % du capital qu'il détenait (56 % des droits de vote), ce dernier leur avait fait un magnifique cadeau. En apparence tout au moins, la transaction s'étant faite à un bon prix. Sept mille des neuf mille trois cents salariés, réunis dans cinq sociétés de personnel, avaient alors souscrit des actions, le plus souvent en empruntant auprès du Crédit lyonnais (voir l'organigramme).

Le montage, délibérément sophistiqué, donnait la réalité du pouvoir à l'une d'entre elles : la Société des fondateurs (25,6 % du capital, 50,9 % des droits de vote), dont les membres se divisèrent vite en deux clans : Roland Darneau et Gilbert Torelli, majoritaires, d'un côté; Michel Vansonrenbergh et Jacques Texier, de l'autre. Plus spectateurs qu'acteurs, le personnel et les organisations syndicales ont jusqu'ici donné un appui - au moins tacite - au PDG. « Parce qu'il défend l'emploi », dit sans ambages un syndicaliste. Le maintiendront-ils si un nouveau tour de vis s'avérerait nécessaire? « Il n'y a pas de sur-effectif », martèle de son côté Roland Darneau, en rejetant fermement toute comparaison entre Moulinex et SEB, l'autre « grand » français du petit électroménager, qui pour un chiffre d'affaires quasiment identique emploie 4 000 salariés de moins et dégage des profits.

Annulée pour cette année par la direction - probablement en juillet - l'injection d'argent frais devrait se faire par l'ouverture à des investisseurs financiers (le Crédit lyonnais, notamment) du capital de la Finap, holding intermédiaire contrôlant Moulinex. Sans remettre en cause le délicat équilibre du pouvoir. Pour cette fois.

Pierre-Angel Gay

AGROALIMENTAIRE

La chute d'Interagra

Suite de la page 27

Mais de quoi Michel Doumeng, le fils cadet, aujourd'hui infortuné patron d'une société moribonde, était-il héritier? D'un nom, bien sûr, et d'un savoir-faire acquis à l'ombre du père, lorsque celui-ci le nomma en 1975 responsable de la SCII (2), autrement dit du négoce international. En 1987, « Baptistou » présente le jeune homme à Mikhaïl Gorbatchev, mais une ère nouvelle allait s'ouvrir, une sorte d'orphelinat pour Michel Doumeng sans le père aux mille ficelles ni la mère Russie façon perestroïka.

PESANTEUR. Dans ce contexte neuf, il n'y avait plus d'héritage, seulement la pesanteur du souvenir, comme cette photo encadrée du fondateur que le nouveau patron d'Interagra conservait ostensiblement dans son bureau, émaillant sa conversation de fréquentes références à « papa ».

Avant même de fonder Interagra, Jean-Baptiste Doumeng jurait sur Moscou, par penchant et aussi par intérêt. « Supposez qu'il y ait un marché sur la Lune, expliquait-il à son biographe, René Maurits, le premier qui s'y présentera réussira. L'URSS, à l'époque, c'était un peu la Lune ».

Après un troc magistral en 1947 (des tracteurs tchécoslovaques contre des patates), on trouva le futur « milliardaire rouge » à Moscou, au printemps 1952, pour la première conférence économique Est-Ouest. Au grand dam du président du conseil Antoine Pinay, le Quai d'Orsay avait boudé l'événement. Mais le « Noémien » (de Noël, en Haute-Garonne) ne connaissait pas la cuisine vide, et une longue coopération allait naître.

Déjà amorcée peu avant avec le blé (« J'ai appris aux dirigeants des pays de l'Est que pour certains produits, il valait mieux manœuvrer par moi-même »), elle s'élargira avec la viande, le lait et le beurre, sans oublier les patates de mouche que Doumeng achètera en Chine pour la fabrication de faux cils féminins ou encore les petites lortues du fleuve Amour pour le compte des Suédois, ou des nœuds des quais de Seine.

Dès 1969, rappelle René Maurits, Doumeng « réalisa la toute première opération d'autonomie économique avec une République soviétique » en vendant cinq mille têtes de bétail à la Biélorussie. Face à des pays le plus souvent en mal de devises, le patron d'Interagra se tenait à des principes simples mais efficaces : accorder directement et personnellement au pouvoir - à l'Est mais aussi à Cuba, au Nigeria, à Madagascar, - acheter avant de vendre (et autant), pour dégaier, voire inventer, la solvabilité du client grâce à des mécanismes de compensation qui devaient faire fleurir dans un commerce international marqué par le coût élevé d'accès à l'argent.

TERRIEN. A travers le système Doumeng, tout était minnaie, de la viande au sucre, du blé au beurre. Mais ce terrien savait aussi appliquer le vieux principe paysan de ne pas mettre tous ses œufs dans un même panier. Sa polarisation à l'Est était contrebalancée par le choix de ses partenaires en affaires. Doumeng s'engageait rarement seul dans l'exécution d'un contrat. Une fois le lièvre levé, il mettait « dans le coup » le négociant spécialisé, travaillant ainsi avec Louis Dreyfus et la Banque Rothschild pour exécuter des marchés que sa structure ne lui aurait pas toujours permis de traiter. « Cette politique du partage, note René Maurits, constituait l'une de ses grandes forces, sinon la principale, car il répartissait les risques en même temps que les profits ».

La même méthode lui permit, à la fin des années 70, de vendre 200 000 tonnes de beurre communautaire aux Soviétiques. Chronologie curieuse et révélatrice : Doumeng s'engagea après de Moscou sans avoir informé Bruxelles de son projet. Il se montra assez convaincant pour, après trois mois de négociations, obtenir cette marchandise promise aux animaux au prix de 1,50 francs le kilo. « La satisfaction des besoins soviétiques soula-

geait la CEE, écrit Maurits. Quant aux profits, Doumeng les partageait avec cinq grosses sociétés laitières exportatrices ».

Interagra devint l'intermédiaire obligé, courtisé, à Moscou comme à Bruxelles, pour les dossiers délicats, qu'il s'agisse de viande, de beurre nu de blé. Des personnalités aussi diverses que Jean François-Poncet, Valéry Giscard d'Estaing, Mielbel Paniatowski, François Mitterrand ou Jacques Attali le sollicitèrent tour à tour, reconnaissant son rôle majeur dans le commerce Est-Ouest.

A sa mort, en 1987, il avait pourtant essuyé quelques échecs, soit dans l'organisation du marché du vin (il rêvait d'une OPEV comparable à l'OPEP) soit dans ses implantations agroalimentaires en Afrique, mal perçues, et surtout mal adaptées aux possibilités de développement du continent noir. Mais aucun de ces revers ne menaça véritablement l'assise du groupe, qui pouvait empiéter sur des marchés quasi captifs, des paroles données, de longues amitiés faites pour durer encore, des surplus laitières et céréalières que la Communauté semblait devoir accumuler sans fin.

RUSE ET BLUFF. En quelques années, c'est peu dire que l'horizon du négoce s'est à la fois élargi et rétréci. Avec la chute du mur de Berlin et l'écroulement de l'Union soviétique, les marchands ont perdu leurs repères et se comptent les pieds sur les mille marceaux d'un miroir brisé. Là où une société d'Etat régressait naguère les échanges de blé, une quinzaine se pressent désormais, organisées ou spontanées, pratiquant le bluff et le mensonge, brandissant leurs produits au noir, recevant rarement la caution des banques. Une fuite en avant à caractère parfois illicite ou mafieux, qui déroute les marchands occidentaux, dont la ruse s'interdit la malhonnêteté.

Pour avoir été très impliqué à l'Est, Interagra ne pouvait qu'en subir les atteintes avant les autres. La baisse des prix agricoles en Europe et la politique des quotas laitiers ont de surcroît jeté un sort aux excédents communautaires. Bruxelles n'a plus rien à brader et l'ex-URSS ne sait plus quel moyen de paiement inventer. Les négociants, qui sont des « passeurs », ne passent plus. Les marges prises sur les échanges céréalières ou carnés - ceux qu'affectionnait Interagra - sont devenus dérisoires. Certes, la COFACE endosse généralement 95 % du risque. Mais les 5 % restants dépassent le montant du bénéfice.

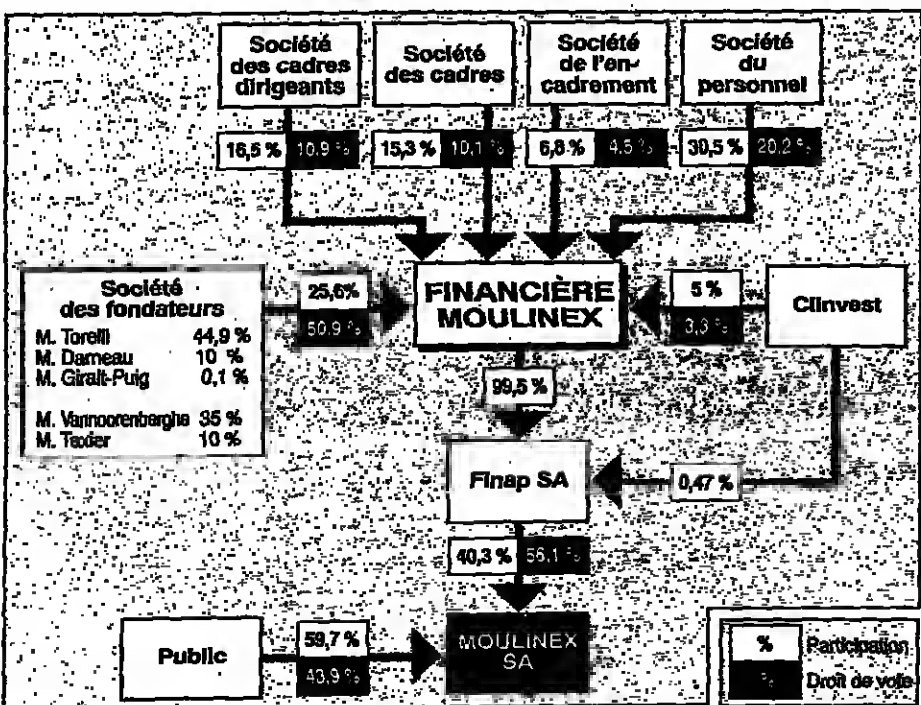
En prenant à trente-quatre ans les rênes de l'entreprise paternelle, Michel Doumeng avait conscience de ces menaces. Aussi décida-t-il rapidement d'entreprendre une diversification géographique en direction de l'Asie, de la Chine en particulier, ou du Venezuela, tout en prospectant de nouveaux secteurs : le pétrole (au Vietnam et à Cuba), la communication avec la publicité et le rachat de salles de cinéma Cosmos de l'ex-URSS (JBD n'avait-il pas, en son temps, sponsorisé Jacques Tati?).

A travers les salles obscures et la réclame, Michel Doumeng croyait beaucoup à la promotion de produits de consommation qu'il se ferait fort ensuite d'apporter à la population russe une fois l'image « vendue ». Le sort en a décidé autrement, et ses déboires sur le marché de la viande pendant la guerre du Golfe ont accéléré le déclin d'Interagra.

Les banquiers ont-ils « lâché » un jeune patron jugé trop peu conciliant? Ont-ils estimé que, à l'instar des sociétés de négoce aujourd'hui sur le fil du rasoir, Interagra n'avait plus de fond de commerce? Est-on à la veille d'une reprise par des investisseurs comme Raul Gardini, Jean-Marc Vernes ou encore Bongrain? Des noms circulent officieusement pour une société Interagra assainie. Michel Doumeng doit se sentir bien seul pour répondre à ces questions, face à une phnta muette d'un père enterré avec le communisme.

Eric Fottorino

(2) Société commerciale Interagra Igilrade internationale.



LANGUES & AFFAIRES

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

AFFAIRES - GESTION - COMMUNICATION

Chambres de commerce étrangères - Certificats européens de langues - TOEFL - Université de Cambridge...

Enseignements à distance toute l'année, tous niveaux.

Documentation et tests gratuits à

Langues & Affaires, Service 5375, 35 Rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tel : (1) 42.70.31.83
Fax : (1) 47.31.80.96

POLITIQUE INDUSTRIELLE FRANÇAISE

OU

POLITIQUE DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

Adaptes 45 86 20 02

FINANCE INTERNATIONALE

Londres, plaque tournante des pays de l'Est

Suite de la page 27

Enfin, une firme de relations publiques est chargée de « vendre » l'opération aux investisseurs et aux journalistes.

Les acteurs qui seront finalement choisis pour former le « consortium russe » sont de plusieurs nationalités mais ils ont un point commun, tous travaillent à Londres : les banques J. Henry Schroder Wagg & Co. et Crédit commercial de France, le cabinet d'audit DRT-Touche Ross, sa filiale de conseil Braxton Associates, le cabinet de juristes américains White & Case et celui de relations publiques BBDO/Countrywide. L'hédo-madame The Economist, délaissant pour une fois l'understatement, dit de la future privatisation russe qu'elle est « la vente industrielle et la restructuration la plus importante de l'histoire mondiale ».

CONSORTIUM • Le montage du consortium russe souligne la place centrale qu'occupe la City dans le financement de la réhabilitation des anciennes économies communistes. Tel n'est pas le moindre paradoxe d'une situation qui en compte tant : alors que le Grand-Bretagne occupe une place relativement peu importante dans le commerce Est-Ouest, que ses industriels ne participent guère aux grands projets réalisés sur place par les Occidentaux, le plus ancien et le plus important centre boursier européen est devenu l'ombilic financier des nouvelles démocraties. Conseils en privatisations, aide aux investisseurs occidentaux, assistance aux nouveaux gouvernements... on ne compte plus les contrats négociés dans cette enclave de 300 hectares où l'océan cesse de brandir les cartes de la mutation capitaliste, de s'époumoner sur l'irrésistible poussée des nouveaux milliardaires.

« Quelqu'un nous a décidé de mettre tout le paquet sur l'Est, certains veulent s'installer sur place, à Budapest, ou pas très loin, à Vienne, à Francfort ou à Vienne. Il a fallu rapidement se rendre à l'évidence : pour être dans le coup, il faut être londonien », proclame un responsable de la filiale du groupe helvétique.



américain Crédit Suisse-First Boston. La City peut en effet se targuer de la plus forte densité planétaire d'institutions financières. Ses instruments financiers sophistiqués offrent toute la palette des services : maisons de courtage, banques étrangères (plus de 520 provenant de 72 pays), assurances, marchés de matières premières, fonds communs de placement à l'échelle de l'Europe... Son appareil financier, parfaitement rodé grâce à l'expérience acquise lors des dénationalisations et des fusions-acquisitions de l'ère Thatcher, sait tirer profit des richesses d'autrui, en l'occurrence celles qui engendrent l'émergence des marchés est-européens, avec leurs 320 millions de consommateurs.

Ce temple de l'argent a le génie de l'adaptation : « Lors du boom des pétrodollars, à partir de 1973, notre tâche était facile, il nous suffisait de suivre nos clients sur place, explique un consultant. Mais là, les investisseurs hésitent à investir à l'Est, les banques ne veulent pas prêter. Alors nous avons dû créer nous-mêmes les

possibilités commerciales. » Il n'existe pas jusqu'ici de statistiques sur le chiffre d'affaires que représente l'Est pour la place de Londres, mais il est clair que celle-ci s'arrose la plus grosse part du gâteau...

LEITMOTIF • Quel que soit l'interlocuteur, un leitmotiv revient dans les conversations : la présence positive de la BERD, l'organisme financier d'assistance à l'Est, créé par quarante pays en 1991 et présidé par Jacques Attali. Malgré le décalage entre ses ambitions initiales et la liste maigre de ses réels états de service, en dépit de la polémique sur l'ampleur de ses frais de fonctionnement, cette institution, mi-banque d'affaires, mi-banque de développement, est devenue en deux ans le point de ralliement et de coordination. Citons aussi dans le contexte britannique, l'actio du Know How Fund, un programme spécial d'assistance technique géré par le Foreign Office pour soutenir des projets du secteur tertiaire britannique, à commencer par l'ingé-

nerie financière (privatisations des circuits financiers en Pologne, assurance en Slovaquie ou formation de gestionnaires dans l'ex-URSS).

Les grandes machines n'expliquent pas tout. Il faut aussi évoquer les hommes, cette nouvelle race de banquiers aventuriers, virtuoses des joies-ventures ou de la vente au public d'anciens monopoles d'Etat, qui ont appris à se battre sur tous les fronts en même temps... en gagnant de l'argent. David Pitt Watson, l'un des dirigeants de la firme de consultants Braxton Associates, évoque la création du fameux consortium russe : « Dès que l'offre a été publiée, je savais que il fallait contacter. Tout a été bouclé en dix jours, y compris la question toujours épineuse de la répartition des commissions. »

La « solidarité » de la place de Londres, c'est ce réseau complexe de contacts et d'amitiés. Les membres du consortium, bien qu'ils fassent des métiers différents, se connaissent souvent personnellement, s'appellent par leur prénom,

ce qui leur permet de travailler ensemble plus vite (même si, concurrence oblige, chacun garde son quant à soi). Avant de s'engager sur la Russie, Braxton avait déjà collaboré avec l'une des banques chefs de file, le CCF, à Prague, avec l'autre, Schroder, à Varsovie et avec White & Case, à Moscou.

SUPRÉMATIE • Quelle autre place pourrait menacer la suprématie de Londres ? Francfort, l'éternelle rivale ? Elle est exclusivement tournée vers la reconstruction de l'ex-RDA. Vienne, le carrefour du commerce Est-Ouest ? Elle ne compte, dit-on à Londres, que « quelques boutiques financières » et son action se limite à la Slovaquie et à la Hongrie voisines. Amsterdam ? Négligable. Paris doit se contenter de quelques miettes. Tokyo a pieds et poings liés par le contentieux territorial russo-japonais à propos des îles Kouriles. Quant à Wall Street, on y ressent encore le « syndrome communiste » et les mastodontes que sont Morgan Stanley, Goldman Sachs ou J.P. Morgan préfèrent laisser à leurs filiales londoniennes le traitement des affaires est-européennes.

Si actuellement la City ne se sent donc guère menacée par les autres places, tout n'est pas uniformément rose. Il y a d'abord l'éloignement géographique du théâtre des opérations qui renchérit les déplacements en avion ; autre problème sérieux, celui des honoraires, traditionnellement très élevés — un avocat d'affaires londonien par exemple réclame 150 livres sterling par heure. Et dans les propos des « agents », on ne trouve pas trace de sentimentalisme : « Notre firme a refusé de prendre en charge les privatisations albanaises et slovaques qui nous avaient été offertes sur un plateau. Le contrat était prestigieux mais nous nous serions ruinés », explique David Winter, associé-gérant du cabinet juridique Barker & McKenzie, président de la chambre de commerce anglo-hongroise. D'après certaines rumeurs, des courtiers de renom comme le Crédit Suisse-First Boston, Schroder ou Bankers Trust ont récemment décliné de grosses affaires, vraisemblablement en Russie.

Les incertitudes à l'Est sont telles, en effet, qu'elles peuvent remettre en cause à tout moment le nouveau statut de la place de Londres, suspendu à la poursuite des réformes et à la solvabilité des anciennes démocraties populaires. La City a décidé de sponsoriser la création d'un « business center » destiné aux vingt-sept pays d'opération de la BERD. Celui-ci doit être installé dans un bâtiment voisin du siège de la banque, « Comparé au building de Jacques Attali, notre projet paraît bien modeste », précise un porte-parole de la Corporation of London, l'organisme de gestion. Avec cette façon très anglaise de dire toujours des choses sans employer les mots.

Pascale Krémer

Marc Roche

GRANDE-BRETAGNE

A louer palais anglais

Hampton Court, résidence royale britannique, vient de rejoindre les quelque cent cinquante monuments historiques loués meublés aux touristes par l'association Landmark Trust. Chic et abordable

LONDRES
de notre envoyée spéciale

AVIS aux lecteurs assidus ou occasionnels de Point de vue-Images du monde, à tous ceux que les fastes monarchiques et la vic de château fascient : il est désormais possible de louer un appartement au cœur même d'un palais royal anglais. Pas un petit château où rois et reines ne seraient passés que furtivement, le temps d'une partie de chasse automnale. Mais à Hampton Court, qui fut résidence royale pendant deux siècles, jusqu'en 1760, et où vécut Henri VIII et Guillaume d'Orange. Une splendeur toute de brique rouge que ceint la verte campagne anglaise, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Londres.

« C'est pour trouver les moyens d'entretenir le château que nous avons décidé de louer deux appartements aux touristes », confie Alexandra Robson, de l'Historic Royal Palaces, l'organisme public en charge des palais royaux britanniques. « Avec la crise, l'Etat nous a demandé de faire des économies, et de trouver davantage nos propres sources de financement. »

INCENDIE • D'autant qu'en 1986 un incendie a ravagé une partie de Hampton Court : 150 millions de francs de dégâts et six années de travaux ; tout cela à cause d'une vieille dame qui aimait lire à la lueur des candélabres et fumer au lit. Car, avant même que des locataires n'investissent les lieux, le palais de Hampton Court était habité par dix-huit ladies ayant particulièrement aimé de la nation anglaise et aux-

quelles la reine a accordé le privilège de loger dans le château. Comme le palais n'était pas assuré, l'Etat a dû prendre à sa charge l'essentiel du coût des travaux.

« Il nous a paru sensé de mettre en valeur des pièces jusque-là inoccupées pour financer la réparation et l'entretien du palais », souligne Alexandra Robson. La reine, qui n'est plus propriétaire du château mais en a l'usufruit, fut bien évidemment consultée, et n'y fit aucune objection. Toujours selon Alexandra Robson, l'opération n'en est encore qu'au stade expérimental, « mais si elle s'avère commercialement rentable, d'autres appartements pourraient être loués, pour des expositions par exemple ».

C'est le Landmark Trust, fondation privée s'occupant de la location meublée de quelque cent cinquante monuments historiques, qui a pris en charge la gestion de ces premières « locations royales ». Et pour l'instant, il ne semble guère avoir de difficultés à trouver preneur. L'un des deux appartements, offert au public depuis Noël, est déjà réservé jusqu'en mai. « A la mi-janvier, nous avons déjà signé cent soixante-deux contrats de location », se réjouit Rebecca Morgan, du Landmark Trust, essentiellement pour des durées très courtes, d'un week-end à quatre jours. Mais cet été, nous ne louerons pas pour moins d'une semaine. Elle poursuit : « Les locataires ne sont pas forcément des gens très fortunés, plutôt des passionnés d'histoire. Essentiellement des étrangers. Les premiers étaient allemands. »

Situé dans la partie Renaissance du château, surplombant un

petit passage qui mène aux immenses cuisines Tudor, cet appartement, prévu pour six personnes maximum, est loué entre 2 040 et 5 740 francs les quatre jours selon la période de l'année. Toujours dans l'enceinte du château, mais légèrement à l'écart (à l'extrémité nord), une maison de trois étages datant du XVIII^e siècle, actuellement en cours de restauration, sera à louer dès le mois de mars. Elle dispose d'un jardin... et surtout d'une vue imprenable sur un potager où l'on cultive encore aujourd'hui des légumes pour la reine. La louer (à un maximum de huit personnes) coûtera de 2 720 à 8 085 francs.

PRIVILEGES • Une fois les clés en main, les locataires bénéficieront de certains privilèges. Promenades à volonté dans toutes les pièces du château ouvertes au public, balades à toute heure dans les 24 hectares de jardins, de styles Tudor, victorien et baroque, qui entourent le palais. Bref, ils auront « la chance de prendre part à la vie secrète du château, de passer outre les barrières de sécurité, d'être comme chez soi dans un palais royal », vante le Landmark Trust.

Une expérience similaire est-elle envisageable au château de Windsor, lui aussi propriété de l'Etat, et touché comme Hampton Court par un grave incendie ? La question semble choquer Alexandra Robson : « La famille royale y vit encore, sauf quelques semaines par an. Et la cohabitation avec des touristes n'est absolument pas envisageable. » Pen importe. Pour poursuivre à moindre frais la restauration du patrimoine national sans que la reine ait, pour autant, la fâcheuse impression de loger

dans un Relais et Châteaux, le gouvernement britannique a imaginé une autre solution : en 1994, une loterie nationale devrait être relancée, pour la première fois depuis cent soixante-six ans. Les parieurs viendraient au secours des trésors royaux.

Pascale Krémer

Marc Roche

Une nouvelle publication du Centre Jouffroy pour la Réflexion Monétaire

MONNAIE EXTERNE CONSTANTE

Formulation • Etalon monétaire • Médium d'échange et de réserve pour le commerce et la finance internationale • Fixité en valeur réelle • Son fondement théorique • L'Association interbancaire et sa société de « service interbancaire pour l'Ecu externe constant » (SIEEC) • Mécanisme de création et de circulation pour transactions inter-Etats et dans l'euro-marché • Emploi par le SME comme instrument de régulation • Déconnexion des réglages des taux de change et taux d'inflation.

Diffusion PUF - 105 pages. Prix 200 F
Notice sur demande au Centre Jouffroy
88 bis, rue Jouffroy d'Abbeville 75017 PARIS - Tél. : (1) 46.22.10.50

L'eden de l'audit

On imagine mal combien les bureaux du département Corporate Finance de la compagnie Ernst et Young, l'un des plus gros cabinets comptables au monde, peuvent paraître vieillots et austères. « Moscovites », diraient les mauvaises langues. Tout paraît banal ici, sauf John Howell, le patron du département « Europe de l'Est » de cette firme anglo-saxonne de 65 000 employés.

Il reçoit sans façon, émergeant d'un océan de documents et de notes. Quelqu'un qui a choisi comme thèse de doctorat l'introduction de l'agriculture en Russie au temps de la préhistoire ne peut pas être totalement banal. Un rêveur n'aurait pas été désigné, à trente-sept ans, pour diriger une équipe de sept cents personnes, dont six cents sont déployées sur le terrain dans vingt filiales (cinq dans l'ex-URSS). « En 1987, quand j'ai été engagé pour ce travail, nous n'étions que deux », soupire-t-il.

« Les auditeurs-consultants sont le far de lance du développement de l'Est en raison de l'absence de structures de base et du peu d'intérêt manifesté par les grands groupes industriels occidentaux obsédés par les risques », nous dit Anders Ljungh, vice-président de la BERD, chargé des finances. Les grands cabinets comptables anglo-américains jouant un rôle de premier plan dans l'effort de reconstruction de l'Est. L'évaluation des actifs est essentielle pour calculer la valeur des entreprises.

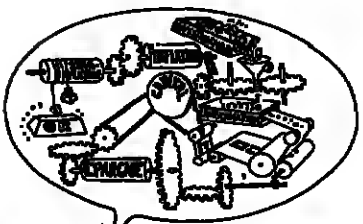
Comment, en effet, privatiser une société d'Etat sans disposer de données chiffrées ? « Le terrain a été balisé. On connaît bien maintenant les mécanismes de transition au niveau des bilans des sociétés. Ce qui manque, c'est la fonction de directeur financier. Sous le régime communiste, ce poste était occupé par des employés aux écritures ou des théoriciens de l'économie. C'est l'un des problèmes les plus difficiles à régler », répond le dirigeant de Ernst et Young.

La présence eur place des grandes firmes d'audit occidentales est impressionnante. Price Waterhouse emploie deux cents personnes à son siège de Budapest. La représentation d'Arthur Andersen à Moscou compte une centaine de personnes. « Les nouveaux conquérants de ces marchés semblent tous bâtis sur le même modèle, un brin excentrique, c'est un garde-fou traditionnel des Anglais. Ils connaissent parfaitement le mode de fonctionnement de ces sociétés, parce qu'ils ont des liens familiaux sur place ou de fortes affinités culturelles avec la région », explique John Howell.

L'intensité de son existence — une vie d'enfer, des voyages incessants, un environnement de travail chaotique — en fait un personnage d'une haute envergure, plus qu'un simple manipulateur de devises ou jongleur de taux d'intérêt. Les difficultés d'opérer derrière l'ancien rideau de fer ont même créé des formes inédites de collaboration entre les auditeurs, que ce soit à propos de l'octroi de soins médicaux sur place, des problèmes du logement ou de la sécurité des personnes. Du jamais vu dans ce monde où, en matière de commission, règne la loi de la jungle.

M. R.

Travail illégal et travail forcé



Les formes illégales et abusives de travail connaissent aujourd'hui une résurgence inquiétante à l'échelle de la planète. Dans les pays industrialisés, il s'agit du travail clandestin, qui s'incruste dans l'économie en dépit des dispositions légales. Dans les pays pauvres se développe le travail forcé, voire l'esclavage pur et simple, des enfants et des prisonniers. Le travail clandestin et le travail forcé pèsent tous deux sur les catégories les plus faibles et s'accompagnent de violations plus ou moins criantes des droits de la personne humaine. Apparemment sans rapport, ils puisent en fait aux mêmes sources et forment une sorte de cercle vicieux. Ils sont tous deux attisés par l'absence d'un ordre économique international, la crise et le retour de la pauvreté. Celle-ci nourrit notamment les flux migratoires illégaux, qui fournissent une bonne partie de la main-d'œuvre du travail irrégulier dans les pays industrialisés. Dans certaines branches comme le textile, celui-ci devient, à son tour, un « amortisseur » face à la pression concurrentielle des pays asiatiques, qui, eux-mêmes, ont largement recours au travail forcé. Les formes illégales de travail ne sont pas combattues de manière efficace. Les dispositifs juridiques des pays industrialisés occidentaux, indispensables, sont insuffisants, car les mesures répressives ne sont pas toujours suivies d'effets et ne s'attaquent pas aux causes structurelles du travail illégal. D'autre part, la coopération internationale nécessaire n'existe guère. La CEE, en particulier, n'intervient pas. Quant au Bureau international du travail (BIT), s'il s'est attelé au problème du travail forcé, il a laissé en sommeil le dossier du travail clandestin. Dans les pays en développement concernés par le travail forcé, celui-ci n'est généralement pas mieux, voire pas du tout combattu. L'introduction d'une « norme sociale » dans les négociations du GATT, incluant une clause sur le travail forcé, pourrait contribuer à la construction d'une réglementation internationale qui fait défaut aujourd'hui, à condition de ne pas être utilisée à des fins politiques ou commerciales.

Dossier préparé par Catherine Lévi

Quelle est leur étendue ?

■ Le travail illégal, qui utilise des personnes en situation de faiblesse (femmes, jeunes, chômeurs, étrangers en situation illégale), comme des professionnels qualifiés, est très répandu, notamment dans les pays industrialisés : il permet aux employeurs de se soustraire aux impôts et cotisations sociales et de disposer de salariés bon marché, échappant à la législation du travail, acceptant de travailler dans des conditions de sécurité et d'hygiène souvent précaires.

Il est particulièrement répandu dans les branches qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre occasionnelle faiblement qualifiée : au premier chef le bâtiment et les travaux publics, l'agriculture, le textile-habillement et l'hôtellerie-restauration. En France, on estime à plus de 500 000 les travailleurs clandestins, dont une majorité dans le BTP. Dans la filière textile-habillement, on en compterait 120 000, souvent saisonniers, pour 334 000 salariés légaux.

Le travail forcé des pays en voie de développement obéit à la même logique économique. Il connaît une forte croissance en dépit des conventions internationales et des législations nationales : plusieurs centaines de milliers de personnes sont contraintes de travailler dans des conditions épouvantables et pour un salaire de misère.

Selon le rapport du Bureau international du travail (BIT), aux formes traditionnelles d'esclavage subsistant dans certains pays (Soudan, Mauritanie notamment), s'ajoutent le travail dans les prisons, la servitude pour dettes (en Asie du Sud et en Amérique latine, en particulier) et tous ceux qui sont kidnappés et forcés de travailler sous la menace (au Brésil, à Haïti, en Thaïlande, par exemple).

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), on compte en particulier 100 à 200 millions d'enfants au travail dans le monde, dont certains n'ont que cinq ou six ans. Au Haïti plus de 100 000 enfants de familles rurales pauvres sont vendus ou, même, donnés à des familles citadines plus prospères : non rémunérés, ne recevant aucune instruction, beaucoup seraient victimes de sévices sexuels. La moitié des 500 000 enfants travaillant dans les ateliers de fabrication de tapis du Pakistan ont moins de douze ans.

Quelles en sont les causes ?

■ Dans tous les pays industrialisés, le développement du travail clandestin est favorisé par les conditions d'exercice de certaines professions et par la montée de la précarité.

Par exemple, sa percée dans l'agriculture française est liée, selon un rapport du Conseil national des populations immigrées, à la montée du chômage, au déclin de certaines zones rurales et à l'absence d'emplois industriels, qui poussent certaines catégories de population à accepter des activités, des conditions de travail et de rémunération jugées auparavant inacceptables. Du coup, elle incite des exploitants à ne pas déclarer leurs salariés.

Avec ses collections éphémères au succès aléatoire, avec la pression des distributeurs sur les prix et la croissance continue des importations de pays à faibles coûts de main-d'œuvre, la filière confection-habillement fait souvent rimer flexibilité avec précarité. Pour s'adapter à un environnement mouvant, les grands du secteur ont ainsi éclaté en petites unités industrielles, entre lesquelles circulent des produits semi-finis, pratiquant la sous-traitance en cascade avec, parfois, en bout de chaîne, le travail clandestin. En marge des circuits organisés, surgissent aussi, aux quatre coins de la France, des ateliers clandestins vivant des consommateurs appauvris par la crise, se tournant de plus en plus vers les produits bon marché, et peu regardants sur leur provenance. Dans ce paysage enchevêtré, la frontière entre légal et illégal est particulièrement difficile à tracer.

Dans les pays en voie de développement, le premier facteur est la pauvreté. Le travail forcé s'y nourrit de la misère grandissante, de la faiblesse de l'économie officielle et du laxisme politique. Dans les pays qui ont réduit sévèrement les dépenses sociales, les familles les plus démunies sont ainsi amenées à mettre leurs enfants au travail pour survivre. Au Soudan, les familles expulsées de leurs terres par les guerres et ayant perdu leur bétail proposent leurs enfants à des marchands. Au Brésil, des rabatteurs, appelés *gatos* (chats), sillonnent le pays en faisant miroiter des salaires mirifiques et de bonnes conditions de travail, et recrutent des travailleurs dans les communautés appauvries.

Quels sont leurs effets ?

■ Le travail clandestin alimente la précarisation en exerçant une concurrence déloyale sur les entreprises respectant la législation, en aggravant le chômage, en déséquilibrant les systèmes de protection sociale et en participant à l'évasion fiscale. L'artisan qui travaille au noir prend un risque à l'égard du fisc ou de l'URS-SAF, mais exerce surtout une pression sur les autres artisans ou employeurs. En revanche, dépourvu de contrat de travail, de couverture sociale, durement exploité, exposé plus que d'autres aux accidents de travail, à la maladie, à la perte d'emploi - et à l'expulsion hors des frontières quand ils sont étrangers - les travailleurs clandestins sont souvent entraînés dans une spirale infernale.

« La lutte contre le travail clandestin est au carrefour de quatre enjeux majeurs de notre société : l'emploi, les entreprises, les équilibres sociaux, la maîtrise des flux migratoires. »

Gervaise Hue
Ex-responsable de la mission interministérielle pour la lutte contre le travail clandestin.

Dans les pays en voie de développement, le travail forcé désorganise l'économie officielle et appauvrit davantage et pour longtemps le travail forcé les populations et les groupes sociaux concernés. D'autre part, dans les secteurs tournés vers l'exportation et, en premier, dans la confection-habillement, le travail forcé (celui des enfants par exemple) accroît la concurrence déloyale à l'égard des pays industrialisés : pour l'Union des industries textiles, il est au cœur du débat actuel sur le « dumping social ».

Comment peut-on les combattre ?

■ Dans les pays industrialisés, un renforcement des garde-fous réglementaires et pénaux est indispensable pour endiguer le phénomène. En France, la mission de liaison interministérielle pour la lutte contre le travail clandestin s'est donnée deux objectifs : répression et dissuasion d'une part, en pourchassant les employeurs de clandestins et en essayant d'établir une coordination systématique entre les services ; prévention d'autre part, en sensibilisant les partenaires économiques.

Elle a notamment contribué à susciter la loi du 31 décembre 1991, qui accroit les précautions à l'embauche, instaure une responsabilité solidaire de tous les employeurs de clandestins et renforce les sanctions. La croissance exponentielle des condamnations depuis 1985 (voir graphique) montre une certaine efficacité du dispositif, mais aussi la permanence du phénomène. Des conventions ont aussi été signées entre les pouvoirs publics et certaines professions. La déclaration d'embauche est devenue obligatoire.

Mais certains pensent qu'il faudrait s'attaquer à l'organisation des « filières » qui utilisent le travail clandestin. Ainsi, notamment pour le BTP, Jean Métais et Claude Triomphe, membres de l'Association Villermé, estiment qu'il faut encore davantage responsabiliser les donneurs d'ordre, voire limiter les niveaux de sous-traitance, qui alimentent en bout de chaîne le travail clandestin (Le Monde du 19 juillet 1991). D'autres prônent au contraire un assouplissement des conditions d'exercice des entreprises : remise en cause du SMIC, allègement de la pression fiscale, etc.

En demandant que l'OIT introduise dans les négociations du GATT un volet social, comportant des normes internationales et le respect de l'interdiction du travail forcé, certains voudraient faire d'une pierre deux coups : mettre fin à la fois à des violations manifestes des droits de l'homme et à des pratiques commerciales déloyales. Mais d'autres craignent déjà que de telles normes ne servent à des fins politiques ou à instaurer de nouvelles barrières commerciales. Ils préféreraient une approche moins répressive consistant à accorder en priorité les aides au développement aux pays appliquant effectivement ces normes.

LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LA CEE

Depuis le XIX^e siècle, le travail des enfants s'est réduit en Europe, d'abord suite aux lois qui ont relevé progressivement l'âge auquel il est autorisé, puis par l'effet de la prolongation légale ou spontanée de la scolarité - et plus largement de l'amélioration du niveau de vie.

Aujourd'hui, l'âge théorique requis pour travailler est de quinze ans dans la plupart des Etats de la Communauté européenne, de seize ans en France et de quatorze ans seulement en Grande-Bretagne. D'autre part des restrictions sont apportées à l'emploi des jeunes et, selon le code du travail français, ces dispositions doivent être affichées dans les entreprises employant des moins de dix-huit ans.

Cependant, on estime que, dans la CEE, deux millions d'enfants travaillent, au moins occasionnellement, en marge des réglementations nationales et des normes internationales, dans de nombreuses activités : distribution, agriculture, construction, garages, personnel de maison, etc.

Selon Claude Dumont, du BIT, spécialiste du travail des enfants, dans les pays de l'Europe du Sud les enfants sont occupés par dizaines de milliers, sinon centaines de milliers, comme travailleurs familiaux ou salariés dans de petits ateliers ou des exploitations agricoles (1).

Le phénomène s'étend depuis quelques années dans l'ensemble de l'Europe, notamment dans les régions les plus pauvres, comme l'a montré une étude consacrée à Birmingham (Grande-Bretagne), ville particulièrement touchée par la crise.

Cette résurgence est inquiétante, au-delà de ces aspects quantitatifs, car les enfants sont particulièrement exposés aux accidents de travail et aux maladies professionnelles. Les conditions de travail, cependant, ne s'apparentent guère à celles des pays du tiers-monde, mais le travail sous la contrainte aurait fait sa réapparition dans certaines régions pauvres d'Europe... Ces évaluations préoccupent la Communauté européenne, qui prépare une directive visant à interdire le travail des enfants de moins de quinze ans.

(1) Revue du ministère belge du travail, avril-mai-juin 1992.

LEXIQUE

ECONOMIE SOUTERRAINE. Cette notion recouvre aussi bien des activités légales non comptabilisées par l'Etat - au non comptabilisables (bénévolat, entraide familiale ou de voisinage, etc.) - que des activités non déclarées aux administrations fiscales et sociales (travail clandestin, fraude fiscale) ou des trafics (proxénétisme, drogue, etc.). En France, la partie illégale représenterait environ 15 % de la production nationale.

TRAVAIL ILLÉGAL. Il s'agit d'un ensemble d'infractions qui se recoupent souvent : le travail irrégulier (clandestin ou au noir, voir ci-dessous) et le trafic de main-d'œuvre (aide à l'entrée et à l'emploi d'étrangers sans autorisation de travail, détournement des règles du travail temporaire, prêt illicite de main-d'œuvre, placement payant, etc.).

TRAVAIL CLANDESTIN. La définition juridique française recouvre un spectre large allant de l'artisan non immatriculé au registre des métiers jusqu'aux entreprises totalement clandestines. Il s'agit toujours d'une activité économique lucrative, liée ou non à l'emploi d'étrangers en situation irrégulière, s'exerçant en marge des obligations légales, sociales et fiscales, mais certains distinguent le travail au noir, plus ou moins occasion-

nel, du travail clandestin, généralement organisé et s'exerçant dans des conditions de travail pénibles et dangereuses.

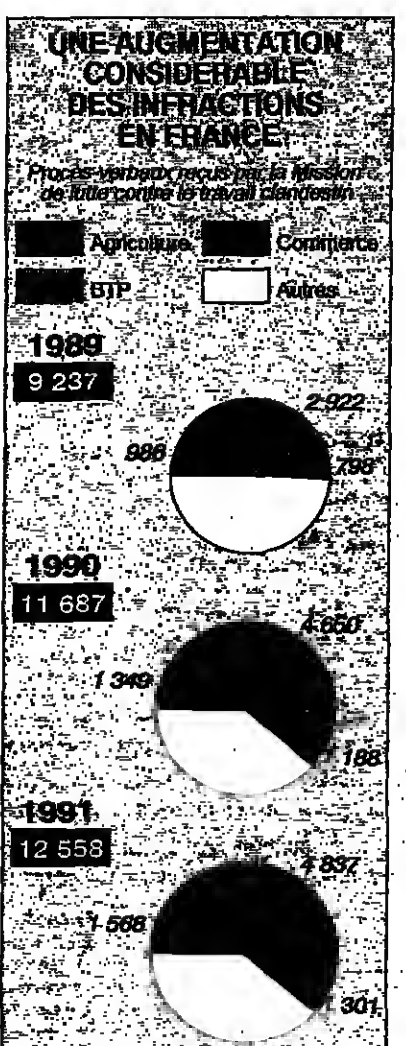
PRET DE MAIN-D'OEUVRE. Consistant, pour l'employeur, à louer du personnel sans être une entreprise d'intermédiation. Il est souvent utilisé dans la sous-traitance, et notamment dans le BTP en transférant des salariés en travailleurs indépendants (délit de marchandage).

ECONOMIE INFORMELLE. En l'absence d'entreprises organisées et de réglementation sociale dans la quasi-totalité du tiers-monde, le terme désigne surtout de petites activités artisanales, commerciales ou de services (exercées entre autres par des jeunes en rupture de scolarité), faisant vivre - ou survivre - une bonne partie de la population. Mais le travail forcé sous ses différentes formes rentre aussi dans le champ de cette définition. Ainsi, la servitude pour dettes d'un employeur prête de l'argent à un travailleur en sachant que celui-ci sera incapable de verser la somme et qu'il devra donc travailler des années, voire jusqu'à la fin de ses jours, pour un salaire de misère, afin de rembourser une dette augmentant en fait au fil des ans et qui est même transmissible de génération en génération.

BIBLIOGRAPHIE

- Pour comprendre le contexte :
■ *Monde-Europe. Répères et orientations pour les Français 1993-1997*, rapport du groupe Monde-Europe présidé par Pascal Lamy pour le Commissariat du Plan, Dunod/La Documentation Française, 141 pages, 1993.
■ *Migrations internationales, le tournant*, rapport de l'OCDE, 298 pages, 1993.
- Sur la situation internationale :
■ *Espaces et travail clandestin*, sous la direction de Solange Montagné-Villette, Masson, 157 pages, 1991.
■ *Le Travail dans le monde*, rapport du Bureau international du travail, 111 pages, 1993.

- Sur la France (analyse de la situation et répression) :
■ *Travail clandestin, trafics de main-d'œuvre et formes illégales d'emploi*, rapport présenté par Claude-Valentin Marie au Conseil national des populations immigrées, 112 pages, 1992.
■ *Travail illégal et suites judiciaires*, rapport statistique des ministères de la justice et du travail, 72 pages, 1993.
■ « Le travail clandestin, dix ans après », par Gervaise Hue, revue *Droit Social*, mars 1993, pages 227-234.
■ *Les milliards de l'ombre, l'économie souterraine*, de Marc Debare, Hatier, 78 pages, 1992.



Faut-il avoir peur d'une banque centrale indépendante ?



En donnant leur indépendance aux banques centrales, conformément au traité de Maastricht, plusieurs pays européens, dont la France, mais aussi la Belgique, ne risquent-ils pas de sacrifier la croissance et l'emploi à la stabilité des prix ? Le débat, estime Guy Quaden, directeur de la banque centrale belge — dont les statuts viennent d'être modifiés — ne doit pas être dramatisé : dans les pays de la Communauté, le degré d'autonomie des responsables de la banque centrale n'est jamais nul, mais il n'est jamais non plus absolu, même en Allemagne. De nombreux garde-fous limitent de fait le pouvoir des responsables de l'insufflation d'émission, qui doivent toujours veiller à ce que leur action soit comprise et approuvée par l'opinion.

par GUY QUADEN (*)

COMME on sait, le traité de Maastricht prévoit l'indépendance du système européen de banques centrales, c'est-à-dire de la banque européenne proprement dite mais aussi des banques nationales qui seront fédérées par elle. Si pareille indépendance n'avait été assurée, il eût été impossible de convaincre les Allemands de renoncer à leur mark géré par la Bundesbank au profit d'une monnaie commune à gérer par la nouvelle institution européenne.

Dans plusieurs pays de la Communauté, des modifications de statuts de la banque centrale sont actuellement débattues ; dans certains, elles sont déjà décidées. Ainsi, en Belgique, le Parlement vient-il de retirer au commissaire du gouvernement le droit de veto dont il disposait en principe sur les décisions de la banque (mais qui, en fait, n'avait jamais été utilisé depuis 1945).

Faut-il craindre cette indépendance des banques centrales ? Il convient tout d'abord de ne pas dramatiser le débat. Dans les pays qui nous intéressent, le degré d'indépendance de la banque centrale n'est jamais nul, mais il n'est jamais non plus absolu (c'est pour quoi, il est vrai, le terme d'autonomie est en réalité plus approprié). Ce qui diverge, c'est le niveau plus ou moins élevé d'indépendance relative des différentes banques centrales.

Nulle part, le pouvoir monétaire, passé progressivement sous le contrôle des pouvoirs publics (car l'indépendance des banques centrales a d'abord été assurée à l'égard des pouvoirs privés), n'a été

monopolisé par le ministre des finances. A la différence de ce qui se passe pour la plupart des autres aspects de la gestion économique (en particulier la politique budgétaire), où seuls le Parlement et — surtout — le gouvernement jouent les premiers rôles, le pouvoir en matière de politique monétaire présente la particularité d'être partagé entre le gouvernement et une institution plus ou moins autonome, en tout cas distincte : la banque centrale. Il est donc toujours demeuré quelque chose de la vieille et sage idée selon laquelle le pouvoir d'émettre la monnaie doit être séparé de celui d'engager les dépenses publiques.

En sens inverse, on relève que les pouvoirs publics exercent partout une emprise minimale sur la banque centrale, y compris dans le cas des institutions considérées comme les plus indépendantes, telle la Deutsche Bundesbank. Ainsi, c'est toujours le pouvoir politique (éventuellement après consulta-

tion des organes de la banque) qui nomme les principaux responsables de l'institution : son gouverneur ou président, les membres de son directoire ou comité de direction. Par ailleurs, c'est partout le gouvernement qui demeure maître des principales décisions en matière de change (c'est-à-dire le choix d'un régime de change et d'une parité) ; on l'a vu en particulier en Allemagne lorsqu'il s'est agi d'arrêter le taux de conversion entre le mark-Est et le mark-Ouest. Or la politique de change et la politique monétaire sont évidemment assez étroitement imbriquées.

La ligne de démarcation

L'indépendance éventuelle d'une banque centrale présente de multiples facettes, comme l'indépendance institutionnelle (c'est-à-dire le fait de ne pas être soumis aux instructions de quelque autorité tutélaire que ce soit), l'indépendance opérationnelle (la pleine disposition des instruments nécessaires à la mise en œuvre de la politique monétaire), l'indépendance personnelle des membres des organes de décision de la banque, ou l'indépendance financière de l'institution (assurée par un capital, un budget, des ressources propres).

Pour faire bref, on dira que la ligne de démarcation fondamentale entre les banques centrales plutôt dépendantes et les banques centrales plutôt indépendantes est constituée par la possibilité ou non pour le pouvoir politique d'adresser des injonctions à l'institution d'émission.

Ainsi, en Allemagne, la loi de 1951 sur la Bundesbank dispose explicitement que celle-ci ne peut recevoir d'instructions du gouvernement ; la banque est simplement tenue de contribuer à la politique économique du gouvernement pour autant que celle-ci soit compatible avec la réalisation de l'objectif précis assigné à la banque : la sauvegarde de la monnaie. En revanche, dans d'autres pays, si la banque centrale est chargée de conseiller le gouvernement, de préparer et de mettre en œuvre les mesures de politique monétaire, d'importantes décisions, et plus spécialement les modifications de certains taux d'intérêt, sont prises en définitive par le ministre des finances (le chancelier de l'échiquier en Grande-Bretagne).

En outre, parmi les obligations imposées à une banque centrale, peut figurer celle de financer l'Etat de façon automatique et/ou privilégiée à concurrence d'un plafond plus ou moins élevé et plus ou moins flexible. Pareil financement monétaire est également prohibé par le traité de Maastricht.

L'indépendance des banques centrales est généralement ordonnée pour assurer la crédibilité à long terme des politiques anti-inflationnistes. Faut-il redouter que, dans un pareil contexte, les autres objectifs de la politique économique, et en particulier la croissance et l'emploi, soient sacrifiés à la stabilité des prix ?

Un équilibre des préoccupations

Les banquiers centraux, mais aussi l'opinion publique, considèrent que le premier devoir des banques centrales est de sauvegarder le pouvoir d'achat de la monnaie. Tous les banquiers centraux sont bien sûr « contre » l'inflation, de la même façon que tous les prêteurs sont « contre » le péché. Cependant, seule une infime minorité d'entre eux peuvent être considérés comme fondamentalistes, c'est-à-dire désireux d'obtenir la stabilité absolue des prix, quel que soit le coût à payer éventuellement en termes de croissance et d'emploi. L'indépendance de la banque centrale garantit simplement que la stabilité des prix ne sera pas négligée et assure un certain équilibre des préoccupations.

En réalité, pour eux, comme les ultramonétaristes, qui considèrent l'inflation comme le seul problème de la politique économique (les mécanismes de marché étant supposés se charger de tout le reste) et l'inflation zéro comme la seule inflation acceptable, le remède préconisé à la suite de Milton Friedman consiste à supprimer toute possibilité de politique économique discrétionnaire, non seulement pour les hommes politiques, mais aussi pour les banquiers centraux (1). La limitation de l'offre de monnaie, à organiser par une disposition constitutionnelle, est à leurs yeux la condition nécessaire et suffisante à la stabilité des prix. En revanche, ils craignent que des banquiers centraux pouvant exercer leur jugement de façon autonome ne prennent

certaines libertés à l'égard de cette règle d'or. Par ailleurs, qui peut encore croire, après l'amère expérience des années 70, que l'inflation soit une solution au chômage ? On ne constate pas non plus que le progrès social ait été moindre en Allemagne, traditionnellement attachée à la stabilité des prix, que dans les pays qui ont longtemps laissé « filer » leur monnaie.

Les contreparties existent

Enfin, il ne faudrait pas oublier qu'il existe des contreparties à l'indépendance des banques centrales. Celle-ci n'est évidemment pas à confondre avec le pouvoir, pour les responsables concernés, vite qualifiés de « technocrates », de faire n'importe quoi n'importe comment. On peut observer que, dans les pays où elle est en vigueur depuis plus ou moins longtemps, cette indépendance s'accompagne généralement de quatre garanties fondamentales.

Premièrement : la légitimité. Les principaux responsables des banques centrales sont, on l'a déjà dit, nommés par l'un ou l'autre organe (généralement le gouvernement) du pouvoir politique démocratique.

Deuxièmement : la collégialité. Dans toutes les banques centrales, il existe depuis longtemps une figure emblématique, celle du gouverneur, encore renforcée aujourd'hui par la médiatisation de la politique économique. Mais une seule personne, non soumise à élection populaire, ne peut concentrer tout le pouvoir et, dans les banques centrales les plus indépendantes, le gouverneur ou le président est un *primus inter pares* qui doit composer avec les autres membres du comité de direction ou du conseil d'administration de la banque.

Troisièmement, et cette caractéristique est une extension de la précédente : la représentativité ou, du moins, une certaine représentativité, car il n'est évidemment pas question de composer les comités des banques centrales à la façon de petits parlements.

Mais diverses dispositions destinées à assurer l'indépendance personnelle des responsables de certaines banques centrales, comme la durée relativement longue de leur mandat (2) et l'irrévocabilité, ont pour conséquence de garantir une certaine diversité des opinions au sein des organes dirigeants puisque ceux-ci sont alors normalement constitués de membres qui ont été nommés, non pas par un seul gouvernement, mais par les derniers qui se sont succédés au pouvoir et dont la composition a pu varier.

Par ailleurs, plusieurs banques centrales fortement indépendantes sont celles d'Etats fédéraux et, même si elles prennent des décisions centralisées, leur structure prévoit une certaine représentation des intérêts régionaux. Ainsi la banque centrale européenne devrait être administrée demain par un directoire et un conseil où siègeront les directeurs permanents mais aussi les gouverneurs des différentes banques nationales.

Quatrièmement : la responsabilité. L'autonomie ne signifie évidemment pas l'irresponsabilité, ni même l'isolement, plus ou moins splendide.

Discretion et surprise

Les délibérations conduisant aux décisions de politique monétaire ne peuvent se faire sur la place publique (le discrétion et la surprise sont, on le voit, les clefs du succès en cette matière), mais les procédures et les options retenues peuvent être rendues assez transparentes par diverses formules telles que la publication d'un rapport annuel largement diffusé et débattu, la présence possible dans les instances de la banque d'un délégué du gouvernement éligible à titre consultatif, ou encore l'audition périodique d'un représentant de la banque par une commission spécialisée du Parlement.

L'indépendance des banques centrales est une indépendance concédée et toujours quelque peu fragile. Leurs responsables doivent donc veiller à ce que leur action soit comprise et les objectifs poursuivis approuvés par la plus grande partie de l'opinion publique.

Pour conclure, je voudrais donc dire ma conviction qu'assorti des contreparties qui viennent d'être mentionnées, un degré élevé d'indépendance des banques centrales renforcant la continuité et l'efficacité de la politique monétaire — et réduisant le prime de risque inclus dans les taux d'intérêt — ne saurait par ailleurs être considéré comme attentatoire à la vie démocratique. Mais si la démocratie n'a rien à craindre de banques centrales autonomes, celles-ci n'ont rien à gagner d'un éventuel vide politique. L'idée selon laquelle la puissance d'une banque centrale s'alimenterait de la faiblesse du pouvoir politique est une idée fautive (on peut à nouveau sur ce point se référer à l'exemple allemand).

Or, tel est bien un des risques majeurs qui pèsent sur la construction européenne actuellement en chantier. L'inconsistance du pouvoir politique à ce niveau aurait vite pour conséquence de faire de la banque centrale la source de la plupart des frustrations et de la cible de la plupart des mécontentements. C'est notamment pour cette raison qu'il est souhaitable, je pense, que l'Europe progresse simultanément sur deux fronts : l'union monétaire mais aussi, même si celle-ci doit être moins absolue, l'union politique.

(1) Voir, par exemple, Milton Friedman : « The Case for Overhauling the Federal Reserve », *Challenge*, juillet-août 1983.

(2) Huit ans pour le directeur de la Bundesbank et même quinze ans — mais non renouvelables — pour les membres du comité des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine.

(*) Directeur de la Banque nationale de Belgique, professeur à l'université de Liège.

LIVRES

Les habitants des bas-côtés

Sans toucher au travail et à l'ensemble du système économique et social, on ne réduira pas le nombre des chômeurs, ces exclus de la vie sociale

LES EXCLUS FACE A L'EMPLOI
de Simon Wühl, Syros-Alternatives 300 pages, 130 F.
PARTAGE DU TRAVAIL
de François Valette, L'Harmattan, 256 pages, 130 F.
LA FAMINE DES TEMPS MODERNES
Essai sur le chômage d'Eric Lecerf, L'Harmattan, 224 pages, 130 F.

Le tapis roulant du travail ne va pas plus vite. Au contraire. Pourtant, il éjecte sur les bas-côtés de plus en plus de salariés. La mécanique sociale tourne à l'envers de l'autre : c'est dans l'accélération du système que l'on risque de trouver le moins d'éclopés, mais la croissance ne réduit que faiblement le nombre d'exclus.

S'arracher les cheveux devant cette fatalité ? Simon Wühl s'y refuse et — après d'autres, mais avec la force que procurent les missions « sur le tas » dans les quartiers dévalorisés — il apporte son expérience pour aider à « reprendre » le tissu social. La question qui le taraude est celle-ci : dans quelle mesure certaines évolutions du système productif sont-elles conciliables avec une pleine utilisation de la main-d'œuvre disponible ?

Notre auteur explique pourquoi il oppose toute son attention à ce qu'on appelle « le chômage d'exclusion », celui qui se prolonge durant une longue durée. C'est qu'il atteint aujourd'hui des proportions inconnues jusqu'alors et qu'il élargit une fracture dont on ne peut mesurer les conséquences politiques, économiques, culturelles et sociales.

Cette observation a conduit les gouvernements à lancer des actions plus cohérentes à l'égard de ces publics, mais la mobilisation ou le fœveur de l'intégration, étape vers l'emploi, est loin d'avoir donné tous les effets attendus. « N'est-ce pas la logique elle-même qui est à questionner plutôt que les conditions de sa mise en

pratique », demande Simon Wühl. L'insertion lui paraît trop polarisée sur la mise en conformité des personnes aux normes, supposées intangibles, du système économique et social.

Cette idée féconde, notre auteur va la développer dans les cent dernières pages de son livre. Défilent les analyses, qui commencent à être mieux entendues, sur la séparation entre revenu et travail, l'intégration par les actions d'utilité collective, les transitions vers un nouveau modèle d'organisation du travail dans l'entreprise (automatisation non excluante, gestion plus fine des ressources humaines, partenariat). Il faudra bien que quelque chose change dans le modèle que nous appliquons, car ce que coûte à la collectivité le système d'exclusion est par trop énorme.

SYNERGIE Et le partage du travail ? Ses effets sont l'objet de débats sans fin. L'intérêt du livre de François Valette est qu'il s'efforce, lui aussi, d'inscrire son analyse dans une pensée globale sur la société : « Travailler tous, moins, mieux. » L'idée est de développer parallèlement le travail à temps partiel et la pluriactivité, une synergie pouvant naître de l'occupation du temps libre, suscitant de nouvelles demandes de structures, d'équipements, de biens et de services générateurs d'autres activités, sans parler de l'ouverture à plus de communauté, de formation, de culture.

C'est plutôt un partage « autour du travail » que propose François Valette. Ce qui affecte le plus le chômeur, ce n'est peut-être pas la réduction de son niveau de vie, mais le sentiment d'être inutile à la société. Les Anglais ont cette belle formule : « J'ai besoin qu'on ait besoin de moi. » Cette soif profonde devrait être étanchée dans un monde où les attentes sont si précises et si nombreuses. On sera moins d'accord avec notre auteur lorsqu'il écrit : « L'écart s'accroît certes entre les élus et les exclus de notre société (...). Mais cet écart n'est pas

un fossé vide et la société duale n'est pas pour demain. » Hélas ! Tout se passe comme si nous vivions déjà dans un monde à deux vitesses, sans pouvoir nous en débarrasser. François Valette est plus heureux lorsqu'il écrit qu'il faut réintroduire dans notre système de travail le plus grand nombre possible de degrés de liberté.

Il n'est pas inutile enfin de faire un peu d'histoire. Ce qui surprend aujourd'hui, c'est qu'une telle masse de sans-travail ne s'exprime pas de temps en temps à la façon des agriculteurs. Dans son livre, Eric Lecerf montre à quel point de telles manifestations ont été rares dans l'histoire industrielle de la France. Certes, celui qui déclencha les journées de juin 1848 était un ouvrier du non-de-Frjol, qui revendiquait le « droit au travail ». Mais les insurgés n'étaient pas que des chômeurs.

En fait, la première manifestation organisée par des ouvriers sans travail se tint le 9 mars 1883 sur l'esplanade des Invalides et réunit plus de vingt mille personnes. Le 13 janvier 1884, au nouveau meeting des sans-travail eut lieu à Paris, cette fois salie Lévis. Il eut plus de succès que le précédent, car Georges Clemenceau, alors député de Belleville, fit voter une « Enquête sur la situation des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie et sur la crise parisienne ». Dix ans après seulement était créé l'Office du travail.

Rien de comparable, donc, aux « marches des sans-travail », voire aux émeutes qui se développeront dans d'autres nations industrielles, notamment aux Etats-Unis. Les divisions du mouvement syndical français expliquent sans doute cette différence et aussi le fait qu'il considéra longtemps avec suspicion « l'armée de réserve du capital » acceptant de travailler sur rabais.

En cette autre fin de siècle — celle du dix-neuvième — les jours « chômés » n'étaient pas non plus seulement ceux de la célébration d'une fête religieuse ou nationale.

Pierre Drouin

LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LA CEE

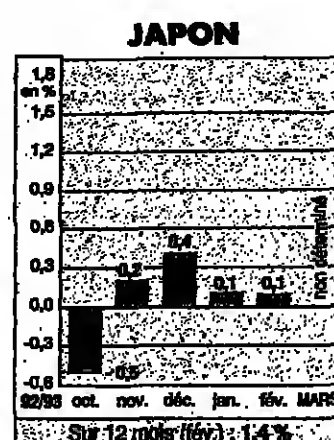
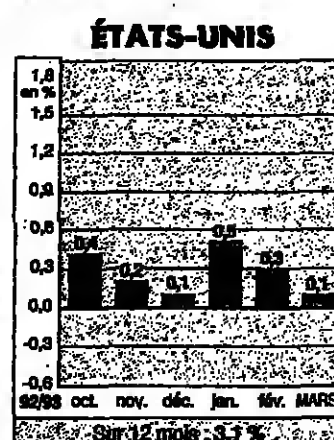
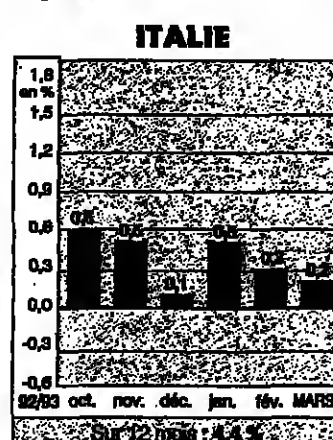
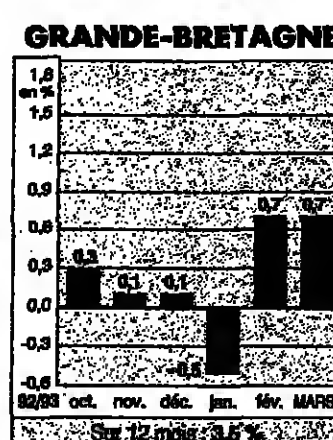
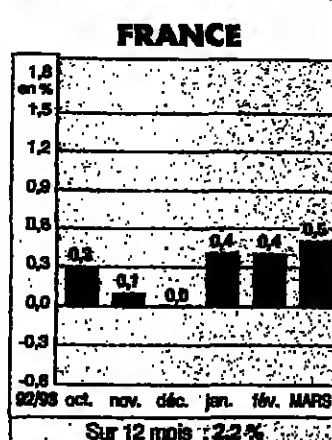
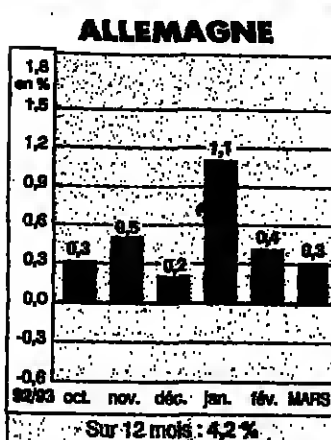
CONJONCTURE

Le temps est à la rigueur budgétaire en Occident. Après le plan du président Clinton aux Etats-Unis, ceux du chancelier Kohl en Allemagne et du premier ministre John Major en Grande-Bretagne, c'est aujourd'hui au gouvernement français de prendre des mesures pour limiter les déficits publics. Partout les marges de manœuvre sont étroites. Les hausses de la fiscalité directe, qui risqueraient d'amplifier la récession là où elle sévit encore au début de la reprise, dans les pays anglosaxons, sont repoussées dans le temps : au plus tôt à la fin de 1993 aux Etats-Unis, en 1995 en Allemagne. Les autorités britanniques disent qu'il sera probablement nécessaire à terme d'augmenter l'impôt sur le revenu, mais ont annoncé une légère baisse de celui-ci pour 1993.

INDICATEUR • Les prix
Inflation fiscale

Limitier de façon très sévère les dépenses n'est guère plus envisageable : une bonne partie (les intérêts des dettes publiques) sont incompressibles tandis que les Etats doivent faire face à un sérieux allongement de leurs budgets sociaux et que les mini-programmes de relance budgétaire préconisés se révèlent souvent indispensables.

Dans l'attente de jours meilleurs, les autorités se replient sur les instruments les moins douloureux et sans doute les plus rapidement rentables : les hausses de la fiscalité indirecte et des tarifs publics. En janvier, l'Allemagne a relevé d'un point son taux de TVA, pour la deuxième fois consécutive en dix-huit mois. Ailleurs, différentes taxes sur les dépenses sont introduites, augmentées ou évoquées : taxes sur l'énergie et les carburants, sur les alcools, le tabac, etc. Ces hausses se retrouveront, tôt ou tard, dans les prix à la consommation : elles devraient conduire à une inflation un peu plus soutenue dans la plupart des pays occidentaux - ce qui pourrait en retour contribuer à alléger un tant soit peu les déficits actuels.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf Etats-Unis.

RÉGION • L'Asie du Sud
Turbulences et réformes

« **Q**U'EST-CE qui cloche en Asie du Sud? Ces turbulences qui s'aggravent, alors que l'Extrême-Orient et plus récemment l'Asie du Sud-Est, avancent à grandes enjambées? », s'interrogeait récemment un Indio à New-Delhi. Au Pakistan ou à Dacca se font entendre des échos analogues.

1992 restera une année noire pour l'Inde, avec la destruction de la mosquée d'Ayodhya et les émeutes qui se sont déclenchées dans de nombreuses villes. En 1993, la série noire s'est poursuivie avec les émeutes de Bombay en janvier, puis avec la série d'explosions de mars dans cette même ville.

Au Pakistan, un corps d'armée est dans le Sind pour rétablir l'ordre public perturbé par les gauchos politico-crapuleux et par les rivalités entre Sindhis, Muhajirs (anciens réfugiés de l'Inde), Pathanes et Baloutches. La crise qui couvait entre le président de la République, Ghulam Ishaq Khan, et son premier ministre, Nawaz Sharif, a finalement éclaté : ce dernier essayait de supprimer de la Constitution l'amendement autorisant le chef de l'Etat à dissoudre l'Assemblée nationale et à renvoyer le premier ministre. Ghulam Ishaq, avec l'approbation de l'armée, a congédié le chef du gouvernement et s'est rapproché de Benazir Bhutto, à laquelle il avait pourtant fait subir un sort identique en 1990. Ces pratiques ne seront guère appréciées du consortium d'aide au Pakistan qui doit se réunir fin avril à Paris.

Le Bangladesh a beau constituer l'Etat culturellement le plus homogène de l'ancien empire des Indes, il n'est pas épargné non plus par les manœuvres politiciennes. Mieux enracinée, la démocratie indienne fonctionne, elle aussi, dans une atmosphère lourde d'intrigues et de rivalités, et toutes les formations politiques, du Parti du Congrès au BJP (Bharatiya Janata Party), sont affaiblies par leurs propres dissensions. Pour coiffer le tout intervient la corruption, renforcée au Pakistan par le trafic d'héroïne provenant des zones tribales et de l'Afghanistan, l'affaiblissement généralisé du système judiciaire, les règlements de compte, crimes à l'appui.

Faut-il en conclure que ces pays ne s'en sortiront jamais? Ces convulsions surviennent au moment où ils se lancent dans de profondes réformes : dérégulation des circuits économiques et encouragements aux entreprises privées au Pakistan, et privatisation du secteur public, large ouverture sur le monde - en particulier aux investissements privés étrangers - abolition ou allègement du contrôle des échanges au Bangladesh. Ces réformes, porteuses d'espoir, vont-elles être réduites à néant par la politique?

Malgré les turbulences, l'économie pakistanaise devrait ter-

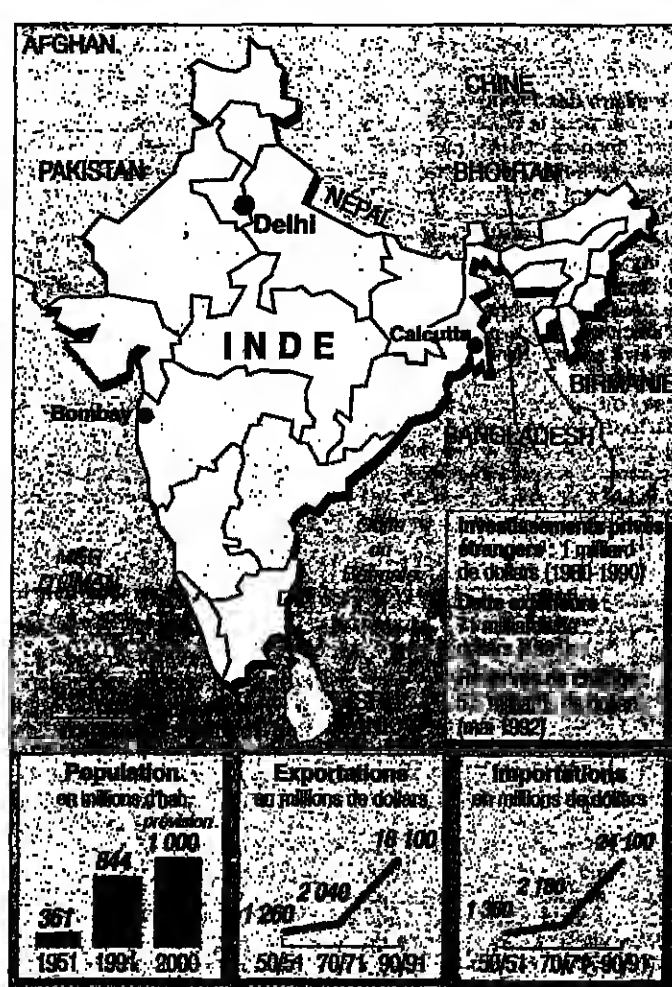
miner son année financière, le 30 juin, avec une croissance d'environ 4,5 % par an, ce qui n'est pas négligeable. Sous des dehors un peu effacés, l'ex-premier ministre Nawaz Sharif, ancien industriel, a fait preuve de détermination dans ses réformes. La privatisation des unités du secteur privé a beau avoir été menée dans des conditions pas toujours orthodoxes, elle constitue un heureux changement. L'industrie privée va de l'avant. Il existe à Karachi et à Lahore des industriels pleins d'allant - dont certains sont très jeunes - prêts à développer leurs affaires sur les marchés tant intérieur qu'extérieur : 8 000 nouvelles sociétés ont été enregistrées depuis deux ans.

Les investisseurs étrangers ne se présentent pas en masse, mais plusieurs gros contrats sont en voie de réalisation. L'ex-premier ministre s'est attaché à l'amélioration des infrastructures : télécommunications, centrales électriques, gros chantiers routiers. Américains, Japonais, Européens, Saoudiens et, plus récemment, Coréens interviennent à différents titres. Une partie des énormes avoirs détenus par des Pakistanais à l'étranger reviennent au pays. Ces derniers mois, les exportations ont augmenté de 11 % contre 3 % à 4 % pour les importations.

Le principal point noir tient au déficit budgétaire. A Islamabad, les observateurs s'impacientent devant la lenteur des réformes fiscales et le poids de la dette extérieure. La suspension de l'aide américaine à la suite des accusations portées contre le Pakistan de se doter d'un armement nucléaire n'améliore pas le climat. Quant à la dette extérieure, elle est non moins préoccupante. Autre souci, le ralentissement de la production agricole, qui emploie encore 50 % de la main-d'œuvre et assure un peu plus du quart du PNB.

En Bangladesh, l'année 1992-1993 (1^{er} juillet-30 juin) ne s'annonce pas mauvaise. Le PNB croît de 3,9 %, contre 3,6 % en 1991-1992 (la population progressant de 2,17 % par an). La nature s'est montrée économe, facteur majeur dans un pays très largement agricole. Le secteur industriel reste très modeste et les privatisations n'ont pas donné les résultats escomptés. Trait plus positif, d'importantes mesures ont été prises ces derniers mois en vue de réduire le déficit budgétaire. Les recettes de l'Etat sont en hausse, comme les exportations et les rentrées en devises venant des personnes travaillant dans le Golfe. Les réserves en devises atteignent le niveau record de 2 milliards de dollars.

Gilbert Etienne
Professeur aux Instituts
universitaires de hautes
études internationales et
d'études du développement,
Genève.



PAYS • L'Inde

Maintenir le cap

MALGRÉ la recrudescence des troubles, l'Inde maintient le cap des réformes. Elle a la chance d'avoir un ministre des finances hors série, Manmohan Singh, entouré d'une solide équipe de hauts fonctionnaires. Dans le budget 1993-94 (1^{er} avril-31 mars), plusieurs judicieuses mesures fiscales sont prises et la roupie devient pleinement convertible. L'inflation est tombée à 7 % ou 8 % contre 16 % en juillet 1991 et la croissance du PNB devrait s'établir à environ 4 % pour 1992-1993. Le déficit budgétaire est ramené à 5 % du PNB. Fait encourageant, les institutions financières internationales et les gouvernements étrangers continuent à assurer l'Inde de leur soutien. Quant aux flux de capitaux privés étrangers, ils ont beau être modestes pour l'instant (environ 500 millions de dollars versés en un an), ils sont en nette augmentation et plusieurs gros contrats sont en discussion.

Les industriels indiens et étrangers restent, dans l'ensemble, confiants : si les perturbations politiques sont à peu près contenues, d'ici quelques années, les effets des réformes pourraient se traduire par une croissance de 5 % à 6 % par an, et de 8 % pour l'industrie. Sans atteindre les cadences de l'Extrême-Orient, une telle progression serait fort respectable. Il faut s'attendre néanmoins à des écarts accrus entre les régions dynamiques qui attirent capitaux locaux et étran-

gers, comme la côte ouest, le Sud, Delhi, et les zones déprimées du Bihar, du Bengale, de l'Orissa.

Contrairement aux Pakistanais - et surtout pour des raisons politiques - les Indiens n'osent pas attaquer le secteur public au historiel. Des privatisations partielles du capital touchent certaines entreprises. Des mesures sont introduites pour renforcer l'autonomie de gestion. Après la stagnation de 1991-1992, le secteur privé repart en avant. L'industrie devrait progresser de 4 % en 1992-1993, tendance confirmée par la hausse des crédits bancaires aux entreprises. Les récoltes, médiocres l'an dernier, s'annoncent cette année nettement supérieures. Un fait nouveau est la poussée des aliénations qui libère un gros poste d'importations.

On retiendra aussi la progression des frets ferroviaire et routier, ainsi que l'amélioration importante des télécommunications. La relance des exportations reste lente : +3,4 % d'avril à décembre, face à +16 % pour les importations. Il faut préciser que la chute dramatique des ventes aux pays de l'ex-URSS n'a pas été complètement compensée par la hausse des exportations vers l'Occident et le Japon. Quant aux réserves en devises, elles atteignent 5,2 milliards de dollars.

G. Et.

SECTEUR • Le parapétrolier

Consolidation

BEAUCOUP moins connu que les compagnies pétrolières dont il est le sous-traitant, le secteur parapétrolier représente néanmoins dans le monde un marché considérable, estimé à une cinquantaine de milliards de dollars (près de 300 milliards de francs). Sur ce marché, dominé par les Américains, les 400 entreprises françaises spécialisées se sont toutefois taillées depuis vingt ans une place non négligeable.

Regroupant des activités fort diverses, allant de la fourniture de matériels (équipements de forage, constructions de plates-formes, d'oléoducs ou de raffineries) aux services (géophysique, logging) et à l'ingénierie, ce secteur aux contours flous, qu'on ne connaît que par les enquêtes annuelles réalisées par ses différents organismes représentatifs (1), est loin d'être marginal en France : avec 38 000 personnes, il réalise un chiffre d'affaires de 41 milliards de francs, comparable à celui du verre ou de l'électroménager. Sur tout, il est l'un des principaux pourvoyeurs de devises, avec un solde extérieur positif de plus de 30 milliards de francs, soit presque autant que les produits agricoles (33 milliards).

Méconnu mais heureux, on plutôt soulagé. Car, pour le parapétrolier, la crise est déjà un mauvais souvenir. C'est en 1983 et surtout en 1986 que la chute des cours du brut, laminant les budgets d'investissement des compagnies, avait littéralement sinistré le secteur. Chiffres d'affaires en chute libre, exportations en berne, licenciements, restructurations forcées, faillites, il subissait alors une véritable purge qui, de 1985 à 1990, ramenait ses effectifs de 50 000 à 35 000 personnes.

Aujourd'hui, les années noires sont passées. Depuis 1989, le marché du brut s'est retourné, et les compagnies pétrolières ont recommencé à investir. Après avoir culminé à 92 milliards de dollars en 1982, les investissements des compagnies étaient tombés en 1987 à 47 milliards de dollars. L'an dernier, ils ont retrouvé un niveau de 67 milliards, en léger recul sur 1991.

année dopée par la guerre du Golfe, mais suffisant pour permettre au parapétrolier, assaini, de renouer avec les bénéfices.

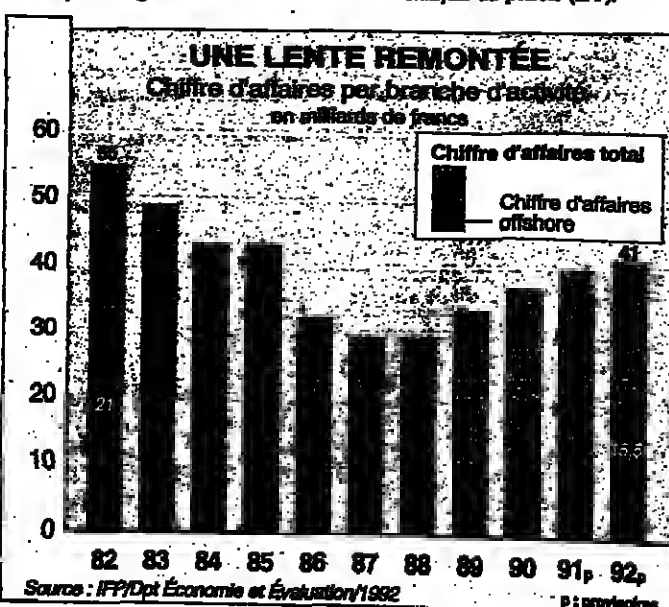
Depuis quatre ans, c'est surtout l'aval de la chaîne pétrolière (raffinage et pétrochimie) qui s'est redressé, la plupart des surcapacités ayant été résorbées. En amont, en revanche, l'activité est loin d'avoir retrouvé les sommets de la fin des années 70. L'exploration-production a repris, notamment en mer du Nord et dans les pays de l'OPEP, mais les Etats-Unis, premier marché mondial, restent déprimés par le niveau modeste des prix et la crise du gaz. Et dans les services (géophysique, logging) et à l'ingénierie, qui représente plus de la moitié des dépenses en amont de la chaîne pétrolière, l'activité reste encore insuffisante pour provoquer une reprise des commandes de plates-formes.

Après deux années de franche reprise, l'année 1992 a été pour le parapétrolier français celle de la consolidation, avec un chiffre d'affaires en légère progression (+3,7 %), dont 80 % ont été exportés. A l'exception de l'ingénierie, touchée indirectement par les difficultés récentes de la parachimie, dont les ventes ont légèrement reculé (de 6,5 à 6 milliards de francs), les autres branches du secteur ont en effet réussi à augmenter leurs ventes, malgré la nouvelle dégradation des cours du dollar (5,20 francs en moyenne en 1992 contre 5,64 en 1991), monnaie de compte pétrolière.

Les prestataires de services ont poursuivi leur progression à 18,5 milliards de francs (+6 %), et les fournisseurs d'équipements et les chantiers navals, les plus touchés il y a quatre ans, ont retrouvé pour la première fois l'année dernière un chiffre d'affaires voisin de celui d'avant la crise (16,5 milliards de francs).

Véronique Maurus

(1) Le Groupement interprofessionnel pour l'équipement des industries du pétrole, du gaz, de la géochimie et pour l'exploitation des océans (GEP-ASTEO), le Comité d'études pétrolières et marines (CEPM) et l'Institut français du pétrole (IFP).



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.